

Réviser son bac
avec **Le Monde**ÉDITION
2016**GÉOGRAPHIE**

Term L, ES, S

**L'ESSENTIEL DU COURS**

- Des fiches synthétiques
- Les points et définitions clés du programme
- Les repères importants

DES SUJETS DE BAC

- Des questions types
- L'analyse des sujets
- Les plans détaillés
- Les pièges à éviter

DES ARTICLES DU MONDE

- Le texte intégral des articles du *Monde*
- Un accompagnement pédagogique des articles

UN GUIDE PRATIQUE

- La méthodologie des épreuves
- Astuces et conseils de révisions

Antilles 2,90 €, Réunion 9,80 €
Maroc 80 DH Tunisie 10,30 DT

M 05350 - SH - F : 7,90 € - RD



rue des écoles

En partenariat avec



assureur militant

Réviser son bac avec *Le Monde*

Géographie Terminale, séries L, ES et S

Une réalisation de  rue des écoles

Avec la collaboration de :

Didier Giorgini

Cédric Oline

Delphine Cheveau-Richon

Sylvie Fleury

En partenariat avec



assureur militant

AVANT-PROPOS

La géographie est une discipline où les candidats ont tout à gagner à sortir des sentiers battus, en s'appuyant sur une culture personnelle et actualisée qui montrera à leur correcteur qu'ils ont su construire une véritable réflexion plutôt que de se contenter d'un simple bachotage.

C'est dans l'intention de vous aider à forger votre propre culture géographique que cet ouvrage a été conçu. En complément des cours du lycée, il constitue, par sa structuration claire, un outil indispensable à même de vous accompagner tout au long de votre année scolaire, et qui vous permettra d'approfondir de manière personnelle chacun des thèmes d'un programme passionnant, mais chargé.

Pour chaque partie du programme, vous trouverez d'abord une double page qui contient l'essentiel des connaissances attendues des candidats au baccalauréat. Ce sont aussi les notions que vous devrez maîtriser avant de pouvoir aller plus avant dans votre lecture.

Chacune de ces pages est accompagnée d'une colonne latérale dans laquelle figurent les définitions des termes et notions techniques relatives au programme, mais également des informations et des chiffres-clés qui vous permettront de donner du corps à vos copies.

Apporter des connaissances ne suffit pas, sans la méthode qui permet de les mettre en forme, aussi chaque cours est-il accompagné d'un sujet susceptible d'être donné au bac, suivi d'un corrigé commenté. Les sujets proposés dans cet ouvrage tiennent compte du fait que, désormais, les sujets de composition peuvent reprendre tout ou partie des intitulés des questions du programme. On attend, dans ces épreuves, que le candidat mette en œuvre des connaissances riches et variées et développe une argumentation qui, par son plan, réponde à une problématique, le tout rédigé de façon correcte. Le présent ouvrage n'a d'autre but que d'aider le candidat dans ces trois domaines, en utilisant les ressources du journal *Le Monde*, une référence depuis maintenant plus d'un demi-siècle.

Le cœur de l'ouvrage est en effet constitué par une sélection d'articles publiés, pour la plupart très récemment, dans les colonnes du quotidien. L'intérêt de cette anthologie est de vous aider à prendre de la hauteur par rapport au programme et à son cadre scolaire, et à percevoir combien l'enseignement de la géographie est précieux pour mieux comprendre le monde complexe dans lequel nous vivons.

Vous pourrez ainsi exploiter dans vos copies les analyses et les exemples tirés des articles sélectionnés et vous différencier de la masse des candidats qui se contentent trop souvent de répéter les mêmes exemples, qui lassent le correcteur à force d'être trop cités. Pour cela, il ne faut pas hésiter à utiliser cet ouvrage un stylo à la main, en résumant sur des fiches de révision les principales idées qui pourraient être réutilisées dans une composition, et les exemples précis qui les accompagnent.

Comme toute sélection, celle-ci n'est pas exhaustive et on ne saurait trop vous recommander de la compléter en lisant aussi régulièrement que possible la presse de qualité, afin de développer vos facultés d'analyse, d'expression écrite et de vous constituer une provision d'exemples originaux et récents prêts à l'emploi le jour de l'examen. Si, en plus de vous avoir aidé à réussir brillamment votre épreuve, cet ouvrage vous a donné le goût de la lecture de la presse, il aura doublement atteint son objectif.

C. O.

Message à destination des auteurs des textes figurant dans cet ouvrage ou de leurs ayants-droit : si malgré nos efforts, nous n'avons pas été en mesure de vous contacter afin de formaliser la cession des droits d'exploitation de votre œuvre, nous vous invitons à bien vouloir nous contacter à l'adresse plusproduit@lemonde.fr.

En partenariat avec

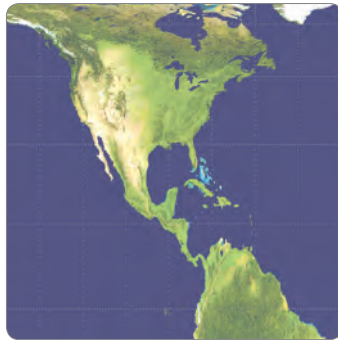


assureur militant

Complétez vos révisions du bac sur www.assistancescolaire.com :
méthodologie, fiches, exercices, sujets d'annales corrigés... des outils gratuits et efficaces
pour préparer l'examen.

CLÉS DE LECTURES D'UN MONDE COMPLEXE	p. 5
chapitre 01 – Des cartes pour comprendre le monde	p.6
LES DYNAMIQUES DE LA MONDIALISATION	p. 13
chapitre 02 – Processus, acteurs, débats	p. 14
chapitre 03 – Mobilités, flux et réseaux	p. 24
chapitre 04 – Des territoires inégalement intégrés à la mondialisation	p. 32
chapitre 05 – Les espaces maritimes : approche géostratégique	p. 40
DYNAMIQUES GÉOGRAPHIQUES DE GRANDES AIRES CONTINENTALES	p. 47
chapitre 06 – Le continent américain : entre tensions et intégrations régionales	p. 48
chapitre 07 – États-Unis-Brésil : rôle mondial, dynamiques territoriales	p. 56
chapitre 08 – Le continent africain face au développement et à la mondialisation	p. 64
chapitre 09 – L'Asie du Sud et de l'Est : les défis de la population et de la croissance	p. 74
chapitre 10 – Japon-Chine : concurrences régionales, ambitions mondiales	p. 84
LE GUIDE PRATIQUE	p. 93

CLÉS DE LECTURES D'UN MONDE COMPLEXE



MOTS CLÉS

ARC DES CRISES

Vaste zone allant d'Afrique de l'Ouest jusqu'en Afghanistan, se caractérisant par de nombreux conflits aux origines à la fois politiques, économiques et identitaires. Son cœur est constitué par le Moyen-Orient.

ÉCHELLE

Rapport entre une distance sur la carte et cette distance dans la réalité.

HARD POWER

Littéralement « puissance dure ». Désigne la capacité d'un État à se faire respecter par sa puissance militaire. S'oppose au *soft power*, la « puissance douce » signifiant qu'un État peut se faire respecter sans recours à la force, par la négociation.

PAYS ÉMERGENTS

Pays en développement connaissant depuis une trentaine d'années une bonne croissance économique, une participation de plus en plus grande au commerce mondial, une arrivée d'IDE en provenance du Nord et un IDH moyen en progression (par exemple, la Chine, l'Inde, le Brésil, le Mexique, l'Afrique du Sud, la Malaisie, etc.).

PLANISPHERE

Représentation à plat (plani-) du globe terrestre (sphère). Elle nécessite de procéder à une projection.

PROJECTION

Opération consistant à reproduire sous une forme plane le globe terrestre. Elle implique donc nécessairement une déformation (grossissement de certaines parties du globe, rétrécissement d'autres).

TRIADE

Terme créé dans les années 1990 pour désigner les trois grandes aires de puissance dans le monde : l'Amérique du Nord (États-Unis et Canada), l'Union européenne (ou l'Europe occidentale) et l'ensemble formé par le Japon et la Corée du Sud (auxquels on ajoute parfois Taïwan et la Chine maritime).

Des cartes pour comprendre le monde

Les cartes constituent des outils essentiels pour comprendre l'organisation du monde. Elles permettent en effet de représenter de manière simple et lisible les phénomènes complexes qui structurent l'espace. Leur conception et leur analyse nécessitent cependant la maîtrise d'un certain nombre d'outils.

Les choix du cartographe

Outre le choix de l'échelle, celui de la **projection** est fondamental. Lorsqu'on réalise un planisphère, on est en effet contraint de déformer la réalité, car la terre est sphérique. Pour cela, on doit choisir une projection : par exemple celle de Mercator, qui garde la justesse des distances maritimes mais déforme les continents en agrandissant les hautes latitudes, ou celle de Peters qui prend le parti inverse. On peut aussi recourir à la projection polaire (vue d'en haut) qui évite d'avoir à couper un océan. Le point de repère choisi pour **centrer la carte** est variable suivant l'observateur : par tradition, on choisit en général de mettre l'Atlantique au centre.



Planisphère de Mercator.

L'approche géopolitique

On peut appréhender le monde par une lecture **géopolitique**, c'est-à-dire fondée sur les rapports de force entre les différentes puissances. Pour cartographier les puissances, il faut définir un certain nombre de critères. Le premier consiste à évaluer le **hard power** de chacun des grands acteurs géopolitiques à toutes les échelles. À l'échelle mondiale, un des critères est la possession de l'arme nucléaire. Apparaîtront ainsi les membres de ce « club nucléaire » (États-Unis, Russie, France, Royaume-Uni, Chine, Inde, Pakistan, éventuellement Israël et la Corée du Nord). Le nombre de soldats est aussi un indicateur, tout comme le budget militaire et le nombre de bases à l'étranger.

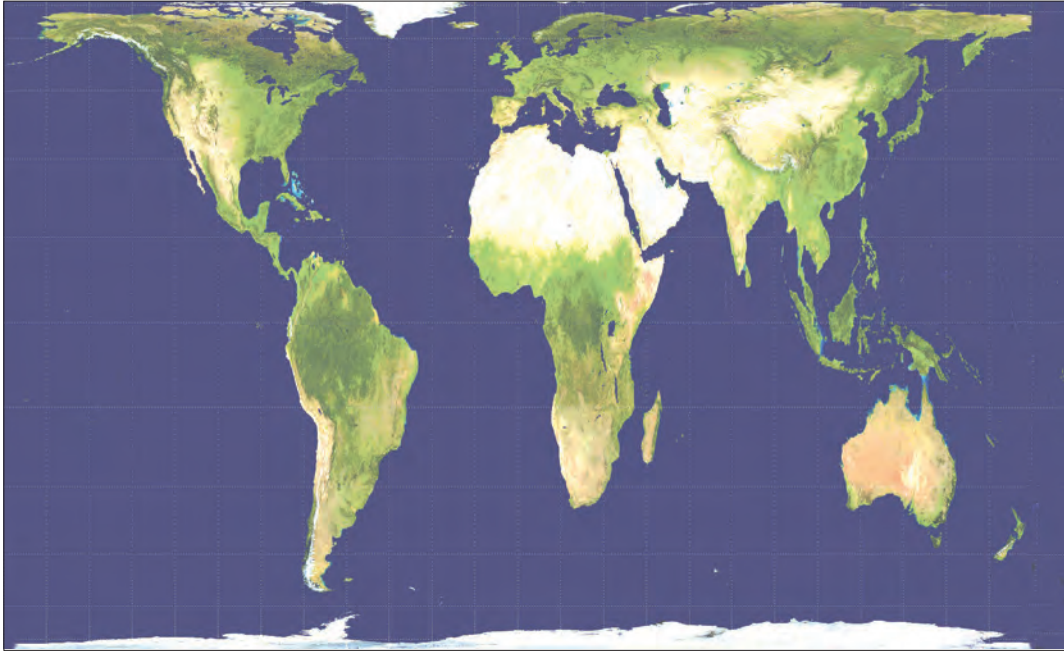
Cartographier les **conflits** est plus difficile. Les conflits entre États sont désormais moins nombreux dans le monde. La plupart sont des guerres civiles ou des interventions dans des pays déstabilisés. Certains de ces conflits, comme le conflit israélo-palestinien, ne peuvent être cartographiés qu'à une échelle locale pour en donner une représentation exacte. À l'échelle du monde se dessine un **arc des crises** dans lequel se concentrent les principaux conflits.

L'approche géoéconomique

Le monde peut également être appréhendé sous un angle **géoéconomique** qui vise à mettre en évidence les différences de richesses, de développement et les circulations économiques. Pour déterminer les hiérarchies géoéconomiques, on dispose de plusieurs **indicateurs**. Les plus utilisés sont le PIB, global ou rapporté au nombre d'habitants, qui donne une idée de la richesse d'un territoire, et l'IDH, qui donne une idée de son développement.

Là encore, il faut affiner l'analyse par un jeu d'échelle : on distinguera ainsi les régions riches et les régions pauvres, comme c'est le cas en Chine, où le littoral est plus riche et plus développé que l'intérieur du pays.

L'utilisation d'une carte en **anamorphose**, déformant la réalité en conditionnant la dimension d'un territoire à l'intensité du phénomène étudié, peut être éloquent. L'utilisation de plages de couleurs permet également de juger de l'intensité d'un phénomène. On peut aussi cartographier les organisations internationales et régionales à caractère économique (ALENA, Union européenne, ASEAN), qui montrent comment le monde est structuré, de ce point de vue, en sous-ensembles régionaux. On voit



Projection de Peters.

ainsi un monde dominé par la **Triade** (États-Unis, Union européenne, Japon), et on voit apparaître les **zones émergentes** (Asie orientale, BRICS : Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), les pays enrichis par l'exportation de matières premières énergétiques (États du golfe persique), les pays en voie de développement et enfin les pays les moins avancés. On doit également, pour une vision géoéconomique claire, cartographier les circulations de toute nature structurant l'espace mondial : matières premières, agricoles et énergétiques, produits manufacturés, mobilités humaines, flux « invisibles » liés à la finance et aux nouvelles technologies comme les échanges de données via Internet.

L'approche géoculturelle

Elle consiste à observer la manière dont les **phénomènes culturels et civilisationnels** structurent la planète. Pour cartographier les cultures, on peut tenter une approche par civilisations. Cependant, les divergences sont grandes entre les géographes pour décider du nombre de ces civilisations et de la façon de les définir. On peut s'appuyer sur la cartographie des **langues** dominantes. On verra la coexistence de grandes langues d'échange international et de langues locales. On s'accorde généralement pour distinguer une

civilisation occidentale (une civilisation orthodoxe et une civilisation latino-américaine), une civilisation islamique, une civilisation indienne, une civilisation chinoise ou d'Asie orientale, une civilisation africaine.

À l'échelle locale, cette cartographie peut être affinée jusqu'à la représentation des différentes **ethnies**. On constate alors que plusieurs cultures voisinent souvent sur le même espace. Cartographier les **religions** pose des problèmes semblables à ceux posés par la cartographie des civilisations car elles se superposent et s'entrecroisent. Il reste difficile de cartographier les minorités religieuses, l'intensité de la croyance ou les différentes pratiques.

L'approche géoenvironnementale

Elle permet d'étudier les relations de l'homme avec son milieu : **risques, pollutions**, etc. La nature fait peser des risques sur les sociétés humaines : zones sismiques, côtes à risque de tsunamis, zones à activité volcanique, zones marquées par les cyclones, etc. En retour, les hommes affectent leur environnement en provoquant des catastrophes telles que les marées noires ou les accidents nucléaires (Tchernobyl en 1986, Fukushima en 2011). Les cartes soulignent l'urgence qu'il y a à intensifier la **protection de l'environnement**. ■

ZOOM SUR...

Les quatre grilles d'analyse géographique.

GÉOCIVILISATIONNELLE

Étude spatiale des pratiques culturelles, notamment religieuses. Elle permet de dégager les grandes divisions civilisationnelles qui découpent l'espace mondial, et globalement la diffusion de certaines pratiques culturelles par-delà les clivages civilisationnels.

GÉOÉCONOMIQUE

Étude de la dimension spatiale des phénomènes économiques : inégalités de richesse, de développement, flux financiers, etc. Elle permet de dégager une hiérarchie économique entre les différentes parties du monde.

GÉOENVIRONNEMENTALE

Étude de l'impact spatial des phénomènes environnementaux comportant des risques comme les aléas climatiques (tempêtes, tremblements de terre) ou la pollution, etc.

GÉOPOLITIQUE

Étude des rivalités de puissance entre des États et/ou des groupes de diverses natures (mouvements sécessionnistes, mafias, etc.) pour le contrôle d'un territoire. Elle permet d'établir une hiérarchie entre les puissances.

SIGLES CLÉS

IDH

Indice de développement humain. Cet indice composite, dont la valeur s'échelonne entre 0 et 1, est calculé par le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) depuis 1990. Il permet de comparer le niveau de développement des États, prenant en compte différents critères autres que la richesse produite.

PIB

Produit intérieur brut. Mesure de la richesse créée, sur le territoire national, par tous les agents résidents (entreprises françaises ou étrangères, administrations).

UN ARTICLE DU MONDE À CONSULTER

- **Cartographie, la révolution numérique** p. 10-11
(David Larousserie, *Le Monde Science et médecine* daté du 08.05.2013)

ZOOM SUR...

Quelques projections célèbres

PROJECTION MERCATOR

Conçue au XVI^e siècle par un géographe flamand, cette projection s'est imposée comme référence en cartographie au fil des siècles. C'est celle notamment utilisée par le site en ligne Google Maps. Centrée sur l'Atlantique, elle tend à grossir démesurément l'hémisphère Nord au détriment d'un Sud qui apparaît de taille bien moindre qu'il ne l'est réellement. En fait, c'est l'ensemble des régions situées à proximité des pôles qui se trouve grossi par cette projection qui à l'avantage de respecter les angles – ce qui explique qu'elle a longtemps été la référence pour les navigateurs.

PROJECTION PETERS

Mise au point dans les années 1970, elle a l'avantage de bien respecter les rapports de superficie entre les continents, mais tend à en donner une vision déformée en en étirant les contours. Elle a été très en vogue dans les milieux tiers-mondistes car elle accorde une position plus centrale à l'hémisphère Sud.

PROJECTION POLAIRE

Elle a l'avantage de ne pas découper un océan et de rendre les flux ainsi aisément cartographiables. Son principal inconvénient est qu'elle tend à déformer les régions les plus éloignées du pôle sur lequel elle est centrée. En général, une projection polaire est centrée sur l'hémisphère Nord, ce qui relève encore d'une forme d'éthnocentrisme de la part des cartographes.

PROJECTION AZIMUTALE

Adoptée par l'ONU pour figurer sur son drapeau, car, par sa vision polaire, elle ne place pas une partie du monde plus au centre qu'une autre. Cependant, l'Antarctique, qui n'appartient à aucun État, n'y est pas représenté.

Étude critique de documents :

En comparant les deux documents, montrez comment le recours à la cartographie peut permettre de rendre compte des inégalités géoéconomiques planétaires.

L'analyse du sujet

Les deux cartes proposent une approche géoéconomique du monde. Elles portent pour partie sur la même chose (l'IDH) mais la seconde est plus complète car elle lui adjoint le PIB. Il faut donc confronter ces deux cartes : redondantes, ou complémentaires ?

La problématique

Quelle est la façon la plus pertinente de cartographier les inégalités géoéconomiques mondiales ?

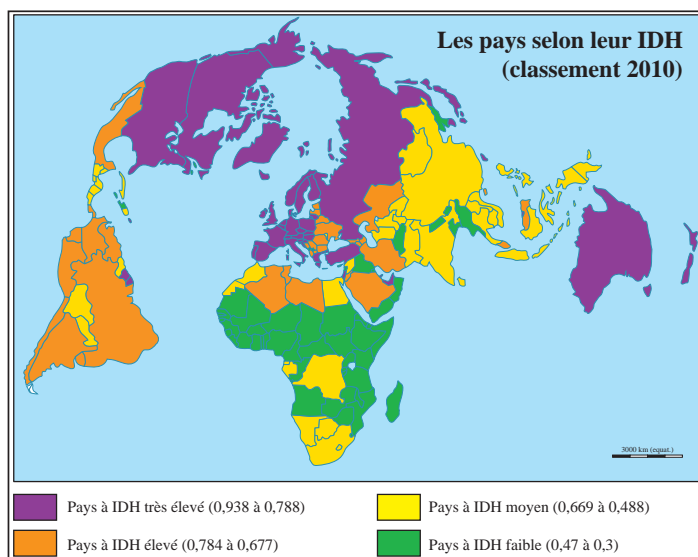
Le plan détaillé

I. Représenter le développement

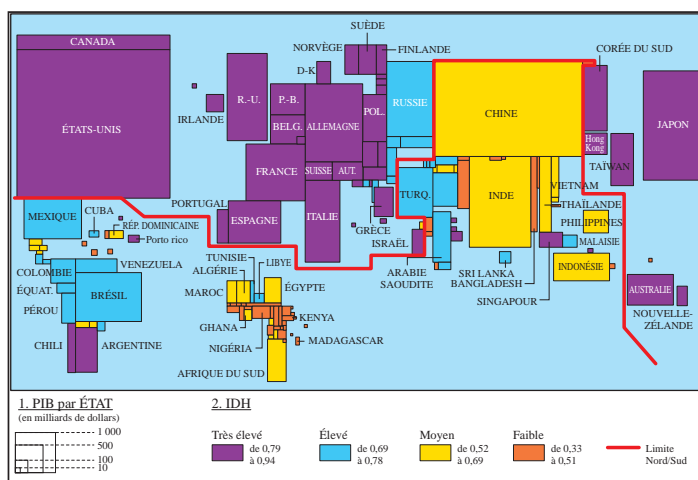
On commence par montrer le point commun entre les deux documents : ils permettent d'évaluer le niveau de développement des différents pays du monde via leur IDH. Tous deux ont adopté le même choix cartographique pour le représenter, à savoir une variable chromatique. En revanche, ils ont adopté deux projections différentes, et seul le second a tracé la limite entre pays du Nord et du Sud. Enfin, ils ont tous les deux recours à quatre catégories pour répartir les pays du monde, mais pas exactement selon les mêmes critères.

II. Comparer richesse et développement

On explique en quoi le second document est plus précis que le premier car il couple les indications relatives au développement avec des informations sur la richesse des différents pays, mesurée via leur PIB. Pour représenter à la fois le PIB et l'IDH sur une même carte, le cartographe a eu recours à la technique de l'anamorphose : la taille des pays est relative à leur richesse. ■



1 – Les écarts de développement humain dans le monde en 2010



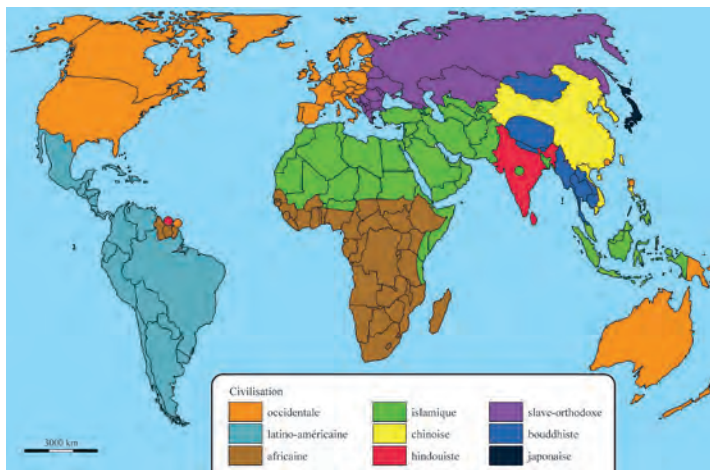
2 – Richesse et développement dans le monde en 2010

Ce qu'il faut faire et ne pas faire

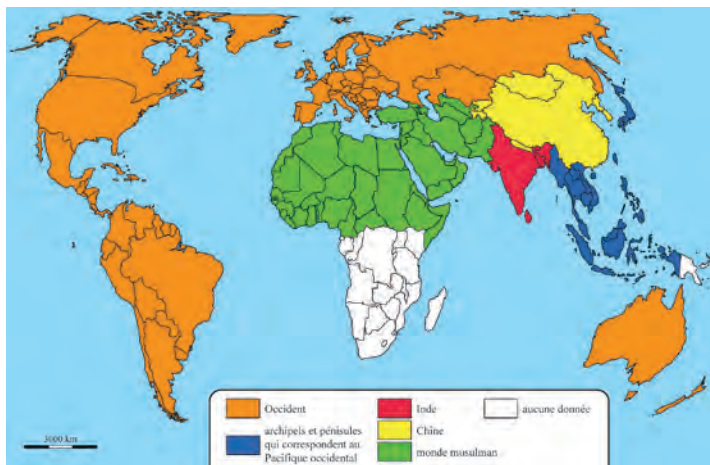
- Il faut montrer que vous avez assimilé le vocabulaire géographique vu en cours en le réutilisant. Ici, on attend notamment que vous fassiez référence aux notions d'anamorphose et de projection.

Étude critique de documents :

Après avoir rappelé ce qu'est une « aire de civilisation » et comparé les classifications opérées par S. Huntington et Y. Lacoste, vous vous interrogerez sur les difficultés à présenter de manière cartographique les civilisations.



Les aires de civilisation selon Samuel Huntington.



Les aires de civilisation selon Yves Lacoste.

Ce qu'il faut faire et ne pas faire

- Comme toujours, lorsque deux documents sont proposés, il est impératif de penser à les confronter plutôt que de se contenter de les analyser l'un après l'autre.

L'analyse du sujet

Ce sujet porte principalement sur la grille d'analyse géoculturelle, mais, comme il évoque des conflits, il relève aussi de l'approche géopolitique. Il faut s'interroger sur la pertinence de la notion de « choc de civilisation » proposée par S. Huntington et s'interroger sur la manière dont il est possible de représenter de tels phénomènes sur une carte.

La problématique

Est-il pertinent de découper le monde selon des critères civilisationnels, et ceux-ci peuvent-ils être représentés cartographiquement ?

Le plan détaillé

I. Combien de civilisations ?

On définit ici la notion d'aire de civilisation en s'interrogeant sur les critères qui peuvent être utilisés pour en fixer les limites. On peut ensuite s'interroger sur le nombre de civilisations en comparant de manière critique le découpage proposé par Huntington et celui de Lacoste. Tandis que Huntington en recense neuf, Yves Lacoste n'en dégage que cinq.

II. Comment cartographier les civilisations ?

Il faut ici insister sur la difficulté à représenter sur une carte un phénomène aussi complexe et diffus que la civilisation. Il est notamment particulièrement difficile de représenter les métissages et les recoupements civilisationnels, qui sont pourtant toujours plus nombreux du fait de la mondialisation. ■

ZOOM SUR...

Les civilisations selon S. Huntington

LA CIVILISATION CHINOISE

Elle a pour centre la Chine mais excède les frontières de celle-ci, notamment par son importante diaspora. Elle est structurée par la spiritualité confucéenne.

LA CIVILISATION JAPONAISE

Elle est l'une des moins étendues du monde, ne correspondant qu'à un seul pays.

LA CIVILISATION HINDOUE

Elle regroupe l'Inde, le Sri Lanka et la diaspora indienne dans le monde. Elle est structurée par la religion hindouiste.

LA CIVILISATION ISLAMIQUE

C'est l'une des plus grandes et des plus hétérogènes puisqu'elle englobe des populations linguistiquement très différentes : Arabes, Turcs, Berbères, Perses, Indonésiens, Malais, etc. En revanche, les nombreux musulmans vivant en Occident, en Europe notamment, n'y sont pas rattachés. Huntington ne tient par ailleurs pas compte des nombreuses divisions internes à l'islam, à commencer par l'opposition entre sunnites et chiites.

LA CIVILISATION OCCIDENTALE

Elle est l'héritière de l'Occident chrétien et elle englobe, par-delà l'Atlantique et le Pacifique, l'Europe, les Amériques, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

LA CIVILISATION LATINO-AMÉRICAINNE

Très proche de la civilisation occidentale, elle s'en différencie par l'héritage des cultures amérindiennes et le fait qu'elle n'a pas connu la Réforme protestante.

LA CIVILISATION AFRICAINE

Elle ne comprend pas l'Afrique du Nord, que Huntington rattache à la civilisation islamique.

Cartographie

La révolution numérique

La géographie est bouleversée de fond en comble par les nouvelles technologies. Entre l'IGN, Google ou les initiatives de cartographie participative, trois grands modèles émergent pour proposer des cartes qui empilent des couches virtuelles d'informations.

L'époque change. Disparues les prises de bec dans un couple autour d'une carte routière. Finis les torticolis devant un plan de ville qu'on aimerait bien mettre la tête en bas. Terminées les longues séances gestuelles pour, à l'étranger, se faire indiquer une direction. La technologie a bousculé tout cela. Des appareils GPS calculent un itinéraire et guident le conducteur. Des applications sur téléphone repèrent des commerces ou des amis dans le voisinage. Les cartes sont partout. Un milliard de connexions mensuelles sont enregistrées par les serveurs de Google Maps, le service qui a révolutionné le secteur en 2005. Pendant ce temps-là, une initiative bénévole, OpenStreetMap, enregistrerait début 2013 son millionième contributeur participant à la réalisation d'une carte mondiale librement accessible et utilisable. Même les « historiques » du domaine réagissent. L'Institut géographique national, devenu en janvier 2012 l'Institut national de l'information géographique et forestière (au sigle inchangé, IGN), est en train de redessiner la carte de France au 25 000^e, l'échelle la plus familière aux randonneurs, et commence à libérer ses données, au moins pour les collectivités locales et le monde académique.

La cartographie d'aujourd'hui n'est plus celle d'hier. Les cartes ne sont en fait même plus des cartes ! Ce sont des bases de données, c'est-à-dire des ensembles de points, d'objets, de noms... qui, à la demande, se transforment en carte particulière, à l'apparence différente selon les besoins.

C'est Google, avec Google Maps, qui a montré au public la puissance de ces outils, développés à l'origine par des professionnels pour des professionnels. Une seconde mutation est arrivée ensuite par le Web, avec la place de plus en plus grande accordée aux contributions volontaires. L'utilisateur n'est plus passif mais participe à l'amélioration de l'outil qu'il utilise. Incarné par le projet OpenStreetMap, le mouvement se répand aussi chez les acteurs commerciaux, Google, TomTom... « Nous changeons de paradigme. Alors que des établissements comme l'IGN ont toujours eu à cœur la précision des informations, nous voyons que, de plus en plus, il faut aller vers la fraîcheur et l'actualité des données », constate Guillaume Touya, chercheur au Cogit, un laboratoire de l'IGN. « La valeur de la donnée cartographique brute baisse. Nous devons maintenant apporter de la valeur ajoutée par des conte-

nus, des croisements de données... tout en préservant notre capacité à décrire le territoire. C'est un changement majeur pour l'IGN », explique Pascal Berteaud, directeur général de l'institut.

Trois modèles, détaillés ici, contribuent à ces transformations : le système public, le commercial et le collaboratif.

La précision

Honneur au fleuron national de la cartographie, l'IGN. Ici, à coups de technologie, d'informatique et de savoir-faire humains, on vise l'excellence : précision, exhaustivité pour le territoire national et fraîcheur de l'information. Tout commence par les photos aériennes prises par une flotte de quatre avions qui survolent le pays à 4 000 mètres d'altitude en prenant des clichés dont chaque pixel représente un carré de 25 centimètres de côté. Couvrir un département nécessite environ 5 000 photos. En outre, la prise de vue sous des angles différents du même endroit permet, par la technique de la photogrammétrie, de connaître la hauteur des objets. Un lidar, sorte de radar lumineux embarqué sur un avion, vient compléter la panoplie afin de numériser le relief de la surface avec une précision de 20 centimètres. En

POURQUOI CET ARTICLE ?

Le développement des technologies numériques a d'importantes répercussions sur les pratiques cartographiques. Non seulement ces nouvelles technologies offrent des moyens novateurs pour réaliser des cartes toujours plus riches et précises, mais surtout elles permettent d'en faire des usages de plus en plus nombreux et intuitifs. **Sans que nous en soyons toujours conscients, la connaissance cartographique est ainsi devenue omniprésente dans notre quotidien, pour ne pas dire indispensable.** Au point de faire sortir la cartographie du seul champ scientifique pour en faire un véritable enjeu économique, autour duquel se disputent quelques-unes des plus grandes entreprises de la planète.

même temps, sur le terrain, 150 « collecteurs » notent les nouveautés apparues (bâtiments, rues, ronds-points, chemins...) depuis leur dernier passage. Des opérateurs, équipés de lunettes 3D pour voir la zone en relief, mettent à jour à la main les informations recueillies.

A partir de cette base de données, les cartes à différentes échelles sont construites. Une grande partie du travail est automatisée, mais cette

phase laisse toujours quelques défauts qu'il faut corriger à la main. Quatre-vingts heures par zone de 20 kilomètres sur 20 kilomètres sont attribuées aux équipes. « Et on pourrait y passer encore plus de temps », ironise l'une des chevilles ouvrières. Une voie de chemin de fer qui mord sur une rivière est décalée. Un chemin masqué par une route réapparaît. Un carrefour compliqué est redessiné. Le positionnement des noms pour éviter les chevauchements est modifié...

Afin d'accélérer la disponibilité de son travail, l'IGN lancera à partir de juillet un service gratuit (mais avec option payante), Scan Express, à destination des autorités publiques, pour imprimer à la demande une carte générée automatiquement à partir de la base de données. Ainsi les informations sont à jour, même si la qualité n'est pas parfaite. Très pratique pour discuter, par exemple, de nouveaux projets locaux avec les différents acteurs concernés.

Depuis 2011, l'IGN s'est aussi lancé dans un énorme chantier : redessiner la France au 25 000e. C'est seulement la quatrième génération de carte depuis les travaux pionniers de la famille Cassini au XVIII^e siècle. L'élaboration de la précédente, dessinée à la main, s'est étalée de 1922 à 1984. Cette fois, elle devrait finir en 2016. Cela doit permettre de disposer de la totalité du territoire en numérique. Pas seulement de photos numérisées, mais bien d'une base de données cartographiques complète. L'IGN en profite pour modifier ses légendes (couleur de bâtiments, distinction du couvert végétal...). Une des difficultés porte sur les zones de montagnes et la manière de représenter les reliefs : il

faut reprendre les tracés des moindres éboulis, actuellement dessinés à la main.

Le business

En 2005, l'acteur qui avait déjà révolutionné la manière de ne pas se perdre sur le Web lance un service de cartographie, Google Maps. Pour la première fois, un internaute peut accéder au monde entier à toutes les échelles avec simplicité. « Beaucoup de spécialistes de ce qu'on appelle les systèmes d'information géographiques en avaient rêvé. Google a su le faire et a bouleversé le domaine », explique Thierry Joliveau, de l'université de Saint-Etienne. « La principale difficulté, au départ, a été de combiner des sources hétérogènes de provenances diverses », rappelle Manik Gupta, responsable de Google Maps.

Il y avait en outre des données gratuites, comme Tiger, du gouvernement américain, ou payantes sous contrat dans le cas de la France, par exemple avec... l'IGN. Récemment, les images du programme Google Street View prises par des voitures équipées d'appareils photo ont complété la base de données. Automatiquement, des logiciels détectent les panneaux de signalisation, des noms de rues... et enrichissent les cartes. Au total, Google indique se servir de plus de 1 300 sources. « Tant que le monde bouge, le travail ne s'arrête jamais », lance Manik Gupta, obsédé par la fraîcheur de ses données.

Dans la foulée, l'IGN a lancé, en juin 2006, le Géoportail, bien plus précis et riche que les cartes de Google mais limité au territoire national. Gratuits pour l'utilisateur, les services de Google sont néanmoins facturés au propriétaire dès lors

qu'un site dépasse un certain seuil de requêtes quotidiennes. Huit cent mille sites Web se connectent directement à la base de Google pour générer des cartes.

Des concurrents ont suivi le même modèle. TomTom et Nokia se partagent ainsi avec Google la fourniture de cartes pour divers services dans le monde. Les deux premiers, pour disposer de leurs propres données, ont racheté des spécialistes de la cartographie : Tele Atlas pour TomTom, en 2008, et Navteq pour Nokia, en 2007. TomTom a aussi ses propres véhicules équipés de caméras, de GPS et de lidars qui ont parcouru 5 millions de kilomètres depuis 2005. Ses cartes sont utilisées par Via-Michelin, Mappy ou encore des constructeurs automobiles ou de téléphonie mobile. La valeur ajoutée recherchée est ici la navigabilité, c'est-à-dire les informations permettant de guider les véhicules : limitation de vitesse, sens uniques... « Nous travaillons aussi avec les constructeurs automobiles à l'intégration de nos données dans les systèmes de conduite assistée », précise Hervé Clauss, du département Carte de TomTom. Le but est d'enrichir les informations du « cerveau » de la voiture en anticipant des virages, des limitations de vitesse...

La révolution citoyenne

Peu avant Google Maps, en 2004, un acteur a semé une graine qui allait révolutionner encore le domaine grâce à une idée, reprise par tous depuis : l'élaboration collaborative. En Grande-Bretagne, Steve Coast, alors étudiant et agacé de ne pouvoir avoir accès gratuitement à des données

géographiques, crée à cette époque OpenStreetMap (OSM) : une base de données géographiques gratuite et libre permettant de cartographier le monde entier.

Par « libre », il faut comprendre que les données sont exploitables gratuitement par tous, que ce soit pour des usages commerciaux ou non. Mais avec une composante « virale » : toutes les données ajoutées deviennent également gratuites. Contrairement à ce qui est la règle avec Google, TomTom, Nokia..., le contributeur ne cède pas son « travail » à une entreprise qui en devient la propriétaire exclusive.

Chacun peut contribuer à l'enrichissement d'OSM, comme pour l'encyclopédie en ligne Wikipédia. A partir du site Web, après inscription, l'internaute peut ajouter des commerces, nommer des rues, indiquer des boîtes à lettres ou des cabines téléphoniques, dessiner des étangs (en s'aidant de photos satellites fournies par Microsoft)... Avec des GPS portables, ou mieux encore des applications sur téléphone mobile, le promeneur, le cycliste ou l'automobiliste peuvent enregistrer leur trace, la télécharger sur le site d'OSM et ajouter routes, chemins ou sentiers... en suivant le contour enregistré.

Un million de personnes l'ont déjà fait. Deux milliards de points sont dans la base de données. Des services comme Flickr (partage de photos), Foursquare (réseau social), MapQuest (calcul d'itinéraire) recourent à OSM. Mais aussi des institutions comme la Maison Blanche, la Banque mondiale, ou des entreprises comme Apple (pour certains territoires), Laforêt Immobilier ou Le Monde (pour la locali-

sation de ses articles dans la zone abonnée), sans compter les innombrables associations ou collectivités locales.

En 2006, une fondation a été créée pour gérer la base de données, promouvoir l'idée... tandis que le projet lui-même reste du ressort d'une communauté de techniciens. « *Beaucoup d'entreprises ont du mal à comprendre ce genre de projet collaboratif. Elles demandent souvent qui appeler en cas de problème !* », ironise Henk Hoff, membre du bureau de la fondation, notamment chargé du développement des services.

« *Lorsque l'on étudie OSM, ce qui frappe est l'hétérogénéité des données. Des zones sont ainsi très pauvrement couvertes et d'autres très riches. La qualité des attributions est*

très variable : est-ce une route secondaire ou primaire ? C'est évidemment lié à la disparité des contributeurs. En revanche, grâce à la qualité des instruments de localisation, nous n'avons pas observé de gros problèmes dans les précisions des positionnements », explique Guillaume Touya, qui étudie le mouvement des cartographes volontaires comme OSM.

Les « concurrents » ont suivi le mouvement collaboratif. Google a conçu Map Maker en 2008. L'IGN, sur son Géoportail, accepte des propositions de modification depuis fin 2012. TomTom utilise une partie des 65 millions de GPS vendus pour rapatrier des données (avec l'accord des clients) afin d'ajuster ses informations. Des analyses statistiques permettent ainsi

de déduire automatiquement, de cette masse de données, des changements de limitation de vitesse ou des modifications de sens de la circulation (250 000 par mois dans le monde).

Se pose alors la question de la vérification des informations. L'IGN le fait sur le terrain grâce à ses collecteurs, formés pour cela. Il préfère aussi inviter à contribuer des services locaux comme les pompiers, les mairies ou La Poste qui, en retour, ont tout à gagner à un meilleur adressage des points sur la carte. Google se laisse un temps de validation avant d'accepter, mais n'a pas toujours les moyens de vérifier sur place. C'est surtout la cohérence du changement qui est analysée.

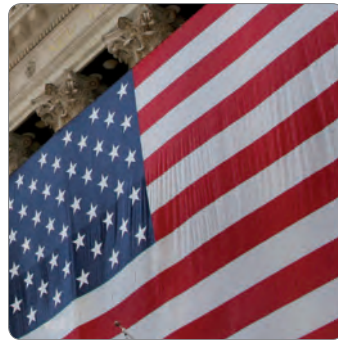
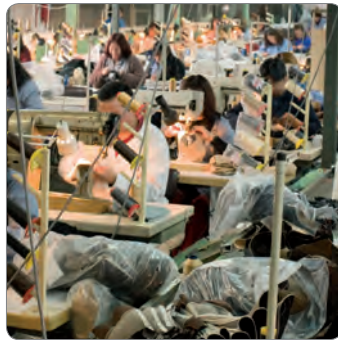
Quant à OpenStreetMap, les modifications sont quasi ins-

tantanées... Mais, comme pour Wikipédia, des cas litigieux peuvent apparaître. Ainsi les toponymes de pays comme en Belgique (entre nom wallon et flamand) ou à Chypre (entre nom grec et turc) ont-ils été l'objet de polémique. « *Nous avons mis en place la règle de la « vérité du terrain » afin d'arbitrer. Le toponyme sera celui indiqué sur les panneaux sur place* », explique Henk Hoff, d'OSM. Il y a aussi ceux qui proposent de « barrer » la route qui passe devant chez eux en espérant ainsi être tranquilles... Malgré tous ces changements, la carte demeure un instrument de pouvoir. ■

David Larousserie

Le Monde Science et médecine
daté du 08.05.2013

LES DYNAMIQUES DE LA MONDIALISATION



MOTS CLÉS

BRAIN DRAIN

Migration des cadres et des chercheurs pour trouver de meilleures conditions de travail et de rémunération. Les zones de départ sont les pays en développement et les pays riches, tandis que les zones d'arrivée sont les pays riches et industrialisés.

CONTENEURISATION

Mode de transport maritime par caisses de dimensions normalisées. Le conteneur est une boîte métallique qui mesure en général 20 ou 40 pieds de long et a une capacité de 20 ou 40 tonnes. La majeure partie du commerce international est assurée par conteneurs, du moins pour les produits manufacturés. Les matières premières voyagent autrement.

HUB

Point de jonction entre de nombreux flux au sein d'un réseau. Le terme désigne principalement les grands aéroports internationaux par lesquels transitent des millions de voyageurs, pour beaucoup en attente d'une correspondance.

MONDIALISATION

Processus économique qui étend le principe libéral d'une économie de marché à l'ensemble de la planète. La mondialisation, surtout dans les domaines économique et culturel, fait l'objet d'une contestation forte de la part de citoyens ou d'associations qui forment le mouvement « antimondialisation » ou « altermondialiste ».

Avec la mondialisation, les espaces économiques nationaux laissent place à un espace mondial intégré ; c'est l'image du « village planétaire ».

MULTIMODALITÉ

Utilisation de plusieurs moyens de transports pour acheminer un objet d'un point à un autre. On appelle « plateformes multimodales » les points de jonction entre plusieurs modes de transport.

Processus, acteurs, débats

Depuis les années 1980, le terme de « mondialisation » désigne le fait que l'humanité vit dans un monde fait d'échanges intenses à l'échelle planétaire. La mondialisation résulte d'une logique liée à l'économie libérale et à la circulation des hommes, des biens et des idées. C'est un processus complexe dont les acteurs sont multiples et qui demeure l'objet de vifs débats.

La mondialisation : une intensification des flux

La mondialisation se caractérise avant tout par une intensification des échanges à l'échelle globale. Les flux peuvent être **matériels** : les biens de consommation circulent essentiellement entre les trois pôles de la triade (États-Unis, Union européenne, Japon). L'Asie orientale en produit une part de plus en plus croissante : ces échanges constituent près des deux tiers du volume total. Par ailleurs, les échanges de matières premières montrent plutôt des flux sud-nord. L'importance stratégique de la région du Moyen-Orient est liée à l'importance de la production de gaz et de pétrole dont elle dispose (50 % des réserves connues). Les flux peuvent aussi être humains. On compte aujourd'hui près de 250 millions de migrants. Là encore, il existe des flux migratoires nord-sud (Amérique latine vers États-Unis, Afrique du Nord et Afrique subsaharienne vers l'Union européenne), mais aussi sud-sud (monde indien vers le golfe Persique) ou nord-nord (Europe de l'Est vers Europe de l'Ouest). Il s'agit de migrations économiques, dont le **brain drain** (« fuite des cerveaux »), ou de flux de réfugiés. À cela, s'ajoute le tourisme (940 millions de touristes internationaux en 2010).

Les flux peuvent enfin être **immatériels**, comme les échanges financiers. Les transactions tant boursières que bancaires se font de plus en plus intenses entre les différents pôles financiers de la planète, désormais connectés entre eux 24 heures sur 24. Il s'agit des grandes Bourses de Wall Street à New York, de la City à Londres ou encore du Tokyo Stock Exchange.

Un processus aux facteurs multiples

La mondialisation est le résultat de plusieurs logiques croisées. Elle est d'abord le fruit d'un **long héritage**. À la fin du xv^e siècle, les Européens se sont lancés à la découverte, puis à la conquête du monde. Espagnols et Portugais développent le premier système d'échange à l'échelle du globe. Au xix^e siècle, la **colonisation européenne**, essentiellement britannique et française, développe elle aussi un système d'échanges mondiaux, marqué par la domination politique du monde. Au xx^e siècle, à mesure que s'accroît le poids des États-Unis

et que s'efface le système colonial, les échanges dans le monde sont régis essentiellement par les règles de l'économie libérale, qui triomphe avec la fin du bloc soviétique puis de l'URSS en 1991.

L'amélioration des moyens de transports a accéléré le phénomène de mondialisation en le facilitant. Dans les transports terrestres, on voit se développer les réseaux autoroutiers et ferroviaires (trains à grande vitesse). Les transports maritimes sont marqués par la **conteneurisation**. Le transport aérien s'est fortement intensifié. La mondialisation repose désormais sur le croisement des différents moyens de transport dans des lieux stratégiques. On parle de **multimodalité**.



Cargo chargé de conteneurs.

Par ailleurs, d'importants **hubs** constituent les lieux où se croisent plusieurs flux ou réseaux de transport, comme les hubs aéroportuaires de Singapour ou d'Atlanta. Enfin, la création d'Internet dans les années 1990 et la très large utilisation de l'informatique permettent de disposer d'outils efficaces et performants pour l'échange d'informations.

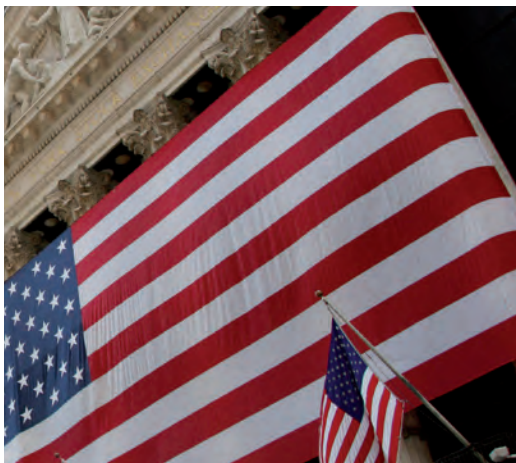
Les acteurs de la mondialisation

Même si la mondialisation tend à définir des flux et des processus à l'échelle mondiale, **les États restent des acteurs primordiaux**. Ils définissent les politiques économiques et disposent d'outils importants en matière monétaire et fiscale ou pour la construction d'infrastructures.

Les États s'associent au sein d'**organisations intergouvernementales** (OIG). Certaines sont internationales, comme l'ONU et ses différentes agences, ou encore le FMI. Certaines sont thématiques et regroupent seulement quelques États ; c'est le cas de l'OMC ou de l'OCDE. D'autres regroupent des pays à l'échelle régionale, comme l'UE, l'Aléna, le Mercosur, l'Asean, l'APEC, etc. Des États se réunissent par groupes d'intérêts, comme l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole). Les citoyens peuvent aussi s'associer au sein d'**organisations non gouvernementales** (ONG). Elles ont souvent pour but une action caritative ou en faveur du développement à l'échelle de la planète, comme la Croix-Rouge. Parmi les acteurs les plus marquants de la mondialisation, on trouve aussi les **firmes transnationales** (FTN). Ces grandes compagnies, environ 100 000, déploient leurs activités dans plusieurs pays et disposent de fonds importants en orientant les flux. Elles réalisent plus de la moitié des échanges mondiaux.

Un processus débattu

Selon certains mouvements militants, la mondialisation **accroît les inégalités** car elle applique aux sociétés les principes de l'économie libérale sans nuances.



Façade de Wall Street à New York.

Les **altermondialistes** souhaitent se servir des flux existant dans le cadre de la mondialisation pour promouvoir davantage d'égalité. En 2001, en opposition au Forum économique mondial de Davos, ils organisent à Porto Alegre (Brésil) un Forum social mondial. Ils réussissent à réunir près de 80 000 personnes et organisent depuis régulièrement des forums sociaux mondiaux. D'autres organisations refusent plus radicalement la mondialisation, comme le mouvement No Global. En France, le socialiste Arnaud Montebourg a évoqué la « **démondialisation** » pour parler d'un certain retour à la souveraineté des États qui permettrait de protéger davantage les citoyens. La crise financière depuis 2008 a également conduit à l'émergence de nouveaux mouvements, comme celui des Indignés à Madrid, qui montre la volonté d'une prise en compte du fait social par les acteurs de la mondialisation. La mondialisation pose donc la question des **contre-pouvoirs** face à ses acteurs les plus puissants (entreprises, OIG). ■

SIGLES CLÉS

APEC

Asia Pacific Economic Cooperation. Cet organisme de coopération économique créé en 1989 réunit des pays riverains de l'aire Pacifique : 21 États – dont les membres de l'Aléna –, ceux de l'Asean, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Japon, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la Corée du Sud, la Chine, Taïwan et le Chili.

ASEAN

Association of South East-Asian Nations. Créée en 1967, l'Asean réunit 10 États : Brunei, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Myanmar, Philippines, Singapour, Thaïlande et Vietnam. Cette association vise à promouvoir le développement économique, social et culturel de ces pays, ainsi que la coopération régionale.

FMI

Fonds monétaire international. Créé en 1944, il siège à Washington. Il poursuit deux objectifs principaux : l'expansion du commerce mondial et la stabilité des changes. Il peut accorder des prêts aux États membres qui ont une balance des paiements déficitaire et fournir une assistance technique à leur banque centrale.

OCDE

Organisation de coopération et de développement économiques.

OMC

Organisation mondiale du commerce. Créée en 1995, elle reprend le système commercial développé depuis 1948 par le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). Elle cherche à réguler le commerce international, tout en promouvant le libre-échange des marchandises et des services.

ONU

Organisation des Nations unies. Créée à l'issue de la Seconde Guerre mondiale en 1945, elle siège à New York. Elle est la principale organisation intergouvernementale mondiale et réunit la quasi-totalité des États souverains du globe. Son objectif principal est de sauvegarder la paix et la sécurité mondiale.

SIX ARTICLES DU MONDE À CONSULTER

- **Le système Ikea. L'obsession des économies** p. 18-19
(Nathalie Brafman, *Le Monde* daté du 30.08.2007)
- **Des perspectives affadies de production font rebondir le prix du thé** p. 19-20
(Mathilde Damgé, *lemonde.fr*, 16.08.2012)
- **La Pieuvre mondialisée** p. 20
(Nathalie Brafman, *Le Monde* daté du 24.09.2010)
- **Google envisage de quitter les paradis fiscaux** p. 20
(Anne Michel, *Le Monde* daté du 18.10.2014)
- **La démondialisation et ses angles morts** p. 22
(Gérard Courtis, *Le Monde* daté du 21.06.2011)
- **Les altermondialistes en quête d'un espace politique** p. 23
(Jean-Pierre Langellier, *Le Monde* daté du 26.01.2010)

ZOOM SUR...

Quelques produits mondialisés

LE CAFÉ

C'est un produit symbolique de la mondialisation, car il est consommé partout dans le monde, mais surtout dans les pays du Nord. Or, pour des raisons bioclimatiques, il n'est cultivé que dans certains pays du Sud. Ces données expliquent que le café donne lieu à des flux mondiaux de grande ampleur mais qui, contrairement aux hydrocarbures (ressources non renouvelables), ne profitent guère aux pays exportateurs dépendants de réseaux de transformation et de distribution, dominés par les FMN du Nord.

LE PÉTROLE

C'est le carburant de la mondialisation, qui permet de faire tourner usines, moteurs d'avions, de bateaux ou de camions. Ses zones de production étant plus restreintes que son aire d'utilisation, il donne lieu à de gigantesques flux, dont la sécurité est stratégique pour la bonne santé de l'économie mondiale. Aussi les pays producteurs sont-ils en position de force et tirent profit de l'envolée des cours.

Certains d'entre eux sont réunis au sein d'un cartel, l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole), afin de coordonner leurs niveaux de production et garder ainsi la main sur les cours, au détriment des pays consommateurs.

LE TÉLÉPHONE PORTABLE

C'est à la fois un produit mondialisé, en ce que son usage est répandu sur l'ensemble de la planète, un produit mondialisant, en ce qu'il facilite les échanges internationaux (flux immatériels) et un symbole des inégalités de la mondialisation, lorsque l'on se penche sur ses réseaux de production et de commercialisation, et que l'on observe les différents modèles de téléphones utilisés (iPhone dans les pays riches, modèle basique dans les pays pauvres).

Composition :

Processus, acteurs et débats de la mondialisation (Vous vous appuyerez notamment sur l'étude de cas d'un produit mondialisé conduite au cours de l'année)

L'analyse du sujet

Le sujet (reprenant en partie l'intitulé du thème au programme) appelle une réflexion d'ensemble sur la mondialisation dans ses manifestations, ses causes et ses conséquences. Comme souvent lorsqu'il est formulé de manière ternaire (ici : *processus, acteurs et flux*), le sujet vous donne un modèle de plan que vous pouvez reprendre, mais il ne vous est pas interdit d'en adopter un autre.

Ce qu'il faut faire et ne pas faire

Deux principaux écueils sont à éviter :

- Le premier est de se contenter de reproduire l'étude de cas d'un produit mondialisé vu en cours, alors que le sujet demande simplement de s'en servir pour illustrer les propos plus généraux qui sont attendus.
- Le deuxième, propre à tous les sujets sur la mondialisation, est d'adopter une démarche uniquement économique et non géographique : pensez toujours à rappeler les enjeux spatiaux des phénomènes économiques que vous êtes amenés à étudier.

Les grandes lignes du développement

I. Une économie mondialisée

Il s'agit ici de décrire le processus de mondialisation. Montrer en quoi, depuis quelques décennies, les échanges se sont multipliés entre les différentes parties du monde, notamment par la mise en place d'une division internationale du travail (DIT) : les produits sont conçus au Nord, fabriqués au Sud, puis commercialisés au Nord.

II. Gagnants et perdants de la mondialisation

Il s'agit ici de s'intéresser aux acteurs de la mondialisation, en montrant que celle-ci est bénéfique aux uns (FMN, pays émergents), mais pas toujours aux autres (PMA, vieilles puissances industrielles du Nord, États en général).

III. Une mondialisation à plusieurs vitesses

En se penchant sur la nature et l'ampleur des flux qui parcourent l'espace mondial, on dresse ici un tableau plus précis de la mondialisation, en montrant qu'elle est loin d'être un phénomène homogène. Certaines parties du monde (le Nord, les émergents et les grandes métropoles) sont au cœur de la mon-

dialisation, quand d'autres (une partie du Sud) en demeurent largement à l'écart. Cela permet de conclure qu'il reste donc beaucoup de chemin à faire avant d'aboutir à une réelle mondialisation, qui supposerait une parité de toutes les parties du globe dans les flux mondialisés. ■



Le smartphone : un exemple de produit mondialisé.

« La distinction majeure que l'on doit faire entre l'espace des États, y compris les plus grands d'entre eux, et celui des entreprises, y compris les plus petites, n'est pas une affaire d'échelle mais de métrique, des modalités de mesure et de gestion de la distance. La continuité et l'exhaustivité du territoire des États s'opposent aux discontinuités et aux lacunes du réseau des entreprises. »
(Jacques Lévy, 2007)

AUTRES SUJETS POSSIBLES SUR CE THÈME

Composition

- Les acteurs de la mondialisation.
- Gagnants et perdants de la mondialisation.

Étude critique de document :

À partir de ce document, présentez l'impact de la mondialisation sur l'économie des pays du Sud.

ZOOM SUR...

Les mots clés de l'altermondialisme

AGRICULTURE BIOLOGIQUE

Type d'agriculture qui refuse l'utilisation de produits chimiques. Ce choix est censé garantir une meilleure qualité des aliments et diminuer les risques de pollution.

DÉCONSUMMATION

Critique de la société de consommation et de son incitation permanente à acheter des objets sans utilité, ce qui génère notamment du gaspillage. Ses partisans restreignent volontairement leurs achats, en vue de favoriser la décroissance.

DÉCROISSANCE

Critique de la quête perpétuelle de croissance économique dans la société de consommation. Ses partisans rejettent l'objectif consistant à atteindre chaque année un taux de croissance du PIB positif et appellent à une réduction de la production de richesses, afin de préserver les ressources naturelles.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Amélioration des conditions de vie d'une population, grâce à la création de richesses de manière non polluante et non prédatrice, qui vise à garantir aux générations futures les capacités de continuer à produire elles aussi des richesses.

COMMERCE ÉQUITABLE

Mode de commercialisation qui garantit aux producteurs (généralement des agriculteurs du Sud) une juste rémunération par la marginalisation des intermédiaires qui les séparent des consommateurs du Nord. Ces derniers assument le surcoût lié à ce type de transaction solidaire.

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Capacité pour un pays de produire par lui-même ce dont sa population a besoin pour subvenir à ses besoins alimentaires. Cela peut le conduire à privilégier l'agriculture destinée à l'alimentation locale, plutôt qu'à d'autres usages.

L'insertion des États dans la mondialisation

Une question essentielle est de savoir si l'intégration à la mondialisation est en mesure d'aider tous les pays de la même manière. Or l'impact positif de la mondialisation sur la croissance est confirmé dans les pays à revenus élevés ou intermédiaires mais pas dans les pays à faibles revenus. Un niveau de richesse minimum semble nécessaire pour qu'une économie puisse tirer avantage de sa participation à la mondialisation. [...] Les conditions d'insertion ne sont pas neutres, les opportunités offertes par la mondialisation sont sectoriellement inégales : les PED [Pays en développement] à faible revenu, mal intégrés continuent d'être dépendants des exportations de produits primaires qui constituent encore près de la moitié de leurs exportations, alors que les PED à revenu intermédiaire, en cours de rattrapage, sont orientés vers des exportations manufacturières (70 % des exportations totales).

Seules les économies émergentes de l'Asie Pacifique parviennent à tirer leur épingle du jeu en se positionnant sur des créneaux à l'exportation de produits manufacturés dont la demande est forte. Par contre, l'Afrique plonge et l'Amérique du Sud végète du fait d'une insertion dominée au plan agricole et industriel, du poids des héritages coloniaux et du maintien des profonds blocages structurels, sociaux et économiques. Les pays du Golfe, le Nigeria ou le Venezuela sont restés dominés par le seul secteur pétrolier, ce qui les rend vulnérables aux aléas du marché mondial. Quant aux PMA (Pays moins avancés), voire l'ensemble du continent africain, ils apparaissent comme oubliés de la mondialisation, restant à l'écart des circuits financiers et commerciaux internationaux.

(L. Carroué, D. Collet, C. Ruiz, *La Mondialisation, genèse, acteurs et enjeux*, Bréal, 2005 ; extrait de l'étude d'un ensemble documentaire, sujet national septembre 2008, série ES/L.)

L'analyse du sujet

La consigne invite à s'interroger sur les conséquences économiques de la mondialisation dans les pays du Sud. En d'autres termes, il s'agit d'évaluer si ce phénomène global a des répercussions positives ou négatives sur ce type de pays en particulier.

La problématique

La mondialisation peut-elle permettre le redressement économique des pays du Sud ou les condamne-t-elle au contraire à rester dans la dépendance du Nord ?

Le plan détaillé

I. La mondialisation génère de la croissance pour les pays du Sud

Cette première partie se livre, à partir des infor-

mations contenues dans le document, à une analyse des impacts de la mondialisation sur les économies du Sud dans leur ensemble. Il en ressort que si elle est encore loin d'avoir comblé le fossé qui sépare les pays du Nord de ceux du Sud, elle a permis à ces derniers de dynamiser leurs économies.

II. Mais tous les pays du Sud n'en profitent pas avec la même intensité

Pour être plus précis, il est nécessaire de changer d'échelle et de regarder à l'intérieur de la catégorie des pays du Sud pour constater que les effets de la mondialisation n'y sont pas les mêmes. En effet, il apparaît que ce sont surtout les pays du Sud déjà les plus développés, essentiellement situés en Asie, qui profitent des retombées de la mondialisation, au détriment des PMA qui demeurent très en retard. ■

Ce qu'il faut faire et ne pas faire

- Comme pour toute analyse d'un texte, le risque est de faire de la paraphrase, c'est-à-dire de répéter le contenu mais d'une autre manière.
- Vous devez au contraire prendre du recul vis à vis de ce texte, en le critiquant, par exemple, si c'est nécessaire.

AUTRES SUJETS POSSIBLES SUR CE THÈME

Composition

- La mondialisation signifie-t-elle la fin des frontières ?
- Les États et la mondialisation.
- La mondialisation réduit-elle les inégalités de développement ?

Le système Ikea. L'obsession des économies

Cette entreprise mondialisée doit son succès à la recherche permanente de la réduction des coûts. Tout est conçu en Suède et les magasins de tous les continents vendent les mêmes produits. Au sommet, la structure du groupe est opaque.

Près de cinquante ans après l'ouverture par son fondateur, Ingvar Kamprad, du premier magasin à Almhult, petite localité de 8 000 âmes du sud de la Suède, Ikea continue d'étendre sa toile, avec la même obsession : réduire les coûts.

Le groupe a ouvert, mercredi 30 août, son 230^e magasin dans le monde (le 20^e en France), à Thiais, dans le Val-de-Marne. D'autres ouvertures sont programmées, à Grenoble – fin 2007 – ainsi qu'à Tours et à Brest en 2008. L'objectif est de quadriller la France avec 35 magasins d'ici à 2020.

Depuis 1955, date à laquelle M. Kamprad a dessiné ses premiers meubles, son concept perdure : si le consommateur doit être mis à contribution (prendre ses meubles en magasin, les transporter et les monter lui-même), il faut lui proposer les prix les plus bas possible. Le fondateur, qui collectionne les anecdotes sur son avarice, a eu d'emblée ce souci de l'économie. L'une des premières illustrations de sa stratégie a été l'introduction du « paquet plat » en 1956 : plus pratique pour le client, mais aussi moins onéreux. Aujourd'hui, tout meuble doit pouvoir être transporté dans un paquet plat.

Les 104 000 employés du groupe doivent avoir constamment à l'esprit la chasse au gaspillage. À son embauche, chaque salarié reçoit *Le Testament d'un négociant en meubles*, rédigé par M. Kamprad. Une sorte de bible mettant en exergue neuf commandements autour du comment faire beaucoup avec de petits moyens.

Les douze designers maison et leurs quatre-vingts collègues

indépendants employés par Ikea en font souvent les frais. Enrik Preutz, le plus jeune de ces designers – il a 31 ans –, a vu son siège à bascule, actuellement vendu 7,95 euros, retoqué à plusieurs reprises. « *Entre 10 % et 20 % des projets sont rejetés* », explique-t-il. Dès la conception d'un produit, la matière première, le pays de production et le fournisseur sont connus du designer.

Pour vendre au plus bas prix, l'une des grandes idées d'Ingvar Kamprad fut de faire appel, dès le début des années 1960, à des fabricants étrangers. La Chine est depuis 2001 le premier fournisseur d'Ikea. « *Il n'y a pas de tropisme chinois, mais il y a une nécessité de faire fabriquer à bon prix. La Chine répond parfaitement à cet objectif* », confirme-t-on chez Ikea. Et si les produits sont estampillés « Ikea of Sweden » – car ils sont dessinés en Suède – seulement 7 % d'entre eux y sont fabriqués. Le catalogue maison fait partie intégrante du succès. Et c'est toujours à Almhult qu'il est conçu, par la propre agence de publicité du groupe. M. Kamprad avait réalisé le premier opus en compte 370, et 260 salariés ont contribué à sa réalisation. Distribué à 191 millions d'exemplaires, ce catalogue est l'arme commerciale numéro un du groupe et « *la publication gratuite la plus distribuée dans le monde* », selon l'une de ses responsables, Lotta Sandström.

Pas de pince à escargots française

Il est réalisé dans une sorte d'immense studio de cinéma. Chaque année, et pour cette

occasion, quelque 2 000 décors sont construits. Quant aux figurants, ce ne sont pas des mannequins professionnels, trop chers, mais des collaborateurs du groupe. Dans ces locaux, on repasse les draps et on recycle les éléments de décor pour d'autres prises de vues. Économies toujours.

Chaque année, 30 % des produits du catalogue sont renouvelés. Mais impossible pour un directeur de magasin d'en proposer un dont l'usage serait purement national. « *J'avais demandé il y a quelques années des pinces à escargots et des poêles à crêpes. La Suède m'a opposé un refus au prétexte que c'était très français* », témoigne Valérie Camara, aujourd'hui responsable du magasin de Thiais. Pour les détracteurs d'Ikea, ce catalogue est vu comme un outil de propagande censé imposer au plus grand nombre un intérieur standard. Car de Tokyo, à Shanghai, en passant par Sydney, Madrid ou Varsovie,

des centaines de millions de clients achètent les mêmes produits, dont la fameuse étagère Billy, le produit de loin le plus vendu.

La multinationale refuse de payer des études extérieures, jugées trop onéreuses, pour savoir ce que veulent ses clients. Elle emploie des sociologues maison chargés de mener des enquêtes sur les nouveaux modes de vie. Et les 104 000 salariés du groupe, toujours eux, sont un formidable échantillon représentatif.

Ikea a ainsi conçu des meubles respectant les nouvelles tendances sociétales : grands enfants résidant longtemps chez leurs parents, familles recomposées ou monoparentales. « *Parce qu'il est interdit de fumer dans les lieux publics d'un nombre croissant de pays, nous en avons déduit que les soirées entre amis se passeraient de plus en plus à domicile, et nous avons développé les articles de bar* », explique ainsi Mme Camara.

POURQUOI CET ARTICLE ?

Cet article dresse le portrait d'une firme transnationale emblématique de l'économie mondialisée : Ikea. Fondée en Suède il y a environ cinquante ans, elle est devenue le leader mondial de l'ameublement, et est présente sur tous les continents.

Emblématique de la mondialisation, l'entreprise l'est à plusieurs titres. D'abord parce qu'elle propose dans tous ses magasins les mêmes produits : chose inimaginable il y a encore un siècle, il est aujourd'hui cou-

rant de retrouver le même salon en France, au Japon, aux États-Unis et en Arabie Saoudite... De plus, l'entreprise a mis en place une division internationale du travail (DIT) destinée à réduire au maximum ses coûts : les produits sont conçus au Nord (en Suède), fabriqués au Sud (en Chine pour l'essentiel), pour être revendus principalement dans les pays du Nord. Enfin, les montages financiers qui se cachent derrière cette entreprise à la gestion opaque jouent de tous les outils offerts par la mondialisation, à commencer par les paradis fiscaux.

L'agencement des magasins a été consciencieusement pensé, autour d'un parcours imposé. Chez Ikea, il faut tout voir. Le visiteur commence toujours par le salon et déambule dans les pièces pour finir par les articles de cuisine, les bougies ou les plantes. Chaque magasin propose obligatoirement trois ambiances sur trois surfaces différentes.

Officiellement retiré des affaires, Ingvar Kamprad, aujourd'hui consultant, a également « réussi » à faire de son entreprise un groupe particulièrement opaque. Non coté, il ne publie jamais ses bénéfices. Depuis 1982, la société mère Ikea appartient à une fondation caritative, la Stichting Ingka Foundation, basée aux Pays-Bas. Une autre société, Ikea Services,

détient la propriété intellectuelle du groupe, c'est-à-dire son concept et le design des produits. À qui appartient Ikea Services? À cette question, impossible d'avoir une réponse claire. En réalité, Inter Ikea Systems serait elle-même détenue par des sociétés dont le siège serait situé dans des paradis fiscaux, aux Caraïbes, selon des journalistes suédois.

La direction se contente de justifier ce montage compliqué, pensé pour protéger l'entreprise d'un démantèlement, lorsque M. Kamprad, aujourd'hui âgé de 81 ans, mourra. Chose certaine, cette délocalisation tropicale permet d'autres économies, d'impôts cette fois ■

Nathalie Brafman

Le Monde daté du 30.08.2007

Des perspectives affadiées de production font rebondir le prix du thé

Voilà une nouvelle corsée pour les amateurs de thé : la plante connaît une surchauffe inhabituelle de ses cours, atteignant des prix plus vus depuis deux ans et demi, en raison de mauvaises récoltes dans certains des pays-clés.

Climat sec, pluies trop rares et gelées ont porté un coup aux plantations kényanes, en particulier dans la vallée du Rift. Autres gros fournisseurs de thé, l'Inde et le Sri Lanka ont pâti d'une mauvaise mousson, trop peu généreuse pour les arbres, trop violente à d'autres moments. Or, la production est très concentrée, puisque la Chine, l'Inde, le Kenya, le Sri Lanka – Ceylan – et la Turquie remplissent à eux seuls plus de 75 % de la théière mondiale.

Au marché de Mombasa, au Kenya, où des enchères se tiennent chaque semaine, des feuilles originaires du monde entier sont échangées. Il n'existe qu'une seule espèce de thé, mais différentes qualités, variétés et façons de le préparer pour en faire un breuvage noir, blanc,

vert... Parmi les thés noirs, le plus cher – qui sert aussi de référence – est le BP1, littéralement « jeune pousse (*pekoe*) broyée (*broken*) ».

Son prix a grimpé de près de 25 % depuis le début de l'année, dépassant les 4 dollars le kilo, un niveau qui n'avait plus été vu depuis fin 2009, quand les cours s'étaient envolés à 5,45 dollars. Mercredi 15 août, il se négociait à 4,03 dollars, selon les chiffres de Reuters. Cette hausse devrait être tangible pour les consommateurs, puisque le Kenya est le premier exportateur mondial

de thé avec plus de 421 000 tonnes envoyées à l'étranger l'an dernier.

« La moyenne des prix lors des enchères s'est maintenue fermement à 2,99 dollars le kilo en 2011, contre 2,75 en 2010 », relève le Tea Board of Kenya, qui ajoute que le prix médian de l'année dernière est le plus élevé de ces vingt-cinq dernières années.

La guilde note que si les exports ont bénéficié de la faiblesse du shilling kényan, inversement, quand les prix du thé s'envolent, le shilling se ragailardit. De fait, ce dernier

a bondi la semaine dernière à 83,85 shillings pour un dollar, après l'entrée dans le pays de dollars frais (déséquilibrant le rapport offre-demande) destinés à payer au prix fort le kilo de la précieuse feuille (4,16 dollars cette semaine-là).

Géants chinois et indien

Pour le groupe intergouvernemental de la FAO (le bras agricole de l'ONU) sur le thé, il y a peu de chances de voir cette surchauffe répercutée sur le consommateur, du fait de

POURQUOI CET ARTICLE ?

Le thé, dont la production est concentrée pour des raisons bioclimatiques dans quelques pays du monde, est aujourd'hui consommé sur tous les continents. **C'est donc un produit mondialisé, qui génère de nombreux flux, destinés à alimenter les marchés consommateurs depuis les pays producteurs.**

C'est la bourse de Mombasa, au Kenya, qui est la plaque tournante du commerce international de thé. C'est donc là que sont fixés les cours mondiaux de cet « or vert ». Il suffit, comme cela a été le cas ces dernières années, que les récoltes soient mauvaises dans un des grands pays producteurs, pour que le prix moyen du thé en gros s'en trouve affecté dans le monde entier, l'offre devenant moins importante que la demande.

Cependant, les importations de thé vers les pays consommateurs étant aux mains de quelques grandes multinationales, celles-ci disposent de marges de négociations conséquentes pour limiter l'inflation. Et la concurrence qu'elles se livrent amoindrit l'impact de la hausse des prix de la matière première pour le consommateur occidental, qui paye de toute façon autant le conditionnement que le thé lui-même.

la concurrence au niveau du commerce de détail, ni de la voir se rafraîchir singulièrement... « À condition que les producteurs ne surréagissent pas à la hausse des prix », comprendre : en profitant de l'effet d'aubaine pour noyer le marché sous l'offre. Toutes proportions gardées, traders et analystes s'accordent sur une redite du scénario des deux dernières années : une offre inférieure à la demande, déficit de production et soif inextinguible infusant le marché. Au Kenya, la production de thé des

six premiers mois affiche une baisse de 11 % par rapport à la même période en 2011, selon le Tea Board of Kenya.

Côté indien, la production pourrait baisser de 14 % comparé à l'an dernier, si l'on en croit les chiffres de l'International Tea Comitee. Et de 4 % au Sri Lanka, deuxième exportateur mondial. Du coup, de Calcutta à Colombo, en passant par Mombasa, les spécialistes s'accordent sur un maintien des prix à un niveau d'environ 4,50 dollars le kilo. Certes, le niveau des stocks des

grands importateurs de thé (Russie, Royaume-Uni, Pakistan et Moyen-Orient) influencera la teneur de l'inflation du *tea time*, mais il faudra aussi compter avec l'équilibre offre-demande interne des deux géants chinois et indien, traditionnellement producteurs, mais aussi désormais grands buveurs.

McLeod Russel, mastodonte indien du secteur, a confié anticiper une rapide hausse de ses profits dans les prochains mois. « La demande nationale devrait augmenter de 2 à 3 % par an, créant

des situations de pénurie », affirme le rapport annuel de l'entreprise. Le conglomérat, basé à Calcutta, calcule qu'au niveau mondial, un déficit de 60 000 tonnes cette année pourrait alimenter un « pipeline de carence ». Selon la FAO, la consommation du breuvage à l'échelle du globe devrait encore augmenter de 21 % d'ici à 2021. ■

Mathilde Damgé
lemonde.fr, 16.08.2012

La Pieuvre mondialisée

Lentement, silencieusement, les mafias italiennes – Ndrangheta, Camorra et Cosa Nostra – ont colonisé le monde. Les déplacements des boss mafieux reflètent exactement la mondialisation des capitaux. Certes, ce phénomène n'est pas nouveau, souligne Francesco Forgione, mais il est désormais la norme.

Et si elles ont conquis une place de premier rang dans la mondialisation, ce n'est pas seulement dans leur dimension criminelle, mais en s'appuyant sur leur système d'entreprises, sur leurs participations financières dans des sociétés et des établissements de crédit, et sur une extraordinaire capacité à faire circuler les capitaux. « Les mafias participent activement aux processus d'internationalisation économique et financière; avec la force de petits États, elles contribuent à la formation du PIB [produit intérieur brut] mondial », explique-t-il.

Hypocrisie

Les revenus annuels de ces trois mafias oscillent entre 120 et 180 milliards d'euros, soit plus que la somme des PIB de la Slovénie, de l'Estonie et de la Croatie. Les bénéficiaires sont estimés à quelque 80 milliards d'euros, soit environ le PIB de la Roumanie. Seule une partie, environ 40 % à 50 %, est réinvestie dans les activités cri-

minelles traditionnelles (drogue, armes, etc.), le reste entre dans l'économie légale sous les formes les plus diverses. En Espagne, par exemple, il a suffi d'investir dans le tourisme et dans l'immobilier pour blanchir l'argent sale. À tel point que la Costa del Sol a été rebaptisée la « Costa Nostra ». Et tout cela grâce au concours d'avocats, experts en droit international, de directeurs de banque, de fonctionnaires et de politiques.

Le livre de Francesco Forgione n'est pas une simple description de ce que représentent aujourd'hui les mafias dans le monde. Ce journaliste de 49 ans, originaire de Calabre, ex-député et porte-parole de la Rifondazione Comunista à l'Assemblée générale de Sicile, qui a dirigé la commission anti-Mafia du Parlement italien et enseigne aujourd'hui l'histoire et la sociologie des organisations criminelles à l'université de L'Aquila, en profite aussi pour dénoncer l'hypocrisie des pays qui continuent de fermer les yeux sur la présence de la mafia italienne sur leur sol. Jusqu'à une arrestation spectaculaire, une prise de drogue exceptionnelle ou encore un véritable bain de sang. À l'instar de l'Allemagne – pays le plus touché en Europe selon l'auteur –, dont la police criminelle connaissait tout depuis 2000 sur les familles mafieuses de San Luca (Calabre). Installées à Duisburg,

elles prospéraient tranquillement, jusqu'au « massacre de l'Assomption », le 15 août 2007, au cours duquel six jeunes Calabrais ont été abattus. Le crime serait le résultat d'une lutte sans merci entre deux clans : les Nirta-Strangio et les Pelle-Vottari-Romeo.

« Malgré l'événement et son retentissement international, une grande partie du monde politique et institutionnel allemand fait encore semblant de ne pas comprendre », s'insurge l'auteur. L'Allemagne n'est pas un cas isolé. L'Europe ne veut pas voir. Elle

est pourtant, avec les États-Unis, le premier marché de la cocaïne, donc du recyclage de l'argent de la drogue.

À travers plusieurs histoires – dont celle de Giovanni Strangio, le commanditaire de la tuerie de Duisburg –, Francesco Forgione livre un document captivant grâce auquel on comprend mieux le fonctionnement de cette Pieuvre, et comment ces criminels circulent, agissent et trafiquent. ■

Nathalie Brafman
Le Monde daté du 24.09.2010

POURQUOI CET ARTICLE ?

Cet article, qui résume l'enquête du journaliste et homme politique italien Francesco Forgione sur les mafias italiennes, permet de mesurer à quel point les groupes criminels sont devenus des acteurs à la pointe de la mondialisation : comme les entreprises qui pratiquent une division internationale du travail (DIT), ils élaborent également des stratégies territoriales, qui se déploient à l'échelle du globe dans son entier.

Acteurs d'une mondialisation parallèle, à l'origine d'importants flux illicites, les groupes

criminels parasitent également la mondialisation légale.

En effet, les bénéficiaires des trafics illégaux sont finalement réinjectés dans l'économie légale, pour être blanchis. L'existence de paradis fiscaux, mais aussi, plus simplement, les difficultés que continuent de poser à la justice les enquêtes s'étendant sur plusieurs pays (et donc plusieurs législations) facilitent le blanchiment de l'argent « sale ».

La réinjection de cet argent dans l'économie légale ouvre par ailleurs la porte à de graves dérives, à commencer par la corruption d'élus ou de fonctionnaires, qui peuvent déstabiliser l'État de droit, jusqu'au cœur de l'Europe.

Google envisage de quitter les paradis fiscaux

Le groupe américain pourrait abandonner les Bermudes pour concentrer ses opérations en Irlande.

Attaqué pour sa stratégie d'optimisation fiscale agressive, Google réfléchit depuis plusieurs mois, en secret, à une modification de son organisation juridique et fiscale mondiale. La multinationale américaine envisage, dans ce cadre, de démanteler sa société aux Bermudes, pour se concentrer sur son implantation en Irlande, où le taux d'imposition des sociétés de 12,5 % reste très compétitif. L'idée est à la fois de restaurer son image et d'anticiper le durcissement des règles fiscales.

Le projet est, selon nos informations, discuté au niveau du management et du conseil d'administration de Google, où il fait débat. Il est de fait ultrasensible, les Bermudes étant aujourd'hui le pivot du schéma fiscal du moteur de recherche. Parmi les partisans du changement figurerait Patrick Pichette, le directeur financier de Google depuis 2008, et premier vice-président du groupe. Les actionnaires, eux, exprimeraient des réticences.

La décision de l'Irlande, le 14 octobre, de changer sa loi et de mettre fin au fameux « *double irish* » – cette technique fiscale basée sur le statut de société hybride irlandaise, qui permet aux multinationales implantées à Dublin de délocaliser leurs profits vers des paradis fiscaux – devrait renforcer les soutiens du projet. Ce « *double irish* » est en effet

utilisé par Google pour extérioriser ses profits aux Bermudes. Son interdiction condamne donc l'implantation bermudienne de Google à l'horizon 2020 au plus tard.

Schématiquement, Google a créé à Dublin deux sociétés. La première (Google Ireland Limited, siège européen de Google, avec 2 500 employés) est une société opérationnelle classique, qui reçoit toutes les redevances de la part des filiales du groupe en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient.

Elle transfère ces profits (par un détour par les Pays-Bas) à une seconde entité, Google Ireland Holding, qui se trouve être une société hybride, dont la particularité statutaire est d'être enregistrée en Irlande mais d'avoir sa résidence fiscale ailleurs, où l'impôt sur les sociétés est nul. Dans le cas de Google Ireland Holding, c'est aux Bermudes où la structure y apparaît sous la dénomination de Google Bermuda Unlimited. Le montage est parfait. L'économie d'impôts, totale.

Interrogé par *Le Monde* sur ses projets, Google a refusé de commenter mais rappelé que le groupe appliquait les lois à la lettre.

Réorganisation pragmatique

En fait, pour Google, le projet de réorganisation fiscale du groupe est pragmatique. Il vise à mettre

le groupe en conformité avec les nouvelles règles internationales en matière de fiscalité des entreprises prônées par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et soutenues par de nombreux membres du G20. Une telle démarche vise aussi à redorer l'image de mauvais payeur et de piètre contributeur aux finances publiques du géant du numérique.

De nombreux États, telle la France, se plaignent d'alimenter le chiffre d'affaires et les profits de Google sans percevoir d'impôts en retour. Ils ont engagé des bras de fer avec la multinationale américaine. De ce point de vue-là, la fermeture de Google Bermudes ne changerait certes rien. Mais elle aurait au moins pour effet d'adoucir la critique à l'encontre de Google, en augmentant sa charge d'impôt.

Le retrait de Google des Bermudes reste toutefois à arbitrer : faut-il l'organiser en 2015, 2016, 2017... ou 2020 ? Avant l'annonce de l'Irlande, il était tentant pour le groupe de quitter assez vite le centre financier offshore.

Certains membres du management s'étaient même pris à espérer que cela puisse être annoncé avant le sommet des chefs d'État et de gouvernement du G20 de Brisbane, en Australie, les 15 et 16 novembre, notamment consacré à la fiscalité des entreprises et à la lutte contre l'optimisation fiscale agressive. Les chefs d'État doivent y valider la première partie du plan d'action concocté par l'OCDE pour contrer l'optimisation fiscale agressive des multinationales. L'affichage aurait été du plus bel effet.

Cinq ans encore

Mais maintenant que l'Irlande a donné le *la*, par la voix de son ministre des finances, Michael Noonan, en annonçant la fin prochaine des sociétés hybrides, et laissé aux multinationales jusqu'à 2020 pour s'adapter, peut-

être les dirigeants de Google, et surtout ses actionnaires, voudront-ils jouer la montre. Et continuer à profiter de considérables économies d'impôts pendant cinq ans encore...

Quoi qu'il en soit, le projet de Google pourrait aussi faire réfléchir d'autres multinationales adeptes de l'optimisation fiscale agressive. Celles qui sont installées, comme lui, en Irlande, telles Apple, Amazon, Facebook, qui sont également contraintes de réfléchir à leur dispositif fiscal.

Ou d'autres comme la chaîne de cafés américaine Starbucks, critiquée au Royaume-Uni pour ses méthodes d'optimisation, et qui a annoncé en avril qu'elle déplacerait son siège européen d'Amsterdam à Londres pour « *payer plus d'impôts* ».

Après des années d'immobilisme, les lignes bougent. La pression internationale sur les grands groupes mondiaux ne va d'ailleurs pas cesser de se renforcer au cours des prochains mois, comme l'annonce à l'envi l'OCDE, mandatée par le G20 pour lutter contre la fraude fiscale ou l'optimisation agressive – notamment celle des géants du numérique.

Le but de cette organisation internationale est que les entreprises acquittent l'impôt dû et si possible, à l'endroit où ils exercent une activité économique réelle. L'optimisation fiscale, qui est aujourd'hui le cœur du réacteur, expliquent les responsables de l'OCDE, doit devenir marginale demain.

De son côté, l'administration Obama s'emploie à compliquer les manœuvres des multinationales tentées de se domicilier artificiellement à l'étranger afin de réduire leur taux d'imposition qui culmine à 35 % aux États-Unis (taux nominal). ■

Anne Michel

Le Monde daté du 18.10.2014

POURQUOI CET ARTICLE ?

Cet article détaille la manière dont les grandes firmes transnationales parviennent à échapper largement à l'impôt en jouant des frontières et des différences de régimes fiscaux entre les États. Il montre surtout comment les grands pays industrialisés, qui sont

les principales victimes de ce contournement de leur fiscalité par les grandes entreprises, ont commencé à prendre le problème à bras le corps, et comment les FTN réagissent à ces mesures. Loin de se résoudre à payer autant d'impôts qu'elles le devraient, elles cherchent à adoucir leur image tout en préservant l'essentiel de leurs avantages fiscaux.

La démondialisation et ses angles morts

Il existe des sondages à charge, comme on le dit des témoins du même nom. Celui que l'IFOP vient de réaliser sur « Les Français, le protectionnisme et le libre-échange » est à ranger dans cette catégorie. Rendue publique il y a quelques jours (*Le Monde* du 17 juin), cette enquête vient en effet, opportunément, épauler le combat mené par ses commanditaires : l'Association pour un débat sur le libre-échange, créée par des économistes et intellectuels d'horizons variés, de Jacques Sapir à Emmanuel Todd, Pierre-Noël Giraud, Jean-Luc Gréau ou son initiateur, Philippe Murer.

Au-delà de leurs nuances, ils entendent dénoncer les ravages économiques et sociaux provoqués par une mondialisation fondée sur le dogme absolu du libre-échange ; et pour se prémunir de la concurrence déloyale des pays émergents, ils prônent le rétablissement de barrières douanières aux frontières de l'Europe, voire de la France seule. L'enquête de l'IFOP apporte beaucoup d'eau à leur moulin. En centrant ses questions de manière répétée sur « l'ouverture importante des frontières de la France et de l'Europe aux marchandises des pays comme la Chine et l'Inde et l'ouverture de ces pays aux produits français », elle concentre le jugement sur la seule question des « frontières », écartant tout autre aspect de la mondialisation ; pis, elle établit une fausse symétrie entre l'entrée en Europe des produits asiatiques (parfaitement perceptible par les Français) et l'entrée de produits européens sur les marchés chinois ou indien (beaucoup plus lointaine).

Dès lors, les résultats sont spectaculaires. 84 % des sondés estiment que l'ouverture des frontières a des conséquences négatives sur les emplois en France, 78 % sur le niveau des salaires et 57 % sur les prix des produits de consommation. Les trois quarts des personnes interrogées jugent que cette ouverture des frontières aura des effets négatifs dans les dix ans à venir. Enfin, 57 %

jugent qu'une augmentation des droits de douane aux frontières de la France ou de l'Europe aurait des conséquences positives sur l'activité industrielle nationale, et 55 % sur l'emploi. Si 80 % estiment que ces barrières commerciales devraient être installées aux frontières de l'Europe, 57 % déclarent que, faute d'accord européen, il faudrait le faire aux frontières de la France.

En dépit des réserves sur le questionnaire, les résultats de l'enquête méritent qu'on s'y arrête. Car ils sont indéniablement en résonance avec la tentation protectionniste à l'œuvre aujourd'hui. Car cette tentation, cette revendication même, n'est plus l'apanage du seul Front national ou de Nicolas Dupont-Aignan, qui préconisent de sortir de l'euro et de barricader la France derrière une ligne Maginot douanière. Elle est désormais portée par plusieurs candidats ou postulants de gauche à l'élection présidentielle de 2012. C'est le cas de Jean-Luc Mélenchon, qui vient d'être adoubé par les communistes pour être le champion du Front de gauche. C'est aussi celui d'Arnaud Montebourg, engagé dans la primaire socialiste en brandissant l'étendard de la « démondialisation » et qui en fait un vigoureux plaidoyer dans un petit livre-manifeste (*Votez pour la démondialisation!*, Flammarion, 2 euros).

Ségolène Royal a également préconisé récemment « une politique protectionniste, avec des règles communes au niveau européen ». Enfin, le projet socialiste lui-même, dont le candidat du PS, quel qu'il soit, devra au moins s'inspirer, déplore que « l'Europe demeure le seul continent qui s'impose le libre-échange dans un monde qui ne cesse d'y déroger » ; mieux, le PS souhaite la restauration d'« écluses tarifaires » sur « les marchandises dont les modes de production ne respectent pas les normes » européennes.

Le débat est donc en train de s'imposer. C'est salutaire, tant il est déterminant pour situer la France et l'Europe dans le monde de de-

main, pour en préciser les atouts et les faiblesses, pour en comprendre les marges de manœuvre. Mais il bouscule trop évidemment le dogme libre-échangiste forgé depuis trois décennies pour ne pas provoquer de sérieuses crispations. Ainsi, il y a peu, Alain Minc, chanteur de la « mondialisation heureuse », s'en est pris avec une virulence étonnante aux « *débilités à la Montebourg* ». De façon plus solennelle, le Premier ministre vient de mettre en garde contre « *toutes les sirènes de la démondialisation, de la sortie de l'euro, du rétablissement des frontières, du laxisme budgétaire* » et « *leur complainte trompeuse et fatale* » (*Le Figaro* du 18 juin), mettant dans le même sac ceux qui prônent des régulations commerciales aux frontières de l'Europe et ceux qui veulent sortir de l'euro.

À l'inverse, les membres du conseil scientifique d'Attac ont publié, sur le site Mediapart, un réquisitoire rugueux contre le « *concept à la fois superficiel et simpliste* » de démondialisation, estimant que « *le retour à des régulations essentiellement nationales ne résoudrait aucun des problèmes qui se posent aujourd'hui* ». Et, parce que le dogmatisme est bien partagé, il suffit

de demander à Jacques Sapir si le protectionnisme dans un seul pays (qu'il préconise en France pour forcer le débat en Europe) aurait davantage de succès que feu le socialisme dans un seul pays, pour s'entendre traiter, en gros, d'« *imbécile* » !

Or il s'agit d'une question centrale, qu'il serait périlleux de laisser dans un angle mort. Arnaud Montebourg a beau opposer son « *protectionnisme coopératif, de développement et d'émancipation* » au « *protectionnisme haineux et revancharde de l'extrême droite* », cela ne suffit pas à expliquer comment l'on convaincrerait l'Allemagne d'abord, puis les autres pays de l'Union européenne, de s'engager dans cette voie – et de construire le gouvernement économique que cela implique.

Laisser entendre que, à défaut, la France devrait avoir le courage de donner l'exemple revient, qu'on le veuille ou non, à se situer très exactement sur le terrain du Front national. Lequel ne demande qu'à profiter des indignations et révoltes du moment. Mieux vaudrait y prendre garde. ■

Gérard Courtois

Le Monde daté du 21.06.2011

POURQUOI CET ARTICLE ?

Cet article montre comment la mondialisation continue de nos jours à faire débat, non plus tant en tant que telle, mais dans la manière dont elle est encadrée, et sur ses conséquences sociales. Publié dans le cadre de la campagne des primaires socialistes de 2011, il relève que presque tous les candidats appellent à un réaménagement des règles du jeu du commerce mondial, et notamment du dogme du libre-échange promu par l'OMC.

Par-delà la diversité des opinions présentées ici, il est surtout intéressant de noter que les critiques adressées

aujourd'hui à la mondialisation ne sont plus les mêmes qu'hier. **Alors que dans les années 1990, les altermondialistes accusaient celle-ci d'être un instrument de domination du grand capital du Nord au détriment des pays du Sud, elle est désormais conçue comme un instrument utilisé par les pays du Sud pour livrer à ceux du Nord une concurrence déloyale.** Force est en effet de constater que la mondialisation a plutôt profité aux pays du Sud, alors qu'elle a pu se traduire, au Nord, par des fermetures d'usines du fait de la concurrence des pays à bas coût de main-d'œuvre.

Les altermondialistes en quête d'un espace politique

Dix ans après la naissance du mouvement, le Forum social mondial s'ouvre lundi à Porto Alegre, au Brésil.

Le Forum social mondial (FSM) retrouve son berceau. Pour fêter ses dix ans, il a choisi, pour la première fois depuis 2005, de revenir à Porto Alegre, la grande ville du sud du Brésil qui l'a déjà accueilli à quatre reprises depuis 2001. La première édition y avait eu lieu un peu plus d'un an après la naissance du mouvement, à Seattle, aux États-Unis, en novembre 1999, lors de violentes manifestations contre la mondialisation, à l'occasion d'une conférence de l'Organisation mondiale du commerce. Cette neuvième édition (le forum n'a pas eu lieu en 2008) devait s'ouvrir pour cinq jours, lundi 25 janvier. Elle a lieu, comme les précédentes, la même semaine que le Forum économique mondial de Davos, le grand rendez-vous du capitalisme planétaire, dont le FSM se veut l'antipode. Quelque 20 000 militants doivent participer à des centaines de rencontres et de débats, à Porto Alegre et dans cinq petites villes voisines. En dix ans, le mouvement s'est essouffé, dans un univers capitaliste en adaptation permanente, quoique frappé par une grave crise économique, où le slogan altermondialiste « *Un autre monde est possible* » – un monde plus juste, plus pacifique, plus solidaire, plus respectueux de l'environnement – relève encore largement de l'utopie. Il est donc temps pour le FSM de dresser un bilan sans complaisance et d'imaginer « *un nouvel agenda* » dans la perspective de sa prochaine édition, prévue à Dakar. C'est la tâche stratégique qui incombera chaque matinée de cette semaine aux 70 orateurs invités à Porto Alegre par le Groupe d'appui et de réflexion du Forum. Au fil des ans, les préoccupations du FSM ont évolué. Sans renoncer à ses anciens chevaux de bataille

– l'échange inégal, la dette, l'injustice sociale –, le mouvement en a enfourché de nouveaux : le réchauffement climatique, la sauvegarde des ressources naturelles, les agrocarburants, l'accès aux sources d'énergie, la sécurité alimentaire, la protection des peuples autochtones...

« *Nos premières réunions étaient dominées par toutes les questions liées au commerce et aux marchés*, rappelle un des fondateurs du Forum, le sociologue Candido Grzybowski, directeur général de l'Institut brésilien d'analyses sociales et économiques (IBASE). *Aujourd'hui, nous savons que le système industriel et son productivisme font partie du problème, et non de la solution. Notre rapport à la nature a changé. La destruction de l'environnement s'inscrit dans une crise de civilisation.* »

Et la crise économique? Candido Grzybowski regrette que les altermondialistes n'aient pas saisi « *cette occasion historique* » pour « *occuper l'espace politique* ». « *La crise a validé*

nos attaques contre les ravages du néolibéralisme. Elle a montré que le système capitaliste ne fonctionnait pas. Nos idées ont progressé, notamment sur la nécessité d'une intervention accrue des États. Mais ceux-ci se sont contentés d'éviter le pire. Ils n'ont pas entrepris de véritables changements structurels. »

Alors que faire? « *Nous devons penser avec audace*, répond Candido Grzybowski. *Imaginer de nouveaux rêves, créer des projets, élaborer une autre vision du monde. Faire confiance à nos capacités de changement, donner un sens aux conflits sociaux, construire des alternatives qui renforcent l'autonomie des citoyens et des peuples par rapport aux pouvoirs.* » Les forums annuels, constate-t-il, ont bousculé les habitudes politiques, notamment à gauche, « *mais pas beaucoup plus que cela* ».

En dix ans, la famille altermondialiste a peu à peu changé de profil. En témoignent les résultats d'une enquête conduite par l'IBASE auprès des participants à la rencontre de

2009, à Belem, en Amazonie brésilienne. Les adeptes du mouvement conservent un niveau de formation élevé : 81 % d'entre eux ont achevé ou poursuivent des études universitaires. Leur méfiance envers les institutions reste massive, seules les Nations unies obtenant grâce, aux yeux de 44 % d'entre eux. Mais les militants du FSM sont de plus en plus jeunes : 64 % ont moins de 34 ans, et 34 % moins de 24 ans.

« *La relève est assurée*, se réjouit M. Grzybowski. *Pour la majorité de ces jeunes, qui participent au Forum pour la première fois, c'est une initiation à la politique.* » Ils sont de moins en moins engagés, au sens traditionnel du terme, 30 % d'entre eux ne militant dans aucune organisation politique, religieuse ou culturelle : « *Ils ont une vision très ample des défis d'aujourd'hui, conclut le sociologue brésilien, et ils envisagent les luttes de manière très universaliste.* » ■

Jean-Pierre Langellier
Le Monde daté du 26.01.2010

POURQUOI CET ARTICLE ?

En 1990, un mouvement de contestation de la mondialisation est apparu en Europe de l'Ouest et en Amérique. Il a d'abord été un mouvement *antimondialisation* avant de devenir un mouvement *altermondialiste*. Ce mouvement est fondé sur l'idée qu'une autre organisation du monde est possible, évitant les logiques simplement marchandes, la recherche effrénée du profit et la montée des inégalités. Sans rejeter la mondialisation, il propose de la réguler, de changer les logiques de développement dans le monde

et de donner aux citoyens le pouvoir de contrôler les organisations. Les FSM (Forums sociaux mondiaux) se déroulent chaque année en janvier pour s'opposer au Forum économique mondial, qui a lieu en même temps dans la station de ski de Davos en Suisse. Le slogan est « *Un autre monde est possible* ». Il y a eu 20 000 participants à ce forum en 2001, 50 000 en 2002, 100 000 en 2003 (tous les trois tenus à Porto Alegre au Brésil). En 2004, le FSM s'est déroulé à Bombay en Inde avec environ 150 000 participants. En 2005, il est revenu à Porto Alegre avec environ 120 000 participants. En

2006, il s'est tenu sur trois pays à la fois (Venezuela, Pakistan, Mali); en janvier 2007, à Nairobi au Kenya; en janvier 2009, à Belem en Amazonie brésilienne. Une Journée mondiale d'action (26 janvier) a remplacé le Forum social mondial en 2008. **Composé de multiples groupes, le mouvement altermondialiste ne parvient pas à devenir un véritable mouvement social planétaire car il manque de dénominateurs communs.** Comment unir écologistes, syndicats paysans, associations civiques, défenseurs des peuples indigènes ?

MOTS CLÉS

COUPLE MIGRATOIRE

Flux migratoire intensif entre deux pays. Par exemple, la plupart des Turcs qui émigrent s'installent en Allemagne, la plupart des Algériens en France, etc.

DIASPORA

Population émigrée qui reste en contact étroit avec son pays d'origine avec lequel elle conserve un fort sentiment d'appartenance. Elle constitue un relais d'influence à l'étranger pour le pays dont elle est issue.

FRACTURE NUMÉRIQUE

Désigne l'inégal accès aux nouvelles technologies numériques, et notamment à l'Internet, entre les pays du Nord et ceux du Sud. La fracture numérique est aussi interne aux pays du Nord où il existe une séparation entre les populations des villes, qui ont accès au haut débit, et celles des régions reculées.

REMISE

Argent envoyé par un immigré à sa famille restée dans son pays d'origine. Les remises constituent pour les pays disposant d'une forte diaspora (Inde, Philippines, Maroc, etc.) une rentrée d'argent essentiel au bon fonctionnement de leur économie.

SIGLE CLÉ

IDE

Investissements directs à l'étranger. « Engagements de capitaux effectués en vue d'acquies un intérêt durable, voire une prise de contrôle, dans une entreprise exerçant ses activités à l'étranger. » (FMI) Les IDE peuvent prendre trois formes principales : rachat d'au moins 10 % des parts d'une société exerçant ses activités à l'étranger ; implantation d'une entreprise hors du territoire national (par exemple, Renault s'implantant au Maroc) ; réinvestissement sur place des bénéfices réalisés par une entreprise implantée à l'étranger.

Mobilités, flux et réseaux

La mondialisation peut être définie comme une formidable accélération des flux dans le monde. Ces flux (matériels ou immatériels) et ces mobilités (humaines) s'appuient sur des réseaux. Ce terme désigne à la fois les éléments matériels qui permettent aux flux de circuler (réseaux de transport) et la façon dont plusieurs acteurs de la mondialisation fonctionnent de façon conjointe (réseaux d'influence).

Les flux matériels

Les **produits manufacturés** constituent une part importante des flux dans l'espace mondial (70 % de la valeur des échanges mondiaux). Ces flux s'organisent essentiellement entre les pôles de la Triade (États-Unis, Union européenne, Japon), qui représentent 60 % du commerce mondial. On note cependant une forte émergence des flux provenant de l'Asie orientale. Il s'agit néanmoins pour la Chine et l'Asie du Sud-Est essentiellement de flux sortants. La région s'affirme ainsi comme nouvelle « **usine du monde** », l'industrie chinoise ayant dépassé en volume la production des États-Unis.

Les flux de matières premières agricoles sont également marqués par la domination du Nord (on parle

de « *food power* »), qui exporte vers le Sud, ou vers des zones non autosuffisantes, comme le Japon. De grandes zones excédentaires, car possédant une agriculture mécanisée et performante, exportent des céréales. Il s'agit des États-Unis, de l'Union européenne, mais aussi du Canada ou de l'Australie. Cependant, les flux sont aussi sud-nord. Certains pays du Sud se sont spécialisés dans certaines productions, comme la Côte d'Ivoire avec le cacao, la canne à sucre et les bananes. Le Brésil a même fait de l'exportation de produits agricoles un des aspects fondamentaux de son processus d'émergence, et souhaite devenir « la ferme du monde ». Les flux de matières premières énergétiques et minérales présentent une structure très différente des précédents. Ils sont essentiellement sud-nord. Les matières premières énergétiques, notamment les hydrocarbures (pétrole et gaz), sont surtout présentes dans les pays du Sud. Les flux s'organisent depuis les régions productrices, comme le Moyen-Orient, vers les pays consommateurs, au Nord, transitant par des routes stratégiques comme le détroit d'Ormuz ou le canal de Suez.



Atelier textile dans une usine asiatique.

Les flux immatériels

Les flux financiers relient entre eux les grandes Bourses mondiales. Tous les ans, près de 10 000 milliards de dollars circulent entre les grandes places financières mondiales. Les principaux pôles qui structurent ces flux sont les Bourses de New York (Wall Street), Londres (la City) et Tokyo (Tokyo Stock Exchange). Les flux financiers se développent cependant de plus en plus vers des places émergentes, notamment les Bourses de Shanghai ou Hong Kong. Les **Investissements directs à l'étranger (IDE)** se sont également fortement intensifiés, tant de la part des entreprises que des fonds souverains des États. On distingue les IDE entrants et les IDE sortants. On constate que les membres de la Triade polarisent 65 % de ces deux types d'IDE, mais que certains pays émergents comme le Brésil et la Chine bénéficient de flux



Écran de suivi de valeurs boursières internationales.

entrants importants qui soutiennent la croissance de leur économie.

Les flux médiatiques sont difficiles à appréhender. Néanmoins, les flux d'information s'intensifient à partir des grands centres de diffusion comme les États-Unis. D'autres flux apparaissent depuis des pays émergents, comme le golfe Persique ou encore le Brésil. La structure de la bande passante Internet montre par ailleurs que ces flux s'organisent essentiellement entre les membres de la Triade et surtout vers les États-Unis. On parle de « **fracture numérique** ». L'Asie orientale connaît cependant une forte intensification de son trafic Internet.

Des mobilités en forte croissance

On compte aujourd'hui près de 200 millions de **migrants légaux** et entre 30 et 50 millions de **migrants clandestins** dans le monde. Les flux sud-nord sont les plus nombreux. Ils sont constitués de migrants cherchant un emploi ou des conditions de vie meilleures au Nord. On constate des directions privilégiées, voire l'existence de « **couples migratoires** », comme entre les États-Unis et le Mexique. Les migrants africains s'orientent plutôt vers l'Europe, notamment la France, à cause de l'héritage colonial, les Indo-Pakistanaïens plutôt vers la Grande-Bretagne pour la même raison et les

Turcs vers l'Allemagne, par exemple. Les flux sud-sud sont de plus en plus nombreux. Ils sont orientés vers les régions émergentes. Depuis le Proche-Orient ou le monde indo-pakistanaïens, les flux s'orientent vers les pétromonarchies du Golfe, où ils représentent jusqu'à 70 % de la population totale.

Les flux nord-nord concernent les travailleurs expatriés, mais aussi une migration vers les zones les plus riches du Nord. Il existe ainsi de nombreux migrants de l'Europe de l'Est installés en Europe de l'Ouest.

Les flux migratoires génèrent des **transferts financiers**, avec les fonds

envoyés par les migrants dans leur pays d'origine (remises). Pour certains États du Sud, comme le Mali, il s'agit de la première source d'IDE.

Enfin, avec 940 millions d'entrées, le tourisme représente la principale mobilité dans le monde. Les zones de départ sont essentiellement les pays du Nord, mais le nombre de touristes chinois a augmenté fortement. Les principales zones d'arrivée se trouvent aussi au Nord, la France étant au 1^{er} rang avec 75 millions d'entrées en 2010.

Des réseaux transnationaux qui s'affirment

Les réseaux de transport se sont partout densifiés. Le réseau routier et autoroutier progresse, même s'il est bien plus dense dans les pays industriels développés que dans les pays du Sud. Il en va de même avec les réseaux ferroviaires, notamment ceux équipés pour la grande vitesse.

Les infrastructures portuaires et aéroportuaires ont conduit à la création de grands ports à conteneurs, comme Singapour ou Rotterdam, et de grands hubs aéroportuaires, comme Chicago ou Atlanta.

L'entrecroisement de ces réseaux crée une **multimodalité** entre ces différents moyens de transport. La densité de ces réseaux montre quels sont les lieux centraux de la mondialisation.

D'autres réseaux qui ne sont ni institutionnels, ni issus des entreprises, sont également des acteurs de la mondialisation. C'est par exemple le cas des **diasporas**. Il s'agit des personnes issues d'un même pays et vivant à l'étranger. Leurs apports de biens et d'argent contribuent à l'intensification du processus de mondialisation. La diaspora chinoise représente ainsi près de 30 millions de personnes dans le monde. ■

ZOOM SUR...

Les lieux centraux de la mondialisation

BRUXELLES

Siège du Conseil des ministres et de la Commission de la Communauté européenne, ainsi que du Conseil de l'Atlantique Nord.

CENTRE FINANCIER

Lieu géographique où sont concentrés les sociétés financières, les banques et les spécialistes qui remplissent des fonctions d'intermédiation financière. Sa structure, ses ressources humaines, son cadre législatif et fiscal, ainsi que l'efficacité de ses infrastructures techniques déterminent l'influence d'un centre financier. Les principales places financières jouent un rôle moteur dans les flux financiers mondiaux. Ainsi en est-il de New York, de Londres, de Tokyo. Mais les centres financiers comme Paris, Genève ou Luxembourg ont aussi un rôle important.

GENÈVE

Ville suisse qui abrite de nombreux organismes internationaux : l'OIT, l'OMS, l'UIT, l'OMM et la Croix-Rouge internationale.

LA HAYE

Ville administrative et diplomatique située aux Pays-Bas ; siège de la Cour internationale de justice, de la Cour permanente d'arbitrage et de l'Académie de droit international.

MARCHÉ

Lieu, réel ou virtuel, où, pour un produit donné, se rencontrent une offre et une demande et où se détermine le prix de ce produit.

ROTTERDAM

Premier port européen et troisième port mondial pour le trafic de marchandises derrière Shanghai et Singapour.

SILICON VALLEY

« Vallée du silicium ». Pôle des industries de pointe situé en Californie. Il doit son nom à la densité des établissements industriels utilisant le silicium comme matière première.

QUATRE ARTICLES DU MONDE À CONSULTER

- **Le volcan révèle la vulnérabilité de la mondialisation** p. 28
(François Bostnavaron et Yves Mamou, *Le Monde* daté du 21.04.2010)
- **Marchés, diasporas et médias sociaux, le cas du Liban** p. 29
(Francis Pisani, *Le Monde* daté du 17.03.2012)
- **Ebola ou la guerre sans tête** p. 30-31
(Sylvie Kauffmann, *Le Monde* daté du 20.10.2014)
- **Les routes mortelles des migrants** p. 31
(Francesca Fattori, *Le Monde* daté du 31.08.2015)

ZOOM SUR...

Les différents types de flux

LES FLUX IMMATÉRIELS

Ils regroupent l'ensemble des échanges de biens intangibles. Cela va des émissions radio-phoniques ou télévisuelles, jusqu'aux e-mails ou aux appels téléphoniques, en passant par les transactions boursières informatisées. Leur croissance fulgurante au cours des dernières décennies est la conséquence des progrès techniques, qui ont répandu l'usage et abaissé le coût des outils de communication à longue distance.

Si ces flux sont immatériels, ils nécessitent cependant, pour circuler, des infrastructures (c'est-à-dire des réseaux) tout à fait tangibles. Sans les satellites, les routeurs, les ordinateurs et les câbles sous-marins qui relient les continents, il serait impossible de faire circuler les masses de données que génèrent les flux immatériels.

LES FLUX MATÉRIELS

Ils regroupent l'ensemble des échanges de biens concrets. Ce sont les flux les plus importants du fait de la division internationale du travail toujours croissante. Leur essor est surtout lié à la réduction du coût du transport, se faisant principalement par porte-conteneurs réservés aux objets peu onéreux dont le transport aérien renchérit singulièrement le prix.

LES FLUX MIGRATOIRES

Il s'agit de l'ensemble des déplacements de population, qu'ils soient temporaires (tourisme, séjour d'étude ou de travail) ou définitifs (émigration, réfugiés). Leur accroissement est d'abord la conséquence des fortes inégalités socio-économiques qui caractérisent la planète et qui incitent les populations des pays pauvres à vouloir tenter leur chance dans les pays du Nord. Ces derniers fermant leurs frontières, cela explique l'essor fulgurant de l'émigration entre pays du Sud.

Composition :

Flux et mobilités dans la mondialisation



Les aéroports, lieux clés dans l'organisation des flux et de la mobilité.

L'analyse du sujet

Le sujet demande de s'interroger sur l'importance des échanges entre les différentes parties du monde, dont on sait que l'accroissement est à la fois une cause et une conséquence du processus de mondialisation. En distinguant les *flux* et les *mobilités*, il insiste sur la nécessité d'inclure les phénomènes migratoires dans la réflexion.

Ce qu'il faut faire et ne pas faire

- Face à un tel sujet, le principal risque est de se livrer à une pure description des différents types de flux qui irriguent l'espace planétaire, sans s'efforcer de les hiérarchiser et d'en analyser les ressorts.
- Pour l'éviter, il est impératif de proposer une problématique suffisamment large, pour embrasser le sujet dans toute sa complexité.

Les grandes lignes du développement

I. Des flux croissants et de toutes natures

On peut commencer par dresser la liste des principaux flux qui relient les différentes parties du monde :

- matériels (matières premières, produits manufacturés),
 - immatériels (information, finance),
 - humains (tourisme, émigration, expatriation).
- Pour ne pas se cantonner à une pure description, il faut à chaque fois insister sur les facteurs qui expliquent l'essor de ces flux :
- libéralisation des échanges,
 - progrès techniques,
 - ouverture de certaines frontières, etc.

« Notre monde est un monde tout neuf d'immédiateté. Le "temps" est aboli, et l'"espace" a disparu. Nous vivons actuellement dans un village global. »
(Marshall Mac Luhan, 1964)

II. Des flux inégalement répartis

On montre ici que si les flux ne cessent de croître, ils obéissent à des logiques spatiales précises qui expliquent leurs déséquilibres.

Certains pays exportent des matières premières, quand d'autres en importent ; certains pays accueillent des immigrants, quand d'autres voient leur population s'en aller. À chaque fois, il faut expliquer les raisons de cette répartition des rôles entre les différentes parties du monde.

« Le monde de la globalisation est un monde de la concentration [...] : la moitié de l'humanité réside sur 3 % des terres émergées, et la moitié de la richesse mondiale est produite sur 1 % des terres. »
(Olivier Dollfus, 1997)

III. Les carrefours de la mondialisation

On peut terminer en insistant sur le rôle structurant des grands pôles de commandements des flux mondialisés.

Il s'agit des villes mondiales en premier lieu, mais aussi des grands ports et aéroports et des passages maritimes stratégiques.

Ceux-ci tirent profit de leur position sur la route des grands flux mondialisés pour s'imposer comme des points de relais incontournables.

On peut aussi montrer comment chaque pays rivalise (création de zones franches par exemple) pour essayer de capter une partie des flux mondiaux et des profits qu'ils génèrent. ■

AUTRES SUJETS POSSIBLES SUR CE THÈME

Composition

- Les migrations dans l'espace mondial.
- Un monde de flux.

Étude critique de document :

À l'aide du document, analysez et expliquez la répartition des flux d'IDE dans le monde.

Les principaux pays émetteurs et récepteurs d'IDE dans le monde en 2013

Rang	Émissions d'IDE (en milliards de dollars)	Rang	Réceptions d'IDE (en milliards de dollars)
1	États-Unis (338,3)	1	États-Unis (187,5)
2	Japon (135,7)	2	Chine (123,9)
3	Chine (101)	3	Iles vierges britanniques (92,3)
4	Russie (94,9)	4	Russie (79,3)
5	Hong Kong (91,5)	5	Hong Kong (76,6)
6	Iles vierges britanniques (68,6)	6	Brésil (64)
7	Suisse (60)	7	Singapour (63,8)
8	Allemagne (57,5)	8	Canada (62,3)
9	Canada (42,6)	9	Australie (49,8)
10	Pays-Bas (37,4)	10	Espagne (39,2)

(Source : CNUCED.)

L'analyse du sujet

Le sujet invite à étudier la manière dont se répartissent et s'orientent les flux d'investissements directs à l'étranger (IDE) dans le monde. Cela doit amener à s'interroger sur les limites de la mondialisation, qui n'intègre pas à ses réseaux toutes les parties du monde de manière équilibrée.

La problématique

En quoi les flux d'IDE rendent-ils compte des dynamiques et des déséquilibres de l'économie mondiale ?

Le plan détaillé

I. Les pays du Nord demeurent centraux

Parmi les dix principaux pays émetteurs d'IDE, sept sont des pays du Nord, ce qui montre que la mondialisation n'a pas remis en cause leur hégémonie économique et qu'elle a même tendu à l'entretenir puisqu'elle leur permet de déployer leurs investissements partout sur la planète.

II. L'affirmation des pays émergents

Si on se penche sur les pays récepteurs d'IDE, on constate une part plus importante et un rang plus favorable pour les pays émergents comme la Chine ou le Brésil. En comparant au classement des pays émetteurs, on comprend que la mondialisation a grandement contribué à leur développement en leur permettant de recevoir les flux d'investissements venus des pays du Nord.

III. Le rôle des paradis fiscaux

Dans ces listes, on est frappé par la présence de petits pays dont le classement paraît dès lors disproportionné : Îles vierges britanniques, Singapour, Hong Kong, voire la Suisse. Leur importance dans l'économie mondiale vient du fait que ce sont des paradis fiscaux qui servent en général d'intermédiaires par où transitent les flux – ce qui a tendance à gonfler artificiellement leur poids dans les statistiques. ■

Ce qu'il faut faire et ne pas faire

- Il est important de bien distinguer les émissions des réceptions d'IDE, qui relèvent de logiques différentes. Mais il faut aussi les mettre en relation, car c'est ainsi qu'on mesure les déséquilibres propres à la mondialisation.

LIEUX CLÉS

FRONTIÈRE FERMÉE

Les frontières fermées sont le plus souvent situées au point de contact entre deux pays dont les relations sont tendues (Algérie-Maroc par exemple) ou au point de contact entre deux pays dont les niveaux de vie sont très éloignés (c'est le cas de la frontière méditerranéenne entre l'Afrique et l'Europe).

FRONTIÈRE OUVERTE

Les pays européens qui sont à la fois membres de l'UE et de l'espace Schengen, comme la France et l'Allemagne par exemple, ont des frontières particulièrement perméables. Les flux de marchandises mais aussi de personnes y sont en effet totalement libres, et aucun contrôle n'est exercé lors du franchissement de la frontière.

FRONTIÈRE SÉLECTIVE

Il s'agit d'une frontière ouverte à certains flux mais fermée à d'autres, ou encore ouverte dans un sens mais pas dans l'autre. La frontière entre le Mexique et les États-Unis en est une bonne illustration : elle est ouverte aux flux économiques mais étroitement surveillée pour les flux migratoires.

RÉGION TRANSFRONTALIÈRE

Région à cheval sur plusieurs pays et qui tire profit de la présence de frontières pour se développer, en jouant notamment sur les flux qui y transitent et les différences entre les pays mis en contact. Il arrive même que se développe ainsi une conurbation transfrontalière, à l'image de celle de Bâle (Suisse) / Mulhouse (France).

ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE

Espace réunissant plusieurs pays, au sein duquel les échanges commerciaux sont libres, c'est-à-dire non soumis à des taxes douanières qui en renchérissent le coût et dissuadent donc d'exporter. Les principales sont l'UE, l'Aléna et l'Asean.

Le volcan révèle la vulnérabilité de la mondialisation

Seuls les attentats du 11 septembre 2001 avaient jusqu'alors interrompu la circulation des biens et des personnes.

Le nuage de cendres islandais n'a qu'un seul précédent macroéconomique : l'attentat terroriste du 11 septembre 2001 aux États-Unis. « *Comme le volcan islandais aujourd'hui, les attentats contre les deux tours new-yorkaises ont introduit un élément d'incertitude qui a brisé net les échanges aériens, les déplacements de personnes et de marchandises*, analyse Élie Cohen, directeur de recherche au CNRS. *Pendant une période courte, la mondialisation a été annulée.* »

La comparaison entre Al-Qaïda et le volcan joue à deux niveaux. D'abord, l'événement perturbateur ne coûte rien. Le nuage de cendres est issu d'une débauche énergétique que le volcan produit gratuitement. Quant au 11 septembre, la préparation et l'entretien des terroristes n'ont nécessité que quelques dizaines de milliers de dollars.

Sur le plan des conséquences, en revanche, les dommages ont le milliard d'euros pour unité de mesure. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a estimé les dégâts directs et indirects du 11 septembre à près de 30 milliards de dollars (22,347 milliards d'euros).

Les bilans du nuage de cendres sont partiels pour l'instant. Une étude de Natixis précise que « *313 aéroports ont été fermés et 7 millions de personnes bloquées* ». L'étude ajoute que le « *nombre de vols annulés a été plus important que dans les trois jours qui ont suivi le 11 septembre 2001, où l'espace aérien américain a été fermé* ». L'Association des compagnies aériennes iata avait indiqué dans un premier temps une perte globale de 147 millions d'euros pour l'ensemble des compagnies. Une étude plus récente de la banque HSBC évalue à 150 millions d'euros les dommages

causés aux seules cinq premières compagnies aériennes.

Effet « disruptif »

L'Association américaine de l'industrie du voyage estime les pertes pour l'économie américaine à 650 millions de dollars (484 millions d'euros). En France, le secrétaire d'État au tourisme, Hervé Novelli, a indiqué, mardi 20 avril, que les compagnies aériennes, les voyageurs et les tour-opérateurs avaient perdu environ 200 millions d'euros.

Si on inclut les pertes des aéroports, des hôtels, les jours de travail perdus des voyageurs bloqués, les marchandises périssables, les pièces de rechange non acheminées qui ont engendré des pertes de production, etc., le coût global pour l'Europe atteindra plusieurs milliards d'euros.

Daniel Mirza, professeur d'économie et chercheur au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII), estime que ces pertes macroéconomiques seront partiellement compensées au plan microéconomique. « *Les marchandises non périssables seront acheminées par*

route ou rail, les touristes visiteront la Corrèze au lieu du Zambèze. »

Le creux de croissance subi par les transporteurs aériens est d'ores et déjà récupéré par d'autres acteurs économiques. Eurotunnel, qui fonctionne habituellement à 52 % de ses capacités, « *tourne aujourd'hui à plein* », indique Fabienne Lissak, responsable de la communication. « *On est passé de 5 000 à 10 000 voitures jour* », ajoute-t-elle, en raison du nombre de Britanniques à rapatrier.

« *Le rail, la route, les autocars, les loueurs de voitures* », bénéficient de la carence aérienne, indique Natixis. Mais la question posée par le volcan – et par les attentats du 11 septembre – est son effet « disruptif » sur la mondialisation, à savoir sa capacité à désorganiser une circulation complexe de personnes, de biens et de marchandises. « *Le fret aérien ne représente que 5 % du trafic marchandises en volume, mais, en valeur, ces mêmes marchandises pèsent 40 % du trafic mondial* », indique M. Mirza.

« *Ce débat avait été ébauché au lendemain du 11 septembre* », indique Élie Cohen. « *Mais la volonté de croissance*

des pays émergents et la volonté de profit des multinationales avaient vite étouffé l'interrogation. » Pour M. Mirza, « *seul un choc permanent est susceptible de remettre en question la mondialisation. Aujourd'hui, l'espoir du bénéfice apparaît toujours plus élevé que le risque de perte face au terrorisme ou à une catastrophe naturelle* ».

Pour l'instant, tous ces chocs ont été amortis, et des mécanismes de substitution mis en place. Reste le facteur psychologique. Car la mondialisation, c'est aussi des personnes. « *La méfiance des voyageurs envers le transport aérien sera à l'avenir un facteur clé pour évaluer l'impact économique du nuage* », écrit Natixis. Quelle dose de risque vital et de perturbation dans leurs habitudes les individus sont-ils prêts à accepter pour tenir leur rôle dans la mondialisation telle qu'elle est construite aujourd'hui? Telle est la question. ■

**François Bostnavaron
et Yves Mamou**

Le Monde daté du 21.04.2010

POURQUOI CET ARTICLE ?

Certains mécanismes peuvent-ils enrayer la mondialisation? Oui, répond cet article car derrière les flux et les réseaux mondiaux, on trouve bien des choix personnels, des stratégies d'acteurs individuels sur le court et le long terme. La comparaison entre les perturbations du trafic aérien liées d'une part aux attentats du 11 septembre et d'autre part à l'activité du volcan islandais

permet de montrer le rôle des catastrophes – humaines ou naturelles – dans les déplacements et les échanges à l'échelle locale, mais aussi mondiale. **La répétition de tels événements désastreux peut provoquer des modifications des habitudes et des coûts liés au facteur-risque susceptible de rendre certains types de transport moins rentables que d'autres.** Si la mondialisation a tendance à rétrécir l'espace et à faire davantage raisonner les voyageurs en

terme de temps, la fermeture des aéroports les renvoie au problème que représentent les trajets de plus de 500 kilomètres; même le train, le bus ou la voiture ne sont plus alors totalement adaptés. Cela pose aussi la question des dangers de l'augmentation du prix du carburant : ne peut-on pas voir dans les conséquences de ces accidents des signes d'une fragilité de la mondialisation et d'un possible scénario de régionalisation?

Marchés, diasporas et médias sociaux, le cas du Liban

Malgré leurs 110 000 km² et leurs 10 millions d'habitants de l'époque, les Cubains s'amusaient il y a trente ans de ce que leur pays était « *le plus grand du monde* ». La preuve, disaient-ils, notre population est à Miami, l'armée en Angola et la capitale à Moscou. Curieusement, le Liban d'aujourd'hui rappelle l'île des Caraïbes d'hier. L'armée est sur le territoire national (10 000 km²), mais la population (4,2 millions d'habitants) est aux quatre coins de la planète ; le marché s'étend au monde arabe et la capitale économique pourrait, un jour, se déplacer vers Dubaï.

Les côtés positifs ne manquent pas. Le pays compte une forte proportion de gens très qualifiés, formés d'abord sur place à l'American University of Beirut, à l'université Saint-Joseph ou à la Beirute Arab University. Beaucoup poursuivent leurs études dans les meilleures institutions d'Europe et des États-Unis. À cela, il faut ajouter le traditionnel esprit d'entreprise et l'ouverture sur l'extérieur qui, depuis les Phéniciens, caractérisent cette culture et que l'arabisation n'a en rien réduits.

Les divisions internes en font un laboratoire transculturel très bien positionné pour comprendre les problèmes de relations induits par la globalisation. Rien de plus facile au Liban que de créer un site en trois langues : anglais, arabe et français. La société civile fait preuve d'initiatives innovantes, comme le Beirut Green Project qui veut doter la ville d'es-

paces verts sur les toits, Metel ma shelta qui réinvente les tracts, ou le site Twattarna.com qui facilite le débat politique par Twitter interposé.

Lamentables infrastructures télécoms

Outre la constante menace de guerre et de destruction, le Liban souffre cependant de lamentables infrastructures télécoms qui le placent entre le Lesotho et l'Ouganda en capacité de téléchargement, au 160^e rang de la planète. « *Un sérieux obstacle* », explique Elie Abou Saab, patron de CreaPix.net, une agence Web et multimédia. Mais rien n'arrête les Libanais : « *Nous sommes obligés de tenir compte de conditions extrêmes. Ça renforce la qualité de notre travail et nous permet d'être présents dans le monde entier.* »

Ils possèdent là un avantage compétitif réel : une diaspora proportion-

nellement considérable – entre 12 et 15 millions de personnes. Présents du Sénégal aux États-Unis, ils sont plus nombreux au Brésil qu'au Liban. Et s'ils ne réussissent pas tous aussi bien que Carlos Slim, l'homme le plus riche du monde, ils constituent un réseau mondial puissant qui facilite l'accès à des marchés prometteurs et à des sources de financement pour start-up.

Reste la question du marché auquel elles doivent s'attaquer. « *L'innovation qu'on peut générer ici a rarement sa caisse de résonance au Liban* », m'a expliqué Cyril Hadji-Thomas, patron de Keeward.com, un écosystème de médias qui travaille notamment dans plusieurs pays francophones et aux États-Unis. C'était lors d'une conversation à bâtons rompus avec un groupe d'entrepreneurs réunis par Berytech, le plus ancien incubateur libanais (Berytech.org).

« *Il n'y a pas de business model viable qui se limiterait au seul Liban*, explique Nicolas Rouhana, notre hôte. *Le fond n'investit pas dans une boîte qui n'a que le marché libanais.* » Parmi les quelque 20 entrepreneurs présents, deux m'ont déclaré viser le marché mondial. Un autre se dit présent au Congo et en France grâce à la diaspora. Une poignée d'autres s'attaquent au monde arabe. « *La cible, c'est de vendre dans les Émirats* », précise l'un d'entre eux.

Mais ce panorama complexe s'éclaircit si l'on pense aux médias sociaux. Ils permettent d'atteindre pour pas cher les clients où qu'ils se trouvent. « *Ils relaient, traduisent, accélèrent et nous poussent à l'international* », explique M. Hadji-Thomas. ■

Francis Pisani

Le Monde daté du 17.03.2012

POURQUOI CET ARTICLE ?

Le Liban est un pays exceptionnel par le déploiement mondial de sa population. En effet, il est avec l'Arménie le seul pays du monde à compter plus de ressortissants installés à l'étranger que sur son territoire national. Cette tradition diasporique des Libanais remonte à la plus haute Antiquité, du temps où les navigateurs phéniciens

sillonnaient la Méditerranée pour fonder des cités, appelées pour certaines à un grand avenir, comme Carthage (l'actuelle Tunis).

À l'heure de la mondialisation, l'existence d'une diaspora libanaise, à la fois nombreuse et présente sur tous les continents, constitue un atout considérable pour le pays qui bénéficie des retombées économiques de l'activité de ses ressortissants, et peut s'appuyer sur eux comme

autant de relais d'influence partout dans le monde.

Pays multiculturel par excellence, où l'on parle autant l'arabe, l'anglais que le français, où se côtoient chrétiens et musulmans, le Liban est également en pointe dans la gestion de la cohabitation entre populations de cultures différentes – une situation qui tend à devenir monnaie courante, du fait des flux migratoires qui sillonnent l'espace mondial.

Ebola ou la guerre sans tête

Ebola a un surnom : « La maladie de la peur ». Ebola a une histoire, celle d'un virus apparu en 1976 et que l'on croyait contrôlable. Ebola a ses fantômes, plus ou moins effrayants selon que l'on vit en Afrique ou en Europe. Ebola n'a pas de visage, ou plutôt il a le visage d'un mutant, dissimulé par un masque que l'on croirait emprunté au vestiaire d'un vieux film de science-fiction. Mais Ebola n'a pas de maître, et c'est sans doute le plus grave. Dans sa dimension géopolitique, c'est l'une des leçons les plus tristes de cette épidémie qui a déjà fait près de 4 500 morts. Face au défi d'Ebola, le monde a réagi tard et en ordre dispersé, dans la plus grande pagaille. Ce que l'on appelle un peu pompeusement « la gouvernance mondiale » a totalement failli. Le multilatéralisme, symbole de l'ordre international issu de la seconde guerre mondiale, censé fournir une réponse coordonnée aux grandes crises au nom de la « communauté internationale », s'est mis aux abonnés absents. C'est une ONG, Médecins sans frontières (MSF), qui est montée au front, héroïquement et profes-

sionnellement, pour apporter la première réponse d'envergure à la pandémie naissante et tenter, désespérément, d'alerter les maîtres du monde.

« *La lutte contre Ebola, c'est comme une guerre*, a déclaré cette semaine au site Euractiv. fr le directeur des opérations de MSF, Brice De Le Vingne. *Il faut une chaîne de commandement. C'est plus l'absence de leadership et d'organisation que le financement qui pose problème.* »

Exit le multilatéralisme

En 2003, lorsqu'est apparue en Chine la première maladie mondialisée du XXI^e siècle, le SRAS, syndrome respiratoire aigu sévère, c'est l'OMS qui a pris les commandes, au nom de la « communauté internationale ». Institution de l'ONU créée en 1948, l'Organisation mondiale de la santé regroupe 196 États membres ; elle se définit comme « *l'autorité directrice et coordinatrice* » pour « *l'action sanitaire mondiale* ». En trois mois en 2003, l'épidémie de SRAS était maîtrisée, après avoir mis la planète en ébullition. Mais lorsque, dix ans plus tard, le virus d'Ebola a réapparu, en décembre 2013, en Guinée,

puis a commencé à traverser les frontières d'Afrique de l'Ouest au printemps, « l'autorité directrice et coordinatrice » avait disparu. La directrice générale de l'OMS, Margaret Chan, préfère décrire aujourd'hui son organisation comme une « *agence technique* », qui apporte conseil et soutien. C'est aux gouvernements des États, assure-t-elle, qu'incombe « *la première responsabilité du soin de leur population* ». Exit le multilatéralisme.

Que s'est-il passé ? On peut, bien sûr, faire valoir que la crise du SRAS affectait d'abord des pays asiatiques dont la structure étatique et médicale était solide, contrairement à la Guinée, à la Sierra Leone et au Liberia, les trois principaux pays frappés par Ebola. Mais ces facteurs ne peuvent expliquer seuls l'absence de l'OMS sur Ebola, tout au moins dans la première partie de la crise, lorsqu'une réaction rapide et coordonnée aurait pu, sans doute, enrayer l'épidémie. Il a fallu attendre août pour que l'OMS décrète que l'épidémie constituait une « *urgence internationale* », puis début septembre, lorsque plus de 1 800 personnes étaient déjà mortes, pour qu'elle produise une feuille de route en vue d'une riposte internationale « *massive* » à la maladie.

Ce qui s'est passé, c'est qu'entre le SRAS et Ebola, une crise financière a vidé les caisses des pays occidentaux qui dominent le système international. Les contributions aux institutions internationales comme l'OMS s'en sont ressenties. Après l'épidémie de grippe H1N1 en 2009,

aucune crise sanitaire majeure susceptible d'affecter le monde développé ne se profilait. On a baissé la garde. En 2011, l'OMS a dû supprimer 300 emplois. Dans son budget, la proportion entre contributions étatiques obligatoires et dons volontaires s'est inversée au profit des dons. On a laissé filer l'exécution des engagements sanitaires des pays membres à l'infrastructure notoirement insuffisante. La priorité aux actions d'urgence pour lutter contre les épidémies a été abandonnée. Mme Chan a raison : l'OMS est, de fait, devenue une agence technique, sans moyens opérationnels. Sur le front africain de la lutte contre Ebola aujourd'hui, les secours arrivent. Surtout depuis que le virus a atteint les continents développés, aux États-Unis et en Espagne. Les États-Unis ont mobilisé 3 000 soldats, Cuba 165 médecins, la Chine 170 travailleurs médicaux et 4,9 millions de dollars, la France a promis 70 millions d'euros et ouvert un centre de traitement en Guinée. Bien sûr, chacun voit un peu midi à sa fenêtre, relève un diplomate européen en Afrique : « *Les Américains aident le Liberia, les Britanniques la Sierra Leone, la France la Guinée* »... Plus désintéressée, la fondation Bill et Melinda Gates donne 50 millions de dollars à l'ONU et à l'OMS. MSF se sent moins seule mais, s'inquiète encore Brice De Le Vingne, « *qui va gérer les centres de santé d'urgence* » ?

Dans un monde où les frontières n'arrêtent plus rien, la santé mondiale est aujourd'hui perçue comme un enjeu majeur

POURQUOI CET ARTICLE ?

Le virus Ebola illustre la difficulté à gérer la santé publique à l'heure de la mondialisation. En effet, les épidémies étaient traditionnellement cantonnées à certaines parties du globe, mais avec la mondialisation et les nombreux flux humains et matériels qu'elle génère, la pro-

pagation des virus infectieux d'une partie à l'autre du monde se fait à une vitesse accrue. Le cas d'Ebola est particulièrement éclairant car c'est un virus très infectieux mais pas simple à détecter, qui pose donc de graves questions, notamment sur la nécessité ou non d'imposer des restrictions aux possibilités de voyager depuis ou vers les pays concernés.

par les États – et l'industrie pharmaceutique. L'action sanitaire devient un vecteur stratégique. Le conseil de sécurité des Nations unies n'a-t-il pas adopté, le 18 septembre, une

résolution qualifiant Ebola de « menace pour la paix et la sécurité internationales » ? L'expression « diplomatie sanitaire » a même fait son apparition dans le jargon officiel. Sur le terrain,

les professionnels de la santé, fantassins de la guerre contre Ebola, n'en demandent pas tant : ils voudraient juste que les dirigeants des États, développés et émergents, prennent

enfin leurs responsabilités, et reconstruisent le système qui a failli. ■

Sylvie Kauffmann

Le Monde daté du 20.10.2014

Les routes mortelles des migrants

Depuis 2000, près de 31 000 personnes ont péri en tentant de rejoindre l'Europe, selon le décompte du projet « The Migrant Files ».

C'est un fichier informatique particulier. On y lit sur 2 922 lignes une comptabilité froide mais implacable : la liste des « événements » qui ont conduit à la mort, en quinze ans, de près de 31 000 migrants en quête d'une vie meilleure en Europe.

Les exemples sont extraits au hasard : le 26 août, au large de la Libye, 50 personnes sont trouvées mortes dans la cale d'un navire ; le 20 juillet, entre l'Égypte et la Sicile, un enfant diabétique décède, les passeurs ont jeté son insuline par-dessus bord ; le 19 juin 2013, en Belgique, un Béninois se suicide de crainte d'être expulsé... Dans la dernière mise à jour, datée du 27 août, figurent 271 nouvelles victimes, dont 71 asphyxiées dans un camion en Autriche et 200 corps flottant près des côtes libyennes.

Cette compilation est le résultat d'un vaste projet d'open data : « The Migrant Files ». Réalisé par un consortium de journalistes européens, il a dressé et met à jour quotidiennement, à travers l'épluchage minutieux des sources associatives et des organes de presse, une liste très

détaillée dans le but d'illustrer le coût humain généré par la « forteresse Europe ». Dans cette base de données en libre accès, seuls figurent les décès documentés. « The Migrant Files » a reçu plusieurs prix de presse européens et de datajournalisme en 2014 et 2015.

Mouvement vers l'est

Transposée sur la carte, la géographie des disparus dessine en négatif les routes empruntées par les migrants pour rejoindre l'Europe, ainsi que les obstacles physiques ou législatifs mis en place par les États pour les empêcher. Loin de dissuader les candidats à la migration, ces dispositifs les dirigent de plus en plus vers des filières de passeurs sans scrupule et sur des routes davantage accidentées et dangereuses.

Sur la durée, elle met aussi en évidence les conséquences des révolutions arabes sur les routes migratoires et l'augmentation des risques pris par les exilés volontaires qui en a découlé. Le mouvement vers l'est et la Méditerranée centrale (où se concentre l'essentiel des drames) est très net à partir de 2011.

Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), qui a produit sa propre comptabilité, l'Europe est la destination la plus dangereuse et difficile à atteindre pour les migrants et demandeurs d'asile dans le monde. C'est ce que révèle la comparaison réalisée avec d'autres régions traversées par d'importants flux migratoires, tels que la Corne de l'Afrique, le golfe du Bengale ou encore la frontière américano-mexicaine. Sur les plus de 5 000 migrants ayant péri dans le monde en 2014, 66,5 % ont perdu la vie aux portes de l'Europe, notamment en Méditerranée (65 %).

Un chiffre encore plus impressionnant cette année, car entre le 1^{er} janvier et le 25 août, les pertes en Europe ont concerné près de trois migrants tués sur quatre dans le monde.

Si, comme le rappelle l'OIM, ce genre de comptabilité est à prendre avec précaution, car beaucoup de personnes échappent aux radars, il s'agit néanmoins d'un travail de mémoire salutaire, témoignage d'une hécatombe qui se déroule tous les jours à nos portes. ■

Francesca Fattori

Le Monde daté du 31.08.2015

POURQUOI CET ARTICLE ?

Les flux migratoires internationaux sont de puissants vecteurs de mondialisation. En déplaçant des individus d'un continent à un autre, ils établissent entre ces différents pôles une multitude de liens (économiques, politiques, culturels) qui renforcent leurs relations. Mais ils témoignent aussi des limites de cette mondialisation, car si les flux commerciaux circulent de

plus en plus librement à l'échelle planétaire, les flux migratoires sont pour leur part strictement encadrés. Majoritairement originaires des pays pauvres du Sud, les migrants internationaux sont rarement les bienvenus dans les pays du Nord, vers lesquels ils se dirigent souvent clandestinement. Un voyage vers une vie meilleure qui s'avère donc extrêmement difficile et au cours duquel nombre d'entre eux trouvent la mort.

MOTS CLÉS

ARCHIPEL MÉTROPOLITAIN MONDIAL

Expression forgée par le géographe français Olivier Dollfus pour décrire le fonctionnement de l'économie mondiale, mettant en relation certaines grandes métropoles tout en marginalisant l'immense majorité des territoires.

INTERFACE

Point de contact entre deux réalités géographiques de nature différente. Par exemple, un littoral, parce qu'il met en contact la terre et la mer, est une interface.

FAÇADE MARITIME

Espace littoral qui met en contact un arrière-pays (*hinterland*) et un avant-pays maritime (*foreland*) dont il organise les échanges.

NORD-SUD

La différenciation entre pays du « Nord » et pays du « Sud » rend compte de l'opposition entre pays développés et pays en développement. Il faut prendre garde au fait que cette opposition ne recoupe pas exactement la division du globe en deux hémisphères. Ainsi, l'Australie, pays du Nord du point de vue de son niveau de développement, se situe dans l'hémisphère Sud...

SOUS-DÉVELOPPEMENT

Condition d'un pays dont la production et l'équipement sont à un niveau qui ne permet pas une répartition suffisante des biens de consommation.

TIERS-MONDE

Durant la guerre froide, ce terme désignait l'ensemble des pays ne faisant partie d'aucun des deux blocs (le monde capitaliste développé, ou « bloc de l'Ouest », et le monde socialiste, ou « bloc de l'Est »). Il s'agissait en majorité de pays récemment décolonisés et très pauvres. Dans les années 1950 et 1960, certains pays se sont regroupés dans un mouvement des non-alignés. Depuis la chute du communisme, « tiers-monde » est synonyme de « pays pauvres ».

Des territoires inégalement intégrés à la mondialisation

La mondialisation est un processus qui conduit à l'intensification des échanges sur la planète. Elle a donc un impact fort sur les territoires. Elle crée entre eux des interdépendances, mais aussi des inégalités. À travers le monde, certains espaces s'affirment comme les lieux centraux de la mondialisation, d'autres comme des périphéries, voire des marges.

Des espaces dominants

La triade réunit les **principales puissances de la planète**. Il s'agit des États-Unis, de l'Union européenne et du Japon. Ces espaces représentent 92 % des transactions financières, 65 % du PIB mondial et les deux tiers des échanges commerciaux, pour 11 % de la population mondiale. Tous ont en commun d'être situés dans l'hémisphère Nord, c'est pourquoi on les qualifie souvent de « pays du Nord ».

Ces trois pôles focalisent les flux qui structurent l'économie mondiale. Le poids de la triade crée un phénomène de rayonnement. Ainsi, la plupart des anciens pays du bloc soviétique d'Europe de l'Est ont intégré progressivement l'UE depuis 2004. En Asie orientale, le modèle de développement du Japon a été adopté par les nouveaux pays industriels (Corée du Sud, Taïwan, Hong Kong, Singapour), et la Chine orientale connaît un spectaculaire développement économique. L'ensemble de la zone tend à intégrer la triade.

Au sein de la triade, les villes concentrent richesse, pouvoir et innovation. Ce fonctionnement est illustré,

selon le géographe Olivier Dollfus, par l'image d'un archipel : les villes fonctionnent entre elles comme autant d'îles formant un archipel au milieu des territoires. Parmi ces villes, certaines occupent une place tout à fait particulière. Ce sont les quatre « villes mondiales » : New York, Tokyo, Londres et Paris, principaux pôles d'impulsion de l'**AMM (archipel métropolitain mondial)**.

Certaines de ces villes sont intégrées à une mégalopole, au poids important dans la mondialisation : mégalopole du nord-est des États-Unis, mégalopole japonaise. En UE, la mégalopole s'étend de Londres à Milan en passant par l'axe rhénan.

Des espaces émergents

À côté de ces puissances solidement installées, de nouveaux pays s'affirment comme des acteurs de plus en plus centraux dans les échanges mondialisés. Il s'agit des **pays émergents**, hier en retard de développement et aujourd'hui en plein essor. Les principaux sont souvent réunis sous l'appellation de « BRICS », pour Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud.



Quartier d'affaires de la City à Londres.

Tous ont en commun des territoires étendus et riches en matières premières dont ils tirent profit pour rattraper leur retard économique. Mais leur ascension ne se limite pas à la sphère économique car ils ont également des prétentions politiques et entendent participer à un rééquilibrage des relations internationales. Parmi eux, la Russie constitue un cas à part car elle n'est pas tant émergente que réémergente : elle fut jusqu'en 1991 une grande puissance, et elle ne fait donc depuis que tenter de regagner le rang qu'elle a perdu avec la chute de l'URSS.

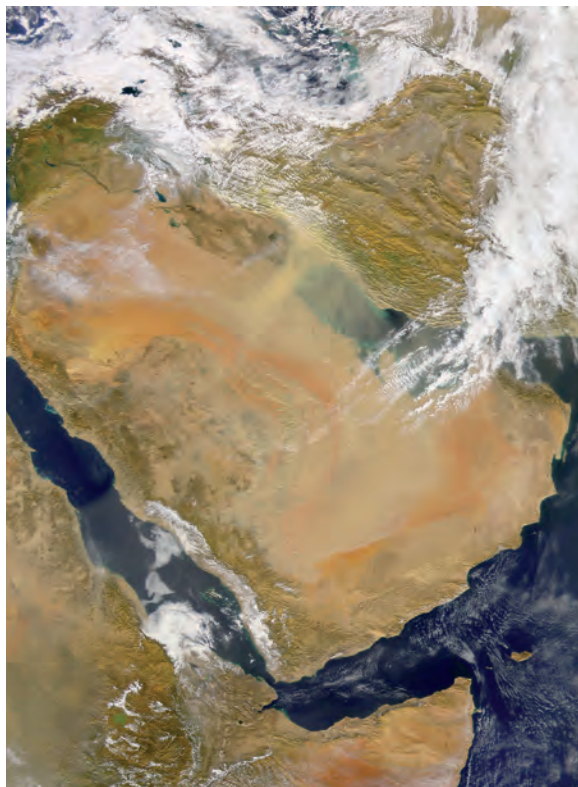
Des espaces dépendants

Par opposition aux pays du Nord, qui tiennent une place centrale dans la mondialisation, la plupart des pays du Sud n'en tirent que marginalement profit. Non pas qu'ils ne soient pas insérés dans les flux mondialisés, mais ceux-ci sont orientés en leur défaveur. Beaucoup de ces pays se contentent en effet d'exporter des matières premières mais ne parviennent pas à développer sur leur sol des activités productives à forte valeur ajoutée qui leur permettraient de s'enrichir.

Ces espaces sont donc dans la dépendance des pays du Nord et de certains émergents, comme la Chine, qui leur achètent leurs matières premières pour les transformer. Cette dépendance fonctionne toutefois dans les deux sens car les pays industrialisés ont besoin de ces matières premières pour faire fonctionner leurs usines. C'est pourquoi les pays qui disposent de matières premières rares et chères peuvent tirer profit de cette situation. C'est par exemple le cas des pays producteurs de pétrole ou de gaz. En revanche, les produits agricoles, plus faciles à trouver, sont généralement peu lucratifs pour les pays qui les exportent.

Des espaces marginalisés

Au sein des pays du Sud, on distingue une catégorie de pays quasiment déconnectés des flux mondialisés. Ce sont les **pays les moins avancés** (PMA), dont l'IDH inférieur à 0,5 témoigne du très faible niveau de développement, qui n'est lui-même que le reflet de l'incapacité à se connecter aux échanges



Vue satellite du golfe Persique.

mondiaux, faute de produits à exporter et de moyens pour importer.

Ces pays, dont les deux tiers sont situés en Afrique subsaharienne, ne sont cependant pas totalement exclus de la mondialisation, mais la manière dont ils y participent est un témoignage de leur faiblesse plus qu'un moyen de la surmonter. Ils sont en effet souvent de gros pourvoyeurs d'émigrants qui fuient ces pays déshérités pour tenter leur chance dans des contrées plus accueillantes. Une fuite qui aggrave un peu plus leur retard dans la mesure où elle frappe en premier lieu les habitants les plus qualifiés de ces pays, ceux qui disposent de plus de moyens et d'opportunités pour refaire leur vie ailleurs, dans des pays où leurs compétences sont parfois très recherchées. ■

ZOOM SUR...

Les espaces en marge de la mondialisation

AFRIQUE

Continent le plus pauvre de la planète, l'Afrique est aussi celui qui participe le moins aux échanges commerciaux mondialisés. Mais elle n'est pas pour autant coupée du reste du monde car elle tient une place non négligeable dans les flux de matières premières, dont elle est une grande productrice, ainsi que dans les flux migratoires dont elle est à l'origine.

CAMPAGNES

Sous l'effet de la métropolisation, partout dans le monde, les campagnes perdent leur population et leur influence.

CORÉE DU NORD

Pays asiatique vivant sous un régime dictatorial, se revendiquant du communisme, qui a fait le choix de se fermer au reste du monde et de rester à l'écart des échanges mondialisés. Cette fermeture est cependant loin d'être totale : certaines ONG parviennent à intervenir, des habitants réussissent à s'enfuir à l'étranger, etc.

DÉSERTS

Espaces peu peuplés, voire pas du tout, le plus souvent en raison d'un climat difficile. Ils sont contournés ou traversés, mais rarement desservis par les réseaux mondialisés.

MONTAGNES

Parce qu'elles sont peu habitées et présentent de multiples contraintes dans leur mise en valeur, les régions montagneuses sont souvent mal reliées aux flux mondialisés.

TERRITOIRE ENCLAVÉ

Espace géographiquement isolé, qui ne possède souvent pas d'accès à la mer et qui ne parvient pas à se connecter aux flux de la mondialisation car très mal ou pas du tout desservi par les réseaux de communication.

TROIS ARTICLES DU MONDE À CONSULTER

• **Le basculement de la richesse vers les pays du Sud et de l'Est s'accélère** p. 36-37

(Alain Faujas, *Le Monde* daté du 19.06.2010)

• **Quand Paris rêve Grand** p. 37-38

(Jérôme Porier et Isabelle Rey-Lefebvre, *Le Monde* daté du 28.10.2014)

• **Dans la bulle élitiste et aseptisée de Canary Wharf** p. 39

(Eric Albert, *Le Monde* daté du 30.09.2015)

ZOOM SUR...

Les échelles de la centralité

LE NORD

À l'échelle mondiale, les pays du Nord, riches, développés et influents, apparaissent comme les centres de l'espace mondial.

Dominés par l'Amérique du Nord, l'Europe de l'Ouest et l'Asie orientale, ils constituent la Triade.

LES MÉGALOPOLES

À une échelle plus petite, on s'aperçoit qu'au sein des pays du Nord, ce sont surtout les grandes aires mégalopolitaines qui exercent la centralité, et non l'ensemble des pays de la région. Ces régions densément urbanisées, puissamment intégrées par des infrastructures qui garantissent leur cohésion, constituent les points d'ancrage du Nord aux flux mondialisés.

L'AMM

Pour tenir compte de l'émergence de certaines parties du Sud, on peut utiliser l'image de l'AMM (Archipel métropolitain mondial) qui permet d'intégrer les grandes métropoles du Sud à un réseau de centralité, qu'Olivier Dollfus décrit par la métaphore de l'« archipel ».

LES CBD

Au sein même des grandes métropoles constitutives de l'AMM, ce sont surtout les quartiers d'affaires (CBD) qui concentrent les moyens et les retombées de la centralité. D'autres quartiers, résidentiels ou miséreux par exemple, n'ont rien de central.

Classement des villes mondiales par production de richesse

1. Tokyo
2. New York
3. Los Angeles
4. Paris
8. Mexico
13. Buenos Aires
14. Hong Kong
21. Toronto
25. Moscou
30. Rio
37. Mumbai
34. Istanbul
42. Pékin

Composition :

Centres et périphéries de l'espace mondial

L'analyse du sujet

Le sujet est centré sur des notions à la fois contradictoires et complémentaires de « centre » et de « périphérie ».

En géographie, un centre est un espace, généralement peu étendu, qui joue un rôle moteur et organisationnel, s'étendant bien au-delà de ses limites territoriales strictes.

À l'inverse, une périphérie, ou marge, est un espace souvent très étendu, qui est placé de fait sous l'influence d'autres espaces.

L'intitulé du sujet met ces deux notions au pluriel. Il s'agit donc de dégager une hiérarchie des différents territoires qui composent l'espace mondial.

Les grandes lignes du développement

I. Un monde dominé par le Nord

Dans cette première partie, à construire autour de la notion de « Triade », on explique en quoi les pays du Nord constituent un centre du monde, alors que ceux du Sud constituent des périphéries largement dominées.

II. L'émergence de centres au Sud

On évoque ici les bouleversements les plus contemporains dans les hiérarchies spatiales. L'apparition

de pays émergents a fait naître de nouveaux espaces centraux au sein des pays du Sud.

Ceux-ci exercent une influence jusque dans les pays du Nord, comme en témoignent leurs nombreux investissements à l'étranger.

III. L'archipel des centres

L'émergence de nouvelles centralités oblige à abandonner une vision trop simpliste, qui sépare le monde entre un Nord central et un Sud périphérique.

Il apparaît en effet que la centralité fonctionne selon le modèle de l'archipel : une pluralité de petits centres (le plus souvent des métropoles), dispersés aux quatre coins de la planète, qui s'organisent en réseau, rejetant de larges pans de territoires (souvent ruraux) dans la marginalité, et ce jusque dans les pays du Nord. ■

Ce qu'il faut faire et ne pas faire

- L'erreur face à un tel sujet serait de se contenter de lister et d'analyser des centres et des périphéries. Il ne faut en effet jamais oublier que les deux notions vont de pair : il n'y a pas de centre sans périphérie, et vice versa.
- On ne peut donc pas se contenter d'analyser les uns et les autres sans s'intéresser aux relations qu'ils entretiennent.

AUTRES SUJETS POSSIBLES SUR CE THÈME

Composition

- Les espaces en marge de la mondialisation.
- Les villes dans la mondialisation.

« L'image de l'archipel métropolitain mondial qui pourrait être proposée en remplacement de la représentation du monde en centre-périphérie traduit [...] la réalité de l'accaparement des richesses et du pouvoir par un club très fermé de membres privilégiés en position hégémonique sur l'ensemble de la planète. »
(Nadine Cattan, 2006)



Paris, l'une des quatre grandes villes mondiales.

Étude critique de document :

À l'aide du document, montrez les points communs et les différences entre ces quatre villes mondiales.

	Dubaï	New-York	Paris	Tokyo
Population en millions d'habitants	2,3	9	12	35
Situation	Rives du golfe Persique	Littoral atlantique	200 km de l'Atlantique	Littoral pacifique
PIB (en milliards de dollars)	80	1 461	741	1 477
Édifice le plus élevé	Burj Khalifa (828 mètres)	New World Trade center (541 mètres)	Tour First (La Défense, 231 mètres)	Tokyo Skytree (634 mètres)

L'analyse du sujet

Le sujet invite à s'interroger sur la notion de ville mondiale en s'appuyant sur l'exemple de quatre d'entre elles situées dans des parties très différentes de la planète. Le choix des informations fournies dans le tableau statistique repose sur des critères très variés mais tous en lien avec ce qui fait d'une ville une ville mondiale : sa puissance démographique (nombre d'habitants), sa situation géographique, sa richesse (PIB) et son architecture (*buildings* des Central Business Districts). Il faut à partir de ces données expliquer en quoi ces quatre villes, par delà leurs singularités, appartiennent bien au « club » des villes mondiales. Mais il faut aussi souligner leurs différences, notamment leur inégale intégration à l'Archipel mégapolitain mondial (AMM).

La problématique

En quoi ces quatre villes sont-elles caractéristiques des villes mondiales tout en possédant des singularités qui leur assignent un rôle différent dans le réseau qu'elles constituent toutes ensemble ?

Le plan détaillé

I. Des villes semblables...

Dubaï, New-York, Paris et Tokyo ont beau être dispersées aux quatre coins du monde, elles n'en possèdent pas moins de nombreux traits communs qui expliquent et reflètent à la fois leur statut de ville mondiale. En premier lieu, ce sont toutes des agglomérations très peuplées. Elles appartiennent chacune à de vastes mégapoles donnant sur des espaces maritimes. L'architecture de leurs quartiers d'affaires est également similaire : des tours de bureaux futuristes censées symboliser leur réussite. Leur PIB qui excède à lui seul celui de nombreux pays, témoigne pour sa part de leur importance dans l'économie mondiale.

II. ... Mais qui conservent leurs singularités

Malgré ces points communs, les quatre villes étudiées ont aussi des spécificités. Paris est ainsi la seule à ne pas être directement en situation littorale, même si la Seine la met en contact aisé avec l'Atlantique. Dubaï pour sa part apparaît comme une ville mondiale de rang secondaire par sa richesse, bien moindre que celle des trois autres villes étudiées. En revanche, c'est Dubaï qui gagne haut la main la « course à la hauteur » architecturale, Paris étant bonne dernière du fait du souci de préserver son paysage traditionnel. ■



Tokyo

Ce qu'il faut faire et ne pas faire

- Il est impératif de bien définir en introduction ce qu'est une ville mondiale et d'en énoncer les différents critères. C'est en effet à partir de cette base que vous pourrez mener l'analyse des données statistiques du document.
- Il faut veiller à ne négliger aucune des quatre villes, même si vous en connaissait mieux l'une ou l'autre en fonction des choix faits par votre professeur durant l'année.

ZOOM SUR...

4 villes mondiales

DUBAÏ

Carrefour migratoire et économique aux portes de l'océan Indien, la ville a connu ces dernières décennies une fulgurante ascension, dont témoigne son architecture grandiose. Elle est cependant loin de pouvoir prétendre rivaliser avec les vieilles puissances urbaines installées de longue date. Par ailleurs, du fait de son climat aride, la ville doit parvenir à concilier son expansion rapide avec les impératifs du développement durable, notamment pour la gestion de ses ressources en eau et de ses rejets de gaz carbonique.

NEW YORK

C'est la ville mondiale par excellence, qui concentre une influence économique (Wall Street, Nasdaq, sièges sociaux) et culturelle (Universités, musées, capital sympathie dans le monde), sans équivalents.

Son importance politique, bien qu'affaiblie par la rivalité avec Washington, capitale fédérale, est également très forte, puisque la ville abrite le siège de l'ONU.

PARIS

C'est avec Londres la seule ville mondiale européenne.

Ses relations avec sa voisine britannique sont ambiguës, faites de complémentarité (facilitée par la liaison ferroviaire rapide entre les deux villes) et de concurrence (notamment en matière fiscale pour attirer les entreprises). Elle bénéficie de la tradition centralisatrice française, qui a concentré en son sein tous les atouts du pays.

TOKYO

Ville la plus peuplée du monde, elle dispose d'une puissance économique incontestable mais souffre comme le Japon dans son ensemble d'une faible influence culturelle et d'un rayonnement géopolitique des plus restreints.

Le basculement de la richesse vers les pays du Sud et de l'Est s'accélère

Les pays industrialisés de l'OCDE ne pèseront que 43 % du produit brut mondial en 2030, contre 60 % en 2000.

L'axe économique du monde est en train de changer au détriment des pays riches, qui perdent du terrain sur ceux lancés à leur poursuite. Les pays de l'Organisation de développement et de coopération économiques (OCDE) pesaient 60 % du produit brut mondial en 2000, 51 % en 2010 et n'en représenteront plus que 43 % en 2030.

Les cartes publiées par le Centre de développement de l'OCDE dans son rapport « Le Basculement de la richesse » du mercredi 16 juin le prouvent, les pays non-membres de cette organisation – dits en développement – voient leur retard sur le havre d'opulence occidentale se combler à toute allure.

La catégorie des pays riches ne s'étend guère, tandis que celle des pays convergents se développe spectaculairement, la Chine ayant été rejointe, dans ce statut, par la quasi-totalité de l'Asie. Le nombre des pays qui connaissent une croissance deux fois supérieure à celle des membres de l'OCDE est passé dans les années 2000 de 12 à 65. Les pays répertoriés comme très pauvres ne sont plus que 25, contre 55 dans les années 1990.

Les pays en développement détenaient, en 2008, 4 200 milliards de dollars (3 400 milliards d'euros) de réserves, soit une fois et demie la somme détenue par les pays industrialisés. De 1990 à 2008, le com-

merce mondial a été multiplié par quatre, mais le commerce entre pays du Sud l'a été par dix et le premier partenaire commercial du Brésil, de l'Inde et de l'Afrique du Sud est désormais la Chine.

Le rapport du Centre de développement de l'OCDE fait apparaître un premier phénomène : la Chine est en tête, mais le peloton des pays en convergence avec les pays développés est de plus en plus fourni. On y trouve de façon surprenante une bonne partie de l'Afrique subsaharienne et toute l'Asie du Sud-Est, deux régions laissées pour compte lors de la dernière décennie.

Deuxième enseignement : la crise a été « un accélérateur » de ce rattrapage, souligne le rapport, car les pays de l'OCDE sont tous tombés en récession, à l'exception de l'Australie, de la Corée du Sud et de la Pologne. Pendant ce temps-là, les pays en développement poursuivaient une croissance à peine ralentie par le recul de la demande occidentale. « Et ce n'est pas transitoire », préviennent

les auteurs, ce que confirment les taux de croissance actuels de la quasi-totalité des pays en développement.

La première cause de ce basculement remonte aux années 1990, lorsque 1,5 milliard de travailleurs chinois et indiens ont fait irruption sur le marché mondial avec des coûts de main-d'œuvre imbattables, permettant à leur pays de développer leurs exportations et de passer de l'état de débiteurs nets à celui de créanciers nets. C'est au cours des années 2000 que cet enrichissement a profité au reste des pays en développement. La croissance des pays convergents a multiplié leurs importations de produits de base (énergie, métaux) en provenance des pays d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Amérique latine, qui ont profité de la redistribution de cette manne. Un point de croissance supplémentaire de la Chine génère 0,2 point de croissance chez les pays pauvres et 0,3 point chez les économies à revenus intermédiaires.

La première conséquence de

cette heureuse diffusion de capitaux a été un réel recul de la pauvreté. Depuis 1990, le nombre des personnes vivant avec moins d'un dollar et demi par jour a diminué d'un quart, soit de 500 millions.

La deuxième conséquence est moins réjouissante : les inégalités s'accroissent dans les pays convergents et tous les calculs montrent que celles-ci constituent un frein au développement lui-même. C'est pourquoi deux des auteurs du rapport, Johannes Jütting et Andrew Mold, insistent sur la nécessité, pour ces pays, de mettre en place des embryons de systèmes de protection sociale. « L'Inde, la Chine ou le Vietnam ont les moyens de mettre en place des systèmes de redistribution dont ont besoin leurs classes moyennes et devraient s'inspirer des mécanismes inventés dans d'autres pays du Sud », préconisent-ils. Par exemple, au Brésil ou au Mexique, où sont apportés des revenus complémentaires aux familles pauvres qui scolarisent leurs enfants.

POURQUOI CET ARTICLE ?

Cet article contribue à montrer le caractère largement périmé de l'opposition d'un Nord développé et d'un Sud à la traîne. En effet, il décrit la manière dont certains pays du Sud sont en train de rattraper progressivement des pays du Nord, qui, pour beaucoup, sont en recul, du fait de la crise économique qui les

frappe depuis quelques années. **Les Suds n'ont jamais autant mérité leur pluriel qu'aujourd'hui. Si certains d'entre eux (les PMA) continuent de rester en marge de la mondialisation et de ses bienfaits, d'autres, principalement situés en Asie, deviennent peu à peu des rivaux pour les économies des pays du Nord.** Ayant su mettre en valeur leurs atouts dans la compétition

économique mondiale, ils affichent aujourd'hui une capacité de résistance à la crise et des taux de croissance insolents. Cette formidable réussite, qui a permis de sortir de la pauvreté des millions d'êtres humains, peut servir de modèle aux pays du Sud qui ne parviennent pas encore à émerger, et contribue, quoi qu'il en soit, à modifier notre vision des hiérarchies mondiales.

Reste que la perspective d'être rattrapés en termes de niveau de vie par des pays considérés hier avec une certaine commiseration pourrait faire redou-

ter un « *déclin de l'Occident* ». Pour combattre une telle crainte, qui risque d'inspirer des réflexes protectionnistes, MM. Jütting et Mold affirment

que ce rattrapage « *n'est pas dangereux : le gâteau mondial va s'accroître, ce qui veut dire que lorsque l'Inde et la Chine basculeront vers la société de*

consommation, tout le monde en profitera ». ■

Alain Faujas

Le Monde daté du 19.06.2010

Quand Paris rêve Grand

C'est le plus grand chantier d'infrastructure urbaine depuis plus de quarante ans. Conçu autour d'un immense réseau de transport, Grand Paris est l'un des rares leviers à la disposition de l'État pour doper la croissance.

Le Grand Paris va-t-il sortir l'économie française de l'ornière ? Alors que les dernières statistiques de l'Insee ont confirmé que la hausse du produit intérieur brut (PIB) ne dépasserait pas 0,4 % en 2014, Manuel Valls a annoncé, le 13 octobre, la mobilisation de nouveaux crédits pour accélérer un chantier qui menaçait de s'enliser, miné par l'opposition de nombreux élus locaux. « *En ces temps de disette budgétaire, le geste est fort, preuve que le Grand Paris est perçu par l'exécutif comme l'un des rares leviers capables d'accélérer la croissance et de créer des emplois* », confie un économiste proche du gouvernement. « *Jamais depuis la construction du RER et des villes nouvelles dans les années 1970, un projet d'aménagement du territoire aussi ambitieux n'avait été entrepris en France* », commente Jacques-François Thisse, à la tête du Conseil scientifique des économistes de la Société du Grand Paris (SGP), l'entreprise publique créée en 2010 pour concevoir et réaliser le nouveau métro qui constitue l'âme du projet.

Le premier ministre a confirmé un engagement de 1,4 milliard d'euros pour les transports en Ile-de-France sur la période 2015-2020. Dès 2015, 140 millions viendront com-

pléter le financement des trois lignes du Grand Paris Express (GPE), le métro en rocade qui desservira la future Métropole du Grand Paris. Avec 69 nouvelles gares et 200 km de voie rapide, cette double boucle de métro automatique sera la colonne vertébrale d'une agglomération qui regroupera 124 communes et 6,7 millions d'habitants. Le nouveau plan de route prévoit le raccordement des aéroports de Roissy-Charles-de-Gaulle, d'Orly et du plateau de Saclay dès 2024, avec trois ans d'avance sur le calendrier. Un coup d'accélérateur qui doit permettre à la France de postuler à l'organisation de l'Exposition universelle de 2025. Lancé en 2008 par Christian Blanc sur ordre de Nicolas Sarkozy, ce projet changera la vie des 2 millions de voyageurs qui utiliseront chaque jour le nouveau métro. L'ambition du projet est aussi de rééquilibrer le marché du logement en Ile-de-France. Manuel Valls a réaffirmé l'objectif de construire 70 000 logements par an dans la région. « *En prenant un rayon de 400 m autour des 69 gares qui vont être construites, ce qui correspond aux territoires que nous allons aménager avec les maires des communes concernées et les promoteurs immobiliers, on arrive à 138 km², une surface supérieure à celle de Paris intra-muros* »,

s'enthousiasme Philippe Yvin, président du directoire de la SGP.

Une facture de 25,5 milliards d'euros

La réalisation du métro rapide devrait coûter 22,6 milliards. « *Avec les autres chantiers d'amélioration des transports en Ile-de-France et le coût des interconnexions avec le réseau actuel, la facture atteindra 25,5 milliards* », poursuit M. Yvin. Pour financer ce chantier, la SGP recevra chaque année plus de 500 millions de recettes fiscales. La taxe locale sur les bureaux (TLB) en Ile-de-France devrait rapporter plus de 350 millions dès 2014. Elle sera complétée par d'autres prélèvements, notamment une part de la taxe sur le matériel roulant exploité par la RATP. Si nécessaire, l'État apportera un soutien à hauteur de 1 milliard à partir de 2015.

Quant aux 140 millions d'euros qui viennent d'être débloqués, ils proviendront soit d'une augmentation de la taxe spéciale d'équipement (TSE) qui pèse sur les ménages et les entreprises franciliens, soit d'une hausse de la fiscalité des entreprises qui disposent de parkings. Dans trois ou quatre ans, au moment du démarrage des travaux, la SGP émettra des obligations à long terme, qui seront rem-

boursées grâce aux recettes fiscales, aux taxes, aux redevances d'usage qui seront versées par les exploitants (péages) et à des recettes complémentaires tirées notamment de l'exploitation des gares (publicité, commerce, etc.).

Quel sera l'impact économique de ce gigantesque chantier ? Les études sur le sujet sont rares. « *On peut prévoir les conséquences du prolongement d'une ligne de métro*, explique M. Thisse, *mais un choc de cette ampleur va modifier profondément la structure des transports en Ile-de-France, et il est très difficile de savoir où les entreprises vont s'implanter...* » Le Conseil scientifique des économistes de la SGP s'est néanmoins attelé à la tâche. Son scénario « *raisonnable* » prévoit une augmentation du PIB francilien (près de 635 milliards en 2013) de 73,5 milliards et 115 000 créations d'emplois entre 2015 et 2030. Datant de 2013, ces prévisions ont été validées par une contre-expertise réalisée à la demande du Commissariat général à l'investissement en juin. Plus du tiers de la création de valeur proviendrait des gains de temps pour les usagers, tandis que l'amélioration de la ponctualité et du confort des trains procurerait un gain additionnel de 5 milliards d'euros.

Les effets positifs sur l'environnement sont évalués à 10 milliards. Le solde proviendrait des « effets d'agglomération », plus difficiles à estimer.

POURQUOI CET ARTICLE ?

Le projet de « Grand Paris », censé encourager et encadrer le développement de la métropole française pour les prochaines décennies, illustre les mutations des grandes villes mondiales à l'heure de la mondialisation. Il s'agit pour Paris de rester compétitive à l'égard de Londres, New York ou Tokyo, en restant une ville attractive pour les FTN, les ingénieurs, les étudiants et les touristes. Il faut aussi penser à l'organisation de la métropole et à la fluidité des flux en son sein.

Poule aux œufs d'or

Depuis les années 1990, on sait que l'augmentation de la densité urbaine a un impact positif sur la croissance économique. « La productivité d'une agglomération dépend de la taille effective de son marché du travail, c'est-à-dire de la quantité d'emplois à laquelle la population peut accéder en moins de 45 minutes, explique Laurent Davezies, professeur au CNAM. Depuis vingt ans, la situation des transports s'est dégradée en Ile-de-France. Si on améliore leur fluidité, on améliore la productivité de l'économie. » Une vision partagée par Jean-Luc Biacabe, directeur des politiques économiques à la chambre de commerce et d'industrie (CCI) d'Ile-de-France, qui a calculé ce que coûterait de renoncer au projet : « Cela amputerait le PIB français d'au moins 144 milliards à l'horizon 2030, dit-il. Sur la base d'un taux de prélèvement obligatoire

de 42,5 %, cela impliquerait un manque à gagner de 61 milliards pour les finances publiques à cet horizon. » Un montant qu'il rapporte à l'estimation du coût total de l'infrastructure, soit une trentaine de milliards d'euros. « À cette aune, le Grand Paris, avec 1 à 2 milliards d'investissements publics par an pendant vingt ans, représente moins de 0,3 % du PIB annuel francilien », complète-t-il. Un regain de croissance en Ile-de-France bénéficierait-il à l'ensemble du pays ? M. Davezies en est persuadé : « Environ 10 % de la richesse produite chaque année en Ile-de-France part en province, notamment par le mécanisme des transferts sociaux. Cela représente 65 milliards d'euros. L'Ile-de-France est une poule aux œufs d'or pour les autres régions ! »

L'Établissement public d'aménagement (EPA) de la Plaine de France a publié une étude montrant que 120 000 à 130 000 emplois pourraient être créés sur son territoire dans les quinze ans à venir, essentiellement entre les aéroports de Roissy et du Bourget. Si le transport et le BTP seront les principaux pourvoyeurs d'emplois, de nombreux jobs seront aussi créés dans les services (commerce, hôtellerie, éducation...) en raison de l'augmentation de la densité urbaine. À l'emplacement des anciennes usines Peugeot, à Aulnay-sous-Bois, un centre de maintenance du métro emploiera 350 personnes. À Gonesse, un quartier d'affaires verra le jour à huit minutes en métro de Roissy, tout près d'EuropaCity, un projet extrêmement ambitieux développé par Auchan associant centres commerciaux, culture et loisirs. Les emplois créés profiteront-ils aux habitants du 9-3 ? « Les attentes des entreprises vont se renforcer, à la fois en termes de compétences et de niveaux de qualification. Néanmoins, les

filiales resteront accessibles aux personnes peu qualifiées », promet Damien Robert, directeur de l'EPA Plaine de France.

Une vitrine incomparable

À court terme, les principaux bénéficiaires seront les acteurs du BTP. Les travaux induits (aménagement urbain, raccordements des routes, construction de bureaux, de logements et de commerces autour des gares...) devraient représenter un coût équivalent à celui du GPE, soit une trentaine de milliards d'euros. Les trois géants français du BTP (Vinci, Bouygues et Eiffage) devraient se partager l'essentiel du gâteau. Les premiers appels d'offres, ceux de la ligne 15, se dérouleront entre fin 2015 et début 2016.

« Nous estimons que le Grand Paris devrait générer pour nous un chiffre d'affaires de plusieurs centaines de millions d'euros par an, annonce Jérôme Stubler, directeur général de Vinci construction. Nous prévoyons entre 5 000 et 10 000 embauches sur une quinzaine d'années à partir de la fin 2016, sans compter la construction du réseau de fibre optique et des data centers. » Pour la construction du matériel roulant et de la signalisation, Alstom, fournisseur habituel de la SNCF et de la RATP, semble bien placé, mais ne se risque pas à faire des prévisions. « Le Grand Paris va nous permettre d'investir pour développer une nouvelle plate-forme technologique. Ce type de chantier est une vitrine incomparable pour montrer notre savoir-faire et décrocher des contrats à l'international », assure Ana Giros, présidente d'Alstom Transport France.

La viabilité économique du Grand Paris passe par la création de bureaux en proche banlieue, et en deuxième couronne jusqu'à un centre d'affaires est

prévu à Gonesse, près de Roissy. Si la migration des entreprises vers la banlieue est déjà ancienne, les nouvelles lignes de métro 15, 16 et 17, vont irriguer ces pôles et les relier entre eux, à la Défense et aux aéroports. Toutefois, pour convaincre entreprises et investisseurs, dont l'horizon est beaucoup plus court que le temps de l'urbanisme, de s'intéresser à de nouveaux sites, il faut des certitudes. « Outre les indispensables transports, les entreprises ont besoin d'une taille critique avec un parc de bureaux de 500 000 m² minimum, car elles n'aiment pas être isolées, analyse Virginie Houzé, directrice des études chez JLL. Il faut aussi des commerces, des logements pour que le quartier vive. »

À plus long terme, beaucoup d'espoirs reposent sur la création de pôles de compétitivité (les « clusters »), qui regroupent sur un territoire des entreprises, publiques ou privées, appartenant à un même secteur d'activité. Ce concept repose sur l'idée que l'accumulation de savoir-faire provoque un effet boule de neige, les entreprises s'installant là où elles sont sûres de trouver de la matière grise. Le plus ambitieux est le Campus Paris-Saclay, consacré à la recherche scientifique. À Vitry, un écosystème réservé aux sciences de la vie pourrait voir le jour autour d'une usine de Sanofi dédiée aux biotechnologies, qui emploie déjà 2 000 personnes. Au total, une dizaine de clusters parsèmeront l'Ile-de-France. « Mais tous ces projets ne réussiront pas, estime M. Thisse. Pour certains clusters, la mayonnaise prendra, mais pas pour tous. On peut créer des infrastructures, mais au final, ce sont les entreprises qui décident. » ■

Jérôme Porier
et Isabelle Rey-Lefebvre
Le Monde daté du 28.10.2014

Dans la bulle élitiste et aseptisée de Canary Wharf

D'abord le métro qui s'arrête à Canary Wharf, avec ses doubles portes qui s'ouvrent automatiquement. La foule en uniforme d'affaires – tailleur pour les femmes, costume pour les hommes, bleu marine pour tous – dégorge d'un coup, façon fourmilière. Chacun a les yeux rivés sur son écran de téléphone. En haut des premiers Escalator, prendre à droite vers le centre commercial. Pas besoin de voir le ciel ou de sortir : une entrée spéciale mène directement à l'intérieur de la tour Citigroup, par un dédale de couloirs.

Chaque jour, les milliers de salariés londoniens de la banque américaine font le même trajet, dans une bulle aseptisée ultra-efficace. Ici, tout est calculé, chronométré, maximisé... Canary Wharf est un quartier d'affaires construit de toutes pièces à la fin des années 1980 dans l'est de la capitale britannique : il compte aujourd'hui 37 tours regroupées sur 40 hectares, recevant quotidiennement 112 000 employés. Ceux-ci sont, dans leur immense majorité, des banquiers. Outre Citigroup, HSBC, Barclays ou encore JPMorgan y arborent fièrement leur logo en haut de gratte-ciel qui dépassent parfois les 200 mètres de hauteur. L'endroit est entièrement privé. Les rues entre les bâtiments

et les transports en commun donnent l'illusion d'un espace public. C'est faux. A l'entrée, les véhicules sont contrôlés. Les hommes aux allures de policiers qui déambulent sont des gardiens de sécurité privés. Et n'essayez pas de prendre des photos ou de filmer ! Une équipe de télévision française, qui a tourné un documentaire en 2014, peut en témoigner. Malgré l'autorisation obtenue, des gardiens lui sont tombés dessus toutes les dix minutes pour vérifier le laissez-passer, sur un ton toujours plus agressif. A chaque fois, il fallait négocier pied à pied : filmer les portes d'entrée des bâtiments n'était pas autorisé, changer la caméra d'emplacement non plus...

Les « priority » et « citigold »

Continuons le trajet à l'intérieur du siège européen de Citigroup. A l'accueil se trouvent quatre hôtes, forcément des femmes, qui reçoivent sur un ton aussi poli qu'automatique. Chacune porte un badge avec son nom et un petit drapeau indiquant sa nationalité. Sur le côté de la table se trouve du gel antibactérien, à disposition des visiteurs. « *Dirigez-vous vers la table d'attente numéro 4, s'il vous plaît. Votre hôtesse viendra vous y chercher.* »

Les malabars plantés aux portillons ne plaisent pas avec la sécurité. Il faut être accompagné par quelqu'un de la maison pour passer. Le badge est vérifié de près. A l'étage, où travaille James Bardrick, le patron de Citigroup pour le Royaume-Uni, il faut de nouveau passer une porte. Dans son bureau, qui n'est pas particulièrement luxueux, se trouve une grande poubelle sécurisée, pour détruire les documents confidentiels. A travers la baie vitrée, l'homme a une vue imprenable... sur l'énorme logo de la tour HSBC qui lui fait face. Impossible d'échapper à la concurrence ici. On vit entre banquiers. La veille de notre rencontre, l'homme avait fait voiture commune avec Douglas Flint, le président de HSBC. « *Il n'y a pas une seule journée où je ne pense pas à vous !* », lui avait-il lancé. Une boutade, bien sûr. Mais difficile de ne pas avoir la même perspective sur le système financier mondial ou les grandes questions économiques. James Bardrick reconnaît bien volontiers les limites de Canary Wharf. « *Je ne tiens pas particulièrement à ce que tout le monde travaille ici, ou même à Londres.* » De son propre aveu, l'endroit ressemble à une bulle élitiste. Pourtant, Citigroup apprécie les lieux. Depuis son siège londonien, la banque supervise les

opérations de 54 pays. C'est plus qu'à New York, pourtant le siège mondial, mais qui est davantage tourné vers les Etats-Unis.

Six des grandes divisions de la banque d'affaires sont dirigées depuis Londres, dont les investissements internationaux, les marchés actions et les matières premières.

Selon James Bardrick, même le risque d'une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne ne devrait pas provoquer de déménagement de Citigroup. « *Nous sommes à Londres depuis longtemps, et être situé ici offre de nombreux avantages.* » En particulier, il salue le nombre de « talents » présents sur place. En clair, il suffit de piocher parmi les tours à la ronde pour trouver les banquiers, comptables ou analystes dont il a besoin. Pour les mêmes raisons, James Bardrick ne se plaint pas trop ouvertement des impôts exceptionnels que le Royaume-Uni exige désormais des grands établissements bancaires. A l'écouter, on se rend compte qu'il faudrait un tremblement de terre pour qu'un énorme établissement comme Citigroup déménage son siège. Anil Wadhvani confirme l'intérêt de Canary Wharf pour une entreprise comme Citigroup. Le banquier de Citigroup s'occupe des clients riches, les « priority » (de 10 000 à 100 000 dollars – 8 930 euros à 89 300 euros – de patrimoine à investir) et « citigold » (de 100 000 dollars à 1 million de dollars). « *Dans le quartier, autour de nous, probablement les trois quarts des gens sont de potentiels clients.* » Impossible pour une grande banque de quitter une telle bulle de richesse. ■

Eric Albert

Le Monde daté du 30.09.2015

POURQUOI CET ARTICLE ?

Cet article revient sur le développement fulgurant qu'a connu ces dernières années le quartier d'affaires de Canary Wharf. Implanté dans l'est de la métropole londonienne, en lieu et place d'anciens quartiers populaires, ce nouveau centre

d'affaires rivalise désormais avec le cœur historique de la finance londonienne qu'est la City. Le succès de Canary Wharf s'explique par la concentration en son sein de tous les services qui font l'attractivité des villes mondiales : une législation et une fiscalité favorables aux activités financières, une excellente desserte locale (transports en

communs) et internationale (aéroports) ainsi qu'un renouvellement urbain qui a permis de mettre à disposition des nouveaux terrains constructibles. Revers de la médaille, ce quartier accentue l'éviction des classes populaires de Londres, et tend à constituer une bulle élitiste coupée du reste de la ville et de ses réalités socio-économiques.

MOTS CLÉS

OFFSHORE

Désigne l'extraction de matières premières dans les sous-sols marins. L'exploitation du gaz et du pétrole offshore nécessite des technologies de pointe très coûteuses et n'est donc rentable que, comme c'est actuellement le cas, lorsque les cours de ces matières premières sont particulièrement élevées.

PIRATERIE

Détournement d'un navire par la force afin de s'approprier sa cargaison ou, le plus souvent, d'obtenir une rançon. Les régions les plus touchées par cette pratique sont le détroit de Malacca et le golfe d'Aden.

SURPÊCHE

Pêche en quantités trop importantes qui ne permettent pas d'assurer le renouvellement des stocks halieutiques.

ZONE GRISE

Région qui échappe en partie ou totalement au contrôle des États, soit parce que ces derniers sont défaillants, soit parce que la région en question n'est placée sous la souveraineté d'aucun d'entre eux. Elles constituent donc des zones propices aux activités illicites.

SIGLES CLÉS

ZEE

Zone économique exclusive. Bande maritime s'étendant sur 200 miles au large du littoral d'un État dans laquelle celui-ci est le seul à pouvoir procéder à des activités économiques. En revanche, la circulation des navires y est libre.

ZIP

Zone industrialo-portuaire. Espace littoral dominé par un grand port de commerce autour duquel se sont greffées, souvent pour profiter de dispositions fiscales avantageuses, des industries. Celles-ci bénéficient également d'une situation qui leur permet de s'approvisionner rapidement en matières premières et d'exporter sans délai leurs productions.

Les espaces maritimes : approche géostratégique

Les 70 % de la surface du globe recouverts de mers et d'océans constituent un enjeu géostratégique majeur. Ces espaces sont à la fois des lieux d'échange et des lieux où les États affirment leur puissance.

L'importance des ressources maritimes

Les espaces maritimes regorgent de **ressources**, notamment alimentaires et énergétiques. Les sous-sols marins recèlent des hydrocarbures (gaz et pétrole), représentant environ 25 % des réserves de pétrole et 34 % de celles de gaz. À l'heure actuelle, les espaces maritimes fournissent à peu près 30 % de la production de pétrole et 27 % de la production de gaz. L'exploitation de ces gisements **offshore** se fait au moyen de plateformes en hauteur (en Norvège, dans le golfe du Mexique, au large du Brésil).

Les espaces maritimes disposent d'immenses réserves halieutiques (liées à la pêche). Elles fournissent près de 100 millions de tonnes de poissons et de crustacés par an, ce

qui constitue un apport non négligeable à l'alimentation de la planète. Les principales zones de pêche se trouvent au large de la côte ouest de l'Amérique, à l'est de celle de l'Asie, au nord-ouest de celle de l'Europe.

L'importance des flux maritimes

La majorité des flux transcontinentaux de marchandises (soit 88 % du total) transitent par les espaces maritimes. Ce trafic s'effectue pour l'essentiel sous la forme de **conteneurs** disposés sur des navires porte-conteneurs. Les hydrocarbures sont transportés par des supertankers (pétrole) et des méthaniers (gaz). Les flux humains sont également considérables. Dans les pays du Sud, notamment en Indonésie ou dans le golfe de Guinée, le transport maritime de passagers reste important. À cela s'ajoutent les flux de migrants légaux et illégaux en Méditerranée, ainsi que les transports touristiques, avec le développement des **croisières**, notamment en Méditerranée ou dans les Caraïbes. D'autres réseaux traversent également les océans, par exemple certains oléoducs et gazoducs, comme celui entre l'Algérie et l'Italie, ou bien encore des réseaux de câbles qui supportent le trafic de la bande passante Internet.



Plateforme pétrolière offshore.

L'importance des façades maritimes

Les **façades maritimes** sont des lieux clés de la mondialisation. Elles sont l'aboutissement des flux, des espaces où se rencontrent l'arrière-pays de cette façade (*hinterland*) et son avant-pays (*foreland*), élargis à la planète entière par la mondialisation. Les principales **façades maritimes** sont celles de l'Asie orientale, de l'Amérique du Nord-Est et de l'Europe de l'Ouest (avec le *Northern Range* du Havre à Hambourg).

Parmi ces façades maritimes s'affirment de très grands ports à conteneurs. On en compte désormais une dizaine dans le monde qui dépasse 200 millions de tonnes de trafic par an, dont huit en Asie orientale (Singapour, Hong Kong). Dans ce contexte, les 33 pays enclavés (ne disposant pas de côte) sont donc handicapés dans leur intégration au sein de l'espace mondial.

À qui appartient les espaces maritimes ?

La possession des espaces maritimes est un enjeu majeur. Depuis 1994, ils sont strictement attribués. Sur 12 milles marins depuis la côte (1 mille



Port de Hambourg.

= 1 852 mètres), les États sont pleinement souverains : ce sont les **eaux territoriales**. Ensuite, jusqu'à 200 milles marins, s'étend une **zone économique exclusive (ZEE)**. L'État en question peut y exploiter les ressources maritimes, mais doit garantir la libre circulation des navires originaires des autres États. Le reste des espaces maritimes est constitué par les **eaux internationales**, qui ne sont considérées comme la propriété d'aucun État. La circulation y est totalement libre.

Les tensions

Malgré ces règles de partage, il existe des **zones de tensions** pour la domination des espaces maritimes. En effet, l'attribution des 200 milles nautiques peut poser problème en cas de proximité d'États concurrents. C'est le cas en Asie du Sud-Est.

Dans la mer de Chine méridionale, la Chine revendique des espaces maritimes également réclamés par d'autres États voisins. Il s'agit de contrôler des îles pouvant servir de point d'appui, comme les Spratley ou les Paracels, mais aussi d'importants gisements offshore d'hydrocarbures.

Dans l'Arctique, il existe des contestations entre la Norvège et la Russie et entre le Danemark (qui possède le Groenland) et le Canada. Là encore, l'enjeu réside dans la maîtrise des ressources réelles ou supposées des fonds marins.

Outre les rivalités déjà évoquées, il existe également des tensions pour l'exploitation des ressources. Ainsi, les concurrences sont nombreuses en matière de zones de pêche, comme entre la France et l'Espagne. Malgré ces concertations et ces convoitises, les espaces maritimes ne sont pas totalement sous le contrôle des États. Certains d'entre eux font partie des « **zones grises** » de la planète. C'est le cas des zones d'action de la **piraterie**. Il s'agit des espaces au large de la

Somalie et du Yémen, du détroit de Malacca et du golfe de Guinée.

Des milieux fragiles

Les espaces aquatiques sont particulièrement vulnérables face aux **problèmes environnementaux**. De nombreuses catastrophes écologiques ont eu pour théâtre les mers et les océans, comme les marées noires liées au transport de pétrole. On peut citer celle faisant suite au naufrage de l'Erika en Bretagne en 1999, ou encore l'explosion d'une plateforme pétrolière dans le golfe du Mexique en 2010.

Certaines ressources maritimes sont par ailleurs particulièrement sensibles. Les hydrocarbures ne sont pas des ressources renouvelables. Les ressources halieutiques s'épuisent rapidement et leur protection n'est pas toujours respectée. Les Japonais acceptent difficilement l'arrêt de la pêche à la baleine, et les Français, celle du thon rouge. Les espaces maritimes seraient également très affectés par le réchauffement climatique. Certaines zones de l'Arctique deviendraient des mers libres, ce qui rendrait possible la création de **nouvelles routes nautiques**. ■

DEUX ARTICLES DU MONDE À CONSULTER

• **Pétrole et gaz : le renouveau inattendu de la mer du Nord** p. 44-45

(Eric Albert, *Le Monde* daté du 27.08.2013)

• **Reconstruire la Somalie pour en finir avec la piraterie** p. 45

(Alain Faujas, *Le Monde* daté du 12.04.2013)

LIEUX CLÉS

CANAL DE PANAMA

Il permet de passer du Pacifique à l'Atlantique en coupant au travers de l'isthme centraméricain, sans avoir à contourner le continent par le sud. Longtemps sous contrôle direct des États-Unis, il a donné naissance à un État souverain du même nom qui vit principalement de son exploitation.

CANAL DE SUEZ

Ouvert en 1869, il permet de passer de la mer Rouge à la Méditerranée et donc de l'océan Indien à l'océan Pacifique sans avoir à contourner l'Afrique par le sud. D'abord propriété d'un consortium franco-britannique, il a été nationalisé par le président égyptien Nasser en 1956.

DÉTROIT DE GIBRALTAR

Il est tout aussi important car il met en contact la Méditerranée et l'Atlantique et constitue le point de contact le plus étroit entre l'Europe et l'Afrique. C'est un lieu privilégié de trafics en tous genres (immigrations illégales, drogue, etc.). Le rocher de Gibraltar, au sud de l'Espagne, demeure jusqu'à aujourd'hui sous souveraineté britannique.

DÉTROIT DE MALACCA

Il relie la mer de Chine méridionale à l'océan Indien et permet de ne pas avoir à contourner l'Indonésie. C'est donc un point de passage essentiel pour toutes les marchandises partant d'Asie à destination de l'Europe. En son cœur, la ville-État de Singapour avec son immense port de fret tire profit de sa situation privilégiée sur cet axe central de la mondialisation.

DÉTROIT D'ORMUZ

Situé entre le sultanat d'Oman et l'Iran, il est le passage obligé pour l'exportation par voie maritime du pétrole et du gaz produits dans la région. Plus de 30 % des hydrocarbures consommés dans le monde y transitent. La menace de l'Iran de le fermer en cas de guerre aurait de lourdes conséquences sur l'économie mondiale. Pour parer à une telle éventualité, les États-Unis, de longue date, stationnent une flotte dans la région.

ZOOM SUR...

Les types d'espaces maritimes

EAUX TERRITORIALES

Elles s'étendent sur 12 milles à partir du littoral. Il s'agit d'une zone sur laquelle l'État riverain est totalement souverain. Nul ne peut donc y pénétrer, y pêcher ou y circuler sans autorisation.

EAUX CONTIGÜES

Elles s'étendent sur les 12 milles suivant la limite des eaux territoriales. Il s'agit d'une zone dans laquelle l'État riverain peut exercer des contrôles policiers et fiscaux.

ZONE ÉCONOMIQUE EXCLUSIVE

Elle s'étend sur 200 milles à partir du littoral. Il s'agit d'une zone où la circulation maritime est libre, mais dont l'exploitation économique (pêche et extraction de matières premières) est réservée à l'État riverain.

HAUTE-MER

Regroupe l'ensemble des espaces maritimes situés au-delà de 200 milles des côtes. Représentant 65 % de la surface océanique mondiale, la navigation, la pêche et l'extraction y sont totalement libres. Cette absence de souveraineté, qui signifie aussi une absence de règles contraignantes, accroît les risques de pirateries ou de surpêche, dont les répercussions se font sentir sur tous les espaces marins.

LIEUX CLÉS

LES PORTS DE COMMERCE LES PLUS FRÉQUENTÉS

1. Shanghai (Chine)
2. Ningbo (Chine)
3. Singapour
4. Rotterdam (Pays-Bas)
5. Tianjin (Chine)

LES PRINCIPALES ZEE

1. États-Unis : 11,3 millions de km²
2. France : 11 millions de km²
3. Australie : 8,5 millions de km²
4. Russie : 7,5 millions de km²
5. Royaume-Uni : 6,8 millions de km²

Composition :

Les enjeux stratégiques des espaces maritimes

L'analyse du sujet

Le sujet (reformulant l'intitulé du thème au programme) invite à montrer en quoi les espaces maritimes constituent plus que jamais des pôles stratégiques à l'heure de la mondialisation.

Pour cela, il est nécessaire de rappeler l'importance du transport maritime dans le commerce mondialisé, puis de mettre en avant les principales routes maritimes, ainsi que les grands passages qui les parsèment (détroits et canaux). Leur bon fonctionnement constitue un enjeu majeur à l'échelle planétaire.

Ce qu'il faut faire et ne pas faire

- Le risque principal est de se contenter de décrire le commerce maritime et ses itinéraires, en oubliant de montrer en quoi ces deux aspects soulèvent des enjeux géostratégiques, dont vous devez faire l'analyse.
- Par ailleurs, il ne faut pas se focaliser sur les seuls enjeux économiques des espaces maritimes qui sont aussi stratégiques à d'autres titres : souveraineté territoriale, dissuasion militaire, etc.

Synthèse du cours pour une composition

I. Des espaces exploités

Dans cette première partie, on rappelle que les espaces maritimes recèlent de nombreuses richesses qui ne sont encore que partiellement exploitées. Ce sont d'abord des zones de pêche et d'élevage, mais également des lieux d'extraction de diverses matières premières, et notamment d'hydrocarbures.

II. Des espaces parcourus

On montre dans cette deuxième partie comment la mondialisation économique a provoqué un formidable accroissement du trafic maritime. Celui-ci est la conséquence de la division internationale du travail qui génère de nombreux flux. Il faut en effet transporter les matières premières de leurs pôles d'extraction vers les sites de transformation, puis exporter les produits transformés des usines (souvent asiatiques) qui les produisent vers les marchés (souvent les pays du Nord) qui les consomment.

III. Des espaces convoités

Suite logique des deux premières, cette dernière partie montre les rivalités de puissance suscitées par les espaces maritimes. On évoque les différends frontaliers en mer, le

déploiement de flottes de guerre, les actes de piraterie sur les routes maritimes, le rôle central des détroits et canaux, et les efforts de régulation légale des espaces maritimes à l'échelle internationale (convention de Montego Bay). ■

« Après les oiseaux mazoutés, après les requins mutilés et menacés de disparition en dépit de leur formidable réputation de prédateurs [...] il serait temps de se rendre à l'évidence : l'océan est immense, il n'est pas infini. »
(Pierre Royer, 2012)



Cages piscicoles de pleine mer.

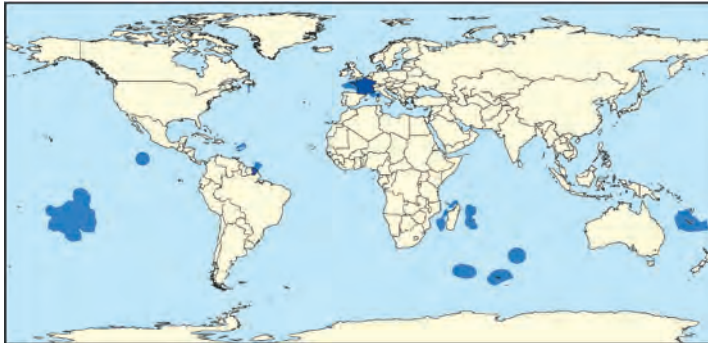
AUTRES SUJETS POSSIBLES SUR CE THÈME

Composition

- Les espaces maritimes et la mondialisation.
- Les espaces maritimes : des espaces convoités.

Étude critique de documents :

À partir de ces deux documents, analysez l'atout stratégique que constitue pour les États-Unis et la France la possession d'une importante ZEE.



La ZEE de la France.



La ZEE des États-Unis.

L'analyse du sujet

À partir de la comparaison des zones économiques exclusives (ZEE) américaine et française, ce sujet propose de s'intéresser à la puissance maritime de ces deux pays.

Plusieurs types d'analyse sont attendus. En premier lieu, il est bien sûr nécessaire d'expliquer ce qu'est une ZEE et de décrire celles des deux pays étudiés. Il faut ensuite se demander quel intérêt ces ZEE représentent pour ces deux pays. Enfin, il faut les comparer pour se demander dans quelle mesure ces zones relèvent d'intérêts géostratégiques similaires ou différents.

Problématique

De quelle manière les États-Unis et la France mettent-ils en valeur leur ZEE et dans quelle mesure en tirent-ils profit ?

Le plan détaillé

I. Des ZEE immenses mais différentes

On montre que, si elles sont assez similaires par leur extension, les ZEE française et américaine sont très différentes dans la façon dont elles sont réparties dans l'espace. Alors que celle des États-Unis se concentre sur les deux littoraux du pays, celle de la France se caractérise par son éclatement, lié à la possession de nombreux territoires ultramarins.

II. Des atouts stratégiques considérables

Il faut expliquer en quoi, malgré leurs différences, les ZEE française et américaine constituent pour chacun des deux pays un atout considérable, tant sur le plan stratégique qu'économique. ■

ZOOM SUR...

Les principaux types de navire

PORTE-CONTENEURS

Navire conçu pour transporter des conteneurs entassés les uns sur les autres. Leur capacité est calculée en « équivalent vingt pieds » (EVP, ou TEU en anglais), c'est-à-dire en fonction du nombre de conteneurs de 20 pieds (6 mètres) qu'ils peuvent transporter. Les plus gros porte-conteneurs, longs de près de 400 mètres, peuvent transporter jusqu'à 15 000 conteneurs par voyage.

MÉTHANIER

Navire transportant le gaz sous forme liquide (gaz naturel liquéfié) dans des citernes réfrigérées à $-162\text{ }^{\circ}\text{C}$. Liquéfié, le gaz naturel occupe un espace 600 fois plus réduit que sous forme gazeuse. Ces navires sont parfois appelés « gaziers ».

CHIMIQUIER

Navire citerne spécialisé dans le transport de produits chimiques.

PÉTROLIER

Aussi appelé « tanker », il s'agit d'un chimiquier destiné au transport des produits pétroliers sous forme liquide. Les plus gros peuvent convoier jusqu'à 320 000 tonnes par voyage.

VRAQUIER

Navire chargé du transport des matières premières à l'état brut, notamment des minerais et des céréales. Le chargement y est déversé en vrac dans des soutes facilement accessibles pour un remplissage rapide. Les plus gros, appelés « Capsize » peuvent transporter jusqu'à 120 000 tonnes par voyage.

ROULIER

Navire conçu pour permettre le chargement et le déchargement rapide de véhicules autonomes (voitures, camions), le plus souvent grâce à une large ouverture et une rampe à l'avant.

PAQUEBOT

Navire chargé du transport de passagers, utilisé notamment par l'industrie touristique pour l'organisation de croisières.

Ce qu'il faut faire et ne pas faire

- Ne pas oublier d'appuyer vos affirmations par des références fréquentes aux documents.
- Ne vous contentez pas de décrire les ZEE, expliquez les causes de leurs différences.

Pétrole et gaz : le renouveau inattendu de la mer du Nord

Investissements record, incitations fiscales, prix du baril... Le Royaume-Uni met le paquet sur l'extraction des hydrocarbures dans ses eaux territoriales, qu'il exploite depuis quarante ans. Les nouvelles technologies permettent de repousser plus loin les frontières de l'exploration.

L'arrivée sur la plate-forme pétrolière d'Alwyn, au large de l'Écosse, est spectaculaire. Plongeant à 130 mètres de profondeur, les deux énormes structures métalliques reliées par un pont culminent à 120 mètres au-dessus de l'eau. Ces monstres d'acier, plantés dans la mer du Nord, aux conditions souvent très difficiles – vagues de 3 mètres et vent de 60 nœuds ce jour-là, malgré le beau temps –, n'ont cependant rien de révolutionnaire : voilà un quart de siècle qu'ils tirent gaz et pétrole du sous-sol marin britannique. La révolution, en revanche, tient à leur longévité. Défiant les prévisions réalisées à son ouverture, en 1987, la production d'hydrocarbure d'Alwyn n'a pas baissé. Grâce aux progrès technologiques, qui facilitent l'exploitation toujours plus profonde et plus difficile, de nouvelles réserves de pétrole et de gaz ont été trouvées. Depuis 1994, sept autres gisements avoisinants ont été exploités, et un huitième est sur le point d'être foré. Résultat, les réserves estimées pour Alwyn sont aujourd'hui exactement les mêmes qu'en 1987.

Pour exploiter ces nouveaux champs, Total, l'entreprise française qui possède Alwyn, n'a pas eu besoin de construire de nouvelles plates-formes. Reliant les gisements par des tuyaux

sous-marins, elle utilise ses installations initiales comme un « hub », qui centralise l'exploitation aux alentours. Le reste se fait uniquement par des installations sous-marines.

L'histoire d'Alwyn illustre le destin pétrolier de la mer du Nord. En 2015, cette région fêtera le quarantième anniversaire du début de son exploitation. Régulièrement considérée comme presque épuisée, elle connaît un renouveau inattendu. Les investissements du côté britannique devraient atteindre un niveau record de 13 milliards de livres (15,3 milliards d'euros) cette année, selon Oil & Gas UK, l'organisme représentant l'industrie pétrolière. C'est la deuxième année de suite où les compagnies du secteur retrouvent des niveaux d'investissement inconnus depuis les années 1970.

Bien sûr, le pic d'exploitation des années 1990 ne reviendra pas : les deux tiers des réserves de mer du Nord ont été extraits (côté norvégien, seuls 40 % l'ont été). Mais le déclin est beaucoup plus lent que ne l'annonçaient les Cassandra il y a une décennie. La production d'hydrocarbure dans les eaux britanniques, si elle s'est réduite de moitié depuis 1999, devrait de nouveau augmenter, sans doute d'un quart d'ici à 2017, pour atteindre 2 millions de barils par jour. « *Peut-être que la vie commence vraiment*

à 40 ans ! », ironise un rapport de Wood Mackenzie, un cabinet de recherche spécialisé dans l'énergie.

Pour l'économie britannique, c'est d'une importance fondamentale. On l'oublie souvent, mais la croissance des années Thatcher (1979-1990) doit beaucoup à la mer du Nord, qui a rapporté jusqu'à 10 % des recettes fiscales. Une telle manne ne reviendra pas, mais les hydrocarbures ont encore un poids conséquent sur la croissance. Ils rapportent encore au budget britannique entre 7 et 11 milliards d'euros chaque année.

Trois phénomènes expliquent ce renouveau : de nouvelles concessions fiscales du gouvernement, le prix du baril autour de 100 dollars (74 euros) et, surtout, de nouvelles technologies. Les conditions d'extraction se révèlent plus difficiles. Il faut aller chercher des gisements en

eaux profondes, dans des mers agitées...

L'ouest des îles Shetland, à l'extrême nord de l'Écosse, est l'une de ces nouvelles frontières. Il s'y trouve 17 % des réserves d'hydrocarbures du Royaume-Uni, mais la zone a longtemps été jugée trop difficile d'accès : le sol sous-marin y est plus profond qu'à l'est, et la météo s'y déchaîne régulièrement. C'est pourtant là que Total a choisi d'exploiter le champ de gaz Laggan, découvert en 1986, mais auquel aucune compagnie pétrolière n'osait s'attaquer.

Sa solution : une exploitation directement au fond de l'eau. Nul besoin d'installer de plate-forme offshore, l'extraction sera effectuée à 600 mètres de profondeur, dans une eau glacée. L'hydrocarbure brut sera ensuite transporté dans un pipeline de 140 kilomètres jusqu'aux îles Shetland. L'exposition aux tem-

POURQUOI CET ARTICLE ?

Cet article montre comment les progrès de la prospection pétrolière, qui permettent désormais d'aller chercher l'or noir dans des endroits jadis inaccessibles, notamment sous les eaux, ont fait de la mer du Nord une véritable manne pour l'économie britannique. Une multitude de sociétés se battent en effet

pour en exploiter les réserves d'hydrocarbures. Un engouement qui, s'il rappelle que les espaces maritimes, loin d'être des périphéries improductives, peuvent au contraire constituer de véritables centres d'impulsion économiques, suscite aussi l'inquiétude des défenseurs de l'environnement. Ceux-ci craignent que la surexploitation de cet espace fragile n'en provoque une altération irréversible.

pêtes est ainsi moins forte, et le coût d'exploitation plus faible. Jusqu'à présent, cette technique n'était pas maîtrisée. « *Nous devons poser le matériel sur le sol marin avec une précision de 15 millimètres. Pas facile, étant donné que l'opération est réalisée à partir d'un bateau situé au niveau de la mer, 600 mètres au-dessus, avec d'importantes vagues* », explique Patrice de Viviers, vice-président de Total pour l'Europe du Nord.

Une fois extrait, le pétrole arrive par pipeline aux îles Shetland, où une raffinerie est en cours de construction pour recevoir l'hydrocarbure. Le chantier se déroule dans des conditions extrêmes. Les vents sont si violents que les travaux doivent régulièrement être suspendus. Pour les accélérer, les morceaux de la raffinerie ont été préfabriqués : ne reste plus qu'un gigantesque travail d'assemblage, digne d'un Lego géant. En principe, tout sera prêt pour débiter l'exploitation l'année prochaine.

Ce coin reculé résume l'évolution de la mer du Nord. Face à la

nouvelle raffinerie de Total s'en trouve une autre, plus grande, construite par BP dans les années 1970, lors de la première vague d'exploitation, quand les réserves étaient faciles d'accès, côté est. La deuxième vague est accueillie avec bonheur par la population locale. « *Les habitants ont pris l'habitude d'être riches avec BP, explique Peter Bevington, un journaliste local. Ces dernières années, l'exploitation a reculé et nos ressources aussi. Du coup, tout le monde accepte, sans discussion, ces nouveaux investissements.* »

Seuls les écologistes expriment leur inquiétude. L'association WWF tire le signal d'alarme, craignant qu'une catastrophe à l'ouest de Shetland ne puisse pas être maîtrisée. « *L'endroit est classé par le gouvernement britannique comme une zone de biodiversité exceptionnelle, un endroit important pour la reproduction des poissons et des mammifères marins. L'exploitation en eaux profondes fait prendre trop de risques* », s'inquiète Lang Banks, son directeur pour l'Écosse. Il accuse le gou-

vernement britannique d'être obsédé par l'exploitation de la « moindre goutte » d'hydrocarbure. L'avertissement n'est pas lancé dans le vide. En mars 2012, Total a frôlé la catastrophe, quand une soudaine fuite de gaz s'est déclarée sur sa plate-forme Elgin, en mer du Nord.

L'ouest des Shetland n'est pas la seule nouvelle frontière. La mer du Nord, bassin mature bien connu des géologues, avec un réseau de pipelines en place et de nombreuses entreprises spécialisées disponibles, est un lieu idéal d'expérimentation. Certains nouveaux pipelines sont ainsi entourés de fibre optique, relayant en permanence les données provenant du fond de l'eau, ce qui permet d'exercer un meilleur contrôle. Autre nouveauté : un tuyau, qui passe par des eaux très froides, va être chauffé sur 6 kilomètres. D'autre part, le forage des puits peut aussi s'effectuer en diagonale, à des angles toujours plus aigus : cela permet d'explorer depuis une même plate-forme une circonférence toujours plus grande, rentabilisant les inves-

tissements. Dernier exemple : c'est en mer du Nord que les premiers puits dits « haute pression/haute température » (dont Elgin) ont été exploités au début des années 2000, repoussant les limites technologiques. Le renouveau de la mer du Nord vient aussi de l'arrivée de nouvelles compagnies pétrolières. La plupart des grandes majors sont en recul dans la région, particulièrement ExxonMobil et Shell, mais elles sont remplacées par des entreprises plus petites, prêtes à s'attaquer à des champs – un peu – moins rentables. Les grandes compagnies nationalisées ont aussi fait leur entrée dans la région, dont Taqa, le groupe d'Abou Dhabi, et les chinois Sinopec et Cnooc.

Autant de signes qui prouvent que la mer du Nord britannique n'a pas dit son dernier mot. La quarantaine ne se présente pas si mal. ■

Eric Albert (îles Shetland, Écosse, envoyé spécial)
Le Monde daté du 27.08.2013

Reconstruire la Somalie pour en finir avec la piraterie

La Banque mondiale conseille des mesures politiques plutôt que l'usage de moyens militaires.

C'est un cri d'alarme que lance la Banque mondiale, jeudi 11 avril, alors que les 60 pays et les 20 organisations internationales qui combattent la piraterie somalienne se félicitent que les « incidents » enregistrés au large de la Corne de l'Afrique y soient tombés de 243, en 2011, à 63 en 2012.

Dans un rapport intitulé *Les Pirates de Somalie*, le département de la recherche de la Banque prévient que le maintien de ce succès suppose la mobilisation permanente des marines européennes, américaine, chinoise, indienne, etc., dont le coût élevé (1,27 milliard de dollars en 2011) fait douter de sa « soutenabilité » au long cours. C'est pour-

quoi les experts de la Banque ont choisi d'analyser le modèle économique de la piraterie pour trouver ses points faibles et les moyens de son éradication. Celle-ci est impérative : il s'agit d'une véritable « *taxe sur le commerce international* ». Si l'on additionne les coûts des assurances, des gardes armés à bord des bateaux risquant de

devenir des proies, des modifications de routes maritimes et des rançons versées, ce sont 18 milliards de dollars qui ont été prélevés depuis 2005 sur le commerce maritime transitant par la zone dangereuse. Les dégâts pour les pays de la région ne sont pas moins graves. Le tourisme y croît de 25 % plus lentement que dans les autres

pays d'Afrique subsaharienne et les exportations de produits de la pêche ont chuté de 23,6 %. En comparaison, le butin des rançons obtenues est estimé entre 315 et 385 millions de dollars pour 149 navires et 3 741 membres d'équipage de 125 nationalités capturés, 95 marins et « des centaines de pirates » tués.

La solution est à terre

Les experts ont décrypté le modèle économique qui préside à ce gâchis. Les chefs pirates sont d'anciens pirates qui ont réussi. Leurs troupes (entre 1 500 et 3 000 individus) sont recrutées dans les villages côtiers et les tués sont remplacés par leurs parents.

Le « *capital initial* » de l'entreprise est évalué à 80 000 dollars nécessaires pour acheter le bateau d'attaque, les mitraillettes A47, les lance-grenades et le ravitaillement. Une attaque réussie rapporte entre 10 000 et 15 000 dollars à chaque pirate et de l'ordre de 859 dollars par an

à ceux qui montent la garde sur le bateau pris en otage. Le « *coût de la main-d'œuvre* » d'une opération est de 265 557 dollars à répartir entre quinze pirates – dont l'homme de pointe qui a pris pied le premier sur le pont de la cible –, cinquante gardiens, deux négociateurs. Le retour sur investissement serait de 407 000 dollars.

En fait, la rançon moyenne de 3,06 millions de dollars va en majorité dans les poches de ceux qui accueillent, protègent et ravitaillent les pirates : les chefs de clans, les chefs religieux, les chefs d'entreprises locales, les fonctionnaires qui ferment les yeux.

Il ne semble pas que les milices islamistes Al-Chabab profitent beaucoup de ce trafic, même si dans la zone centrale de la Somalie, elles prélèvent de 100 000 à 300 000 dollars par bateau capturé pour alimenter leurs caisses.

Les auteurs du rapport critiquent la politique répressive mise

en œuvre. « *Cibler les pirates en mer est inefficace* », affirme Quy-Toan Do, économiste au département de la recherche de la Banque. En effet, il faudrait que le taux de succès des abordages tombe sous le seuil de 11,5 % pour dissuader les pirates. Le coût pour y parvenir serait exorbitant. « *La solution à ce fléau se trouve à terre*, poursuit M. Do. *Elle est politique, car il faut reconstruire l'État dans ce pays et l'amener à négocier et à passer des accords avec les pouvoirs locaux qui profitent de la piraterie.* » Les pirates pourraient aussi être intégrés dans les forces de l'ordre locales ou nationales. Les ratés constatés dans la lutte contre la culture du pavot en Afghanistan ou dans la redistribution de la manne pétrolière dans le delta du Niger poussent la Banque mondiale à conditionner les politiques de développement susceptibles de créer des emplois pacifiques et de détourner de la piraterie les jeunes de la région.

POURQUOI CET ARTICLE ?

Cet article rappelle un fait crucial : si la piraterie constitue une grave menace pour la fluidité du trafic maritime, ses causes sont à chercher sur terre. C'est en effet d'abord parce que certaines régions du globe comme la Somalie cumulent une extrême pauvreté et un État défaillant que peuvent y apparaître et y prospérer des groupes criminels pratiquant la piraterie en mer depuis une base terrestre où ils sont à l'abri des autorités judiciaires.

Il faut, conclut le rapport, obliger les acteurs locaux à choisir entre les gains provenant de la piraterie et une vraie aide au développement, mais conditionnée par la preuve de l'abandon des activités criminelles. ■

Alain Faujas

Le Monde daté du 12.04.2013

DYNAMIQUES GÉOGRAPHIQUES DE GRANDES AIRES CONTINENTALES



MOTS CLÉS

AMÉRIQUE

Continent d'une superficie de 42 millions de km², situé entre l'Atlantique et le Pacifique. Représentant 30 % des terres émergées, c'est le deuxième plus grand continent de la planète. Avec 900 millions d'habitants, il abrite 12 % de la population mondiale.

BOLIVARISME

Idéologie incarnée par Hugo Chavez, qui se réclame de l'héritage de Simon Bolívar (1783-1830), leader de la lutte contre l'impérialisme espagnol à l'époque moderne. Aujourd'hui, il s'agit pour ses partisans de lutter contre le nouvel impérialisme qu'exerceraient les États-Unis sur l'Amérique latine. L'ALBA a été créée à l'initiative du Venezuela pour fédérer les pays qui s'en réclament.

DOCTRINE MONROE

Doctrine énoncée en 1823 par le président étasunien James Monroe par laquelle il affirme que les États-Unis sont la puissance tutélaire de l'ensemble du continent américain et s'oppose à toute intervention étrangère (notamment européenne) en son sein.

GOLFE DU MEXIQUE

Golfe de l'océan Atlantique, situé au sud-est de l'Amérique du Nord. Riche en pétrole, il s'étend sur une superficie de 1 550 000 km².

ZAPATISME

Idéologie d'inspiration marxiste apparue dans la région du Chiapas, au Mexique, dans les années 1990, suite au soulèvement organisé par l'armée zapatiste de libération nationale du sous-commandant Marcos. Elle tire son nom du révolutionnaire mexicain Emiliano Zapata (1879-1919) et est considérée comme l'un des précurseurs du mouvement altermondialiste, ce qui lui vaut une grande popularité dans l'extrême gauche européenne.

Le continent américain : entre tensions et intégrations régionales

Le continent américain regroupe des États aux profils culturels, sociaux et économiques très contrastés. Par-delà ces différences, un processus d'intégration régionale y est en cours à différentes échelles.

D'importants écarts de développement

Les États-Unis constituent à tout point de vue le lieu central du continent américain. Leur PIB global est sept fois plus élevé que celui du Brésil (le 2^e du continent). D'importants lieux centraux de l'espace mondial se concentrent aux États-Unis : avec la mégalopole du Nord-Est, sa façade maritime et sa ville mondiale New York, avec les pôles de la *Sun Belt*, le Texas et la Californie (qui, à elle seule représente le 6^e PIB au monde). Les importantes ressources naturelles d'un territoire maîtrisé contribuent à cette position particulière.

Le Canada est, lui aussi, riche en ressources et constitue un espace complémentaire à celui des

États-Unis. Le Canada, les États-Unis, les territoires appartenant à la France ou au Royaume-Uni dans les Caraïbes et en Amérique du Sud forment une Amérique du Nord clairement définie par son appartenance au groupe des pays les plus développés. En Amérique centrale et du Sud, un certain nombre de pays possèdent d'indéniables atouts pour se constituer en puissances émergentes. Mais les voies choisies sont très variées. Le Mexique tente de s'appuyer sur la proximité des États-Unis pour bâtir une industrie de délocalisation ; il compte également sur le tourisme et les matières premières (pétrole du golfe du Mexique). Les pays du « cône sud » (Chili, Argentine) ont aussi connu une certaine émergence bien que l'Argentine, pourtant en très bonne voie, ait

subi un coup d'arrêt avec la faille financière de l'État en 1998. Seul le Brésil apparaît comme une réelle puissance émergente. Le pays s'appuie sur son potentiel agricole et ambitionne de devenir la « ferme du monde », mais aussi sur ses ressources pétrolières offshore, son système bancaire et ses industries variées et performantes.

Les autres pays d'Amérique possèdent des indicateurs économiques et sociaux qui en font des pays en voie de développement. Certains peuvent compter sur des ressources naturelles abondantes, comme le cuivre au Pérou ou le pétrole au Venezuela. Leurs économies sont cependant très dépendantes du cours des matières premières et des investissements venant de l'étranger (IDE). Les États dont le PIB et l'IDH sont les plus faibles se situent en Amérique centrale (Guatemala, Honduras...). Les deux pays enclau-



Vue de New York.

vés du continent, la Bolivie, située dans la zone andine, et le Paraguay connaissent des difficultés comparables.



Scène de rue dans un village du Guatemala.

Un continent instable

Les tensions politiques sont parfois liées à la présence incontournable des États-Unis sur tout le continent. Depuis 1823, la **doctrine Monroe** conduit les États-Unis à se considérer comme les garants de l'ordre dans la région. Ils contrôlent notamment le canal de Panamá et maintiennent Cuba et le régime communiste de Castro sous embargo depuis 1962. Les États-Unis possèdent par ailleurs des bases militaires en Amérique centrale et dans les Caraïbes, comme Guantanamo.

Les mouvements hostiles à cette domination sont nombreux et sont davantage structurés depuis la fondation de l'Alliance bolivarienne pour les Amériques. Elle regroupe neuf pays parmi lesquels Cuba, avec Raul Castro, la Bolivie, avec le président Evo Morales, et surtout le Venezuela, avec Hugo Chavez. Par ailleurs, des facteurs de déstabilisation interne existent avec la présence de guérillas d'inspiration marxiste, aux revendications parfois mêlées à celles des Indiens. La plupart sont moins virulentes depuis les années 2000, à l'instar du mouvement zapatiste apparu au Chiapas (Mexique) avec le sous-commandant Marcos. Cependant, les FARC de Colombie continuent de procéder à des enlèvements.

Le crime organisé est un autre facteur de tension au sein du continent. Des réseaux mafieux sont implantés tant au nord qu'au sud, et de nombreux gangs sont très actifs dans certains pays, comme au Salvador, mais aussi dans des quartiers de villes nord-américaines.

Un continent en voie d'intégration

Les flux tendent à s'intensifier sur le continent américain, ce qui montre une réelle **intégration régionale**. Les flux matériels sont cependant dissymétriques. Les produits manufacturés de haute technologie viennent des États-Unis, mais il existe également des flux inverses liés aux délocalisations industrielles.

Les flux de matières premières agricoles vont également dans les deux sens : exportation de produits finis depuis les États-Unis et importation de produits bruts depuis les pays du Sud. L'influence économique des États-Unis est d'autant plus considérable qu'ils sont la principale source d'IDE entrants pour les pays de tout le continent, placé sous l'hégémonie du dollar.

Les flux humains sont manifestes d'une intensification des échanges. Les flux migratoires s'orientent vers le nord, en particulier depuis l'Amérique centrale vers les États-Unis, où les communautés « latinos » sont nombreuses, ce qui contribue à rapprocher culturellement Amérique du Nord et Amérique latine. Il existe aussi des flux sud-sud, par exemple depuis Haïti vers Saint-Domingue.

Le tourisme des Nord-Américains vers l'Amérique du Sud s'intensifie, avec pour destinations principales les Caraïbes ou le Mexique. L'apparition d'une classe moyenne et aisée dans certains pays contribue à développer encore le secteur. Des **organisations internationales régionales** participent à l'intégration des différents espaces du continent. À l'échelle de celui-ci, l'Organisation des États américains existe, mais n'a pas de réelles compétences. Les organisations régionales sont plus efficaces. L'ALENA (Accord de libre-échange nord-américain) réunit le Canada, les États-Unis et le Mexique. Il s'agit d'une association exclusivement économique, regroupant deux pays du Nord et un pays du Sud et contribuant à une importante dynamique transfrontalière entre États-Unis et Mexique. Six autres organisations régionales existent en Amérique du centre et du Sud. Le Mercosur (Marché commun du Sud, qui regroupe Brésil, Paraguay, Uruguay et Argentine) est sans doute celle qui présente le plus gros potentiel d'intégration car elle est dynamisée par la puissance émergente qu'est le Brésil. ■

QUATRE ARTICLES DU MONDE À CONSULTER

- **La langue de la triple frontière** p. 52
(Jean-Pierre Langellier, *Le Monde* daté du 21.07.2011)
- **Barack Obama tend la main à l'Amérique latine** p. 53
(Jean-Pierre Langellier, *Le Monde* daté du 17.04.2009)
- **L'Amérique latine ralentie par ses poids lourds, le Brésil et le Mexique** p. 54
(Paulo A. Paranagua, *Le Monde* daté du 26.05.2014)
- **L'Amérique latine sans tutelles** p. 55
(Paulo A. Paranagua, *Le Monde* daté du 21.12.2011)

LIEUX CLÉS

AMÉRIQUE ANGLO-SAXONNE

Ensemble des pays d'Amérique du Nord marqués par l'héritage anglo-saxon : langue anglaise, religion protestante, etc. Les flux migratoires tendent cependant à y introduire une plus large diversité culturelle.

AMÉRIQUE CENTRALE

Désigne l'ensemble des sept pays situés entre la frontière sud du Mexique et la frontière nord de la Colombie (Guatemala, Belize, Honduras, Salvador, Nicaragua, Costa Rica et Panama), auxquels on ajoute parfois ceux situés dans les Antilles. Cette région est particulièrement stratégique car elle constitue le point de séparation le plus étroit entre l'Atlantique et le Pacifique.

AMÉRIQUE DU NORD

Désigne les trois pays situés au nord de l'isthme centraméricain et réunis au sein de l'ALENA : Canada, États-Unis et Mexique.

AMÉRIQUE DU SUD

Désigne l'ensemble des pays américains situés au sud du Panama. Elle réunit 379 millions d'habitants sur près de 18 millions de km².

AMÉRIQUE LATINE

Ensemble des pays d'Amérique où l'on parle l'espagnol et le portugais (langues latines, dont on exclue cependant le français). Elle est à cheval sur l'Amérique du Nord (Mexique), centrale et du Sud.

ANTILLES

Principal archipel de la mer des Caraïbes qui s'étend sur près de 3 500 km entre Cuba et les côtes vénézuéliennes.

CARAÏBE

Ensemble des pays situés au large de la mer des Caraïbes.

CÔNE SUD

Partie la plus méridionale du continent américain, située au sud du tropique du Capricorne, formant un triangle composé de l'Argentine, du Chili et de l'Uruguay.

CHIFFRES CLÉS

Composition :

DES ÉCARTS DE DÉVELOPPEMENT (IDH)

États-Unis : 0,910
Canada : 0,908
Amérique latine : 0,731
Haïti : 0,454
Moyenne mondiale : 0,682

DES ÉCARTS DE RICHESSE (PIB/HAB. EN DOLLARS)

États-Unis : 48 000
Canada : 47 000
Brésil : 10 000
Mexique : 9 500
Bolivie : 1 900
Haïti : 680

ESPÉRANCE DE VIE À LA NAISSANCE

Amérique du Nord : 78 ans
Amérique centrale : 76 ans
Caraïbe : 72 ans
Amérique du Sud : 74 ans

TAUX DE MORTALITÉ INFANTILE

Amérique du Nord : 6 %
Amérique centrale : 17 %
Caraïbe : 32 %
Amérique du Sud : 18 %

TAUX DE NATALITÉ

Amérique du Nord : 13 %
Amérique centrale : 20 %
Caraïbe : 18 %
Amérique du Sud : 17 %

DATES CLÉS

1325 : les Aztèques fondent Tenochtitlan (Mexico).

1492 : arrivée des Européens.

1776 : indépendance des États-Unis.

1804 : révolte des esclaves de Saint-Domingue, qui fondent la première « république noire » : Haïti.
1869 : premier chemin de fer reliant l'Atlantique au Pacifique à travers les États-Unis.

XIX^e siècle : immigration massive d'Européens (Juifs, Italiens, Britanniques...).

1959 : Fidel Castro prend le pouvoir à Cuba.

1999 : Hugo Chavez devient président du Venezuela.

2008 : Barack Obama devient président des États-Unis.

Le continent américain entre tensions et intégrations régionales

L'analyse du sujet

Le sujet reprend exactement l'intitulé du thème au programme. Il s'agit donc d'étudier d'une part les facteurs qui contribuent à diviser cette unité géographique, et d'autre part les efforts qui sont mis en œuvre en vue de son unification.

Ce qu'il faut faire et ne pas faire

- Le principal risque que présente un tel sujet est de se contenter de dresser la liste des différentes tensions et initiatives d'intégration qui caractérisent le continent américain. On risquerait alors de perdre de vue l'échelle continentale qui doit constituer la ligne de mire de toute la composition.
- L'étude des tensions et des rapprochements à l'échelle locale doit donc toujours être replacée dans la perspective plus globale de l'unification ou de la division de l'ensemble du continent américain.

Synthèse du cours pour une composition

I. Un continent divisé

On dresse ici la liste de tout ce qui contribue à la pluralité américaine.



Frontière entre les États-Unis et le Mexique.

« Marqué par plusieurs vagues migratoires, l'Amérique latine s'est construite à partir de la rencontre entre les populations natives, les colons européens et les esclaves déportés d'Afrique noire. Fondés sur la violence, la domination et la verticalité des rapports sociaux, les échanges entre ces populations fondatrices ont aussi entraîné un brassage ethnique unique au monde. »
(Olivier Dabène, 2012)

La géographie d'abord : le continent est nettement séparé entre pays du Nord et pays du Sud, avec l'aire caraïbe comme passerelle.

L'histoire ensuite : le continent est constitué de pays, de langues, de religions et de sensibilités très différentes.

Le présent enfin : certains des pays du continent se divisent pour des divergences territoriales ou idéologiques.

II. Des initiatives de rapprochement à l'échelle locale

On ne saurait cependant laisser de l'Amérique l'image d'un continent tiraillé de toutes parts.

Des initiatives de rapprochement existent à l'échelle locale qu'il faut ici lister et présenter : MERCOSUR, ALBA, ALENA, etc.

Pendant, leur multiplication même témoigne de la difficulté à trouver un cadre acceptable par tous.

III. L'échec de l'intégration continentale

La seule forme d'intégration à l'échelle du continent est informelle et résulte de la domination de fait exercée par les États-Unis depuis le XIX^e siècle (doctrine Monroe).

Mais l'échec du projet de zone de libre-échange panaméricaine (ZLEA), voulue par les États-Unis, montre bien les limites de cette influence et la difficulté pour l'heure à surmonter les tensions locales pour aboutir à une union globale. ■

AUTRES SUJETS POSSIBLES SUR CE THÈME

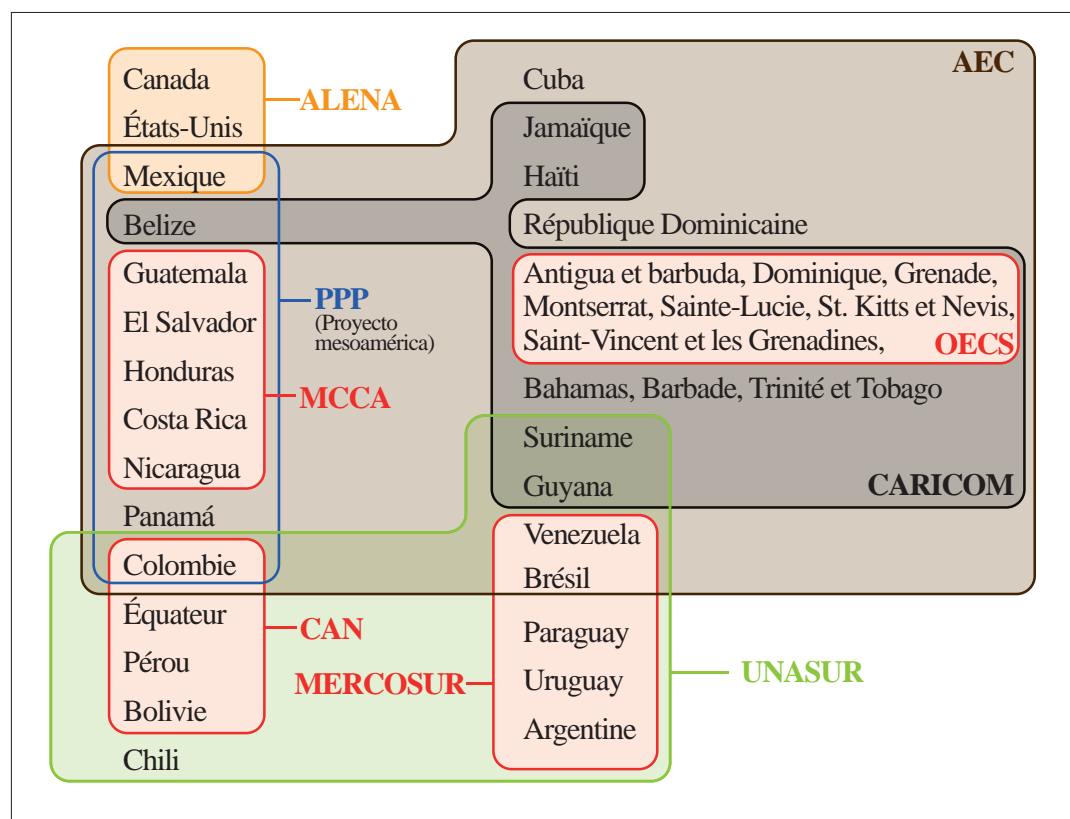
Composition

- Une ou des Amériques ?
- L'intégration régionale aux Amériques.

Étude critique de document :

À l'aide du document, analysez les forces et les faiblesses du processus d'intégration régionale sur le continent américain.

Les principales organisations régionales du continent américain



L'analyse du sujet

Le sujet invite à s'interroger sur l'état d'avancement du processus d'intégration régionale en Amérique. Plus précisément, il demande d'insister sur ses forces et ses faiblesses, ce qui peut fournir un plan à adopter pour conduire l'analyse.

Le plan détaillé

I. Une abondance de projets...

Il faut ici montrer que le continent américain est la région du monde où il existe le plus d'organisations régionales. C'est surtout vrai en Amérique latine, alors qu'il n'en existe qu'une seule (l'Aléna) en Amérique du Nord.

II. ... qui nuit à une véritable intégration régionale

Mais il faut montrer que cette force apparente est en réalité une faiblesse. La profusion des organisations régionales témoigne en effet des fortes divi-

sions du continent qui aboutissent à la multiplication des projets contradictoires ou redondants. Surtout, on remarque l'absence d'une véritable organisation panaméricaine, la ZLÉA, demeurant pour l'heure un projet qui semble loin de pouvoir aboutir, au regard du degré de division qui règne sur le continent. ■

Ce qu'il faut faire et ne pas faire

- Face à la profusion des sigles et des noms de pays, pour certains difficiles à connaître, il ne faut pas paniquer et penser qu'on attend de vous que vous donniez une description précise de chacun d'entre eux. Ce qui importe est de comprendre la dynamique d'ensemble et de connaître les plus importantes des organisations régionales : OEA, Aléna, Mercosur, Alba, ZLÉA.

ZOOM SUR...

Les organisations régionales en Amérique

AEC

Association des États de la Caraïbe, créée en 1994. Elle réunit 25 pays.

ALBA

Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique.

ALENA

Association de libre-échange nord-américain (NAFTA en anglais). Depuis 1993, l'Aléna associe les États-Unis, le Canada et le Mexique.

CAN

Communauté andine des nations.

CARICOM

Communauté caribéenne créée en 1973. Elle regroupe 20 pays.

MCCA

Marché commun centraméricain, créé en 1960. Il réunit 5 pays.

MERCOSUR

Marché commun d'Amérique du Sud, fondé en 1991, qui réunit le Brésil, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay. Il incite notamment les entreprises de ces pays à développer de nouvelles stratégies commerciales.

OEA

Organisation des États américains, créée en 1948, elle a pris le relais de l'Union panaméricaine (1889). Tous les États américains, à l'exception de Cuba, qui en a été exclu en 1962, en sont membres. Mais elle n'a guère d'influence.

OECS

Organisation des États de la Caraïbe de l'Est créée en 1981.

PPP

Plan Pueblo Panama, lancé en 2001, rebaptisé depuis « Projet Mésomérique ».

SICA

Système d'intégration centraméricain.

UNASUR

Union des nations sud-américaines.

La langue de la triple frontière

Son nom – le « *portunhol* » – (« portugnol », en version française) – résume son identité : un langage hybride empruntant aux deux grandes sœurs, le portugais et l'espagnol, qui règnent à peu près également sur les populations d'Amérique du Sud.

Commerce, voyages, tourisme obligent : le portugnol est en vogue dans le sous-continent. Il multiplie les adeptes, qu'il séduit à sa manière – spontané, chaleureux, créatif.

Il ne prétend pas être une langue à part entière. Mais le rabaisser à l'état de sabir serait trop dédaigneux. C'est un dialecte sauvage qui s'invente chaque jour au gré des rencontres, de la volonté d'échange et du désir de communiquer.

Le portugnol a vu le jour au fil du temps, comme un outil dont on use entre peuples voisins de bon aloi, dans la région baptisée « de la triple frontière » (Argentine, Brésil, Paraguay), autour des célèbres chutes d'Iguaçu. Une « langue de confluence », disent les experts, enfant naturelle de la géographie et du négoce, pimentée de guarani – la vieille langue amérindienne – et d'un peu d'anglais.

Plus au sud, aux confins de l'Uruguay et du Brésil, on l'appelle fort justement « *fronterizo* », là où se touchent deux villes jumelles, Rivera d'un côté, Santana do Livramento de l'autre, qui le pratiquent de longue date. Ce « *riverense portunhol* » a pris ici sa forme la plus structurée, au point de nourrir le travail minutieux des linguistes, tableaux descriptifs à l'appui.

Au-delà des contingences frontalières, le portugnol répond à l'envie de comprendre et de se faire comprendre, chez tous ceux qui ne peuvent ou ne veulent apprendre la langue de l'autre.

Chacun fait semblant d'en être familier, tout en ne connaissant d'elle que ce qui la différencie très sommairement de sa propre langue.

Dans ce simulacre un rien prétentieux, fruit d'une quête inaccomplie du bilinguisme, le portugnol a trouvé son destin. Il doit évidemment sa bonne fortune à ses deux matrices latines, si cousines par leurs syntaxes, leurs grammaires et leurs vocabulaires, qu'elles s'entremêlent et s'hybrident sans effort.

Avec son orthographe fantaisiste, son lexique accueillant et sa richesse phonétique, le portugnol est un langage primesautier qui, fier de sa liberté, innove et s'improvise dans la bouche de ses locuteurs les plus divers : hommes d'affaires, touristes, commerçants, chauffeurs de taxi, petits vendeurs, et jusqu'aux stars du foot latino, champions sans frontières.

Il combine les deux langues en toute liberté : un article espagnol précède un nom portugais, un verbe portugais détermine un complément espagnol. Pour s'exprimer en portugnol « classique », un hispanisant commence par remplacer ses « b » par des « v », ses « lo » par des « o », etc. Il se familiarise avec les voyelles nasales, inexistantes dans sa langue.

Né dans la rue, le portugnol a engendré un petit mouvement littéraire qui aurait ravi un Kafka ou un Joyce, attentifs aux « langues mineures ». L'œuvre fondatrice, un roman du Brésilien Wilson Bueno (1949-2010), date de 1992. Elle s'intitule *Mar Paraguayo* (« Mer au Paraguay »).

Ce livre, observe le philologue américain John Lipski, est un récit fait pour « être lu à haute voix, aisément compréhensible par quiconque maîtrise le portugais ou l'espagnol ». Dans la préface,

le sociologue argentin Nestor Perlongher souligne : « *L'effet du portunhol, avec ses caprices et ses écarts, est immédiatement poétique. Il y a entre les deux langues, un vacillement, une tension et une oscillation permanents – l'une est « l'erreur » de l'autre – où tout devient possible et improbable.* »

Wilson Bueno a fait des émules. Le poète brésilien Douglas Diegues, 45 ans, a écrit plusieurs livres en portugnol dont un recueil de sonnets, et fondé une maison d'édition, Yiyi Jambo, qui diffuse son langage favori. D'autres écrivains brésiliens l'accompagnent dans cette entreprise de divulgation, comme Xico Sa ou Joca Terron. Tous privilégient l'aspect ludique et surréaliste de leurs créations littéraires.

Internet a donné un immense élan au portugnol. Des centaines de sites, en majorité brésiliens, lui sont voués, sur lesquels des écrivains en herbe postent leur prose ou leurs vers. Des poèmes, des hymnes, des chansons fleurissent en portugnol sur le réseau mondial. Une journée internationale le célèbre chaque dernier vendredi d'octobre.

Ses adeptes ont leur drapeau, à l'effigie de la chanteuse de samba

luso-brésilienne Carmen Miranda (1909-1955). Leur glorieuse marraine, disent-ils, est connue pour avoir propagé, notamment aux États-Unis, « un parfait portugnol ».

Ils ont tenu leur premier congrès en septembre 2009 à Rio de Janeiro. L'artiste uruguayen Diego de los Campos y a présenté sa « *machine à parler portugnol* », qui débite en permanence des mots portugais et espagnols, mélangés et remixés pour « reproduire la confusion linguistique » régnant sur la « triple frontière ». Objectif atteint, selon les témoins.

Le portugnol a aussi quelques ennemis au Brésil, qui déplorent la « prostitution » de leur langue, ou craignent qu'elle soit victime d'un « effet de succion » par l'espagnol. Ils recommandent qu'on développe plutôt le bilinguisme à l'école.

Quant à l'auteur de ces lignes, dont c'est ici l'ultime « Lettre d'Amérique du Sud », il préfère dire « *au revoir!* » à ses lecteurs dans les deux langues « régionales » : « *hasta luego!* » et « *até logo!* ». ■

Jean-Pierre Langellier
Le Monde daté du 21.07.2011

POURQUOI CET ARTICLE ?

L'exemple surprenant de l'apparition d'une langue hybride, le « portugnol », au cœur de l'Amérique latine, permet de souligner le trait culturel fondamental de l'ensemble du continent américain qu'est le métissage. **Peuples, langues, religions, cultures, nourritures : tout en Amérique témoigne de l'histoire singulière de ce continent pluriculturel modelé par une longue tradition migratoire.**

Celle-ci englobe la présence

de nombreux traits de culture d'origines européenne et africaine. Mais aucune ne s'est préservée sous sa forme originelle. Au contraire, un puissant processus de métissage et d'hybridation s'est créé, contribuant à faire émerger des traits civilisationnels qui désormais sont propres au continent. L'exemple du portugnol, mélange d'espagnol, de portugais, d'anglais et de guarani en atteste, tout comme les nombreux créoles parlés dans les îles des Antilles.

Barack Obama tend la main à l'Amérique latine

Au Sommet des Amériques, à Trinité-et-Tobago, il poursuit l'infléchissement de la diplomatie américaine.

Les États-Unis veulent nouer un « *nouveau partenariat* » avec l'Amérique latine, parler « *avec* » elle, et non plus « *pour* » elle, « *écouter, échanger, consulter* », d'égal à égal, et non plus « *dicter* » ses choix, « *apprendre d'elle* » aussi, afin de poursuivre ensemble des objectifs communs.

Ces bouts de petites phrases, glanés dans les discours récents du vice-président américain Joe Biden, résument l'esprit dans lequel Barack Obama participe, du vendredi 17 avril au dimanche 19 avril, à Trinité-et-Tobago au 5^e Sommet des Amériques, qui rassemble 34 pays du continent. Humilité, dialogue, coresponsabilité, désir de comprendre. Il s'agit, dans cette région comme ailleurs, de rompre avec l'unilatéralisme, réel ou supposé, de l'administration Bush et de désarmer l'antiaméricanisme qu'elle laisse en héritage.

Renouveau salutaire

Il s'agira aussi de combler le déficit d'intérêt que manifestait Washington envers le sud du continent. Depuis les attentats du 11 septembre 2001, l'Amérique latine n'apparaissait plus que faiblement sur le « radar » de la Maison Blanche. Excepté à propos de l'immigration ou de la lutte contre le trafic de drogue.

Après avoir, pendant plus d'un siècle et demi, multiplié les ingérences en Amérique latine, le plus souvent pour le pire, dans le sillage de la doctrine Monroe (1823) qui avait fait du sous-continent leur « arrière-cour » exclusive, les États-Unis ne la tenaient plus pour un enjeu stratégique primordial, et l'avaient délaissée. L'ouverture de « l'ère Obama » offre l'occasion d'un renouveau salutaire.

D'autant que le président américain est, dans cette région, politiquement vierge, puisqu'il n'y a jamais mis les pieds. Dans ce dialogue qu'il inaugure avec l'Amérique latine, il a pour atouts sa popularité, sa légitimité, son style cordial et direct, et le fait qu'il soit perçu comme un progressiste soucieux « *d'équité* » et « *d'inclusion sociale* » dans un continent en majorité gouverné par des hommes qui se réclament de la gauche.

Les Latinos ont bien accueilli la nomination au département d'État d'une Hillary Clinton qui, elle, a visité dans le passé une quinzaine de pays de la région et rencontré plusieurs chefs d'État. Ils ont apprécié le maintien à son poste de Thomas Shannon, le sous-secrétaire d'État chargé de l'Amérique latine, et possible prochain ambassadeur à Brasilia, un homme qu'ils estiment.

Avant ce Sommet des Amériques, Barack Obama n'a guère eu le temps de lier connaissance avec ses voisins du Sud. Il a reçu le président brésilien, Luiz Inacio Lula da Silva, et croisé au G20 les présidentes argentine, Cristina

Kirchner, et chilienne, Michelle Bachelet. Il a surtout privilégié son homologue mexicain, Rafael Calderon, en le recevant à Washington avant même d'entrer à la Maison Blanche et en se rendant jeudi au Mexique.

Ce traitement de faveur reflète l'inquiétude accrue que suscitent aux États-Unis les éruptions de violence liées au narcotraffic mexicain, qui débordent sur leur territoire. À cet égard, l'Amérique latine a accueilli favorablement les propos de Mme Clinton reconnaissant, au Mexique même, que son pays avait une responsabilité dans cette poussée de violence, notamment en ne contrôlant pas assez étroitement le commerce des armes, et que la drogue « *était un problème commun* ».

Faute de pouvoir recevoir chacun en tête à tête, Barack Obama aura trois rencontres collectives avec ses homologues dans le cadre des regroupements régionaux auxquels ils appartiennent, le Marché commun des Caraïbes (Caricom), le Système d'intégration d'Amérique centrale (SICA) et l'Union des nations sud-américaines (Unasur). Ce premier rendez-vous de M. Oba-

ma avec le sous-continent y suscite une forte attente sur le principal sujet commun d'inquiétude : la crise mondiale. Le président s'efforcera de rassurer ses partenaires sur son désir de voir réformer le système financier international et de soigner vigoureusement l'économie américaine sans sombrer dans le protectionnisme, un danger sur lequel le Brésil attire l'attention presque chaque jour. L'Amérique latine se voit en victime innocente de la crise, même si certains de ses acteurs économiques ont profité des dérives qui l'ont provoquée. À Rio de Janeiro, le président Lula en a une nouvelle fois rendu responsable, mercredi 15 avril, « *certaines personnes aux yeux bleus* » (les technocrates occidentaux). Selon les prévisions des Nations unies, le sous-continent connaîtra sa première récession après six ans de croissance. Pour qu'il ne souffre pas plus, il faut que les États-Unis, premier investisseur et premier partenaire commercial dans la région, recouvrent une bonne santé. ■

Jean-Pierre Langellier

Le Monde daté du 17.04.2009

POURQUOI CET ARTICLE ?

Alors que G. Bush avait misé sur la promotion du libre-échange pour œuvrer au rapprochement entre les États-Unis et l'Amérique latine, son successeur à la Maison Blanche, B. Obama, a, lui, privilégié une posture d'humilité, destinée à effacer l'image parfois négative de son pays, dans une région qui garde en mémoire les nombreuses

ingérences du géant du Nord. **L'Amérique latine est un enjeu diplomatique essentiel à plusieurs titres pour les États-Unis : d'abord parce que c'est leur plus proche voisin et qu'ils ont donc tout intérêt à bien s'entendre avec ; ensuite, parce que c'est une région sur laquelle ils conservent bien des leviers d'action ; enfin parce que l'immigration hispanique aux États-Unis en fait un sujet qui relève autant de la politique intérieure**

que de la politique extérieure. De surcroît, les États-Unis s'inquiètent de la montée de la grande criminalité à leurs frontières, notamment au Mexique. Soucieux d'y mettre un terme, le gouvernement a cependant bien conscience qu'une intervention directe dans un pays du sud du continent serait taxée d'impérialiste, et nuirait à son image dans l'opinion publique latino-américaine, que précisément il souhaite reconquérir.

L'Amérique latine ralentie par ses poids lourds, le Brésil et le Mexique

La Commission économique pour l'Amérique latine (Cepal), un organisme des Nations unies devenu une référence pour la région, prévoit une croissance pour cette zone de 2,7 % en 2014. Certains pays, comme le Panama, la Bolivie, le Pérou ou l'Équateur, connaîtront des progressions de leur produit intérieur brut supérieures à 5 %, mais la moyenne régionale est tirée vers le bas par la faible performance des deux premières économies, le Brésil (2,3 %) et le Mexique (3 %). Alicia Barcena, secrétaire exécutive de la Cepal, de passage à Paris, admet qu'il s'agit d'une « croissance médiocre » pour une région émergente.

« Les économies latino-américaines restent vulnérables, car la croissance ne provient pas de facteurs internes, mais dépend des exportations de matières premières et de leurs prix, de la demande de la Chine, des États-Unis et de l'Europe ou du flux des investissements étrangers », explique Mme Barcena. Elle estime que la diversification de la production reste insuffisante, faute d'investissement conséquent en recherche et développement.

« Au lieu d'innovation et de technologie, notre compétitivité est basée sur des bas salaires et sur la précarité. Nous vendons un nombre réduit de produits à peu d'acheteurs. Alors que les échanges

au sein de l'Union européenne [UE] représentent 66 % de son commerce, les échanges entre pays d'Amérique latine ne dépassent pas les 19 % », regrette la responsable du think tank.

Autant dire que l'intégration régionale reste en pointillé, malgré l'empilement d'organismes à dimension variable. La Cepal a fait de l'intégration ouverte une de ses principales bannières. Face aux manœuvres en vue de méga-traités de libre-échange transpacifique et transatlantique, Mme Barcena refuse le repli défensif et le retour du protectionnisme. À son avis, il vaut mieux négocier en bloc, pour surmonter les asymétries, comme l'a fait l'Amérique centrale avec l'UE et comme s'appête à le faire le Mercosur (l'union douanière sud-américaine) avec l'UE.

Réduction de la pauvreté

« Le commerce au sein de l'Amérique centrale s'élève à 30 %, bien au-dessus de la moyenne, souligne la responsable de la Cepal. Le marché régional favorise la diversification des manufactures et la création de chaînes de valeur. Les opportunités ne manquent pas. L'Amérique latine doit s'insérer mieux dans l'économie globale, en formant un marché puissant et attractif. »

Malgré les progrès accomplis pour réduire la pauvreté, l'Amé-

rique latine reste très inégalitaire. Cela se traduit par un faible dynamisme des marchés intérieurs, faute d'avoir maximisé le potentiel de consommateurs. La mauvaise qualité de l'éducation est aussi un frein à la croissance. « Nous pâtissons d'une insuffisante adaptation des institutions éducatives aux besoins professionnels », précise Mme Barcena. Cette dernière juge ainsi nécessaires davantage d'investissements dans l'enseignement supérieur. « Il faut récupérer le rôle social de l'éducation, dévolue par des institutions privées à but lucratif. C'est ce qui a provoqué la révolte de la jeunesse chilienne depuis plusieurs années. Il faut exiger plus de qualité et de dialogue entre les universités et le monde du travail. »

La création d'un pôle d'excellence lié à l'industrie aéronautique à Querétaro, au Mexique, ainsi que l'investissement des dividendes du pétrole en eau profonde du Brésil dans l'éducation (75 %) et

la santé (25 %) vont dans le sens prôné par la Cepal.

Mme Barcena cite l'économiste Thomas Piketty pour proposer une réorientation de la fiscalité, parfois très élevée comme au Brésil, au profit d'une imposition progressive et redistributive. « La réduction de la pauvreté a été obtenue par des programmes sociaux de redistribution et par l'augmentation du salaire minimum, note-t-elle. Mais les recettes fiscales reposent essentiellement sur les impôts indirects, sur la taxe à la valeur ajoutée. Ainsi, les inégalités se maintiennent au lieu de diminuer de manière substantielle. »

La politique sociale est nécessaire, mais pas suffisante pour accéder à un développement durable. « Il faut une politique industrielle et des réformes de structure, insiste Mme Barcena. Et une Amérique latine mieux intégrée face aux défis de la mondialisation. » ■

Paulo A. Paranagua

Le Monde daté du 26.05.2014

POURQUOI CET ARTICLE ?

Cet article vient tempérer l'enthousiasme de ceux qui promettaient à l'Amérique latine, et notamment à ses principales puissances que sont le Brésil et le Mexique, un accès rapide à la cour des grands de ce monde.

Ces puissances émergentes sont en effet toutes deux affectées par des difficultés chroniques qui constituent autant d'obstacles à leur pleine émergence. Ce sont finalement des pays plus petits et plus discrets qui semblent encaisser le mieux la crise économique mondiale.

L'Amérique latine sans tutelles

Une nouvelle Communauté d'États latino-américains et caribéens (Celac) est née à Caracas, le 3 décembre, lors d'un sommet des 33 chefs d'État de la région. Quelles sont l'origine et la nature de ce regroupement ? Précédée de réunions à Bahia (Brésil), en 2008, et à Cancun (Mexique), en 2010, la Celac répond à une demande du Mexique, offusqué par la création de l'Union des nations sud-américaines (Unasur), en 2008, à l'initiative de Brasilia. La diplomatie brésilienne, qui brigue un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies, avait écarté Mexico, son principal rival, et privilégié les douze pays de son environnement immédiat.

Avec la Celac, le Mexique, l'Amérique centrale – zone d'influence de Mexico – et les Caraïbes reviennent dans le jeu régional, sans pour autant remettre en question les autres organismes existants : la Communauté andine des nations (CAN), le Mercosur (Marché commun sud-américain), le Système d'intégration centre-américain (SICA), la Communauté caribéenne (Caricom) et l'Alliance bolivarienne des Amériques (ALBA, pilotée par le Venezuela).

Les sommets de Bahia, Cancun et Caracas réunissaient, pour la première fois, les États latino-américains et caribéens sans la présence de pays extérieurs à cette aire géopolitique : ni l'Union européenne – comme dans les sommets UE-Amérique latine et Caraïbes –, ni l'Espagne et le Portugal – comme dans les sommets ibéro-américains –, ni les États-Unis et le Canada – comme à l'Organisation des États américains (OEA).

La Celac est-elle pour autant une alternative à l'OEA ? Sa création

marque indéniablement le refus des tutelles et la distance qui s'est creusée entre Washington et le sud du Rio Grande. La dépendance de jadis a été remplacée par une interdépendance en termes de commerce, migrations, investissements et envois de fonds des émigrés latinos et caribéens.

La Celac s'inscrit dans la continuité du Groupe de Rio, un forum politique né en 1986, destiné à contribuer au règlement des conflits armés en Amérique centrale. Ce n'est pas une organisation, comme l'OEA, née en 1948, qui, disposant d'une structure permanente, de personnel et de moyens, est capable de déployer des missions d'observation des élections. L'OEA est le cœur d'un système interaméricain, agissant dans le domaine juridique, de la défense, des droits de l'homme et du développement. Le président de l'Équateur, Rafael Correa, a proposé de remplacer l'OEA par la Celac et de créer un organisme des droits humains capable de se substituer à la Cour interaméricaine des droits de l'homme – ce qui a provoqué une protestation de l'organisation Human Rights Watch. M. Correa a prononcé aussi un réquisitoire contre les médias privés, avec lesquels il est en mauvais termes. Mais il n'est pas parvenu à convaincre ses propres alliés de l'ALBA : les Cubains ont même déclaré que la Celac ne visait ni à remplacer l'OEA ni à s'opposer aux États-Unis.

L'immense majorité des présidents de la région ne professent pas l'antiaméricanisme viscéral de M. Correa, de son homologue vénézuélien Hugo Chavez, du Nicaraguayen Daniel Ortega ou du Bolivien Evo Morales. Le choix du président *pro tempore* de la Celac s'est porté sur le Chilien Sebastian Piñera, un homme de droite, écartant ainsi toute tentation idéo-

logique. Les chefs d'État ont refusé de doter la Celac de la moindre structure entre deux sommets et ont confirmé que les décisions continueraient à être prises par consensus, évitant les majorités favorisées par les pétrodollars de M. Chavez.

Le Venezuela est un partenaire économique incontournable mais difficile. Pour cette raison, les présidents de la Colombie, de l'Argentine et du Brésil ont débarqué à Caracas avant le sommet régional pour traiter les affaires bilatérales. Bogota veut obtenir le règlement de ses exportations au Venezuela. Brasilia tente de récupérer l'investissement promis pour une raffinerie commune au Pernambouc, malgré la décapitalisation de l'entreprise pétrolière vénézuélienne PDVSA. Buenos Aires cherche à compenser la fuite de capitaux argentins. Mexico, de son côté, essaye de recouvrer les indemnités d'entreprises expropriées par Caracas.

Le succès de la Celac devra être mesuré à l'aune de son ambition : faire progresser l'intégration régionale. Certes, que les chefs d'État privilégient le dialogue consolide l'Amérique latine et les Caraïbes comme une région

de paix, dénucléarisée, sans conflits interétatiques. La stabilité favorise la croissance. Mais l'intégration a besoin d'initiatives concrètes.

Depuis un demi-siècle, les efforts se sont multipliés, sans pour autant s'inscrire dans la durée. En l'absence de suivi et de résultats, la diplomatie présidentielle a ses limites. L'intégration physique, la communication, la complémentarité énergétique, les échanges intrarégionaux, les accords universitaires en sont encore à leurs débuts, voire à l'état de simple esquisse.

Le Brésil continuera sans doute à privilégier l'Union des nations sud-américaines. Le nationalisme et le souverainisme de la plupart des chancelleries concernées sont contradictoires avec l'intégration régionale, qui suppose un certain degré d'institutionnalisation et donc l'acceptation de négocier des solutions supranationales. En attendant, un pont, une route, un réseau électrique ou satellitaire contribuent davantage à l'intégration que les sommets à répétition. ■

Paulo A. Paranagua

Le Monde daté du 21.12.2011

POURQUOI CET ARTICLE ?

L'Amérique latine est la région du monde qui possède le plus d'associations régionales de coopération entre États. Celles-ci se chevauchent et s'entremêlent au point de rendre difficilement lisibles les contours et surtout les fonctions de chacune d'entre elles. On en arrive ainsi à une situation paradoxale : il y a

tellement d'organisations régionales dans la région qu'aucune n'est vraiment efficace. Plus qu'une réelle volonté de coopération entre les pays latino-américains, la multiplication de ces organisations est surtout le symbole de leurs divisions et de leurs rivalités. Chaque puissance régionale veut en effet créer sa propre organisation afin de s'assurer de son influence sur les autres.

MOTS CLÉS

AMAZONAS

Région enclavée la plus pauvre du Brésil, dominée par la forêt amazonienne.

BRASILIA

Capitale du Brésil, c'est une ville nouvelle inaugurée en 1960 dans le but d'encourager le développement de l'intérieur des terres plutôt que celui des seules régions littorales.

FAVELA

Nom donné aux bidonvilles brésiliens caractérisés par une grande pauvreté et une importante criminalité.

FRONT PIONNIER

Limite entre la partie d'un pays mise en valeur et celle qui reste à défricher.

HYPERPUISSANCE

Terme forgé par Hubert Védrine pour désigner une puissance sans égale. Alors qu'il peut y avoir plusieurs superpuissances, l'hyperpuissance suppose l'absence de rival de taille.

MÉTROPOLE

Ville qui occupe une position dominante au sein d'un réseau urbain. Une grande métropole correspond à un nœud de communication. Elle constitue à la fois un pôle de services spécialisés aux entreprises, une place financière et un lieu d'innovations. Les métropoles qui jouent un rôle mondial sont peu nombreuses ; on peut citer New York, Londres, Paris, Tokyo.

NORDESTE

Région située au nord-est du Brésil caractérisé par la prédominance d'une agriculture vivrière et d'une grande pauvreté.

SUDESTE

Région située au sud-est du Brésil où se concentre une large partie des richesses et des populations du pays.

États-Unis-Brésil : rôle mondial, dynamiques territoriales

Malgré leurs différences, les États-Unis et le Brésil ont en commun d'avoir été confrontés à des défis semblables, tous liés à la façon dont ils maîtrisent chacun leur territoire et à celle dont ils articulent ce territoire avec l'espace mondial. De plus, ces États se trouvent tous deux en Amérique, ce qui pose la question d'une complémentarité ou d'une concurrence entre eux.

Les États-Unis : une puissance affirmée

Avec 9 millions de km², le territoire américain est **vaste**. Ses deux façades maritimes lui permettent de bénéficier d'un bon potentiel d'extraversion, tant vers l'Atlantique que vers le Pacifique. À ces interfaces maritimes s'ajoutent des interfaces terrestres actives avec le Mexique et le Canada. Les ressources minières et énergétiques sont importantes, notamment à l'ouest et au sud (pétrole du Texas et du golfe du Mexique). Le territoire des États-Unis s'est structuré autour de lieux centraux, essentiels dans l'espace mondial.

Ainsi, le nord-est du pays est un centre majeur à toutes les échelles : nationale, continentale, mondiale. On y trouve les mégaloïles nord-américaines où se situent les plus hautes fonctions politiques (à Washington) et économiques (à New York avec la Bourse de Wall Street). Outre ce vieux centre, des espaces émergents apparaissent : le croissant périphérique, dans lequel on trouve les principaux pôles de la **Sun Belt**, très dynamiques (la Floride, le Texas et surtout la Californie). La population américaine, très mobile, est par ailleurs très bien formée. La croissance démographique est soutenue par une immigration régulière, provenant notamment d'Amérique centrale.

Depuis la fin de la guerre froide en 1991, les États-Unis demeurent la **seule hyperpuissance** au monde. Ils réalisent 40 % des dépenses militaires mondiales. Ils ont des bases sur tous les continents et des flottes sur tous les océans. Malgré la crise, les atouts des États-Unis en font toujours la première économie du monde et la mieux adaptée à la logique de la mondialisation.



La statue de la Liberté à New York, symbole américain universellement connu.

Les FTN américaines sont influentes, comme General Electric. Le dollar reste la principale monnaie pour les transactions internationales. La supériorité en matière scientifique est évidente avec 40 % des dépenses mondiales de recherche et développement. La culture américaine est au fondement de la culture du monde, avec ses produits musicaux, le cinéma hollywoodien, les séries télévisées, les modes vestimentaires et les habitudes alimentaires.

Depuis le 11 septembre 2001, les États-Unis rencontrent cependant des limites à leur **hard power**. L'échec sur le terrain, en Irak, depuis 2003, en est une démonstration. Depuis 2008, l'économie américaine a révélé des déséquilibres, notamment dans le domaine financier. D'importants concurrents apparaissent dans certains secteurs, comme la Chine, dont la production industrielle a dépassé en volume celle des États-Unis en 2011. Cependant, aucun pays ne peut rivaliser avec les États-Unis sur l'ensemble de leurs secteurs dominants.



Bâtiment du congrès national du Brésil, à Brasilia.

Le Brésil : une puissance en devenir

Le Brésil est presque aussi vaste que les États-Unis avec 8,5 millions de km². Ce territoire est doté d'un important potentiel. Dans le **domaine agricole**, le pays est le premier producteur de café et de canne à sucre ; le deuxième de soja, de viande bovine et de tabac ; le troisième de maïs. Il ambitionne de devenir « la ferme du monde » et est le troisième exportateur de produits agricoles. Deuxième producteur de fer au monde, le pays possède un fort potentiel en matière d'hydrocarbures et est autosuffisant en pétrole depuis 2006 grâce aux gisements offshore situés au large de son littoral sud-est.

Le Brésil compte près de 200 millions d'habitants. La diversité de sa population provient des nombreux **métissages** issus de la période coloniale portugaise. Le pays possède des Universités réputées parmi celles d'Amérique latine, notamment dans le domaine des sciences. Le centre démographique du pays, le Sud, où sont implantés les métropoles Rio de Janeiro et

São Paulo, constitue la région la plus riche, malgré de **fortes inégalités sociales**. Aujourd'hui, le Brésil est devenu la 11^e puissance économique mondiale. Il a su développer une industrie diversifiée avec des secteurs de pointe : aéronautique (avec Embraer), spatial (avec la base d'Alcantara) ou de puissantes FMN (firmes multinationales), comme Petrobras ou la banque Bradesco. L'histoire du Brésil, comme celle des États-Unis, s'est construite sur la **conquête d'une frontière interne** et un **front pionnier** s'est constitué, en Amazonie. En 1960, le territoire a été volontairement recentré par la création d'une nouvelle capitale au centre du pays, **Brasília**, afin de corriger la prépondérance historique du Sud. Malgré cela, le Nordeste demeure la région la plus pauvre du pays.

Le Brésil représente à lui seul **la moitié de la population et du PIB de l'Amérique du Sud**. Sa situation centrale lui fait disposer de frontières avec presque tous les pays du continent. Il occupe une position clé au sein du Mercosur.

Avec le président Lula (2003-2011), le Brésil donne l'image d'un État expérimentant d'autres formes de mondialisation. Ce dernier maintient les principes de l'économie libérale, tout en s'ouvrant aux préoccupations sociales et environnementales. Le Brésil est une des grandes puissances émergentes et fait partie des **BRICS** avec la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud. L'influence du modèle de développement brésilien accroît par ailleurs l'influence culturelle du pays au-delà des telenovelas. Cependant, ce *soft power* reste encore très limité à l'échelle du monde.

Les **problèmes sociaux** y demeurent nombreux : inégalités, criminalité, taux d'analphabétisme s'élevant encore à 10 %. Les faiblesses économiques restent bien réelles, avec notamment un PIB par habitant encore très moyen et des inégalités sociales très importantes, révélées par l'existence des nombreuses favelas. Enfin, le Brésil ne dispose pas d'une armée qui le rende capable d'être présent sur l'ensemble de la scène internationale. Ses forces militaires se limitent à des ambitions régionales et à la sécurisation du territoire. ■

LIEUX CLÉS

FLORIDE

État du sud-est des États-Unis. La Floride forme une péninsule longue de 700 km entre le golfe du Mexique à l'ouest et l'océan Atlantique à l'est.

GRANDES PLAINES

Région peu peuplée de l'intérieur des États-Unis qui fait partie des « greniers » agricoles mondiaux.

GRANDS LACS

Groupe de cinq vastes lacs (lac Supérieur, lac Michigan, lac Huron, lac Érié, lac Ontario) situés sur ou près de la frontière entre les États-Unis et le Canada. Ils constituent le groupe de lacs d'eau douce le plus étendu au monde.

MÉGALOPOLE

Terme créé par le géographe Jean Gottmann dans les années 1950 pour caractériser l'immense ensemble urbain ou conurbation de la côte est des États-Unis, qui s'étend de Boston à Washington (« Boswach », aussi appelée « Mégapolis »). Par extension, le terme désigne toute conurbation réunissant plusieurs grandes métropoles.

Une nouvelle mégalopole est en formation de San Francisco à San Diego.

MIDDLE WEST

Région du nord et du centre des États-Unis qui s'étend entre les Appalaches et les montagnes Rocheuses. Le Middle West est aujourd'hui le grenier à blé des États-Unis et le cœur sociologique de l'Amérique rurale.

ROCHEUSES

Région montagneuse de l'ouest du pays ; elle offre des espaces presque vides avec quelques îlots agricoles, miniers ou touristiques.

SUN BELT

« Ceinture du soleil » formée d'une quinzaine d'États américains, qui s'étirent du Nord-Ouest pacifique (Californie) à la Virginie, en passant par les États du golfe du Mexique.

QUATRE ARTICLES DU MONDE À CONSULTER

- **Les États-Unis, nation-monde** p. 60
(Alain Frachon, *Le Monde* daté du 15.05.2015)
- **Les États-Unis comptent sur le Brésil pour modérer le Venezuela** p. 61-62
(Marie Delcas et Paulo A. Paranagua, *Le Monde* daté du 29.04.2005)
- **Dilma Rousseff déboussolée face à la crise qui s'aggrave** p. 62-63
(Claire Gatinois, *Le Monde Eco et entreprise* daté du 01.09.2015)
- **Les inégalités de revenus continuent de se creuser aux États-Unis** p. 63
(Stéphane Lauer, *Le Monde* daté du 06.09.2014)

ZOOM SUR...

État des forces américaines et brésiliennes

GOLD POWER

En termes économiques, la domination des États-Unis est flagrante. Tout le monde connaît des dizaines de FMN étasuniennes, mais bien peu sont ceux qui peuvent en citer une seule brésilienne.

Mais la crise économique montre les faiblesses du modèle étasunien, alors que le Brésil affiche, lui, une santé éclatante, dont témoignent des taux de croissance du PIB bien plus élevés que ceux du géant nord-américain. Il faut dire que partant de beaucoup plus loin, le Brésil dispose d'un potentiel de croissance beaucoup plus fort que son rival nord-américain. Les États-Unis doivent, pour leur part, gérer avant tout leur richesse, plutôt que chercher à l'accroître dans les mêmes proportions qu'un pays émergent.

HARD POWER

En termes de capacité à imposer ses décisions par la force, les États-Unis, qui dispose de la plus puissante armée du monde, comptent une avance considérable sur tous les concurrents, et donc sur le Brésil. Celui-ci est cependant engagé depuis quelques années dans un gigantesque mouvement de modernisation et d'accroissement de ses capacités militaires, comme l'attestent les nombreux contrats conclus avec les fabricants d'armes français (négociation en cours pour l'achat d'avions Rafale, notamment).

SOFT POWER

En ce qui concerne la capacité à influencer le reste du monde, les États-Unis ont également une longueur d'avance sur le Brésil. Leur langue, leur musique, leur cinéma et leur mode de vie sont admirés et copiés dans de très nombreux pays. Dans le même temps, les États-Unis cristallisent de nombreuses haines de par le monde, ce qui n'est pas le cas du Brésil, qui jouit d'une image festive et bonne enfant qui sera sans nul doute renforcée par la prochaine Coupe du monde de football.

Composition :

Quel rôle mondial pour les États-Unis et le Brésil ?

L'analyse du sujet

Le sujet invite à réfléchir sur les États-Unis et le Brésil en tant que puissance globale.

Elle met cependant en parallèle deux pays aux situations fort divergentes, car si les États-Unis ont une longue tradition de rayonnement international, il n'en va pas de même pour le Brésil, qui est un nouveau venu dans la « cour des grands ».

Ce qu'il faut faire et ne pas faire

- La principale erreur serait de se livrer à une étude de géographie interne des États-Unis et du Brésil, alors que le sujet invite à s'intéresser à leur place dans le monde.
- Cela n'interdit bien sûr pas de revenir sur la géographie propre à chacun de ces pays, mais à condition de dire en quoi cela à un lien avec leur rôle dans le monde.

Les grandes lignes du développement

I. Les États-Unis : une puissance dominante

Dans cette partie, on décrit les ressorts, les manifestations, mais aussi les limites apparues ces dernières années, de la puissance américaine :

- domination militaire (*hard power*),
- rayonnement culturel (*soft power*),
- suprématie économique (*gold power*).

« Les États-Unis sont le pays des contrastes, qui touchent à la nature et au climat, aux structures sociales et politiques, aux diversités culturelles. »
(André Kaspi, 2008)

II. Le Brésil : une puissance ascendante

Sur le modèle de ce qui a été fait dans la première partie, on montre les atouts qui permettent au Brésil de s'affirmer progressivement comme une puissance émergente sur la scène mondiale. On montre cependant qu'il est encore loin de pouvoir rivaliser avec les États-Unis.



« Le Brésil est sans aucun doute destiné à être un facteur des plus importants dans le développement ultérieur de notre monde. »
(Stefan Zweig, 1941)

III. États-Unis et Brésil : alliés ou rivaux ?

On s'interroge ici sur les conséquences de l'émergence brésilienne sur les équilibres géopolitiques du continent américain.

Jadis puissance hégémonique, les États-Unis doivent désormais composer avec des pays qui contestent leur suprématie.

Mais le risque d'un « choc » entre le Brésil et les États-Unis est faible, car l'intérêt des deux pays est plus de coopérer que de s'affronter.

On peut conclure en soulignant qu'à tout prendre, il vaut mieux pour les États-Unis encourager l'émergence brésilienne que laisser le Venezuela, très antiaméricain, s'imposer comme le leader du sud du continent. ■

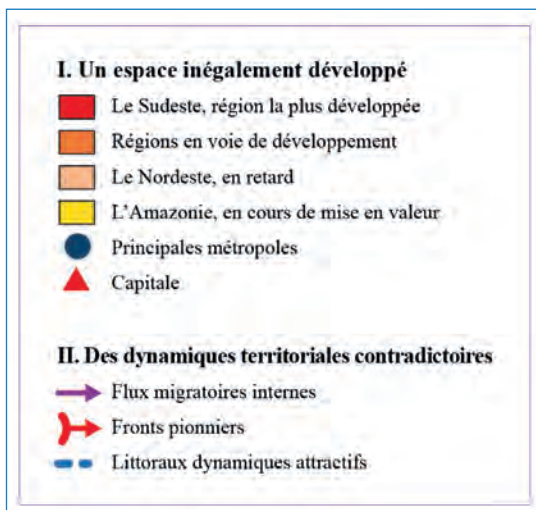
AUTRES SUJETS POSSIBLES SUR CE THÈME

Composition

- États-Unis et Brésil : alliés ou concurrents ?
- États-Unis et Brésil dans la mondialisation.

Croquis :

Les dynamiques territoriales du Brésil



Ce qu'il faut faire et ne pas faire

- La principale erreur consiste à parler du rapport du Brésil à son environnement régional, alors que le sujet porte sur le territoire brésilien lui-même.
- Ne vous contentez pas de décrire les inégalités du territoire brésilien, montrez-en les causes.

L'analyse du sujet

Le sujet porte sur la géographie interne du Brésil. Il ne s'agit donc pas d'étudier le rayonnement du Brésil en Amérique et dans le monde, mais de s'intéresser à ses causes. On le sait, l'une des principales caractéristiques du Brésil est l'importance de ses inégalités territoriales et sociales.

C'est un pays où se côtoient riches et pauvres, régions prospères et régions délaissées. Il faut donc mettre en avant cette pluralité du pays, tout en montrant que des dynamiques (migrations, transferts de richesses, etc.) contribuent en partie à rapprocher les différents espaces.

La problématique

En quoi le territoire brésilien reflète-t-il l'inégal développement du pays ?

La légende

I. Un espace inégalement développé

À l'aide de figurés de surface, on présente les importants écarts de développement du Brésil. Au Sudeste, bien connecté au monde, s'opposent un Nordeste en retard, un Centre-Ouest en cours de développement et une Amazonie qui commence tout juste à être mise en valeur par les fronts pionniers.

II. Des dynamiques territoriales contradictoires

Avec des figurés linéaires, on met en avant les dynamiques qui expliquent l'inégal développement, mais peuvent également contribuer à le réduire : migrations, fronts pionniers, littoralisation.

Les astuces graphiques

Choisissez bien vos couleurs pour les figurés de surface afin d'affecter les plus chaudes aux régions dynamiques et les plus froides aux régions en retard de développement. Du fait de son caractère forestier, l'Amazonie peut difficilement être représentée autrement qu'en vert. ■



Rio de Janeiro

CHIFFRES CLÉS

SUPERFICIE

États-Unis : 9 630 000 km²
Brésil : 8 500 000 km²

POPULATION EN 2013

États-Unis : 316 000 000 hab.
Brésil : 200 000 000 hab.

POPULATION PRÉVUE EN 2050

États-Unis : 435 000 000 hab.
Brésil : 260 000 000 hab.

POPULATION DE MOINS DE 15 ANS

États-Unis : 20 %
Brésil : 25 %

ESPÉRANCE DE VIE À LA NAISSANCE

États-Unis : 78 ans
Brésil : 73 ans

DENSITÉ

États-Unis : 33 hab./km²
Brésil : 23,6 hab./km²

POPULATION URBAINE

États-Unis : 83 %
Brésil : 85 %

TAUX DE FÉCONDITÉ

États-Unis : 2,06 enfants/femme
Brésil : 1,82 enfant/femme

PIB (EN MILLIONS DE DOLLARS US)

États-Unis : 15 000 000
Brésil : 2 518 000

PIB PAR HABITANT (EN DOLLARS US)

États-Unis : 50 700
Brésil : 12 000

PRINCIPAL PAYS IMPORTATEUR

États-Unis : Chine (18 %)
Brésil : États-Unis (15 %)

PRINCIPAL PAYS D'EXPORTATION

États-Unis : Canada (19 %)
Brésil : Chine (18 %)

PART DU REVENU DES 10 % LES PLUS PAUVRES

États-Unis : 1,9 %
Brésil : 0,8 %

Les États-Unis, nation-monde

Leur système politique est bloqué, ils peinent à retenir les cerveaux et la Chine est en passe de les rattraper. Enquête sur les doutes qui taraudent l'Amérique et sur les solutions que prônent ses intellectuels.

Question : quel est le candidat républicain le plus à même de battre la démocrate Hillary Clinton au scrutin présidentiel de 2016 ? Réponse : celui d'entre les impétrants qui parle le mieux l'espagnol. Ce n'est pas seulement une boutade, plutôt une manière de pointer un phénomène-clé de la vie publique aux États-Unis : le poids de l'immigration dans les nouveaux équilibres politiques. Le partage démocrate-républicain ne se fait plus selon les vieux critères centre gauche-centre droit. Plus du tout.

Le président sortant le sait. Barack Obama a été élu et réélu avec 71 % des suffrages des Hispano-Américains – la plus nombreuse des minorités et celle qui croît le plus vite. Il a aussi disposé du vote de 73 % des électeurs d'origine asiatique, de 75 % des Amérindiens, de 93 % des Noirs. Pour affiner le profil du vote démocrate, il faut ajouter qu'il est majoritairement féminin : 55 % des femmes ont donné leurs voix à Obama.

L'Amérique change, elle se « globalise » de l'intérieur, comme aucun autre pays occidental. Pour la première fois en 2010-2011, les non-Blancs ont représenté un peu plus de la moitié des naissances. Ensemble, les minorités sont majoritaires dans nombre de grandes villes du pays. Elles comptent pour l'essentiel de la croissance démographique. Elles façonnent l'Amérique de demain.

Nouvelle mosaïque

« *La fin du mâle blanc* ? », interroge Sylvain Cypel dans son dernier livre (*Un nouveau rêve américain*, Autrement, 154 pages, 17,50 euros). Ancien correspondant du Monde à New York, Cypel – culture encyclopédique, curiosité d'homme de la Renaissance – dresse le portrait de « *la nation la plus mondialisée sur terre* ». Il décrypte une nouvelle

exception américaine, un pays unique, le seul « à regrouper en nombre significatif des populations issues de tous les continents ».

En 2050, les Blancs ne devraient plus représenter que 47 % des citoyens des États-Unis. L'immigration ne tarit pas. Elle se diversifie, venant d'abord d'Amérique latine, puis d'Asie, enfin d'Afrique. En 2050 toujours, les Hispano-Américains devraient atteindre 128 millions de personnes – pas loin d'un tiers de la population. Quel impact sur la politique ? Plus que jamais, les démocrates sont le parti des minorités, celui de la nouvelle mosaïque américaine ; les républicains, parti majoritairement blanc et masculin, celui du « mâle blanc », un brin plus âgé que la moyenne du pays.

« *La fracture républicain-démocrate se mute en un fossé entre hommes et femmes, entre Blancs et minorités ethniques, entre plus et moins religieux* », observe Cypel. Dans l'Amérique qui s'annonce, les républicains, majoritaires au Congrès, se condamnent à être structurellement minoritaires à la seule élection vraiment nationale : le scrutin présidentiel. Ils ne s'y résignent pas. Après tout, ces nouveaux Américains, hispaniques et asiatiques, partagent volontiers le credo de la droite : sens de la famille, de l'effort et de la responsabilité individuelle, foi dans la libre entreprise, valeurs familiales et religieuses et, bien souvent, un patriotisme qui, pour être récent, n'en n'est pas moins affiché haut

et fort. Plus qu'on ne l'imagine, l'immigration américaine se fonde dans l'éthique américaine.

La direction républicaine sait qu'elle doit faire un geste envers les minorités, et notamment les Latinos. Elle sait lequel : légaliser la situation des quelque 11 millions d'immigrés sans papiers, comme Barack Obama a commencé à le faire. Ce point-clé de la « plate-forme minoritaire », deux des candidats républicains sont prêts à le défendre : Jeb Bush, ex-gouverneur de Floride, et son (ancien) protégé, Marco Rubio, sénateur du même Etat. Le premier a épousé une Mexicaine, Columba, et, quittant l'épiscopatisme élitiste blanc de son milieu familial, s'est converti au catholicisme. Le second vient d'une famille d'immigrés cubains. L'un et l'autre parlent couramment espagnol.

Les deux hommes ont une synthèse difficile à réaliser. Majoritairement blanc et masculin, l'électorat républicain traditionnel est travaillé à la marge par une forte rage anti-immigration. Cypel raconte très bien ce coup de colère durable qu'incarne le Tea Party – et qui pèse idéologiquement sur l'ensemble de la maison républicaine. Il est le produit d'un désarroi sincère, douloureux, à composantes multiples, qui s'est emparé de classes moyennes malmenées par le capitalisme financier et la mondialisation, souvent en voie de relégation sociale.

L'Amérique bigarrée, mondialisée, ils ne l'ont pas voulue, ces élec-

teurs-là. Ils n'ont pas voté pour. Elle change la physionomie de « *Main Street* », de leur environnement immédiat. Elle modifie le profil de l'« *American way of life* », d'un genre de vie, d'un genre de ville. Cypel décrit des Américains hantés par un changement qui leur échappe, taraudés par « *le sentiment diffus de la disparition de ce qui fut et de ce qu'ils furent* ». Ils savent qu'ils perdent la bataille. Mais, public rêvé pour politiciens protestataires, ils veulent croire dans le mythe du coup de balai politique, qui viendra les débarrasser de tous leurs « ennemis » – immigration, gouvernement fédéral, intellectuels, etc. –, sortira le pays du déclin et le ramènera dans un tableau de Norman Rockwell.

A Paris, on dirait de cette Amérique qu'elle est d'humeur « zemmourienne », pessimiste, convaincue que ses enfants vivront moins bien que la génération précédente – ce qui n'est pas le cas de l'autre Amérique, celle des minorités dont les ressortissants ont fait le choix de l'immigration pour leurs enfants, justement. Bien sûr, le tableau est plus complexe encore, avec une frange de l'électorat démocrate qui doute aussi des mérites de l'immigration continue. Cypel dresse le décor de l'affrontement de 2016, dans une Amérique « *mondialisée de l'intérieur* » – comme jamais. ■

Alain Frachon

Le Monde daté du 15.05.2015

POURQUOI CET ARTICLE ?

Si l'influence des États-Unis sur le monde est fréquemment évoquée, la manière dont le monde influence les États-Unis l'est moins souvent. C'est précisément des mutations que connaissent

les États-Unis du fait des vagues migratoires qu'ils continuent de recevoir régulièrement que nous parle cet article. **Il montre comment le visage traditionnel du pays (blanc, anglophone et protestant) a progressivement évolué sous l'influence de l'immigra-**

tion latino-américaine (métisse, hispanophone et catholique). Il explique également en quoi ces évolutions ont un impact de plus en plus net sur la politique intérieure et extérieure de la première puissance mondiale. Le monde change, les États-Unis aussi.

Les États-Unis comptent sur le Brésil pour modérer le Venezuela

La secrétaire d'État américaine, Condoleezza Rice, effectue une tournée dans quatre pays d'Amérique latine, région négligée depuis le 11 septembre 2001. Washington s'inquiète de la militarisation du régime du président vénézuélien Hugo Chavez et multiplie les mises en garde.

La secrétaire d'État américaine, Condoleezza Rice, s'est pris mercredi 27 avril au régime du Vénézuélien Hugo Chavez estimant qu'« *il ne suffit pas d'être démocratiquement élu si on ne gouverne pas de manière démocratique* ». Washington reproche à Caracas sa course aux armements et son achat de 100 000 kalachnikovs, qui risquent de tomber dans les mains de la guérilla colombienne. Les États-Unis privilégient pour l'heure la voie diplomatique et comptent sur le Brésil pour stabiliser le continent. L'administration Bush entend développer le commerce avec l'Amérique latine, pour favoriser son développement. La prospérité de la région est vue comme un moyen d'améliorer la sécurité des États-Unis. En revanche, Washington ne parvient pas à imposer ses vues à la tête de l'Organisation des États américains.

Washington hausse le ton à l'égard du Venezuela. Mardi 26 avril, avant même d'arriver à Brasilia, première étape de sa tournée en Amérique latine, la secrétaire d'État américaine, Condoleezza Rice s'est dit « *préoccupée par l'évolution interne du régime vénézuélien, son adhésion à la charte démocratique de l'OEA (Organisation des États américains) et ses relations avec ses voisins* ». Arrivée au Brésil, la secrétaire d'État a enfoncé le clou : « *Il ne suffit pas d'être démocratiquement élu, si on ne gouverne pas de manière démocratique* », a

déclaré Mme Rice sans prononcer le nom du président vénézuélien Hugo Chavez. « *Nous voulons tous un Venezuela complètement libre et démocratique* », a-t-elle ajouté. Washington et Caracas s'accusent mutuellement de déstabiliser la région. Les États-Unis s'inquiètent de la militarisation du Venezuela. Le secrétaire d'État à la défense Donald Rumsfeld a pointé du doigt les 100 000 fusils d'assaut AK 47 achetés par le Venezuela à la Russie. La Colombie voisine s'en émeut aussi, craignant que les kalachnikovs ne finissent entre les mains de la guérilla d'extrême gauche qui sévit sur son territoire. Le Venezuela s'est également porté acquéreur d'hélicoptères, d'avions et d'armement auprès de l'Espagne et du Brésil.

Hugo Chavez a par ailleurs décidé de faire appel à un million de réservistes. Rassemblant 20 000 réservistes en uniforme, il vient de célébrer l'anniversaire du coup d'État raté d'avril 2002. Le président vénézuélien a toujours estimé que les diplomates américains et espagnols en poste à Caracas à l'époque étaient impliqués dans le complot qui visait à le renverser.

Enfin, dimanche 24 avril, le Venezuela a mis fin à un accord de coopération militaire bilatérale avec les États-Unis, vieux de trente-cinq ans. La décision n'affecte qu'une poignée d'instructeurs américains et 90 officiers vénézuéliens qui suivaient des cours

aux États-Unis. L'ambassade américaine à Caracas a regretté cette rupture, « *de façon abrupte et sans explication* ». En guise d'explication, M. Chavez a soutenu que les Américains disaient du mal de l'armée vénézuélienne et de son gouvernement.

Les avis divergent sur la militarisation du régime de Hugo Chavez. À Caracas, le gouvernement invoque la modernisation nécessaire de l'équipement militaire, face à d'éventuelles menaces nord-américaines ou colombiennes. Les opposants craignent que le Venezuela ne se prépare à exporter sa « révolution bolivarienne » et rappellent que la Colombie est le théâtre du seul conflit armé du continent.

Condoleezza Rice compte sur le soutien du Brésil pour aider à résoudre la crise. « *Le Brésil et les États-Unis partagent la diversité ethnique et les valeurs démocratiques. Ensemble, ils peuvent contribuer à un hémisphère plus prospère et démocratique* », a-t-elle déclaré à Brasilia. Le ministre brésilien des Relations extérieures, Celso Amorim, lui a répondu que le Brésil « *ferait ce qu'il pourrait pour favoriser une issue positive, dans le respect, toujours, de la souveraineté du pays voisin* ». Il a rappelé que le Brésil et les États-Unis avaient déjà collaboré au sein du groupe des pays amis du Venezuela, pour la tenue du référendum d'août 2004, demandé par l'opposition, sur une éventuelle révocation du

président Chavez.

Brasilia, qui entend exercer un leadership régional, s'efforce en effet d'assumer un rôle de modération et de stabilisation, comme le souhaite Washington. Lundi, avant la visite de Mme Rice, le ministre José Dirceu, homme de confiance du président Luiz Inacio Lula da Silva, a effectué un aller-retour à Caracas pour s'entretenir avec le président vénézuélien.

Le Brésil a des moyens économiques et commerciaux pour exercer une influence sur ses voisins, notamment le Venezuela. Il se garde bien d'emboîter le pas aux grands projets d'intégration régionale caressés par le président vénézuélien, qui ne valent pas grand-chose sans une participation brésilienne. Ainsi, la puissante entreprise publique brésilienne de pétrole, Petrobras, s'intéresse à un partenariat avec son équivalente vénézuélienne, mais pas au point d'une fusion, suggérée par M. Chavez.

De même, les Brésiliens ne sont guère pressés de le suivre pour créer une télévision sud-américaine, une « CNN latino », qui favoriserait la surenchère idéologique. La partie est délicate pour le gouvernement Lula puisque son Parti des travailleurs (PT) prépare ses élections internes. Depuis le Forum social mondial, à Porto Alegre, en janvier, la gauche du PT joue le « radicalisme » de Chavez contre « la modération » de Lula. De son côté, Hugo Chavez devait

POURQUOI CET ARTICLE ?

À travers cet article, on mesure à quel point les relations entre les États-Unis et l'Amérique latine ont à la fois évolué avec le temps et perpétué certaines options fondamentales. En effet, il semble aujourd'hui loin le temps où, en vertu de la doctrine Monroe, les États-Unis

exerçaient une influence politique forte et intrusive auprès des gouvernements ou plus précisément des militaires qu'ils soutenaient en sous-main. Aujourd'hui, certains pays comme le Venezuela peuvent afficher publiquement leur opposition aux États-Unis sans craindre d'être victimes d'une intervention des GI ou de la CIA. Mais on voit également que

Washington sait toujours user de son influence dans la région pour contenir ses rivaux : en flattant le Brésil, on endigue le Venezuela. On voit par là même que la rivalité entre les États-Unis et le Brésil n'en est pas vraiment une : aucun des deux n'a intérêt à affaiblir l'autre. Ils ont au contraire toutes les raisons de collaborer pour se répartir le leadership américain.

Européens. « *Le Venezuela n'est pas l'ennemi des États-Unis* », a-t-il insisté.

Ni Caracas ni Washington n'ont d'intérêt à une rupture. Le populisme de M. Chavez dépend entièrement des revenus du pétrole, et 60 % de la production est vendue aux Américains. Le Venezuela fournit aux États-Unis 13 % de ses importations de brut. Côté américain, l'appel à une médiation brésilienne suppose pour l'heure de privilégier encore les moyens diplomatiques. ■

**Marie Delcas
et Paulo A. Paranagua**

Le Monde daté du 29.04.2005

faire un pied de nez aux États-Unis, se rendant, jeudi, à La Havane. Mais son vice-président, José Vicente Rangel, a tenté mardi de ne pas couper tous les ponts.

Les relations avec les États-Unis « *sont impeccables en matière de pétrole, de lutte contre la drogue et contre le terrorisme* », a-t-il noté. S'il y a des différences poli-

tiques, elles peuvent être « *neutralisées* » par un « *traitement politique et démocratique* », assure M. Rangel, à l'instar des différences entre Américains et

Dilma Rousseff déboussolée face à la crise qui s'aggrave

La présidente du Brésil a dû renoncer, sous la pression, à une mesure visant à réduire le déficit.

Pas un jour, dit-elle, ne se passe sans qu'elle pense au chômage qui s'aggrave et à l'inflation qui s'envole. Mais que faire ? Dilma Rousseff, la présidente du Brésil, semble impuissante à surmonter la crise économique et budgétaire que traverse son pays.

Lâchée par ses anciens alliés politiques, contestée par les milieux d'affaires et huée dans la rue par les conservateurs et les déçus du Parti des travailleurs (PT) auquel elle appartient, M^{me} Rousseff navigue à vue. En témoigne sa reculade, le

lendemain de l'entrée « officielle » du Brésil en récession : le produit intérieur brut (PIB) a chuté de 1,9 % au deuxième trimestre, après avoir cédé 0,7 % trois mois plus tôt, selon les données publiées vendredi 28 août par l'Institut brésilien de géographie et de statistiques (IBGE). Une première depuis six ans.

L'ex-protégée de Lula a en effet dû renoncer à l'une de ses propositions visant à réduire le déficit, sans couper dans les dépenses sociales. Il s'agissait de ressusciter une taxe créée dans les années 1990 et abandonnée en 2007, visant à ponc-

tionner de 0,38 % les comptes en banque, lors de retraits. Cette « taxe sur les chèques », comme elle est parfois surnommée, avait le mérite de la simplicité. Mais face à la colère des entrepreneurs et consciente de la difficulté à faire accepter le dispositif par un Congrès plus que jamais divisé, M^{me} Rousseff a fait machine arrière trois jours à peine après avoir émis cette idée.

Impasse

« *Le gouvernement est déboussolé, sans stratégie, il ne sait que faire* », commente Carlos Alberto de Mello, professeur de sciences politiques à l'institut d'études supérieures Insper à Sao Paulo. « *Le gouvernement a de sérieux problèmes budgétaires. S'il ne peut augmenter les impôts, il devra réduire les dépenses* », souligne-t-il.

Cet abandon illustre l'impasse dans laquelle se trouve le pouvoir alors que le pays est emporté par les turbulences venues de Chine, son principal partenaire commercial. La plupart des économistes prédisent une chute du PIB de plus de

2 % cette année et n'imaginent pas d'embellie avant 2017. Le taux de chômage a atteint 7,5 % de la population active en juillet contre 4,9 % un an plus tôt, tandis que l'inflation dépasse 9 %. Un climat alimentant l'insatisfaction populaire et l'angoisse des entrepreneurs.

Les difficultés de Pékin ne sont pas seules responsables du plongeon de l'économie brésilienne. A écouter les experts, le pays se serait laissé étourdir par les années de hausse du prix de ses matières premières (soja, pétrole, minerais de fer) sans profiter de la manne pour investir dans les infrastructures et l'industrie.

« *Dans les années 1990, avec beaucoup d'efforts, le Brésil a réussi à renforcer son industrie et à réduire sa dépendance aux matières premières, mais quand le prix de ces dernières a explosé, lors de la dernière décennie, le gouvernement n'a pas retenu la leçon* », commente l'économiste Michael Pettis, interrogé par la Folha de Sao Paulo dimanche 30 août. C'est grave ? « *Très grave, répond-il, le*

POURQUOI CET ARTICLE ?

Un temps présenté comme le champion des émergents, le Brésil est depuis quelques années entré dans une crise sociale et économique qui menace même sa stabilité politique. Héritière politique de Luiz Inacio Lula da Silva, qui fut l'artisan de l'émergence brésilienne, Dilma Rousseff est de plus en plus impo-

pulaire dans son pays et peine à faire face aux scandales à répétition qui la frappent elle et son entourage. Surtout, elle semble incapable d'enrayer le ralentissement de la croissance économique et n'a donc pas les moyens financiers de répondre aux attentes populaires. Le miracle brésilien n'aurait-il été qu'un mirage ?

prix des matières premières comme le minerai de fer va encore chuter. D'au moins 30 % à 50 %.»

« Tournant de la rigueur »

Dilma Rousseff, par ailleurs bousculée par le scandale de corruption qui éclabousse son parti, semble incapable de contrôler la situation. Pour contrecarrer la crise, Brasilia ne peut se lancer dans une politique de relance car l'endettement public – soit 66 % du PIB, selon le Fonds monétaire international (FMI) –, le déficit, la crise et l'instabilité politique font frémir les agences de notation.

Mi-août, l'américaine Moody's a abaissé à Baa3 la note de la dette souveraine du Brésil, quelques semaines après que Standard and Poor's eut revu à la baisse sa perspective à long terme de la note, actuellement fixée à « BBB – ». Le dernier rang avant la catégorie dite « spéculative », ou « junk bond » (obligation « pourrie »). Pour éviter de voir la dette souveraine brésilienne basculer dans cette catégorie infamante, le gouvernement sait qu'il doit faire des efforts. Mais le « tournant de la rigueur », assumé depuis l'arrivée du ministre de l'économie, Joaquim Levy, en 2015, est

considéré comme une trahison par l'électorat du PT, sans, pour autant, donner satisfaction aux milieux d'affaires. « *Dilma a essayé de "pactiser" avec le capitalisme comme l'avait fait Lula, son prédécesseur, mais les conditions ne sont plus les mêmes. La crise économique a changé la donne* », souligne Daniel Pereira Andrade, professeur de sociologie à la fondation Getulio Vargas à Sao Paulo. Seule consolation pour Mme Rousseff, les entrepreneurs, bien que mécontents, ne plaident pas pour l'« impeachment », cet appel à la destitution de la présidente réclamée par ses plus féroces adver-

saires. Le président de la banque Itau, Roberto Setubal, voix influente dans le milieu économique brésilien, s'est même fait l'avocat de la présidente, assurant, fin août, qu'il ne voyait pour le moment aucune raison de retirer le pouvoir des mains de Dilma Rousseff, soulignant qu'une telle action conduirait à « une instabilité néfaste à la démocratie ». Une instabilité malvenue, aussi, pour l'économie du pays. ■

Claire Gatinois
(São Paulo, correspondante)
Le Monde Eco et entreprise
daté du 01.09.2015

Les inégalités de revenus continuent de se creuser aux États-Unis

Les chiffres publiés jeudi 4 septembre par la Fed dessinent une reprise à deux vitesses.

Les inégalités se sont accrues aux États-Unis, selon une étude publiée, jeudi 4 septembre, par la Réserve fédérale (Fed). Les revenus des 10 % les plus riches ont augmenté de 10 % entre 2010 et 2013 pour s'inscrire à 397 500 dollars par an (307 000 euros). Dans le même temps, ceux des 40 % les moins aisés, ajustés de l'inflation, ont décliné, indique le rapport publié tous les trois ans pour la banque centrale. Et pour les vingt premiers centiles situés au bas

de l'échelle, la chute atteint 8 %, à 15 200 dollars annuels. Si le revenu moyen global a augmenté de 4 % au cours des trois dernières années, le médian (autour duquel la population est divisée en deux parties égales), lui, a chuté de 5 %. Une tendance qui « correspond à un accroissement de la concentration des revenus durant cette période », indique la Fed.

Ainsi, les 3 % les plus riches concentrent 30,5 % du revenu total en 2013, contre 27,7 % en 2010, tandis que la part des 90 % les moins riches, elle, a reculé. Par ailleurs, cette catégorie des 3 % les plus aisés détient 54,4 % de la richesse globale (revenu plus patrimoine), contre 44,8 % en 1989. À l'autre bout de l'échelle, les « 90 % » ont vu leur part tomber à 24,7 %, contre encore 33,2 % en 1989.

Stagnation des salaires

Derrière ces chiffres se dessine une reprise économique à deux vitesses. Ceux disposant d'un portefeuille en Bourse ou d'un patrimoine immobilier ont bénéficié d'un effet richesse substantiel au cours des trois dernières années. Durant cette période, l'indice Standard & Poor's 500 a grimpé de 47 % ; celui qui mesure

l'évolution de l'immobilier, le S & P Case-Shiller Index, a fait un bond de 13,4 %.

Pour ceux qui n'ont ni l'un ni l'autre, la reprise a été beaucoup plus évasive dans un contexte de stagnation des salaires et de fragilité du marché de l'emploi.

Car si le taux de chômage n'a cessé de baisser depuis 2010, il n'offre qu'une vision partielle du marché du travail, dans la mesure où de plus en plus d'Américains renoncent à rechercher un emploi.

En novembre 2013, lors de son audition au Sénat, Janet Yellen, alors qu'elle s'apprêtait à être nommée à la tête de la Fed, avait qualifié l'accroissement des inégalités de « problème très profond », indiquant toutefois que beaucoup de facteurs sous-jacents du phénomène échappaient au domaine d'action de la banque centrale.

Il faut néanmoins noter qu'une bonne partie de l'« effet richesse » qui a profité aux plus aisés a été alimentée par les colossales injections de liquidités qui ont été opérées par la Fed depuis trois ans pour relancer l'économie du pays. Dans un contexte de taux d'intérêt proches de zéro, cet argent est venu s'investir principalement dans les actions et l'immobilier.

Lorsqu'on regarde par ailleurs l'origine des ménages, les inégalités sont encore plus criantes. Ainsi, le revenu moyen de la population blanche, propriétaire et diplômée, a augmenté entre 2010 et 2013, tandis que celui des Noirs, des Hispaniques, des locataires et des sans-diplôme s'est érodé dans le même temps. De la même façon, le revenu médian des Noirs et des Hispaniques a chuté de 9 % sur la période, quand il ne reculait que de 1 % pour les Blancs.

Le rapport indique aussi que le taux de propriétaires de leur logement parmi les ménages américains est tombé à 65,2 %. Il s'agit du plus bas niveau constaté depuis 1995. Quant aux familles propriétaires de leur entreprise, le pourcentage est tombé à 11,7 %. Du jamais-vu depuis vingt-cinq ans.

La thèse de l'économiste français Thomas Piketty – développée dans son ouvrage *Le Capital au XXI^e siècle* (Seuil, 2013) – sur l'accroissement des inégalités a beau avoir été contestée par une partie de la doxa libérale, les chiffres semblent têtus. ■

Stéphane Lauer
Le Monde daté du 06.09.2014

POURQUOI CET ARTICLE ?

Cet article met en lumière la face sombre de la puissance américaine. Si le pays est le plus riche du monde, tous ses habitants sont loin de profiter de cette prospérité. Surtout, l'écart entre les riches et les pauvres ne cesse de croître, menaçant à terme la stabilité politique qu'avait permis d'assurer la mise en place d'un système économique de large redistribution des fruits de la croissance.

MOTS CLÉS

CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE

Augmentation d'une population. Un taux de croissance démographique est exprimé en % par an, pour une période intercensitaire (entre deux recensements). Plusieurs facteurs déterminent la croissance d'une population : l'accroissement naturel, le bilan migratoire, l'allongement de l'espérance de vie.

MORTALITÉ INFANTILE

Nombre d'enfants morts avant l'âge de un an, elle est exprimée en un pour mille.

SEUIL DE PAUVRETÉ

Limite de revenu en dessous duquel une personne ou une famille est considérée comme pauvre.

TAUX DE FÉCONDITÉ

Nombre moyen d'enfants faits par une femme au cours de sa vie.

TRANSITION DÉMOGRAPHIQUE

Passage d'un régime démographique traditionnel, dans lequel les taux de natalité et de mortalité sont très élevés (autour de 40 ‰), à un régime démographique moderne, où les taux de natalité et de mortalité sont faibles (autour de 10 ‰). Dans la première phase de la transition, la mortalité diminue de manière significative et durable, alors que la natalité reste élevée ; l'accroissement naturel atteint alors un maximum. Dans une seconde phase, la mortalité continue de baisser mais de manière plus atténuée, alors que la natalité diminue à son tour de manière sensible.

TRANSITION URBAINE

Processus par lequel la majorité de la population devient urbaine.

SIGLE CLÉ

IPH

Indice de pauvreté humaine. Cet indice est la moyenne du pourcentage d'individus n'ayant pas accès aux services élémentaires, du pourcentage d'individus risquant de décéder avant 40 ans et du pourcentage d'adultes analphabètes.

Le continent africain face au développement et à la mondialisation

L'Afrique a atteint en 2009 le seuil d'un milliard d'habitants, alors que le continent est celui dont le PIB est le plus faible au monde. L'Afrique ne reste pas pour autant en marge du processus de mondialisation. Mais les défis posés par le développement du continent sont complexes et multiples.

Les défis du développement en Afrique

L'Afrique est le continent qui connaît la plus forte croissance démographique. Ce continent compte aujourd'hui deux fois plus d'habitants qu'en 1980, et cette croissance se poursuit. Avec plus de cinq enfants par femme, le taux de fécondité reste élevé, alors que le taux de mortalité a baissé, même s'il reste plus élevé qu'en Europe ou en Asie. L'Afrique est donc encore en pleine transition démographique.

Ce continent est celui qui compte le plus de jeunes au monde, avec la moitié de sa population qui a moins de 25 ans. Ceci pose la question du coût de la scolarisation, qui reste largement défaillante, ainsi que celle de l'emploi des jeunes arrivant sur le marché du travail. L'Afrique du Nord est plus avancée dans sa transition démographique. La Tunisie a ainsi un taux de fécondité de deux enfants par femme. En Afrique subsaharienne, la transition n'est encore qu'à ses débuts, avec un taux de fécondité de sept enfants par femme. Or ces pays sont les plus pauvres. L'IDH des pays africains est en conséquence parmi les plus faibles au monde. Là encore, des différences régionales sont très marquées. Au nord, l'IDH est en moyenne de 0,7. Il en va de même pour l'Afrique du Sud. L'Afrique subsaharienne en revanche connaît des chiffres dépassant rarement 0,5. La mortalité infantile et l'analphabétisme sont élevés ; l'espérance de vie reste inférieure à celle des autres continents, avec une moyenne de 56 ans.

Les économies africaines sont souvent caractérisées par une part importante des actifs encore consacrée à l'agriculture, qui reste pourtant peu productive. Le secteur secondaire est peu développé, sauf dans les pays producteurs d'hydrocarbures comme l'Algérie, ou ouverts aux délocalisations industrielles, comme la Tunisie. Le secteur tertiaire est essentiellement formé par la fonction publique.

Le continent est frappé par des crises sanitaires graves, avec notamment l'épidémie de sida qui sévit



Avec plus de 5 enfants par femme, le taux de fécondité en Afrique reste élevé.

surtout en Afrique australe, par exemple au Swaziland, où près de 25 % des adultes sont séropositifs. Des crises alimentaires, liées à des problèmes climatiques mais aussi à des problèmes politiques, frappent régulièrement la zone sahélienne et la Corne de l'Afrique. Les frontières tracées par les puissances coloniales européennes ont très souvent divisé les peuples entre plusieurs États (on trouve ainsi des Wolofs au Mali et au Sénégal), et tous les États sont divisés entre plusieurs ethnies. Cela a conduit à d'importants conflits,

comme le **génocide au Rwanda** en 1994. Quant au Soudan, il a été partagé en 2011 entre Soudan du Sud, peuplé de populations noires de religion chrétienne ou animiste, et Soudan du Nord, peuplé d'Arabes musulmans.



Vue satellite du continent africain.

Les atouts d'un continent

Parmi les atouts du continent africain viennent en premier lieu ses **ressources naturelles**, notamment agricoles. Les espaces climatiques variés du continent permettent divers types d'agriculture destinés à l'exportation. Le pétrole est présent au Nigeria et au Gabon, ainsi que dans les déserts libyen et algérien, où on trouve aussi du gaz naturel. Les minerais comme le cuivre, mais aussi l'or et les diamants sont présents surtout en Afrique du Sud et dans le bassin du Congo. L'exploitation de ces ressources intègre l'Afrique dans les **flux de la mondialisation**.

Cependant, ces richesses attirent très souvent la convoitise, et la répartition de leurs revenus ne profite pas équitablement à l'ensemble de la population (du fait notamment de la corruption). L'Afrique attire de plus en plus les investisseurs qui misent sur les richesses naturelles du continent, ainsi que sur la jeunesse de sa population, qui en fait un marché potentiellement très important. Les investisseurs sont principalement des FTN issues des anciennes puissances coloniales ou encore des entreprises américaines. Plus récemment, les investisseurs chinois, indiens, brésiliens ou des pays du golfe Persique se sont intéressés à l'Afrique, notamment pour y acquérir des terres agricoles ou investir dans l'exploitation des matières premières.

L'ouverture de l'Afrique réside surtout dans l'implantation des **diasporas africaines** dans le monde, notamment en Europe. Aux migrants économiques s'ajoute le « *brain drain* » des jeunes diplômés. Les transferts financiers de ces diaspor-

ras sont parfois la première source de capitaux dans certains pays comme le Sénégal ou le Mali. Les Africains eux-mêmes sont des acteurs de cette ouverture, comme en témoigne le développement croissant des réseaux Internet et de téléphonie mobile. Ils jouent un rôle de premier plan dans l'affirmation de la citoyenneté en Afrique. On a ainsi pu juger de l'importance des réseaux sociaux dans les révolutions égyptienne ou tunisienne de 2011.

Des territoires inégalement intégrés

L'Afrique du Nord est ouverte sur la Méditerranée, et donc vers l'Europe et le Moyen-Orient. Elle dispose ainsi d'un potentiel important d'intégration aux flux mondiaux, qu'elle exploite en échangeant des hydrocarbures (Libye, Algérie), des produits agricoles (Maroc) ou en s'ouvrant au tourisme (Égypte, Tunisie, Maroc). C'est aussi un espace de délocalisation industrielle pour les pays du Nord.

Membre du BRICS, l'Afrique du Sud est la principale économie du continent et compte la première industrie, liée aux richesses minières. Mais son poids international reste limité.

Les autres pays en voie de développement ont misé sur un nombre plus réduit de produits destinés à l'exportation et sont donc moins intégrés à des échanges variés.

Les pays les plus pauvres de la zone sahélienne et de l'Afrique australe sont enclavés, comme le Mali, le Niger, le Zimbabwe. Ils sont donc ainsi exclus du dynamisme qui caractérise les zones littorales dans l'espace mondial. ■

QUATRE ARTICLES DU MONDE À CONSULTER

• **Ruée sur les terres d'Éthiopie** p. 68-69
(Gilles Van Kote, *Le Monde* daté du 06.01.2012)

• **Un besoin d'ancrage à la mondialisation** p. 70-71
(Martine Laronche et Serge Marti, *Le Monde* daté du 26.01.2001)

• **Obama et l'Afrique, histoire d'une déception** p. 71-72
(Jean-Philippe Rémy, *Le Monde* daté du 25.07.2015)

• **Chine-Afrique – La fin de la lune de miel** p. 72-73
(François Bougon et Sébastien Hervieu, *Le Monde* daté du 25.03.2013)

LIEUX CLÉS

AFRIQUE

Bien qu'elle ne soit pas un continent au sens propre car elle est rattachée à l'Eurasie via l'Égypte, l'Afrique constitue l'une des grandes régions dans le découpage traditionnel du monde. Couvrant 20 % des terres émergées, elle abrite 16 % de l'humanité.

AFRIQUE AUSTRALE

Partie sud du continent africain, qui regroupe tous les pays situés au sud de la forêt équatoriale africaine, auxquels on ajoute souvent les îles du sud-ouest de l'océan Indien (Maurice, Madagascar, etc.).

AFRIQUE DU NORD

Ensemble des pays situés au nord du Sahara. Majoritairement peuplée de populations à peau claire, on appelle parfois cette région « Afrique blanche ». Le terme Maghreb (« Occident » en arabe) est le nom donné par les Arabes à cette région qu'ils ont en partie conquise et arabisée.

AFRIQUE DES GRANDS LACS

Désigne la région partagée entre le Burundi, la République démocratique du Congo, l'Ouganda et le Rwanda.

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Ensemble des pays d'Afrique situés au sud du Sahara. Majoritairement peuplée de populations à peau noire, on appelle parfois cette région « Afrique noire ».

CORNE DE L'AFRIQUE

Péninsule du nord-est de l'Afrique donnant sur la mer Rouge et l'océan Indien qui réunit quatre États : la Somalie, Djibouti, l'Érythrée et l'Éthiopie. Son nom vient de l'analogie entre sa forme et la corne d'un rhinocéros.

SAHEL

Vaste bande de terre qui coupe l'Afrique en deux d'est en ouest et marque la limite entre le climat désertique du Sahara au nord et des climats plus doux au sud.

CHIFFRES CLÉS

Composition :

DESTINATION DES EXPORTATIONS

Europe : 36 %
Asie : 25 %
Amérique du Nord : 18 %
Afrique : 13 %
Moyen-Orient : 4 %
Amérique du Sud : 4 %

LES EXPORTATIONS AFRICAINES VERS LA CHINE

Pétrole : 73 %
Minéraux : 8 %
Coton : 3 %
Bois : 2 %
Diamants : 2 %
Autres : 8 %

PIB/HAB.

Afrique du Sud : 11 700 \$
Libye : 7 500 \$
Gabon : 6 000 \$
Maroc : 3 600 \$
Égypte : 1 100 \$
Togo : 270 \$
Éthiopie : 100 \$

POPULATION VIVANT SOUS LE SEUIL DE PAUVRETÉ

Algérie : 1 %
Gabon : 5 %
Côte d'Ivoire : 23 %
Mali : 51 %
Niger : 66 %
Rwanda : 77 %
Tanzanie : 89 %

DATES CLÉS

1415 : prise de Ceuta (Maroc) par les Portugais.

1488 : Bartolomé Dias contourne le cap de Bonne Espérance.

1652 : Les Hollandais fondent Le Cap.

Époque moderne : apogée des traites négrières à destination des Amériques et du monde arabe.

1822 : fondation du Liberia, destiné à accueillir d'anciens esclaves américains affranchis.

1884 : conférence de Berlin, partage colonial de l'Afrique par les Européens.

1963 : création de l'Organisation de l'unité africaine, devenue Union africaine depuis 2002.

1991 : fin de l'apartheid en Afrique du Sud.

Le continent africain face au développement et à la mondialisation

L'analyse du sujet

Le sujet reprend exactement l'intitulé du programme.

L'idée contenue dans cette formulation révèle l'interdépendance possible entre ces deux termes : l'Afrique s'intègre mal à la mondialisation, parce qu'elle est sous-développée, et elle ne parvient pas à sortir de son sous-développement parce qu'elle ne s'intègre pas assez à la mondialisation.



Vue du Caire, ville la plus peuplée d'Afrique.

Synthèse du cours pour une composition

I. Un continent en retard et en marge

On décrit ici à l'échelle continentale les nombreux symptômes de la marginalisation de l'Afrique dans la mondialisation et de son retard de développement. La pauvreté, l'instabilité politique, les problèmes sanitaires et alimentaires, la faiblesse des IDE reçus et plus encore émis en sont autant de manifestations.

« Des montagnes humides et densément peuplées aux Shales, de l'ethnie à l'État-nation, des mobilités sous contraintes liées à la guerre ou à la famine aux migrations touristiques internationales, l'Afrique plurielle offre les figures changeantes d'un vivant kaléidoscope. »
(F. Bart, J. Bonvallot et R. Pourtier, 2002)

Ce qu'il faut faire et ne pas faire

- S'agissant de l'Afrique, le principal piège à éviter est le misérabilisme. Il serait totalement erroné de présenter cet immense continent sous les traits uniques et simplistes de la misère.
- Certes, l'Afrique est en retard de développement par rapport au reste du monde, mais il importe de distinguer les situations locales souvent très variées, et de ne pas tomber dans les clichés qui font de l'Afrique une terre de malheurs, où tous les habitants mourraient de faim ou de maladies.
- Par ailleurs, on évitera de faire porter l'ensemble des maux dont souffre l'Afrique sur les autres continents qui seraient coupables de « pillage » ou de « néocolonialisme » à son égard. Là encore, mieux vaut développer une analyse plus nuancée et se garder d'émettre des jugements moraux.

II. Des pôles émergents

Il faut cependant nuancer ce tableau à l'aune de la grande variété des situations locales.

D'abord, l'Afrique attire les investisseurs du monde entier pour ses matières premières et de plus en plus pour sa main-d'œuvre meilleur marché qu'en Asie. Ensuite, le nord du continent (Maghreb) connaît une situation bien plus favorable.

Enfin, certains pôles subsahariens (Afrique du Sud, Nigeria) sont en plein essor et laissent espérer des lendemains meilleurs.

III. Des défis à surmonter

Reste que pour venir à bout de ses différents retards, l'Afrique doit impérativement surmonter un certain nombre d'obstacles :

- la régulation de sa démographie ;
- l'approfondissement de son intégration régionale, qui passe par un règlement des nombreux conflits qui la déstabilisent ;
- l'instabilité chronique de certains de ses États en proie aux coups d'États à répétition. ■

AUTRES SUJETS POSSIBLES SUR CE THÈME

Composition

- L'Afrique : un continent en marge de la mondialisation ?
- Les causes du sous-développement africain.

Composition :

Le Sahara, terre de ressources et de conflits.

L'analyse du sujet

Le sujet invite à étudier la région saharienne comme une zone de concentration de ressources, mais également de conflits.

Il est donc nécessaire de recenser au préalable l'ensemble des richesses dont recèle la zone (minerais, eaux souterraines, hydrocarbures, etc.), ainsi que les différents types de conflits dont elle est le théâtre (terrorisme, contrebande, tensions frontalières, etc.), afin d'organiser un plan qui les regroupe par grandes catégories.

La problématique

En quoi les nombreuses ressources recelées par le Sahara peuvent elles favoriser son développement, mais aussi le compromettre par les conflits qu'elles suscitent ?

Le plan détaillé

I. Une région riche en ressources variées

On recense dans cette partie, en veillant à les regrouper par ensembles cohérents, les diverses ressources dont dispose le Sahara : minerais, hydrocarbures, eau. Il faut mettre en lumière le contraste entre le faible peuplement de cette région désertique, et

la quantité impressionnante de ressources qu'elle offre. Des ressources que chacun peut se croire légitime à exploiter puisqu'elles ne semblent appartenir à personne dans ces zones inhabitées.

II. Des ressources exploitées

On montre qui exploite quoi, où et comment. Le rôle des FMN étrangères, des États, des populations locales est mis en lumière pour montrer à qui profitent l'exploitation des richesses du Sahara et son insertion dans les échanges mondialisés. Il faut ici aussi évoquer le fait que le Sahara n'est pas qu'une zone de production de ressources, mais également de circulation et de transit pour des marchandises venues d'ailleurs. En soit, ces flux, souvent illégaux, constituent une ressource à part entière dont le contrôle est lucratif et donc âprement disputé.

III. De nombreuses ressources à l'origine de tensions multiples

On dresse un panorama des différents conflits qui agitent la région saharienne, en veillant à bien mettre en avant comment ils trouvent leur origine ou bien interfèrent dans l'appropriation des ressources. ■

Ce qu'il faut faire et ne pas faire

- Il faut éviter d'être trop descriptif : on n'attend pas simplement une liste des ressources et des conflits, mais une analyse de leurs enjeux. En clair, il faut montrer en quoi les ressources peuvent être sources de conflits, et en quoi les conflits peuvent affecter l'exploitation des ressources.

- Par exemple, les richesses minières et pétrolières du Sahara occidental expliquent pour partie le conflit qui oppose le Maroc à l'Algérie. De même, les conflits qui agitent le Sahel affectent l'exploitation de ressources comme l'uranium (salariés de l'entreprise Areva kidnappés au Niger).

AUTRES SUJETS POSSIBLES SUR CE THÈME

Composition

– Le Sahara : un territoire en marge de la mondialisation ?

– Les enjeux géopolitiques du Sahara.

ZOOM SUR...

Les ressources sahariennes

L'EAU

Si le Sahara est un désert, par définition aride, il n'en est pas moins une importante réserve d'eau. Mais cette eau est souterraine, contenue dans des aquifères que l'on doit pomper, afin d'extraire le précieux liquide, qui est ensuite acheminé vers les zones de culture et d'habitation, souvent situées loin du désert.

LE FER

Le fer est extrait en quantité importante du Maroc.

Il est surtout présent dans le sous-sol du Sahara occidental.

LE GAZ

Il est localisé aux mêmes endroits que le pétrole, car il lui est associé. Les deux principaux producteurs régionaux en sont donc l'Algérie et la Libye, suivis par l'Égypte.

LE PÉTROLE

Les gisements de pétroles sahariens sont situés au nord de la région, c'est-à-dire dans la partie sud et peu peuplée de certains États d'Afrique du Nord : Algérie, Libye et Égypte.

Le Maroc et la Tunisie en sont en revanche dépourvus, de même que l'ensemble des pays situés sur la frange sud du Sahara.

LES PHOSPHATES

Le Maroc est le premier producteur mondial de phosphates, minerais qui servent notamment à la fabrication d'engrais agricoles. On en trouve à la fois au nord du pays, mais aussi au Sahara occidental, ce qui explique l'intérêt stratégique de cette région.

L'URANIUM

Ce minerai nécessaire au fonctionnement des centrales nucléaires est particulièrement convoité par les grands groupes énergétiques multinationaux.

Le nord du Niger est l'une des principales zones d'extraction au monde et la France, au travers de l'entreprise Areva, y est très implantée.



Ruée sur les terres d'Éthiopie

Un sol riche, un climat tropical et de l'eau en abondance : la région de Gambela, dans l'ouest du pays, est fertile. Des investisseurs étrangers y louent à vil prix des milliers d'hectares pour développer une agriculture intensive. Sans toujours se soucier de l'environnement et des populations.

Quelques kilomètres avant le village d'Ilya, dans l'ouest de l'Éthiopie, la forêt cède brutalement la place à un paysage torturé, d'où émergent souches renversées et îlots herbeux, au milieu de larges saignées d'une terre noire mise à nu par les opérations de défrichage. « Bienvenue à la ferme Karuturi, 100 000 hectares », indique le panneau planté au bord de la piste. Leader mondial du marché des roses coupées, le groupe indien Karuturi Global a signé en 2010 avec l'État éthiopien un contrat de location de 100 000 ha de terres, assorti d'une option sur 200 000 ha supplémentaires, dans la région de Gambela. Le document de neuf pages, consultable sur Internet, fixe le loyer payé par Karuturi à 20 birrs éthiopiens (0,90 euro) par hectare et par année et la durée du bail à cinquante ans. Du classique pour ce genre de contrat.

L'Éthiopie – et la région de Gambela en particulier – est le théâtre d'une véritable course aux terres arables. Les organisations non gouvernementales (ONG), qui dénoncent le phénomène, l'appellent le « *land grabbing* » (accaparement des terres). L'achat ou la location à vil prix de centaines de milliers d'hectares, par des investisseurs le plus souvent étrangers, se sont répandus en Afrique mais aussi en Asie, en Amérique latine ou en Europe de l'Est.

« Nous préférons parler de développement des terres », affirme Birinder Singh, le manager indien qui dirige les opérations de Karuturi en Éthiopie depuis son bureau d'Addis-Abeba, situé dans un immeuble

d'affaires flambant neuf. *Nous contribuons au développement du pays, que ce soit en exportant et en faisant rentrer des devises, ou bien en produisant des denrées alimentaires à destination du marché local.* »

Dans la région de Gambela, que certains ont rebaptisée « Karuturiland », les terres exploitées par le groupe indien s'étendent à perte de vue, autour d'Ilya et sur la rive gauche de la rivière Baro, dont les eaux finiront dans le Nil. Karuturi a prévu d'y cultiver le riz, le maïs, la canne et le palmier à huile. Mais les 80 kilomètres de digues construits pour contenir le Baro n'ont pas suffi : 20 000 hectares de maïs, la première récolte attendue par Karuturi, ont été détruits, en octobre 2011, par la crue de la rivière. La compagnie estime la perte à 11 millions d'euros.

Depuis, elle a fait appel à des experts néerlandais et indiens pour repenser la gestion de l'eau sur son exploitation et envisage de créer des sortes de polders. Mais Sai Ramakrishna Karuturi, le jeune patron du groupe qui affirmait il n'y a pas si longtemps vouloir « *produire pour nourrir le monde* », provoque le scepticisme des autres investisseurs. Ils estiment que ses visées sont essentiellement spéculatives. « *Karuturi fait tout ce qu'il ne faut pas faire* », déplore François Achour, un Français travaillant pour un fonds d'investissement allemand.

Le dernier exemple remonte au mois d'octobre, lorsque le défrichage d'une zone boisée a provoqué un accrochage avec les habitants d'Ilya. « *Quand nous avons entendu les machines, nous sommes aussitôt allés les arrêter*, raconte un responsable du village. *Ce qui se passe n'est pas bon pour nous. Ils détruisent les forêts où nous allons chercher le bois et où nous chassons chaque année les antilopes et les cochons sauvages.* » Les villageois peinent déjà à trouver du bois pour

recouvrir leurs cases traditionnelles ornées de magnifiques motifs géométriques et certains d'entre eux envisagent de le remplacer par de la tôle ondulée.

Devant ce mouvement spontané de protestation, le gouvernement régional a convoqué une réunion, où il a été décidé d'épargner la zone contestée. Dorénavant, chaque samedi, une séance d'information réunit les représentants de l'entreprise et ceux du village. Selon ces derniers, Karuturi, dont le camp de base entouré de clôtures grillagées est situé de l'autre côté de la route, leur aurait également promis des groupes électrogènes.

La région de Gambela est loin de tout, et notamment des préoccupations du pouvoir central éthiopien : Addis-Abeba se trouve à une quinzaine d'heures de route, et seulement trois vols hebdomadaires relient la capitale à cette région. Sa position géographique, au pied des hauts plateaux éthiopiens et face au Soudan du Sud, ainsi que son climat, tropical, en font un monde à part.

Sa population clairsemée (307 000 habitants sur 30 000 km², un territoire grand comme la Belgique) est essentiellement composée d'Anouaks et de Nuers, d'origine nilotique, dont les relations avec ceux qu'ils appellent avec mépris les « *highlanders* » (les gens des hauts plateaux) sont exécrables. Montrée du doigt par l'ONG Human Rights Watch, l'armée éthiopienne a toujours démenti être responsable du massacre de plusieurs centaines d'Anouaks de Gambela en 2003.

Mais ce nouvel eldorado a trois atouts : sa terre incroyablement fertile, son chaud soleil et surtout l'eau, qui dévale en abondance depuis les hauts plateaux. Ce qui explique l'engouement des investisseurs : selon le gouvernement régional, sept entreprises étrangères (quatre indiennes, deux chinoises et une saoudienne) ainsi qu'environ trois cents investisseurs éthiopiens

– sur des surfaces plus modestes – y louent des terres.

Cette stratégie s'accompagne d'une déforestation massive. Saudi Star, compagnie appartenant au cheikh Mohammed Al-Amoudi, riche Saoudien né en Éthiopie, dont le projet est de convertir 10 000 ha – et peut-être un jour jusqu'à 130 000 – à la riziculture, reconnaît avoir dû abattre environ 100 000 arbres mais affirme prévoir d'en replanter un million.

La région, dont un tiers de la superficie, soit 830 000 ha, a été placée dans une « banque fédérale de terres » où les investisseurs sont invités à piocher, a commencé à changer de visage. D'immenses espaces vides ou cultivés ont remplacé les frondaisons tropicales ou les hautes herbes.

Des champs de coton, cultivés majoritairement par les investisseurs éthiopiens, dont un seul serait originaire de la région, bordent maintenant la piste reliant les villes de Gambela et d'Abobo, donnant au paysage des airs de « *Deep South* » américain. Des routes de terre ont été tracées dans la savane pour permettre la circulation des poids lourds, qui projettent des nuages de poussière aux alentours.

À l'aide d'une branche, Muhammad Manzoor Khan gratte la surface du sol, au pied d'un arbre. « *Regardez cette terre, elle a tout ce qu'il faut, tout y pousse ! Pourquoi les gens d'ici ont-ils faim ?* », s'exclame ce distingué agronome pakistanais de 69 ans, chargé de la supervision du projet Saudi Star à Gambela. Selon le Programme alimentaire mondial (PAM), près d'un tiers de la population de la région reçoit une aide alimentaire.

L'objectif de Saudi Star est de produire 1 million de tonnes de riz de qualité supérieure par an, dont les deux tiers seront exportés, essentiellement vers le Moyen-Orient et l'Arabie Saoudite. Pour assurer l'irrigation de ses rizières, un canal creusé – puis abandonné – dans les

années 1980 par les Soviétiques, est en cours de prolongation. Son débit sera de 22 m³ par seconde, prélevés dans une vaste retenue d'eau située près d'Abobo. Les contrats de location de terres ne prévoient aucune limite d'utilisation des ressources naturelles.

L'activité est intense, aussi bien autour du canal, où s'affairent des engins surpuissants, que dans les rizières, où des moissonneuses effectuent les premières récoltes sur une zone d'essai de 112 hectares. Sous le soleil ardent, des experts pakistanais supervisent quelques dizaines de travailleurs éthiopiens. « *Les pluies ont été très tardives, le sol est boueux et les machines rencontrent des difficultés inhabituelles* », reconnaît l'un des techniciens, Habib Ur Rahman.

À 2 kilomètres de là, plusieurs centaines de tracteurs et de machines agricoles attendent le jour où l'exploitation tournera à plein. « *Il y en a pour 89 millions de dollars [68 millions d'euros]* », assure Muhammad Manzoor Khan. Deux camps, baptisés Alpha et Bravo, ont été construits au milieu de la savane. Des préfabriqués y abritent les bureaux, les espaces de vie et les chambres des experts pakistanais, mais aussi de Suédois travaillant au creusement du canal. Les Éthiopiens qui occupent des emplois qualifiés, surtout des conducteurs d'engins, sont aussi logés sur place. Les travailleurs journaliers, comme les femmes employées dans la petite unité de blanchiment du riz, sont acheminés chaque jour

par bus depuis Abobo, situé à une vingtaine de kilomètres. « *Nous sommes payées 25 birrs [1,10 euro] par jour, déclare une femme en train de replanter du riz, de l'eau jusqu'aux genoux. Nous avons demandé à plusieurs reprises des augmentations, mais sans succès.* » Saudi Star prévoit de faire travailler de 3 000 à 4 000 Éthiopiens quand son projet aura atteint sa vitesse de croisière, alors que Karuturi évoque aujourd'hui le chiffre de 20 000 emplois futurs – après en avoir fait miroiter 60 000. Pour l'heure, ce sont tout au plus quelques centaines d'emplois que les investisseurs ont créés dans la région.

Ruchi Group, une entreprise indienne qui loue 25 000 ha de l'autre côté du canal de Saudi Star, vient d'effectuer sa première récolte test de soja, une légumineuse inconnue dans cette contrée. Elle emploie aujourd'hui onze contractuels éthiopiens, payés entre 2 500 et 4 500 birrs (110 et 195 euros) par mois et encadrés par sept experts indiens. Les travailleurs journaliers, ainsi que les gardes qui assurent la sécurité, sont fournis à la demande par les autorités locales.

Ruchi Group dit vouloir associer les agriculteurs locaux à son projet. « *Nous leur avons proposé de les aider à se lancer dans la culture du soja, explique Lankella Manohar, un agronome de 38 ans qui a laissé femme et enfants en Inde pour venir cultiver cet oléagineux dans la savane éthiopienne. Pas besoin de machines : deux bœufs suffisent. Nous leur fournissons les*

semences et les outils la première année, quelques conseils, puis nous achèterons leur récolte. »

Ruchi Group affirme avoir l'intention d'ouvrir une usine de fabrication d'huile de soja dans la ville de Gambela, où aucune industrie n'existe actuellement. Un projet qui permettrait de créer de 1 500 à 2 000 emplois directs ou indirects et fait briller les yeux des responsables du gouvernement régional. « *Mais il n'y a que très peu d'emplois pour les populations indigènes* », affirme un Anouak pour qui l'anonymat est « *une question de vie ou de mort* ». « *Les emplois sont accaparés par les "highlanders"*. On fait disparaître les forêts, vitales pour les villageois qui y trouvent plantes médicinales ou racines et fruits sauvages en période de disette et peuvent y chercher refuge en cas de besoin. C'est une façon de nous déposséder... »

Depuis la chute d'Hailé Sélassié en 1975, la terre appartient à l'État, qui ne reconnaît ni droits coutumiers ni droits d'usage. Sans être forcément habitées, les terres louées aux investisseurs pouvaient être utilisées par les habitants pour le ramassage du bois, pour le pâturage des troupeaux ou pour des cultures périodiques, les agriculteurs locaux pratiquant la rotation des terres. Dans la région, la question de la spoliation des terres vient se télescoper avec un programme de « villagisation » dont l'objectif est de déplacer 45 000 foyers d'ici à 2013 vers des agglomérations qui disposent des services de base de

santé et d'éducation. Une pratique controversée, qui pourrait cacher l'intention des autorités : libérer des terres arables en vue de les louer à des investisseurs.

Dans un rapport qu'elle a consacré, en 2011, à la question de la location de terres en Éthiopie, l'ONG Oakland Institute reconnaît cependant « *n'avoir recueilli aucune preuve de déplacements de populations directement imputables aux activités d'investissement dans les terres* ». Autour des pistes menant aux terres louées au sud de Gambela par Saudi Star ou par Ruchi Group, aucune trace d'occupation humaine récente n'est visible.

« *Il n'y a eu aucun déplacement de population, ces terres étaient vierges, insiste Tesfaye Mulugeta, le très zélé responsable des relations publiques du gouvernement régional. Nos paysans n'ont ni les moyens d'y investir ni le savoir-faire pour les exploiter. Dites-le bien dans vos articles, dites la vérité : ces terres n'étaient utilisées par personne, et les investisseurs sont nos partenaires sur la voie du développement. Nous avons besoin d'eux.* »

Saudi Star affirme avoir l'intention d'investir 1,5 milliard d'euros dans son projet de riziculture, alors que Karuturi évalue le coût de mise en culture d'un hectare à 1 500 euros. Mais que signifient de tels montants pour des villageois pratiquant l'agriculture de subsistance et assistant, vaguement inquiets, à l'irruption d'une agriculture intensive à leur porte ?

« *Les terres que nous cultivions ont été cédées par les autorités régionales à un investisseur éthiopien, raconte un cultivateur de maïs du village de Perbongo, niché au creux de la forêt. Le gouvernement nous en a attribué de nouvelles, mais nous craignons qu'il décide un jour de les louer et nous demande de partir pour de bon.* » Tous les précédents en attestent : dans ce type de transactions, l'information et la consultation des populations ne sont pas de mise. ■

Gilles Van Kote

Le Monde daté du 06.01.2012

POURQUOI CET ARTICLE ?

À l'heure des nouvelles technologies, bien peu avaient prévu l'engouement qui s'est fait jour depuis quelques années pour les terres agricoles, devenues l'enjeu de vastes spéculations financières internationales. **Pour de nombreux pays, soucieux d'assurer leur sécurité alimentaire, mais qui ne disposent pas de terres cultivables en quantité ou en qualité suffisante, l'acqui-**

sition de terres à l'étranger est devenue un objectif prioritaire, garant de l'avenir du pays.

L'Afrique, le continent qui dispose le plus de terres agricoles encore disponibles, n'a pas échappé à l'appétit de ces investisseurs étrangers, qui s'y ruent dans une course à la terre (« *land grabbing* ») qui n'est pas sans rappeler la « course au clocher » à laquelle se livrèrent sur le continent noir les colonisateurs européens de la fin du XIX^e siècle.

C'est ce dont témoigne ce reportage en Éthiopie dans la région de Gambela, où les investisseurs étrangers bouleversent les équilibres socio-économiques locaux. Si l'arrivée de ces nouveaux propriétaires fonciers crée des emplois et permet l'introduction de nouvelles techniques agricoles, elle peut aussi s'avérer néfaste pour l'environnement local et les équilibres sociaux traditionnels.

Un besoin d'ancrage à la mondialisation

1 % du produit intérieur brut mondial et 2 % à peine du commerce international, telle est la portion congrue de l'Afrique sur la scène économique. Dénonçant le protectionnisme des nations industrialisées, les pays de la région revendiquent un meilleur accès au marché mondial. En délocalisant à son tour une partie de sa production, l'île Maurice montre qu'on peut aussi tirer parti de la mondialisation.

A l'approche de la conférence de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui se tiendra à Doha (Qatar) en novembre, les pays africains mettent la pression. Pas question de faire de la figuration dans cette future négociation comme ce fut le cas lors du cycle de l'Uruguay (1986-1993), assurent-ils.

L'objectif est de se tailler une meilleure place dans les échanges mondiaux en obtenant, d'une part, un plus grand accès aux marchés des pays riches et, d'autre part, un traitement à part : compte tenu de leur niveau de développement, les États africains veulent bénéficier de règles du jeu plus souples que les pays industrialisés dans la mise en œuvre des différents accords qui régissent le commerce mondial, qu'il s'agisse des droits de propriété intellectuelle, de la concurrence, ou des investissements.

Revendications

« *Trade and not Aid* », énonce l'administration américaine quand elle est invitée à définir sa politique à l'égard de l'Afrique. Du commerce et pas de logique d'assistance, c'est aussi ce que réclament aujourd'hui les dirigeants africains à leurs partenaires occidentaux. À condition de pouvoir définir eux-mêmes les politiques économiques applicables au continent, en lieu et place des recettes uniformes plaquées sur les pays subsahariens par les institutions de Bretton Woods. C'était là le sens du message adressé fin février d'une seule voix – une nouveauté – par une dizaine de chefs d'État africains à l'intention de Horst Köhler, le directeur général du Fonds monétaire international (FMI) et de James Wolfensohn, président de la Banque mondiale, venus ensemble – autre première – « pour écouter et

pas pour donner des leçons ».

Au cours de ces entretiens qui se sont déroulés au Mali et en Tanzanie, une des principales revendications des leaders africains, avec la question de la dette, portait sur la façon dont leurs pays – et leurs produits – pourraient bénéficier d'un accès « normalisé » auprès des nations du Nord, explique Callisto Madavo, vice-président de la Banque mondiale, chargé de l'Afrique. Si les États-Unis, l'Europe et le Japon réunis éliminaient leurs barrières douanières, les importations en provenance de l'Afrique subsaharienne augmenteraient brusquement de 14 %, soit l'équivalent de 2,5 milliards de dollars par an, a calculé la Banque mondiale. Après l'inévitable « débriefing » effectué à leur retour à Washington, les deux responsables du FMI et de la Banque mondiale ont entrepris une autre tournée, cette fois des capitales occidentales, pour tenter d'obtenir des engagements – fermes – en ce sens des pays « riches ». Du 20 au 22 juillet, à Gênes, ce dossier devrait figurer à l'ordre du jour du sommet du G7-G8.

Car le continent continue à dériver. L'ancrage de l'Afrique à la mondialisation est quasi insignifiant, en dépit des efforts faits par la région dans les années 1990 en matière de libéralisation. Plus ou moins 2 % : c'est la part des investissements directs étrangers en Afrique, mais aussi la part relative des exportations et des importations de la région dans le commerce mondial ; tout comme la progression annuelle des exportations de l'Afrique subsaharienne – qui représente 10 % de la population mondiale – au cours des dix dernières années. À qui la faute ? « *Les pays africains n'ont pas réussi, à l'exception de l'île Maurice, à faire*

évoluer leurs structures de production pour s'affranchir progressivement de la dépendance vis-à-vis de quelques produits de base », estime un expert. Les pays industrialisés ont leur part de responsabilité dans cet échec. « *Les barrières élevées imposées au commerce par les pays industriels, aux importations agricoles et agro-alimentaires, ainsi que les subventions agricoles, expliquent en partie la médiocrité relative des résultats à l'exportation des pays en développement* », relevait la Banque mondiale dans son édition 2001 sur les perspectives économiques mondiales. À cela s'ajoutent des barrières non tarifaires à travers les quotas, des normes sanitaires ou phytosanitaires qui entravent aussi les exportations. « *L'Afrique subsaharienne perd 20 milliards de dollars chaque année à cause de ces barrières*, estime

Demba Moussa Dembélé, membre de la coordination africaine Jubilé Sud pour l'annulation de la dette. À comparer aux 15 milliards de dollars que la zone reçoit en aide publique. »

Libéralisme accru

Le traitement commercial préférentiel non réciproque appliqué par l'Europe aux pays dits ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique) avec les conventions de Lomé successives (1975-1995) n'a pas eu tous les résultats escomptés. La part des pays ACP sur le marché de l'Union européenne a chuté de 6,7 % en 1976 à 3 % en 1998, et seulement dix produits totalisent quelque 60 % des échanges.

Les nouvelles stratégies développées en direction de l'Afrique par les États-Unis et l'Union européenne sont-elles de nature à relancer la dynamique commerciale ? Elles vont

POURQUOI CET ARTICLE ?

Cet article qui date d'une dizaine d'années dresse le portrait, qui n'a guère changé entre-temps, d'une Afrique globalement en marge des échanges mondialisés. Il montre surtout que, loin de se contenter de cet état de fait comme d'une fatalité, les dirigeants africains tentent d'y remédier, mais que les résultats se font attendre. **Actuellement l'Afrique exporte essentiellement des matières premières, mais sa part dans le commerce mondial demeure marginale.** D'où la tentative d'obtenir de la part des pays du Nord un accès facilité à leur marché, afin de pouvoir y écouler les productions africaines, et

ainsi enclencher un cercle économique vertueux. À l'heure actuelle, il est en effet très difficile pour les producteurs africains d'accéder aux marchés des pays du Nord, leurs productions ne répondant souvent pas aux normes qui y sont imposées. Et quand ce n'est pas le cas, ils sont souvent dépendants d'intermédiaires qui les empêchent d'en tirer pleinement profit. Si les enjeux de ces négociations sont complexes, chacun des acteurs, au Nord comme au Sud, s'accorde sur un objectif commun : sortir d'une logique d'assistanat, en permettant à l'Afrique de produire elle-même les richesses nécessaires à son développement.

toutes deux dans le sens d'un libéralisme accru avec un traitement privilégié en faveur des pays les moins avancés (PMA).

L'ancien président américain Bill Clinton est à l'origine d'une législation sur la « *croissance et l'opportunité en Afrique* ». Cette initiative n'a rien de philanthropique. « *L'Afrique subsaharienne, qui compte plus de 700 millions de personnes, est l'un de nos plus gros partenaires commerciaux potentiels. Je dis « potentiel » car les exportations américaines représentent seulement 6 % du marché africain* », expliquait-il le 18 mai 2000, à l'occasion de la signature de la loi. Pour en bénéficier, les 48 pays

éligibles doivent satisfaire certaines conditions en matière d'ouverture commerciale et de démocratie.

Dans le même temps, le 23 juin 2000, les pays ACP et l'Union européenne signaient un nouvel accord de partenariat d'une durée de vingt ans qui succède à la convention de Lomé. Il prévoit le maintien des préférences non réciproques jusqu'au 31 décembre 2007. Mais qu'advient-il après ?

Intégration régionale

Pour ce qui est des pays les moins avancés – on compte 34 PMA en Afrique –, ils continueront de bénéficier d'un régime préférentiel avec

l'initiative Tout sauf les armes. Cette initiative de l'Union européenne leur offre un libre accès au marché des Quinze à partir du 1er janvier 2002 (sauf pour certains produits sensibles).

Les autres pays sont invités à négocier de nouveaux accords commerciaux à partir de septembre 2002. Pour ceux qui ne le souhaiteraient pas, des solutions alternatives devront être envisagées en 2004... « *L'Union européenne risque de diviser les pays africains en faisant des distinctions entre les PMA et les autres* », estime Tetteh Hormeku, avocat ghanéen et membre de Third World Network Africa. Pour ses dé-

tracteurs, ce nouveau dispositif risque également de mettre un frein au processus d'intégration régionale initié dans différentes zones de l'Afrique avec l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa), le Marché commun de l'Afrique australe et orientale (Comesa), ou la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). Or la construction d'un marché intérieur solide apparaît comme une des clés de l'expansion africaine. ■

**Martine Laronche
et Serge Marti**

Le Monde daté du 26.01.2001

Obama et l'Afrique, histoire d'une déception

Le dirigeant américain se rend au Kenya, puis en Ethiopie, lundi, pour sa quatrième visite du continent.

Ce jour-là, pour son premier discours en terre d'Afrique, Barack Obama avait promis de changer le monde. C'était le 4 juin 2009, au Caire. Le nouveau président américain, portant le nom d'un père kényan, n'était entré en fonctions que depuis quelques mois à la Maison Blanche. Il arrivait à présent sur le continent de ses ancêtres pour annoncer un « *nouveau départ* », en forme de réconciliation entre les Etats-Unis et une partie de la planète. Et il le faisait depuis la grande université Al-Azhar, « *phare de l'érudition musulmane* », selon ses mots, et orgueil du continent africain. Certes, il ne s'agissait que d'un discours prononcé en Afrique, et non d'un discours sur l'Afrique. Son objet était de promettre la fin du cycle des guerres des Etats-Unis (Irak, Afghanistan, mais aussi Afrique, par ricochet), engagées par son prédécesseur, George W. Bush, tout en tendant la main au vaste « *monde de l'islam* ».

Mais ce n'est pas seulement à Bagdad qu'on l'avait entendu, et

pris au sérieux. A Mogadiscio, en Somalie, par exemple, on suivait chaque phrase en direct, à la télévision, avec un mélange d'étonnement et d'émotion. Il semblait que, ce jour-là, un homme providentiel venait d'offrir plus qu'une pax americana au monde. Comme si le président Barack Obama, en raison de ses origines, était le seul dirigeant de la première puissance mondiale capable de changer les règles du jeu à l'échelle planétaire, et d'instaurer de nouvelles lignes d'entente.

Trop occupé ailleurs

Il y avait tout à coup de la fraternité, au meilleur sens du terme, dans l'air des relations internationales, et cela ne pouvait qu'inclure l'Afrique. A deux reprises, dans sa jeunesse, Barack Obama avait voyagé au Kenya, à la découverte du pays de son père. Il s'y était senti parmi les siens. Son livre *Les Rêves de mon père* (éd. Presses de la cité, 2008) en témoigne avec précision. Tout y est : la question raciale, l'Afrique, le télescopage des identités et le sentiment de

révolte devant les injustices. Tout cela vu par un jeune homme à l'intelligence acérée.

Après son élection, tout un continent a donc commencé à attendre l'auteur de ce livre délicat et déchirant. En fait, il n'est jamais venu. Certes, le président Obama est revenu en Afrique. La première fois, c'était quelques mois seulement après le discours du Caire, déjà oublié. Une escale d'à peine vingt-quatre heures au Ghana. Eloquent, toujours, Barack Obama y affirmait, devant le Parlement : « *Je ne vois pas les pays et les peuples d'Afrique comme des mondes lointains. Je vois l'Afrique comme partie fondamentale de notre monde interconnecté, comme un partenaire de l'Amérique dans la perspective du monde que nous voulons pour nos enfants.* » Après cette envolée : rien. Il avait fallu plus de trois ans pour que la Maison Blanche publie enfin une stratégie des Etats-Unis vis-à-vis de l'Afrique subsaharienne. Elle reposait sur quatre axes d'une parfaite banalité : développement, processus de paix, démocratie, santé.

Or, en 2009, la Chine venait aussi de dépasser les Etats-Unis dans le volume de ses échanges avec le continent. Une nouvelle « *ruée vers l'Afrique* » était en cours, mais les Etats-Unis ne semblaient pas dans la course. Et pendant son premier mandat, le président américain a disparu des radars africains. Trop occupé ailleurs. Il lui fallait faire face à la crise financière mondiale, lancer le désengagement militaire en Irak et en Afghanistan, entre autres... Et surmonter un ouragan de mauvaise foi raciste aux Etats-Unis. Pour éviter d'enflammer un peu plus ce pays impossible, il devait se garder de passer pour un « *angry black man* » (homme noir en colère), et répéter qu'il n'était pas né au Kenya. Alors, « *out of Africa* », le président, s'il espérait être réélu.

Cette absence était d'autant plus frappante que les deux présidents américains précédents avaient laissé une marque visible sur le continent. George W. Bush avait présidé à la mise en œuvre d'un gigantesque plan de financement de lutte contre le VIH-sida, contro-

versé par certains aspects, mais qui avait permis de mettre trois millions de personnes sous anti-rétroviraux.

Bill Clinton, encore plus irritant, était devenu l'ami de Nelson Mandela et du président nigérian Olusegun Obasanjo (ils ont le même architecte pour leur bibliothèque). Il avait aussi instauré l'AGOA (African Growth and Opportunity Act), un système ouvrant sans contrepartie le marché américain à une liste de marchandises en provenance de pays africains. Barack Obama a eu toutes les peines du monde récemment à faire renouveler ce programme : tout un symbole.

Comme par défaut, la politique américaine engagée par son administration s'est fixée avec le temps deux priorités : les investissements et la sécurité. D'un côté, tentative éperdue de rattraper l'avance chinoise en Afrique. De l'autre, extension d'une guerre secrète ou discrète, menée à coups de drones, de conseillers militaires et d'opérations clandestines. Pour sceller ce drôle de pacte, un sommet géant Etats-Unis-Afrique allait rassembler près de cinquante chefs d'Etat à Washington en août 2014 : il y avait trop de monde, et pas assez de temps pour des entretiens bilatéraux. Cela faisait une belle photo, mais ne créait pas de relations personnelles.

POURQUOI CET ARTICLE ?

Premier président américain à pouvoir se prévaloir d'une ascendance africaine, Barack Obama a toujours insisté sur l'importance que revêtaient à ses yeux les relations américano-africaines. Derrière le discours diplomatique de façade, les réalités sont cepen-

dant plus nuancées, car l'Afrique n'a jamais constitué une priorité pour Washington. Les choses ont cependant quelque peu évolué ces dernières années, sous l'impulsion de la percée chinoise sur le continent noir, qui a obligé les États-Unis à répondre eux aussi présents dans cette partie du monde. Par ailleurs, la dégrada-

tion sécuritaire dans certaines régions d'Afrique, notamment au Sahel, a contraint les États-Unis à s'investir militairement de manière plus massive qu'auparavant, même s'ils continuent à sous-traiter une partie de cette tâche à leur allié français, plus anciennement implanté dans la zone.

« Vous nous achèterez des iPad »

Le « partenariat » annoncé au Ghana est revenu dans les éléments de langage, mais ce n'est plus le germe d'un monde nouveau. Plutôt un business plan. En 2013, lors de son voyage dans trois pays d'Afrique, Barack Obama l'expliquait au campus de Soweto de l'université de Johannesburg, devant une assemblée de jeunes : « *Si vous vous développez, c'est bon pour nous. Cela veut dire que vous nous achèterez des iPad.* »

Dans cet esprit, des initiatives ont été lancées ou poursuivies en 2013 : un grand sommet des affaires de la région, un plan pour l'agriculture, ou encore Power Africa, dont l'ambition est d'associer le secteur privé pour contribuer à l'électrification du continent. Soixante millions de foyers devraient en bénéficier. Mais le projet peine à obtenir

des résultats visibles, et son financement est laborieux.

L'Éthiopie, où se rend Barack Obama après sa visite au Kenya pour son dernier voyage de président américain en Afrique, est un pays à la croissance impressionnante (plus de 10 % sur une décennie), mais c'est aussi un point d'ancrage du dispositif antiterroriste des Etats-Unis. Est-ce donc cela, le renouveau du lien avec l'Afrique, confinée dans sa fonction de bac à sable pour des opérations « noires » dans la longue guerre des Etats-Unis, ou comme débouché pour ses produits ?

A Addis-Abeba, Barack Obama doit donner des éléments de réponse à cette question, dans un discours qu'il prononcera devant l'Union africaine. La tour qui abrite l'organisation panafricaine a été construite, et offerte, par la Chine. Le président américain s'y verra peut-être offrir sa

dernière chance de convaincre un continent que les Etats-Unis le regardent en égal, et pas seulement comme un marché pour les iPad.

« *C'est trop peu, trop tard* », estime déjà Thomas Kwasi Tiekou, de l'université de Western Ontario, auteur d'un livre sur Obama et l'Afrique (*US-Africa Relationships in the Age of Obama*, Cornell University, non traduit, 2012), à propos de cet ultime voyage africain, en regrettant que le président Obama n'ait « *rien fait de plus, fondamentalement, que Bill Clinton et George Bush* », avant de conclure : « *Peut-être sa performance reflète-t-elle le fait que les présidents américains, comme individus, sont moins puissants que nous avons tendance à le croire.* » ■

Jean-Philippe Rémy
(Johannesburg, correspondant)
Le Monde daté du 25.07.2015

Chine-Afrique – La fin de la lune de miel

Attirée par les matières premières de l'Afrique, la Chine en est devenue le principal bailleur de fonds. Cette dépendance envers l'empire du Milieu inquiète les États africains, qui redoutent un « néocolonialisme ».

A peine intronisé, le président chinois Xi Jinping est attendu sur le continent africain. Il doit participer au sommet des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), réunion des grands pays émergents, à Durban, en Afrique du Sud. Le chef de l'État se rendra aussi en Tanzanie et en République du Congo.

Quel est le sens de cette tournée africaine ? Avec cette visite, juste après une étape à Moscou, Xi Jinping s'inscrit dans la continuité de la diplomatie chinoise, qui considère l'Afrique comme une priorité. Pendant la période maoïste, les causes étaient idéologiques. Pékin, qui se présentait en chef de file des pays non alignés,

était en concurrence à la fois avec l'île rebelle, Taïwan – chacun des deux camps cherchant à obtenir le plus de reconnaissances diplomatiques –, l'Union soviétique, frère ennemi du camp socialiste, et l'Occident.

Depuis la fin des années 1970 et le lancement des réformes, qui marque la conversion de l'empire du

Milieu au capitalisme, l'économie, le commerce et le besoin de ressources naturelles priment. En 2006, Pékin a frappé les esprits en organisant le premier sommet Chine-Afrique. Les visites de dignitaires chinois se sont multipliées, les investissements et les projets d'infrastructures également. Si les anciens colonisateurs et les États-Unis insistent sur la bonne

gouvernance, la Chine évoque des aides sans condition et parle de non-ingérence ; un discours qui plaît à de nombreux dirigeants africains. Sur le plan diplomatique, la Chine est reconnaissante d'avoir pu compter sur les pays africains pour obtenir sa place aux Nations unies comme membre permanent du Conseil de sécurité, en 1971, au détriment de Taïwan. Et elle continue à soigner cette relation au sein des instances internationales. Le « Livre blanc sur la politique africaine de la Chine », publié pour la première fois en 2006, souligne que « *la Chine œuvre à établir et développer un nouveau type de partenariat stratégique marqué par l'égalité et la confiance mutuelle sur le plan politique, la coopération dans un esprit gagnant-gagnant* ». **Quel est le poids de la Chine en Afrique ?** La Chine est devenue, depuis 2009, le premier partenaire commercial de l'Afrique et son principal bailleur de fonds. Elle a permis la croissance du continent en lui achetant ses matières premières et en lui vendant des biens de consommation à prix réduits. Les échanges commerciaux sont passés de 10 milliards de dollars (7,75 milliards d'euros) en 2000 à près de 200 milliards (155 milliards d'euros) en 2012. Selon le vice-ministre des affaires étrangères, Zhai Jun, cité le 18 mars

POURQUOI CET ARTICLE ?

La Chine courtise l'Afrique depuis quelques années car elle souhaite en exploiter les ressources naturelles au bénéfice de ses industries. Si cet intérêt chinois pour l'Afrique, matérialisé par d'importants investissements a d'abord été bien accueilli sur le continent noir, car il permettait de s'affranchir de la tutelle parfois encombrante de l'Europe et des États-Unis, il suscite aujourd'hui une certaine désillusion voire une réelle inquiétude.

par l'agence Chine nouvelle, les entreprises chinoises présentes dans la construction d'infrastructures ont investi, à la fin 2012, plus de 15,3 milliards de dollars en Afrique. Elles sont également présentes dans des pays considérés à risques en Occident, comme le Soudan, le Zimbabwe et la Sierra Leone. Plus de 800 entreprises publiques chinoises se trouvent sur le continent, ont souligné Mthuli Ncube et Michael Fairbanks dans une étude de 2012, « La Chine en Afrique, mythes, réalités et occasions ». Les pays occidentaux ont observé l'émergence chinoise sur le continent africain avec inquiétude, sans cependant avoir les moyens de la contrer.

En 2012, Hillary Clinton, alors chef de la diplomatie américaine, avait proposé, lors d'une visite au Sénégal, un « *partenariat durable avec l'Afrique, créateur plutôt que destructeur de valeurs* ». L'agence Chine nouvelle avait répliqué en soulignant que les pays africains préféraient des « *aides concrètes* » à de « *vagues promesses* ».

Comment les Chinois parviennent-ils à s'imposer sur le continent ?

En 2010, l'ambassadeur kényan aux États-Unis, Elkanah Odembo, a souligné la difficulté pour les pays africains de rejeter les propositions chinoises. Ils ont commis l'erreur de ne pas investir, il y a plus de vingt-cinq ans, dans les infrastructures. Aujourd'hui, la Chine leur propose de le faire en offrant, en plus, des crédits – au moins 110 milliards de dollars en 2009 et 2010, provenant de la China Development Bank et de l'Exim-Bank, deux établissements publics. Les Chinois « *viennent avec l'expertise, la technologie et les fonds* », a-t-il relevé. En échange, la Chine a accès aux ressources naturelles dont elle a besoin pour nourrir sa croissance. En affichant sa volonté de ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures, Pékin a séduit de nombreux États africains soumis aux pressions des Occidentaux et des organismes internationaux. C'est un triptyque parfait : diplomatie, groupes publics et argent. Mais l'Afrique est

également vue par les entreprises chinoises comme un marché potentiel important.

Un sentiment antichinois se développe-t-il en Afrique ? Près d'un million de Chinois vivraient désormais en Afrique. La récente vague migratoire de travailleurs et d'entreprises originaires de l'empire du Milieu suscite effectivement des frictions avec les populations. Au Zimbabwe, au Mozambique, au Botswana, au Niger, en Algérie, au Kenya, en Angola, en Éthiopie et en Namibie, les journaux locaux s'en font régulièrement l'écho, même si le sentiment antichinois, très variable selon les pays, tend parfois à être exagéré.

L'incident le plus grave a eu lieu au mois d'août 2012 en Zambie. Un Chinois, gérant d'une mine de charbon, a été tué par des ouvriers en grève qui réclamaient une hausse de salaire. Lors d'un précédent conflit, en 2011, deux contremaîtres de cette compagnie avaient tiré et blessé une dizaine de mineurs. La même année, l'organisation non gouvernementale Human Rights Watch dénonçait dans un rapport l'attitude de compagnies minières chinoises qui, malgré des progrès, continuaient de bafouer les lois du travail et ignoraient les règles de sécurité. Bas salaires, longues journées de labeur... les sociétés extractives chinoises imposent souvent des conditions de travail encore plus dures que celles des compagnies occidentales.

« *Leurs dirigeants calquent ici des habitudes prises en Chine*, relève Ana Alves, chercheuse à l'Institut sud-africain des affaires internationales (SAIIA), basé à Johannesburg, *mais au lieu de pointer du doigt ces entreprises, les États africains devraient plutôt faire appliquer des réglementations du travail qui empêchent ces dérives.* »

Les tensions sont aussi alimentées par l'importation de main-d'œuvre chinoise, notamment dans le secteur de la construction, et par l'arrivée massive de produits chinois à bas coût (textile, équipements électroniques) qui a certes permis à une partie des Africains d'amé-

liorer leur quotidien, mais qui fait souffrir les commerçants locaux, peu armés pour affronter cette concurrence.

Quel est le risque de néocolonialisme pour les pays africains ? « *L'Afrique et la Chine vivent une véritable histoire d'amour depuis une décennie, mais la lune de miel est désormais terminée*, estime la chercheuse Ana Alves. *Doucement mais sûrement, les pays africains prennent conscience de ce risque de néocolonialisme.* »

Début 2012, l'inauguration dans la capitale éthiopienne, Addis-Abeba, du nouveau siège de l'Union africaine (UA), une tour d'une vingtaine d'étages entièrement financée par la Chine, avait fait grincer des dents quelques dirigeants africains.

En juillet 2012, à Pékin, le président sud-africain, Jacob Zuma, avait remercié la Chine de traiter les pays africains en « *égaux* » mais avait mis en garde contre les risques d'une relation commerciale déséquilibrée, « *pas viable sur le long terme* », dans laquelle l'Afrique fournit aujourd'hui avant tout des matières premières : « *L'expérience économique de l'Afrique avec l'Europe dans le passé appelle à la prudence.* »

Certains pays, comme l'Angola, ont décidé de limiter leur dépendance avec la Chine en diversifiant leurs partenariats et en se tournant vers d'autres puissances émergentes du Sud comme le Brésil ou l'Inde, tout en maintenant des liens avec des pays occidentaux. D'autres tentent de conditionner des contrats à des transferts de technologie et de compétences et à des créations d'emplois. Mais face à la puissance chinoise, la marge de négociation est souvent limitée. Fin 2011, Jacob Zuma avait été accusé d'avoir cédé à la pression chinoise en retardant le traitement de la demande de visa pour le dalaï-lama, chef spirituel des Tibétains exilé en Inde depuis 1959. Faute de réponse, le Prix Nobel de la paix 1989 avait annulé sa visite en Afrique du Sud. ■

François Bougon
et Sébastien Hervieu
Le Monde daté du 25.03.2013

MOTS CLÉS

DENSITÉ DE POPULATION

Rapport entre le nombre d'habitants et la superficie d'un territoire, exprimée en hab/km² ou en hab/ha pour les densités urbaines. C'est une variable commode pour rendre compte de l'occupation d'un territoire, mais qui n'a qu'une simple valeur indicative vu l'inégale répartition des hommes au sein d'un pays.

ÈRE MEIJI

Période de l'histoire japonaise comprise entre 1868 et 1912 au cours de laquelle le pays s'est considérablement développé en imitant le modèle occidental, se constituant notamment une puissante industrie.

NPIA (NOUVEAUX PAYS INDUSTRIALISÉS D'ASIE)

Désigne l'ensemble des États d'Asie ayant suivi un modèle de développement inspiré du développement économique du Japon. Ces pays ont adopté une stratégie d'industrialisation par la promotion des exportations.

VOL D'OIES SAUVAGES

Image utilisée pour décrire la stratégie de développement des pays de l'Asie du Sud-Est : s'appuyer sur des bas coûts de main-d'œuvre pour importer des composants, les assembler et exporter les produits finis. Au fur et à mesure que la population voit son niveau de vie augmenter, on se porte vers les secteurs à haute technologie nécessitant une main-d'œuvre qualifiée et peu de matières premières. Enfin, le rôle d'atelier de montage est abandonné aux pays voisins qui bénéficient d'une main-d'œuvre meilleur marché.

ZONE FRANCHE

Espace délimité administrativement, dans lequel la législation nationale ne s'applique pas. La plupart des zones franches sont des zones qui bénéficient de dérogations de droits de douane et où les marchandises entrent et sortent librement.

L'Asie du Sud et de l'Est : les défis de la population et de la croissance

L'Asie du Sud et de l'Est regroupe plus de la moitié de l'humanité. Cette zone s'affirme depuis trois décennies comme un nouveau « centre du monde ». Elle connaît en effet sur toute cette période la croissance économique la plus forte de la planète. Comment caractériser l'affirmation de l'Asie du Sud et de l'Est au sein de l'espace mondial ? Quels sont les défis posés par l'émergence économique de la région la plus peuplée au monde ?



Vue panoramique de Tokyo.

Les espaces les plus peuplés au monde

La population de l'Asie de l'Est et du Sud est de **4 milliards d'habitants**. À elle seule, la Chine en compte 1,35 milliard et l'Inde, 1,0 milliard. Cette **force du nombre** est une des caractéristiques de la région. Dans l'ensemble de cet espace, la transition démographique est en voie d'achèvement. Le taux de fécondité tend à diminuer et se situe actuellement autour de 2,5 enfants par femme. La présence d'une population nombreuse a permis celle d'une **main-d'œuvre abondante** qui a assuré les bases de la croissance, notamment dans l'agriculture, puis dans l'industrie. Elle représente aujourd'hui également un immense **marché de consommateurs potentiels**.

Les zones littorales de l'Asie orientale et les vallées des grands fleuves, par exemple le Gange, présentent des densités très élevées. Le processus de mondialisation a encore renforcé leur poids. Dans cet ensemble, les villes s'affirment. Le taux d'urbanisation du continent n'est que de 42 %, mais cela représente un nombre considérable d'urbains, près de 2 milliards. Et le processus d'**exode rural** se poursuit, sauf au Japon et en Corée, où les taux d'urbanisation sont déjà supérieurs à 80 %. On compte désormais six mégapoles de plus de 20 millions d'habitants, dont Tokyo, Pékin et Mumbai. Au Japon, la mégapole regroupe 105 millions d'habitants, et certains géographes parlent d'une mégapole en formation sur le littoral chinois.

Des territoires marqués par la croissance économique

Le développement de la région est fondé sur des politiques menées par les différents États. Pour le Japon, l'amorce du développement remonte à la fin du XIX^e siècle, avec l'ère Meiji. La **stratégie du « vol d'ois sauvages »** a fait se succéder plusieurs cycles, permettant de garantir une très forte croissance jusqu'aux années 1980. Les nouveaux pays industriels asiatiques (Corée du Sud, Taïwan, Singapour, Hong Kong) ont suivi ce modèle avec succès dans les années 1970. Depuis 1978, le gouvernement chinois s'est lancé dans une politique d'ouverture économique, tout en gardant une ligne politique communiste.

Ces stratégies ont porté leurs fruits. Elles ont consisté à produire à bas coût, puis à investir dans des secteurs de haute technologie, tout en délocalisant une partie de la production dans les pays à main-d'œuvre bon marché. Ces derniers amorcent ainsi leur développement : la région connaît par conséquent une réelle spirale de croissance. Ce processus d'émergence a conduit à un important accroissement des flux de marchandises, mais aussi des flux financiers. Le Japon mais aussi, plus récemment, la Chine et l'Inde investissent dans le monde entier, tel Lakshmi Mittal en France avec Arcelor-Mittal.

La croissance de la région passe par celle de sa production industrielle : produits de haute technologie au Japon et en Corée, produits à bas coût compétitifs en Chine, dont la production industrielle a dépassé en volume celle des États-Unis. En Chine et en Inde, l'industrie développe des produits également accessibles à une partie du marché intérieur, comme les voitures *low cost* produites par le groupe indien Tata. Les délocalisations industrielles venues d'Europe et d'Amérique du Nord contribuent à cet accroissement de la production. Cette industrie a été volontairement littoralisée de façon à optimiser les coûts de transport et à réduire les délais. Les États favorisent la création de **zones franches** et constituent des fonds souverains pour investir dans le monde entier, notamment en Afrique. Les interfaces maritimes de l'Asie sont parmi les plus actives au monde.

La croissance asiatique : limites et inégalités

La locomotive économique de la région reste le Japon, membre de la Triade, même si le PIB chinois a dépassé en valeur absolue (mais pas par habitant) celui du Japon. Les « quatre dragons » (Corée du Nord, Taïwan, Singapour et Hong Kong) ont désormais un profil économique qui les rattache à des pays industriels développés.

La Chine et l'Inde sont deux géants économiques qui conservent cependant le profil de pays en voie de développement, dans lesquels seules certaines parties du territoire et de la population profitent réellement des fruits de la croissance. Les autres pays asiatiques amorcent leur décollage économique, ces « bébés tigres », comme l'Indonésie ou les Philippines, sont encore fragiles. Enfin, des États connaissent d'importantes difficultés, comme le Cambodge ou le Bangladesh.

La région connaît certaines fragilités économiques.

Elle ne dispose en effet que de très peu d'hydrocarbures, qui doivent être presque entièrement importés du Moyen-Orient. Les économies asiatiques sont également très **dépendantes de leurs exportations** et donc à la merci d'une contraction des marchés en cas de crise. Dans la région demeurent par ailleurs de nombreuses tensions : partage de la région du Cachemire entre l'Inde et le Pakistan, rivalité entre la Chine et Taïwan, volonté de Pékin d'accroître son espace maritime en mer de Chine... Les organisations internationales régionales comme l'ASEAN (*Association of South East Asian Nations*) peinent à régler ces différends. La croissance asiatique s'est souvent effectuée sans respect pour l'environnement. Le recours au charbon et l'accroissement du trafic automobile ont conduit à la formation d'un immense nuage de pollution. Enfin, l'Asie du Sud et de l'Est est régulièrement frappée par des **catastrophes naturelles** : inondations au Bangladesh, séismes en Chine et au Japon, tsunamis sur les littoraux. ■



Habitations inondées à Dhaka au Bangladesh.

CINQ ARTICLES DU MONDE À CONSULTER

- **La forte croissance économique en Asie a permis une diminution importante de la pauvreté** p. 78

(Pierre-Antoine Delhommiais, *Le Monde* daté du 02.09.2005)

- **Le siècle de l'Asie** p. 79

(Sylvie Kauffmann, *Le Monde* daté du 30.09.2014)

- **Spiderwoman, la croissance et l'émigration** p. 80-81

(Sylvie Kauffmann, *Le Monde* daté du 18.09.2007)

- **L'Inde débordée par le flux des « déplacés climatiques »** p. 82-83

(Julien Bouissou, *Le Monde* daté du 17.05.2013)

- **Bonne nouvelle : les ouvriers d'Asie se révoltent !** p. 83

(Éditorial du *Monde*, *Le Monde* daté du 10.08.2010)

ZOOM SUR...

Les risques naturels en asie

ÉRUPTION VOLCANIQUE

C'est un risque particulièrement présent dans les pays insulaires de la région (Japon, Philippines, Indonésie).

INONDATIONS

Les pays asiatiques y sont particulièrement exposés en raison de l'intensité et de l'irrégularité des précipitations qui caractérisent leur climat.

TREMBLEMENT DE TERRE

La région y est très exposée car plusieurs plaques tectoniques s'y rencontrent. L'un des plus puissants demeure celui qui frappa la métropole japonaise de Kobé en janvier 1995.

TSUNAMI

Raz-de-marée consécutif à une éruption volcanique sous-marine. Toutes les régions littorales d'Asie y sont exposées, comme l'a montré le tsunami de décembre 2004 survenu dans l'océan Indien et qui causa la mort de plus de 200 000 personnes. En 2011, un tsunami survenu au Japon a endommagé une centrale nucléaire à Fukushima, le risque naturel déclenchant ainsi un risque technologique.

TYPHON

Cyclone tropical qui se manifeste par des vents violents affectant principalement les zones littorales.

Quelques graves catastrophes récentes :

Tsunami (2004)

Parti, en décembre 2004 d'un séisme au large des côtes indonésiennes, il a frappé, outre ce pays, les côtes indiennes, birmanes, thaïlandaises et malaisiennes, faisant plus de 200 000 morts.

Tremblement de terre du Sichuan

Cette région du centre de la Chine a été victime d'un violent séisme en mai 2008 qui a tué plus de 70 000 personnes.

CHIFFRES CLÉS

CROISSANCE DU PIB

Taiwan : 10,8 %
 Chine : 10,3 %
 Thaïlande : 7 %
 Japon : 4 %
 Corée du Nord : 0 %

CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE

Japon : -0,1 %
 Chine : 0,4 %
 Thaïlande : 0,5 %
 Inde : 1,3 %

POPULATION URBAINE

Thaïlande : 34 %
 Indonésie : 44 %
 Chine : 47 %
 Japon : 67 %
 Corée du Sud : 83 %
 Singapour : 100 %

NOMBRE MOYEN D'ENFANTS PAR FEMME

Malaisie : 2,6
 Inde : 2,5
 Chine : 1,6
 Japon : 1,4
 Singapour : 1,4

ÉMISSIONS DE CO² EN 2009 (EN MILLIARDS DE TONNES)

Chine : 7
 Inde : 1,8
 Indonésie : 0,5

IDH LES PLUS ÉLEVÉS

1. Japon : 0,953
 2. Singapour : 0,922
 3. Corée du Sud : 0,921
 4. Brunei : 0,894
 5. Malaisie : 0,811

IDH LES PLUS FAIBLES

1. Timor oriental : 0,514
 2. Bangladesh : 0,547
 3. Birmanie : 0,583
 4. Cambodge : 0,598
 5. Laos : 0,501

DENSITÉS LES PLUS ÉLEVÉES

1. Singapour : 6 700 hab./km²
 2. Maldives : 1 300 hab./km²
 3. Bangladesh : 1090 hab./km²

DENSITÉS LES PLUS FAIBLES

1. Bouthan : 14 hab./km²
 2. Laos : 28 hab./km²
 3. Brunei : 67 hab./km²

Composition :

Les défis du développement et de la croissance en Asie du Sud et de l'Est

L'analyse du sujet

Le sujet reprend en partie l'intitulé du programme. En mettant l'accent sur les thématiques du développement et de la croissance, on veut insister sur le lien qui unit ces deux réalités, mais également sur son caractère non automatique.

Ce qu'il faut faire et ne pas faire

- La principale difficulté de ce sujet tient à la diversité des situations propres à chaque pays de la région.
- L'erreur à éviter serait notamment de traiter la région au seul prisme de la Chine qui, pour être un cas d'école particulièrement intéressant à étudier, ne saurait résumer les réalités régionales, au regard desquelles elle constitue plutôt une exception.



Coin de rue à New Delhi.

Les grandes lignes du développement

I. Une région en plein essor démographique

Dans cette première partie, il faut insister sur la singularité démographique de cette région du monde, qui concentre un être humain sur deux. En effet, on ne peut expliquer l'émergence économique de l'Asie, de même que les difficultés de développement qui lui sont propres, sans tenir compte de cette caractéristique.

II. Une région en plein essor économique

Grâce à sa main-d'œuvre nombreuse et peu coûteuse, mais aussi par ses qualités d'innovations, l'Asie du Sud et de l'Est s'est imposée comme une région on ne peut plus centrale dans l'économie mondiale, notamment s'agissant de l'industrie. En conséquence, la région accumule les excédents commerciaux et engrange ainsi les réserves de fonds. D'où une croissance économique qui atteint des niveaux (plus de 10 % l'an dans certains pays) proprement fulgurants.

III. Une région qui se développe à petit pas

Si la croissance asiatique fait pâlir d'envie n'importe quel pays du Nord, elle ne permet pas pour l'heure d'assurer aux habitants de la région un niveau de vie comparable à celui des pays du Nord. La répartition des richesses mais également le contrôle d'une démographie galopante doivent être repensés pour y parvenir. ■

« La fulgurante émergence de la Chine n'a pas de précédent historique. Il n'a fallu qu'une trentaine d'années à cet immense pays de 1,3 milliard d'habitants pour s'arracher au sous-développement et devenir la deuxième économie mondiale, bouleversant ainsi les équilibres internationaux et la hiérarchie des grandes puissances. »
 (Claude Meyer, 2010)

AUTRES SUJETS POSSIBLES SUR CE THÈME

Composition

- L'Asie du Sud et de l'Est dans la mondialisation.
- En Asie du Sud et de l'Est, une croissance sans développement ?

Croquis : Mumbai, une métropole moderne et inégalitaire (*)



Ce qu'il faut faire et ne pas faire

- Plutôt que de se contenter de juxtaposer une description de la modernité de Mumbai et une autre consacrée à ses inégalités, tout l'enjeu du croquis est d'essayer de relier ces deux aspects, en montrant comment loin d'être contradictoires, ils sont au contraire les deux faces d'une même pièce.
- Par exemple, l'insertion dans la mondialisation, caractéristique d'une métropole comme Mumbai, permet à la fois un développement fulgurant des quartiers centraux (CBD), mais également l'essor anarchique de quartiers périphériques, dont l'ampleur ne cesse de croître sous l'effet de l'afflux massif d'immigrants, attirés par les lumières d'une ville prospère.

L'analyse du sujet

Le croquis doit mettre en valeur deux aspects en apparence contradictoire, mais en fait intimement liés de la métropole de Mumbai : son caractère moderne, qui en fait l'un des avant-postes de la mondialisation en Asie, et son caractère inégalitaire, qui voit cohabiter en son sein la misère la plus profonde et la richesse la plus tapageuse.

La problématique

Pourquoi l'insertion de Mumbai dans l'économie mondialisée se traduit-elle à la fois par un développement rapide de certains quartiers et un accroissement sensible de la misère dans d'autres ?

La légende

I. La capitale économique de l'Inde

Dans cette partie, on montre comment à l'échelle nationale, Mumbai s'est imposée comme la plus puissante métropole et le cœur de l'économie indienne. Il faut pour cela localiser les principaux secteurs d'activités et leur implantation dans la ville.

II. Une métropole au cœur de la mondialisation

On insiste ici sur l'ancrage de Mumbai au sein de l'archipel mégapolitain mondial en montrant que le rayonnement économique de la ville est autant mondial que national. Il faut pour cela montrer l'importance des investissements (IDE) et des implantations étrangères dans la métropole. Le rôle crucial du port et de l'aéroport de la ville sont à mettre en avant.

III. Un développement anarchique et inégalitaire

On termine en évoquant les conséquences de la rapide émergence de Mumbai. En premier lieu, l'afflux de populations et l'essor des constructions provoquent un développement non concerté du tissu urbain à l'origine de graves problèmes (congestion, pollution, etc.). Par ailleurs, la prospérité de la ville attire des populations qui s'y concentrent sans pour autant en tirer réellement profit, accroissant ainsi le poids de la pauvreté dans la ville.

Les astuces graphiques

- Pour la clarté de votre croquis, il est important de bien distinguer, par des figurés de couleurs, les différents types de quartiers qui composent la métropole : résidentiel aisé, slums, quartiers d'affaires, quartiers industriels. Nommez les principaux.
- Il est par ailleurs important de bien représenter le caractère littoral de la métropole (n'oubliez pas de nommer l'océan Indien) avec ce que cela implique, à savoir qu'elle joue un rôle d'interface entre l'Inde (dont elle constitue la porte d'entrée) et le monde. ■

(*) : Ce sujet ne concerne que les séries ES et L (hors-programme en TS)

AUTRES SUJETS POSSIBLES SUR CE THÈME

Composition

- Mumbai : une ville mondiale ?
- Mumbai : une métropole émergente.

MOTS CLÉS

BOLLYWOOD

Nom donné à l'industrie cinématographique indienne par référence à sa rivale américaine Hollywood. Mumbai est le principal pôle de production cinématographique indien.

MUMBAI

Depuis 1996, par souci d'effacer l'héritage colonial, Bombay a été officiellement renommée Mumbai en référence à Mumba, une déesse traditionnelle.

SLUM

Nom donné en Inde à un bidonville.

LIEUX CLÉS

ANTILLA

Nom donné à la tour de 27 étages et 400 000 m², propriété de Mukesh Ambani, l'homme le plus riche d'Inde. Construite en 2010 au sud de Mumbai pour 1,5 milliard d'euros, elle abrite notamment un cinéma, une piscine olympique, 3 hélicoptères et un parking de 150 places. Pas moins de 500 personnes sont employées pour son entretien. Elle abrite la famille du milliardaire, soit six personnes...

BKC

Bandra Kurla Complex (BKC) est un CBD (Central Business District, ou quartier d'affaires) inauguré récemment. C'est l'un des cœurs économiques de la métropole qui accueille, entre autres, le siège de la Banque centrale et la Bourse diamantaire.

BOMBAY STOCK EXCHANGE

C'est la Bourse de Bombay, la plus importante d'Inde.

DHARAVI

L'un des plus célèbres slums de Mumbai, le plus grand d'Asie. 500 000 personnes y vivent entassées dans 2,5 km². Il est notamment connu pour les immenses canalisations d'eau qui le traversent.

La forte croissance économique en Asie a permis une diminution importante de la pauvreté

Certains théoriciens de l'antimondialisme défendent l'idée selon laquelle la croissance n'est pas un bon moyen pour lutter contre la pauvreté. La Banque asiatique de développement (BAD), elle, estime au contraire que le grand dynamisme économique que la région Asie-Pacifique connaît a permis d'y réduire la pauvreté dans des proportions considérables.

Selon le rapport qu'elle a publié mardi 30 août, 621 millions de personnes y vivaient en 2003 dans un état d'« extrême pauvreté » (avec moins de 1 dollar par jour) contre 688 millions en 2002 et 922 millions en 1990. Si l'on considère cette fois le « seuil de pauvreté » (moins de 2 dollars par jour), le nombre d'individus concernés a reculé de 2,019 mil-

liards en 1990 à 1,853 milliard.

« *Les gouvernements asiatiques ont fait des progrès significatifs dans la lutte contre la pauvreté*, a commenté Ifzal Ali, chef économiste de la BAD. *Mais les dernières statistiques montrent clairement que la réduction de la pauvreté reste un défi central auquel toute la région doit faire face.* »

Le rapport souligne qu'en dépit de la décrue spectaculaire dans toute la région Asie-Pacifique, de larges disparités subsistent entre pays. Ainsi, en 2003, plus de la moitié des individus extrêmement pauvres vivaient en Inde (327 millions), alors que l'Asie du Sud-Est n'en comptait plus que 40 millions (contre 94 millions en 1990). Mais c'est la Chine, grâce à la croissance très forte qu'elle connaît depuis une dizaine d'an-

nées, qui enregistre les meilleures performances en matière de lutte contre la pauvreté.

Le nombre de personnes extrêmement pauvres y est passé de 377 millions, en 1990, à 173 millions, en 2003. Le miracle économique chinois s'est aussi traduit par un miracle social. « *Le gros du succès obtenu dans l'ensemble de la région ces dernières années est le résultat d'une forte réduction de la pauvreté en Chine* », résume la BAD.

Cette dernière juge en revanche la performance en Asie du Sud beaucoup moins satisfaisante. « *Bien que le pourcentage de la population d'Asie du Sud vivant dans une pauvreté extrême ait baissé de 41,3 %, en 1990, à 29 %, en 2003, la croissance démographique relativement rapide en Asie du Sud a fait que le nombre absolu de ces pauvres n'a été réduit que d'environ 45 millions* », constate la BAD.

Encore « vulnérables »

Au-delà de la tendance à long terme, favorable, l'institution souligne la volatilité à court terme de la lutte contre la pauvreté au gré des variations des performances économiques. Elle cite l'exemple de l'Inde, qui compte le plus grand nombre de pauvres dans le monde.

En 2002, l'Inde avait enregistré une de ses pires sécheresses. Le secteur agricole, dont beaucoup de nécessiteux dépendent pour leurs revenus, avait été très affecté et la croissance du produit intérieur brut (PIB) avait ralenti à 2,2 %. L'impact sur la pauvreté avait été dramatique.

En 2003, l'agriculture et l'ensemble de l'économie se sont redressés, permettant une nouvelle réduction de la pauvreté, de 34 % de la population, en 2002, à 30,7 %, en 2003. « *Cet important recul est encourageant. Mais le cas indien illustre aussi clairement que des dizaines de millions de gens y vivent sous la menace de la pauvreté et restent vulnérables aux caprices de la météo ou à d'autres facteurs sur lesquels ils n'ont pas de contrôle* », a rappelé M. Ali.

Dans son rapport, la BAD a aussi tenté de dessiner le tableau de ce que pourrait être la pauvreté dans la région Asie-Pacifique à l'horizon 2015. Pour cela, elle a établi plusieurs scénarios en fonction de la croissance économique et des politiques de redistribution.

Le plus favorable est celui dans lequel les pays de la région verraient, dans un contexte de partage équitable des richesses, le niveau de vie par habitant progresser au cours de la prochaine décennie au même rythme que durant la période 2000-2004. En ce cas, le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté ne serait plus que de 108 millions en 2015, la majorité étant concentrée en Inde (85 millions).

En revanche, la Chine ne compterait plus dans dix ans que 2 millions d'individus extrêmement pauvres. Ce fléau serait ainsi quasiment éradiqué du plus grand pays de la planète. ■

Pierre-Antoine Delhommais
Le Monde daté du 02.09.2005

POURQUOI CET ARTICLE ?

Cet article rend compte d'un rapport de la Banque asiatique de développement (BAD) qui se félicite des progrès réalisés en termes de qualité de vie par les pays de la région. Elle attribue ceux-ci aux retombées de la forte croissance économique qu'a connue la région au cours de la dernière décennie, battant par là même en brèche les critiques des altermondialistes pour qui la course à la croissance économique serait contradictoire avec l'amélioration des conditions de vie des populations.

De fait, si le niveau de vie moyen d'un Asiatique

demeure bien inférieur à celui d'un Européen ou d'un Américain du Nord (encore faudrait-il nuancer évidemment cette moyenne selon les pays, tant les situations sont diverses de la Corée du Nord au Japon), il est indéniable qu'il a considérablement augmenté ces dernières années.

Ainsi, les salariés chinois, souvent caricaturés pour leurs salaires de misère, ont obtenu de régulières et conséquentes augmentations qui poussent d'ailleurs certains investisseurs à délaisser la Chine pour trouver, en Asie ou en Afrique, des pays proposant une main-d'œuvre désormais plus compétitive.

Le siècle de l'Asie

Persona non grata aux États-Unis lorsqu'il dirigeait un État, le Gujarat, tristement célèbre pour ses violences interreligieuses en 2002, Narendra Modi y revient par la grande porte. Le moins que l'on puisse dire, c'est que le nouveau chef du gouvernement indien met à profit cette visite officielle à New York et Washington, du 26 au 30 septembre, pour rattraper le temps perdu ; pas moins de 35 entretiens en cinq jours, un discours à l'ONU, un triomphe au Madison Square Garden, des rencontres avec les PDG de Google, PepsiCo, Goldman Sachs, GE, entre autres, et un dîner avec Barack Obama (au cours duquel il ne mangera pas car il jeûne) : un vrai tourbillon.

En quelques mois, M. Modi, élu en mai à la tête de la plus grande démocratie du monde, est devenu une star de l'Asie, un phénomène. On le pensait audacieux réformateur économique mais piètre diplomate, il se révèle un audacieux diplomate et butte sur les réformes. Mais M. Modi n'est pas seul au firmament : le tourbillon qu'il a provoqué aux États-Unis n'est qu'un échantillon de ceux qui sont en train de bouleverser l'Asie. De puissants courants traversent le continent le plus peuplé et le plus dynamique du globe ; ils sont peut-être, en cette période

de grande instabilité mondiale, les signes avant-coureurs d'une recomposition du paysage géopolitique.

Dans ce que l'on s'est remis à appeler le camp occidental, comme à l'époque de la guerre froide, et qui correspond à celui des « économies avancées » dans la terminologie du début de la mondialisation, les secousses sont tout aussi puissantes, mais négatives. Les États-Unis et certains de leurs alliés européens sont de nouveau engagés militairement au Moyen-Orient, dans un combat de longue haleine contre l'extrémisme islamiste, après s'être démenés pour s'en désengager. En Europe, la crise ukrainienne a ruiné pour un moment l'espoir d'une convergence entre la Russie et l'Union européenne, et remis au goût du jour des organisations de la guerre froide, comme l'OTAN et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.

Les dynamiques qui agitent l'Asie sont moins sombres. La Chine, dont l'ascension économique et politique est une source de grande inquiétude pour ses voisins, n'a certes pas abandonné ses prétentions territoriales en mer de Chine, mais la tension y a baissé d'un cran ; le président, Xi Jinping, à la tête de la deuxième économie du monde, boostée par un taux de croissance qui se maintient

à 7,4 %, est très occupé à prêcher la bonne parole de la nouvelle Route de la soie. Cette version chinoise de l'avenir radieux, lancée l'an dernier, encourage les pays d'Asie centrale à suivre Pékin sur la voie du commerce et de la prospérité et à partager son goût pour les infrastructures. Plus récemment, M. Xi a ajouté une variante maritime à la Route de la soie, destinée aux pays d'Asie du Sud et du Sud-Est. Si d'aventure les États-Unis se trouvaient si occupés au Moyen-Orient qu'ils en délaissent leur politique de « pivot » vers l'Asie, Pékin saurait occuper le terrain.

Rapprochement russo-chinois

M. Xi voyage beaucoup. Il a rendu une visite historique à M. Modi, avec des résultats mitigés puisque là, le conflit territorial entre l'Inde et la Chine a fait irruption au milieu des promesses d'investissement. Les deux géants dialoguent, mais la méfiance n'a pas disparu. La toute dernière tournée régionale de M. Xi, au Sri Lanka et aux Maldives, dans l'arrière-cour de l'Inde, n'a pas aidé à dissiper cette méfiance.

La dynamique Modi recoupe une autre tendance lourde, qui est la dynamique Abe. Le premier ministre japonais et son nouveau collègue indien s'entendent à merveille, ils sont tous deux démocrates, nationalistes bon teint, réformateurs déclarés, échangent des conseils sur la gestion de leurs différends territoriaux respectifs avec la Chine et se disent peut-être qu'à deux, ils pourraient éviter que l'Asie-Pacifique ne devienne la sphère d'influence chinoise. Shinzo Abe s'y active autant qu'il peut. Fort de la modification constitutionnelle qui, cet été, a desserré le carcan des forces armées japonaises, il

parcourt la région pour resserrer les liens avec les pays qui, comme le Japon, sont démocratiques et alliés des États-Unis.

Autre dynamique à l'œuvre en Asie : le rapprochement russo-chinois, à l'initiative de Vladimir Poutine, que les sanctions occidentales poussent à aller voir ailleurs. La portée géopolitique du spectaculaire contrat de gaz de 400 milliards de dollars signé en mai entre la Chine et la Russie ne doit pas être surestimée, avertissent les experts. Mais cela n'empêche pas les Japonais de craindre qu'un durcissement de la position occidentale sur l'Ukraine ne pousse la Russie dans les bras de la Chine.

Il y a bien d'autres ramifications de ces réorientations. L'Arctique et ses ressources pétrolières, pour l'exploitation desquelles Russes et Chinois ont besoin des technologies occidentales, est particulièrement sensible aux vents nouveaux. L'évolution des rapports de force entre Chine, Inde et Russie au sein des BRICS ; la réunion, les 11 et 12 septembre au Tadjikistan, de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), institution qui se veut alternative au système occidental, dominée par la Chine et la Russie et à laquelle l'Inde s'intéresse de très près. Ces éléments peuvent aussi porter les germes d'un nouvel ordre mondial. Pour l'heure, explique un diplomate indien, face à Pékin, grands et petits acteurs asiatiques œuvrent surtout pour que le XXI^e siècle soit le « siècle de l'Asie » plutôt que le « siècle chinois ». Ce « siècle de l'Asie », précisément, que Narendra Modi a proclamé, dimanche, devant 18 000 Indiens américains réunis au Madison Square Garden. ■

Sylvie Kauffmann

Le Monde daté du 30.09.2014

POURQUOI CET ARTICLE ?

Le XXI^e siècle pourrait bien être celui du triomphe asiatique. Fort d'une démographie impressionnante, d'une économie dynamique et d'une confiance nouvelle, le continent s'impose peu à peu comme le cœur du monde de demain. Mais cette réalité ne doit pas faire oublier

les nombreuses limites qui peuvent freiner l'Asie dans son ascension, à commencer par ses divisions politiques. Surtout, si certains États asiatiques comme la Chine ou l'Inde prétendent rivaliser avec l'Occident, il ne faut pas oublier qu'il leur reste beaucoup à faire pour offrir à leur population un niveau de vie et de liberté équivalent à celui de leurs rivaux.

Spiderwoman, la croissance et l'émigration

Au fond du parking de l'ambassade d'Indonésie à Kuala Lumpur, en Malaisie, un portail métallique, verrouillé, abrite l'un des dégâts collatéraux les plus cachés de la formidable croissance asiatique. Derrière ce portail vivent en ce moment à peu près quatre-vingt-dix femmes et « trois ou quatre » bébés, entassés dans des dortoirs à lits superposés, prévus pour accueillir cinquante-huit personnes. On a vu pire, remarque Tatang Razak, le consul : « *Quand je suis arrivé il y a dix mois, elles étaient plus de trois cents.* » L'endroit est spartiate, mais propre, clair, le linge soigneusement pendu et le sol de la cuisine copieusement arrosé. Les femmes qui y ont trouvé refuge ne se font pas prier pour raconter leur vie – les journées sont longues et elles ne mettent pas le nez dehors : trop risqué, sans papiers.

Certaines ont déjà acquis une relative notoriété. Nirmala Bonat est là depuis trois ans et demi, en attendant le procès de ses anciens patrons, accusés de lui avoir infligé, pendant cinq mois, des brûlures au 2^e et au 3^e degré. Et puis il y a, vous dit-on avec un brin d'excitation, « *Spiderwoman* », la femme-araignée, « *oui, oui, elle est là!* ». Sommée de s'approcher, Ceriyati Dapin arrive, les yeux baissés. Toute menue dans son jean et son tee-shirt blanc, cette Spiderwoman-là n'a pas trop le physique de l'emploi et

se serait volontiers passée du statut d'héroïne auquel elle a accédé le 16 juin en escaladant la fenêtre de l'appartement où elle travaillait comme employée de maison, au 15^e étage d'un immeuble moderne. À l'aide d'une corde de draps noués bout à bout, elle a commencé à se glisser le long de la façade. « *Je n'en pouvais plus d'être battue* », dit-elle.

Mais, au niveau du 12^e étage, le vent s'est levé et l'a plaquée contre le mur. Elle a regardé en bas, et s'est arrêtée, pétrifiée. Des passants ont appelé les pompiers. Lorsque les sauveteurs l'ont descendue, les badauds ont découvert le joli visage tuméfié de Ceriyati. Depuis quatre mois et demi, cette femme de 34 ans, qui avait quitté son village de Java, ses deux enfants et son mari pour la promesse d'un emploi dans le pays voisin, plus prospère, était enfermée et battue par sa patronne, une Chinoise de Malaisie, sans toucher un sou. Elle aimerait bien, maintenant, rentrer chez elle, mais elle doit rester pour les besoins de l'enquête, qui traîne.

Chaque année, un millier d'immigrées indonésiennes, travailleuses domestiques à Kuala Lumpur, fuient leurs employeurs, victimes de mauvais traitements ou de salaires impayés, et se réfugient à l'ambassade. « *Trois ou quatre par jour* », résume le consul. Sans leur passeport, que les employeurs gardent – une vieille tradition, semble-t-il –,

elles sont clandestines, à la merci d'une arrestation.

Avec près de deux millions de travailleurs immigrés légaux et peut-être un million d'illégaux, soit plus de 10 % de la population, la Malaisie est le plus gros employeur de main-d'œuvre étrangère en Asie, pour alimenter un taux de croissance proche de 6 %. L'Indonésie voisine et ses 220 millions d'habitants fournissent le gros des troupes : 1,2 million d'immigrés légaux, à peu près 800 000 clandestins. Après l'émigration mexicaine vers les États-Unis, c'est le plus gros flux migratoire clandestin du monde.

Les 300 000 employées de maison indonésiennes en Malaisie ont emprunté le même circuit : un agent arrive dans le village et promet des contrats de travail à Singapour, Hongkong, Taïwan, en Malaisie. Pour couvrir les frais de formation, de voyage et de placement, les six à dix premiers mois de salaire seront versés directement à l'agent. Les pays d'accueil n'autorisant pas l'immigration familiale, le travailleur, ou la travailleuse, part seul. Les employées de maison sont logées et nourries par l'employeur, mais les contrats restent très vagues sur ce point. Le temps de travail quotidien n'est pas précisé non plus. Hongkong et Taïwan imposent un jour de repos par semaine, Singapour un jour par mois, la Malaisie aucun. On le voit : tous les abus sont

possibles. « *Parce qu'ils ont payé pour recruter quelqu'un, certains considèrent qu'ils ont acheté un domestique* », tente d'expliquer un diplomate asiatique.

Les Asiatiques ont toujours été mobiles, mais la mondialisation et les différentiels de croissance ont transformé cette mobilité en véritable phénomène économique et social. Les Philippines et l'Indonésie exportent aujourd'hui ouvertement leur main-d'œuvre comme d'autres leurs matières premières. Un chercheur indonésien, Aris Ananta, parle pour son pays de « *matière première non pétrolière : les travailleurs hors frontières* ».

Champions toutes catégories, les Philippins dominent le marché, avec plus de 8 millions de ressortissants à l'étranger (un million « *déployé* », selon l'expression de la banque centrale, dans la seule année 2006), pas loin de 10 % de la population du pays, qui renverront chez eux 14 milliards de dollars US en 2007, soit 14 % du PNB des Philippines.

Promenez-vous dans le centre de HongKong un dimanche et assistez – après la messe – au spectacle inouï et sonore de dizaines de milliers de jeunes femmes, installées en groupes sur des cartons dépliés à même le sol, déballant le pique-nique, improvisant des salons de manucure ou de coiffure, échangeant les photos des enfants restés

au pays. Ce sont quelques-unes des 140 000 employées de maison philippines sur lesquelles repose l'organisation domestique de la classe moyenne de Hongkong. Elles vivent chichement et ne rentrent voir leurs enfants que tous les deux ans, mais, comparé à celui des Indoné-

siennes en Malaisie ou dans les pays du Golfe, leur sort est enviable : salaires corrects, jours de congé, associations professionnelles, soutien de l'ambassade. Dans cinq ans peut-être, Liberty Estebes, 28 ans et jeune mariée, espère retrouver son mari – qui, lui, travaille dans le bâtiment en

Arabie Saoudite –, « *ouvrir un business* » aux Philippines et avoir des enfants.

Aux Philippines, l'émigration temporaire a été perçue comme une solution à la pauvreté. L'argent envoyé aux familles finance la scolarité en école privée et permet d'élever le niveau d'éducation.

Il va directement à ses destinataires, échappant à la corruption. L'Indonésie commence à le comprendre : pour réussir dans l'exportation de main-d'œuvre, il faut savoir la gérer et protéger ses ressortissants. Une nouvelle agence gouvernementale a été récemment créée, un début d'accord négocié avec la Malaisie.

Reste l'inconnu du facteur féminin. Dans les années 1970 et 1980, c'était les hommes qui émigraient, pour nourrir leur famille. Depuis la décennie 1990, aux Philippines, en Indonésie, au Sri Lanka, de plus en plus, ce sont les femmes. Quel est l'impact de l'inversion des rôles sur la structure familiale ? Comment grandissent ces enfants sans mères ? D'ici quelques années, peut-être, une génération fournira la réponse. ■

Sylvie Kauffmann

Le Monde daté du 18.09.2007

POURQUOI CET ARTICLE ?

En partant de l'exemple des mauvais traitements subis par nombre d'immigrées indonésiennes venues chercher un emploi en Indonésie, cet article élargit son spectre pour évoquer l'ensemble des migrations de travail qui caractérisent cette région du monde, particulièrement mobile.

Les Indonésiens et les Philippines sont réputés pour leur tradition d'expatriation. Les remises qu'ils envoient

à leur famille constituent une source de revenus considérable pour l'économie nationale, ce qui explique que l'État encourage ces migrations. **L'une des particularités frappantes des migrations asiatiques est qu'elles concernent surtout les femmes, alors que la plupart des migrations de travail dans le monde sont le fait d'hommes.**

Si ces flux contribuent à rapprocher les différents pays asiatiques et participent donc d'une forme d'intégration régionale « par le bas », les

conditions de travail parfois inhumaines faites à ces travailleurs expatriés et les salaires de misère qui leur sont versés incitent à nuancer l'idée d'une solidarité panasiatique.

Nombre de ces migrations étant clandestines, la protection des migrants est compliquée car, étant en situation irrégulière, ils ne peuvent se plaindre auprès des autorités de leurs pays d'accueil. C'est pourquoi les ambassades de leurs pays d'origine sont les seules à pouvoir réellement tenter de leur venir en aide.

L'Inde débordée par le flux des « déplacés climatiques »

Le réchauffement pourrait rendre les inondations plus violentes.

En 2012, plus du quart des déplacements de population dans le monde provoqués par une catastrophe naturelle ont eu lieu dans le nord-est de l'Inde. Une mousson dévastatrice y a poussé vers l'exode, en plusieurs vagues, près de 9 millions d'habitants.

Ces déplacements forcés sont certes récurrents. Les inondations sont devenues si routinières dans l'Assam, un État situé dans les contreforts de l'Himalaya et traversé par l'un des plus puissants fleuves au monde, le Brahmapoutre, qu'un poste de fonctionnaire chargé des catastrophes naturelles a été créé. « *La plupart des victimes des inondations se réfugient dans des abris provisoires en attendant que l'eau reflue, puis ils retournent chez eux, comme presque tous les ans* », explique le plus simple-ment du monde le titulaire du poste, Harendra Nath Borah.

En 2012, la mousson a été particulièrement intense. Et la violence des inondations pourrait s'accroître dans les prochaines années, sous le double effet du réchauffement climatique et de la construction d'infrastructures à proximité du Brahmapoutre, mettant en péril la vie de millions d'habitants.

Gonflé par les eaux de la mousson, ce fleuve de 2 900 kilomètres de long qui prend sa source au Tibet, passe par l'Inde et le Bangladesh, avant de finir dans le golfe du Bengale, concentre tous les dangers. La légende raconte qu'il serait né lorsqu'un des

avatars du dieu Vishnou, après avoir assassiné sa mère, se fut baigné dans un lac pour se laver de ses péchés. C'est dire la crainte et l'effroi qu'il suscite dans l'imaginaire des autochtones qui l'appellent même « *sang* », dans la langue de l'Assam. Il peut s'étendre sur 13 km de largeur, et son débit est l'un des plus rapides au monde. Mais entre deux moussons, ses terres sont si fertiles qu'elles attirent de nombreux agriculteurs. Et sous la pression démographique, toujours plus d'habitants cherchent à s'y installer durablement.

« *La construction d'infrastructures sur des terres qui appartiennent au fleuve accentue le risque d'inondations violentes dans des territoires jusque-là épargnés* », explique Ashvin Gosain, professeur à l'Institut indien de technologie de Delhi. En période de mousson, les constructions empêchent l'absorption de l'eau par le sol et détournent le courant, de manière parfois impétueuse, vers des zones habitées. L'inondation peut alors se transformer en crue dévastatrice.

La déforestation tout au long du fleuve favorise également le dépôt de sédiments. Le Brahmapoutre déborde plus fréquemment de son lit, et ses berges disparaissent sans cesse sous l'effet de l'érosion. De l'aveu même du ministre indien chargé des ressources hydrauliques, Harish Rawat, 1 850 habitants meurent chaque année dans le pays, noyés dans les inondations.

La superficie de la plus grande

île fluviale du monde, Majuli, située sur le Brahmapoutre, a diminué de moitié depuis 1950 sous l'effet de l'érosion. La plupart des habitants habitent désormais dans des cabanes en bambou sur pilotis, qui peuvent être facilement reconstruites après chaque inondation. D'autres ont déjà migré.

Dans les années qui viennent, les experts redoutent que les inondations s'amplifient encore sous l'effet du réchauffement climatique. Dans les hauteurs de l'Himalaya, les lacs glaciaires, alimentés par la fonte des glaciers, menacent de déborder de leurs digues naturelles. À la moindre secousse sismique, et sous la pression de l'eau, leurs parois peuvent céder, provoquant des « *tsunamis de montagne* » qui emportent tout sur leur passage. Les images satellite ont recensé près de 320 lacs glaciaires dans le Sikkim, un État indien situé dans l'Himalaya, où les habitants vivant en haute altitude sont les plus exposés.

La hausse des températures pourrait également entraîner des précipitations de plus forte intensité lors de la mousson. « *Dans certaines régions, les fortes précipitations seront plus abondantes, en dépit d'une baisse attendue de la pluviosité totale* », prévoit le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) dans un rapport publié en 2012.

Une étude publiée par le ministère indien de l'Environnement va même plus loin. Des régions

comme le nord-est de l'Inde « *pourraient connaître des inondations dont la magnitude augmentera de 10 % à 30 %* ». Les conséquences seront « *importantes pour les infrastructures existantes, comme les ponts, les barrages, les routes* »... Et dans ces régions, « *des mesures d'adaptation doivent être prises* ».

Si les inondations s'aggravent, le gouvernement indien devra s'engager dans une tâche titanesque : consolider et redimensionner les nombreux barrages qui se situent sur le Brahmapoutre. Une autre solution consiste à creuser des canaux et des réservoirs aux abords du fleuve pour résorber les flux, stocker l'eau et limiter ainsi les risques de crue destructrice.

Mais les marges de manœuvre sont réduites. L'Inde n'est pas seule à vouloir réguler le débit du fleuve, celui-ci prenant sa source en Chine. En outre, la moindre intervention sur le Brahmapoutre modifie le sens et la force du courant, le transport des sédiments et, in fine, le tracé du cours d'eau en aval. Les débordements d'un fleuve qui déverse, en période de mousson, près de 50 000 m³ d'eau par seconde peuvent difficilement être contenus.

« *Une telle force de la nature ne peut pas être domptée par l'homme. Mieux vaut s'adapter en commençant par réduire les zones d'habitation à proximité du Brahmapoutre* », estime le professeur Gosain. Conscient des risques qui pèsent sur la population, le gouvernement indien a créé, en 2006, une

autorité de gestion des désastres naturels qui a mis en place des systèmes d'alerte aux inondations. S'il est difficile pour l'Inde d'échapper à la hausse du nombre de ses déplacés climatiques, du moins pourra-t-elle ainsi sauver des vies. ■

Julien Bouissou

Le Monde daté du 17.05.2013

POURQUOI CET ARTICLE ?

L'Inde, qui sera en 2050 le pays le plus peuplé du monde, est également, du fait de sa position littorale et au pied des montagnes de l'Himalaya, l'un des pays les plus vulnérables aux risques climatiques

et aux catastrophes naturelles. Ceux-ci provoquent d'ores et déjà d'importantes catastrophes humanitaires qui poussent des millions de personnes à l'exode. Mais les choses pourraient encore s'aggraver dans les décennies à venir dans la mesure où

le réchauffement climatique va à la fois provoquer une montée des eaux maritimes et une fonte accélérée des glaciers qui alimentent les cours d'eau de la région. Il s'avère donc urgent d'adopter des mesures préventives afin d'éviter de nouveaux drames.

Bonne nouvelle : les ouvriers d'Asie se révoltent !

En matière sociale aussi, c'est en Asie que le monde se transforme à toute allure. Les pays asiatiques connaissent aujourd'hui des conflits sociaux de grande ampleur, alors qu'en Occident les salariés restent – pour l'instant – tétanisés par la crise, le chômage, la pression sur les salaires et les plans de rigueur budgétaire.

Au Bangladesh, la colère des ouvriers du textile ne retombe pas, malgré une hausse de 80 % du salaire mensuel minimum, passé de 19... à 32 euros. Usines saccagées, manifestations violemment réprimées par un gouvernement qui, depuis vingt ans, a voulu faire de son pays un « eldorado » de l'habillement pour les fabricants étrangers.

Au printemps, en Chine, les salariés de Foxconn et de Honda avaient obtenu, à la suite de grèves très dures, des hausses de salaires de 30 % à 60 %.

Ces mouvements sociaux marquent la fin d'une grande illusion, largement répandue chez les économistes et les chefs d'entreprise occidentaux. À leurs yeux, l'Asie constituait un réservoir de main-d'œuvre docile, quasi indé-

puisable et exploitable à l'infini. Il n'y avait donc guère à redouter de pressions salariales : le coût du travail était censé y rester dérisoire pendant des décennies.

C'était oublier un peu trop vite Marx, et la capacité de la classe ouvrière à se révolter contre « *le capitaliste qui essaie continuellement d'abaisser les salaires à leur minimum physiologique* ».

C'était surtout oublier qu'avec la forte croissance et la diffusion rapide de la richesse dans ces pays, leurs populations veulent goûter à cette prospérité matérielle qui les entoure au quotidien et les nargue. À cet égard, les conflits sociaux en Chine ou au Bangladesh sur les salaires expriment moins une révolte contre le système qu'une volonté d'en profiter enfin. Ils témoignent du désir des populations de bénéficier d'un bien-être dont elles ont été longtemps privées et qui est désormais à leur portée ; le désir, par exemple, pour les salariés de Foxconn, de posséder l'iPhone qu'ils fabriquent.

Ces conflits sociaux et les fortes augmentations des rémunérations qui en résultent en Asie sont une excellente nouvelle. Pas seulement d'un point de vue moral, avec la

possibilité de sortir de l'extrême pauvreté et de la misère, ce qui a été le cas de plusieurs centaines de millions de Chinois depuis vingt ans. La mondialisation ne peut être durable que si elle est équitable, c'est-à-dire si elle favorise la convergence des niveaux de vie entre les différentes régions de la planète.

De façon beaucoup plus égoïste, la hausse des salaires en Asie est une aubaine pour les économies occidentales. Certes, les consommateurs devront payer un peu plus cher leurs vêtements. Mais les dé-

localisations dans les pays asiatiques vont devenir de moins en moins attractives au fur et à mesure que le coût du travail y progressera. En outre, tous ces salariés mieux payés constitueront peu à peu de nouveaux clients à qui vendre des sacs à main et des automobiles, ou de nouveaux touristes à accueillir. En se battant pour leurs salaires, les ouvriers chinois ou bangladais défendent aussi nos emplois. ■

Éditorial du Monde

Le Monde daté du 10.08.2010

POURQUOI CET ARTICLE ?

La spectaculaire émergence de l'Asie sur la scène économique mondiale a été facilitée par sa démographie. Étant la région mondiale la plus peuplée, elle a pu offrir aux entreprises du monde entier une main-d'œuvre nombreuse, docile et à bas prix. Mais les temps changent car la docilité a un

temps et, comme c'était prévisible, les ouvriers chinois réclament à présent leur part du gâteau – en l'occurrence des augmentations de salaire. Une évolution qui laisse espérer un rééquilibrage dans la répartition des emplois industriels, qui pourrait notamment profiter aux pays développés qui ont vu leurs usines migrer vers l'Asie au cours des dernières décennies.

LES VILLES CLÉS DU JAPON

FUKUOKA

Plus grosse ville de l'île de Kyushu, à l'ouest du pays.

GRAND TOKYO

Hyper-centre de la mégalopole japonaise dont le cœur est Tokyo. Il compte 34 millions d'habitants. Ses villes principales sont Yokohama, Kawasaki, Saitama et Chiba.

HIROSHIMA

L'un des principaux centres industriels et portuaires de Honshu. La ville a été victime du premier bombardement atomique de l'histoire, le 6 août 1945.

KOBÉ

L'une des plus importantes villes portuaires du pays. Elle a été victime d'un grave tremblement de terre en 1995.

KYOTO

Important centre universitaire. Ses activités dominantes sont l'industrie électronique et le tourisme. Kyoto a accueilli la conférence où a été signé le protocole pour la réduction des gaz à effet de serre, en 1997.

NAGOYA

Ses industries principales sont l'industrie automobile, l'électronique, l'aéronautique et les industries lourdes.

OSAKA

Troisième ville du Japon qui abrite plus de 2,5 millions d'habitants. Tournée vers le commerce et l'industrie, elle possède deux universités et deux aéroports.

TOKYO

Capitale administrative, économique, commerciale et financière du pays, ainsi que son principal centre politique. Elle est située sur l'île de Honshu et compte 13 millions d'habitants. La baie de Tokyo, grâce à l'activité conjointe des ports de Tokyo, Yokohama et Chiba, constitue le plus grand complexe industrialo-portuaire continu du monde.

Japon-Chine : concurrences régionales, ambitions mondiales

Depuis des siècles, le Japon et la Chine sont à la fois rivaux et interdépendants. Le Japon est un membre de la Triade, au modèle démocratique. La Chine est la principale puissance émergente du monde, mais elle reste une dictature communiste. Les deux pays souhaitent avoir un rayonnement mondial, ce qui les rend concurrents à l'échelle régionale.

Deux puissances au rayonnement mondial

Le Japon est le seul pays asiatique à appartenir à la Triade. Son PIB de 5 855 000 millions de dollars a, certes, été dépassé par celui de la Chine, mais il reste le troisième du monde. Rapporté au nombre d'habitants (127 millions), il est largement supérieur à celui de la Chine, de l'ordre de dix fois plus élevé. Son IDH de 0,9 est l'un des plus forts au monde. Le Japon participe à toutes les organisations internationales regroupant les grands pays industriels, comme le G8 ou l'OCDE. Les facteurs de cette puissance sont nombreux : le Japon possède une **avance technologique** importante dans le domaine de la téléphonie et de l'informatique. La puissance financière de sa capitale est révélée par le rôle de sa Bourse, le Tokyo Stock Exchange. La **mégapole japonaise** est l'ensemble urbain le plus dense et le plus peuplé au monde, avec 105 millions d'habitants.

La Chine, de son côté, effectue depuis son entrée dans l'OMC en 2001 une émergence spectaculaire. Elle est

désormais la **première industrie au monde** en volume produit, et ses exportations ont été multipliées par cinq en trente ans. Son PIB de 6 900 000 millions de dollars est le deuxième au monde. La Chine s'est donc fait une place parmi les « grands ». La Chine s'attaque par ailleurs à de nouveaux défis économiques : mise en valeur et **maîtrise de son territoire**, notamment à l'ouest, où se trouvent de nombreuses ressources comme les « terres rares » (minerais rares servant aux produits de haute technologie), ou encore avec le barrage des Trois-Gorges. Elle se lance dans la course à l'espace, la production automobile et celle de biens de haute technologie. Sur le plan géopolitique, la Chine est un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies, elle est une puissance nucléaire, et son armée est la plus nombreuse au monde. Elle a donc développé un réel **hard power**.

Le Japon ne possède pas de puissance comparable. Vaincu lors de la Seconde Guerre mondiale, il ne dispose pas d'une réelle armée, mais d'une **force**

d'autodéfense de seulement 100 000 hommes. Il a en revanche développé un réel **soft power** basé sur son modèle culturel. Il passe par la diffusion de la culture japonaise traditionnelle (zen) et par celle adaptée au marché mondial : mangas, dessins animés, arts martiaux (karaté, judo, aikido), sans compter l'univers des jeux vidéo.

Deux États en concurrence pour le leadership en Asie orientale

Le Japon a créé un phénomène d'entraînement à l'échelle régionale. Par ses investissements et ses délocalisations industrielles, il a suscité le décollage économique



Le barrage des Trois-Gorges en Chine.



Une rue de Shanghai.

des pays voisins. Il est la principale source d'IDE dans la région et le premier investisseur en Chine. En ce sens, il a largement contribué à l'émergence chinoise. Son modèle de développement en « vol d'ois sauvages » passe par plusieurs cycles économiques qui ont été suivis par les NPIA (Corée du Sud, Taiwan, Singapour, Hong Kong) et qui s'amorcent pour les « bébés tigres », comme les Philippines ou le Vietnam. L'État japonais a soutenu cette croissance, grâce à l'action du METI (anciennement MITI), le ministère de l'Économie du Commerce et de l'Industrie. L'image du Japon urbain, de la mégapole, avec

pour centre la mégapole de Tokyo, ville mondiale de 29 millions d'habitants, est un modèle pour la mégapole en formation sur la côte orientale de la Chine.

La Chine a commencé son décollage en 1978 lorsque le gouvernement décida de créer quatre **zones économiques spéciales** (ZES). Elles se sont ensuite multipliées. Dans tous ces choix, l'État apparaît comme l'acteur principal car le système politique reste communiste. Il a cependant favorisé l'émergence d'une bourgeoisie d'affaires qui profite de la croissance. Les choix qui ont été faits conduisent à l'extraversion économique de la Chine et à l'émergence de sa façade maritime, qui est devenue une interface majeure de l'espace mondial.

Entre Chine et Japon, la rivalité n'est pas seulement économique. Les deux pays se sont opposés durant une guerre qui a duré de 1937 à 1945. Ils ont ensuite appartenu à deux blocs différents pendant la guerre froide. Il existe aussi un contentieux territorial concernant les îles Senkaku en mer de Chine, appartenant au Japon et revendiquées par la Chine, à qui elles apporteraient une zone économique exclusive (ZEE) plus large.

Deux puissances limitées

La Chine peut difficilement exporter son modèle économique. Par ailleurs, elle reste une puissance en voie de développement. L'importance de son PIB cache en réalité d'**importantes disparités**, entre 150 millions de personnes appartenant aux classes moyennes et supérieures et le reste de la population, notamment rurale, restée très pauvre. Par ailleurs, la politique de l'enfant unique risque de conduire au vieillissement de la population et a déjà produit un déséquilibre hommes-femmes. Le système politique reste très répressif. Depuis les manifestations sur la place Tiananmen en 1989, des opposants restent emprisonnés. L'accès à Internet demeure très contrôlé et l'information censurée.

Le Japon est l'État le plus endetté au monde : 223 % de son PIB. On note un essoufflement de certaines de ses entreprises, notamment automobiles. Par son lien très fort avec l'économie américaine, il a été frappé de plein fouet par la crise depuis 2008. La concurrence de la Chine se fait de plus en plus sentir. Son modèle social est aussi contesté par certains jeunes et on note un fort taux de suicide. Avec un très faible taux de fécondité (1,4 enfant par femme), le vieillissement s'accélère. Le Japon risque de perdre un million d'habitants par an vers 2020, d'autant plus qu'il reste fermé à l'immigration pour des raisons culturelles. Le Japon connaît aussi une perte de confiance dans l'infailibilité de son modèle, comme l'ont montré en 2011 la catastrophe de Fukushima et sa gestion. ■

LES VILLES CLÉS DE LA CHINE

PÉKIN (OU BEIJING)

Capitale de la République populaire de Chine, située au nord du pays, c'est le centre politique et culturel du pays. Avec 18 millions d'habitants, c'est la deuxième ville chinoise. Elle a accueilli les Jeux olympiques en 2008.

SHANGHAI

Avec presque 20 millions d'habitants, c'est la ville chinoise la plus peuplée. Contrairement à Pékin, elle est située sur le littoral, son nom signifiant d'ailleurs « sur la mer ». C'est la capitale économique de la Chine. Elle a accueilli en 2010 l'Exposition universelle.

HONG KONG

Ville de 7 millions d'habitants, ancienne colonie britannique rétrocedée à la Chine en 1997, elle bénéficie du statut de « région autonome spéciale » (RAS) qui lui permet d'adopter des règles, notamment économiques, différentes de celle du reste du pays.

MACAO

Ancienne colonie portugaise rétrocedée à la Chine en 1999, elle bénéficie du statut de RAS, qui lui a permis de développer une florissante industrie du jeu.

CHONGQING

Ville portuaire fluviale située dans la région du Sichuan, elle a connu une croissance démographique fulgurante ces dernières décennies grâce à l'afflux de migrants venus des campagnes. Son aire urbaine regroupe 32 millions d'habitants, ce qui lui vaut parfois d'être qualifiée de plus grande ville du monde, bien que sa population intra-muros ne soit que de 5 millions d'habitants.

CANTON

Troisième ville la plus peuplée du pays (11 millions d'habitants), en situation littorale, c'est la principale métropole du sud de la Chine. Avec Shenzhen, elle est le principal pôle de la mégapole du delta de la rivière des Perles.

CINQ ARTICLES DU MONDE À CONSULTER

• **Le Japon a fait du vieillissement un moteur du renouveau de sa croissance** p.88

(Romain Geiss, *Le Monde* daté du 08.04.2008)

• **Aux marches de la Chine, une coalition de révoltés** p.89

(Brice Pedroletti, *Le Monde* daté du 04.10.2014)

• **Tokyo s'inquiète de la puissance militaire chinoise** p.90

(Philippe Mesmer, *Le Monde* daté du 01.08.2012)

• **Le yuan chinois s'impose sur la scène internationale** p.91

(Marie Charrel, *Le Monde* daté du 11.10.2013)

• **La Chine et le Japon amorcent une réconciliation** p.92

(Philippe Mesmer et Brice Pedroletti, *Le Monde* daté du 12.11.2014)

CHIFFRES CLÉS

SUPERFICIE

Japon : 377 835 km²
Chine : 9 600 000 km²

POPULATION

Japon : 127 400 000 hab.
Chine : 1 343 200 000 hab.

ESPÉRANCE DE VIE
À LA NAISSANCE

Japon : 84 ans
Chine : 74 ans

AGE MÉDIAN

Japon : 45,4 ans
Chine : 35,9 ans

TAUX DE FÉCONDITÉ

Japon : 1,3 enfant par femme
Chine : 1,55 enfant par femme

POURCENTAGE DE LA
POPULATION URBAINE

Japon : 67 %
Chine : 47,8 %

TAUX DE CHÔMAGE

Japon : 4,2 %
Chine : 6,5 %

PIB

Japon : 5 855 000 millions de dollars
Chine : 6 900 000 millions de dollars

PIB/HAB

Japon : 34 300 dollars
Chine : 8 400 dollars

DETTE PUBLIQUE
EN % DU PIB

Japon : 200 %
Chine : 1,3 %

PART DE L'AGRICULTURE
DANS LE PIB

Japon : 10 %
Chine : 16,3 %

PRINCIPAL PAYS
IMPORTATEUR

Japon : Chine (20 %)
Chine : États-Unis (17,1 %)

NOMBRE DE VOITURES
PARTICULIÈRES POUR
1000 HABITANTS

Japon : 454
Chine : 34

Étude critique de document :

À partir de ce document, montrez en quoi la Chine et le Japon entretiennent des relations faites de concurrence et de complémentarité.

La Chine fragilise l'automobile japonaise

Après la tempête diplomatique autour des îlots Diaoyu/Senkaku, revendiqués à la fois par la Chine et le Japon, les constructeurs nippons évaluent leurs pertes sur le premier marché mondial. [...] C'est que, depuis septembre, rien ne va plus en Chine pour les constructeurs japonais. Les ventes de Toyota ont baissé de 48,9 % en septembre, celles de Honda de 40,5 %, et celles de Nissan de 35,3 %. Selon John Zeng, directeur des prévisions sur la région Asie-Pacifique de LMC Automotive, les constructeurs japonais ont manqué 110 000 ventes potentielles en septembre, soit 2 milliards de dollars (1,56 milliard d'euros) de chiffre d'affaires, alors que les manifestations battaient leur plein dans les grandes villes chinoises. « Les entreprises elles-mêmes ne peuvent rien y faire puisque l'affaire est politique, tout dépend de la capacité des deux parties à s'entendre », constate M. Zeng. Au cours de l'été, les photos de voitures de marques japonaises retournées et parfois en flammes firent le tour de Weibo, le Twitter chinois,

nourrissant la colère mais suscitant également un débat puisque les véhicules en question sont produits localement par des ouvriers chinois. Le mois dernier, le richissime homme d'affaires Chen Guangbiao a tranché en acquérant 43 autos de la marque Geely afin de les offrir aux Chinois dont le véhicule avait été endommagé, « pour preuve de leur patriotisme ». Entouré de drapeaux de la République populaire, il s'était vanté lors d'une cérémonie d'avoir dépensé 5 millions de yuans (près de 627 000 euros) dans l'opération. Dans ce contexte, les constructeurs japonais ont dû ralentir les cadences de leurs chaînes de production. Nissan a fermé ses usines pendant les congés entourant la fête nationale chinoise du 1^{er} octobre, et la production n'a repris que le 8 octobre à un rythme limité. Toyota, qui possède neuf sites en Chine, avait réduit de moitié sa production début octobre avant de passer à 30 % de baisse par rapport à son rythme normal plus tard dans le mois. [...]

(Philippe Jacqué et Harold Thibault, *Le Monde*, 6 novembre 2012.)

L'analyse du sujet

La consigne est claire et donne implicitement le plan à suivre : d'abord mettre en lumière les formes et les raisons de la concurrence entre la Chine et le Japon, puis la nuancer en montrant que les deux pays sont aussi complémentaires dans certains domaines.

Ce qu'il faut faire et ne pas faire

- Comme dans tout commentaire de document, la principale erreur à éviter est de réciter des connaissances sans les rattacher au document à analyser.
- Vous devez donc constamment y faire référence et appuyer chacune de vos affirmations par une référence au document.

La problématique

Pourquoi les tensions diplomatiques récurrentes entre la Chine et le Japon ont peu de chances de dégénérer du fait de leur interdépendance économique ?

Le plan détaillé

I. Des relations tumultueuses

Dans cette première partie, on rappelle pourquoi le Japon et la Chine entretiennent de longue date des

relations houleuses. Celles-ci s'expliquent par le passé militaro-impérialiste du Japon, qui a envahi la Chine et y a commis de nombreux massacres au XX^e siècle. Aussi n'est-il pas étonnant de voir ressurgir des accès de nationalisme pour des raisons en apparence mineures, comme la possession de quelques îlots inhabités en mer de Chine.

II. Des liens étroits

Mais les deux pays sont voisins et leurs économies complémentaires. Pour le Japon, la Chine constitue à la fois un marché (pour vendre ses voitures par exemple) et un vivier de main-d'œuvre pour la sous-traitance de ses entreprises. Pour la Chine, le Japon est une source d'investissements et donc d'emplois. Aucun des deux n'a donc intérêt à aller jusqu'au point de rupture. ■

AUTRES SUJETS POSSIBLES
SUR CE THÈME

Composition

- Chine et Japon, deux leaders pour l'Asie ?
- L'émergence de la Chine signifie-t-elle le déclin du Japon ?

Composition :

Japon et Chine : concurrences régionales, ambitions mondiales.

L'analyse du sujet

Le sujet reprend exactement l'intitulé du programme. Il s'agit donc de se livrer à une comparaison d'ordre principalement géopolitique entre la Chine et le Japon. La formulation du sujet met l'accent sur l'importance des variations d'échelles dans cette comparaison, puisqu'elle demande d'analyser leur concurrence à l'échelle régionale et leurs ambitions à l'échelle mondiale. Les deux aspects sont bien sûr liés, mais chacun possède ses logiques propres.

Synthèse du cours pour une composition

I. Deux États en concurrence pour le leadership en Asie orientale

Le Japon, une puissance ancienne qui cherche à maintenir son rang : les ressorts du miracle japonais et ses difficultés depuis les années 1990. La Chine, une puissance émergente ambitieuse : les causes et les manifestations de l'émergence chinoise.

II. Deux puissances aux ambitions mondiales

Le Japon : une grande puissance qui demeure incomplète. Un géant économique qui demeure un nain géopolitique.

La Chine : une ascension fulgurante. Un rattrapage rapide : amélioration de l'armée, poids économique croissant.

III. Deux puissances fragiles ?

Les défis du Japon : gérer le vieillissement de sa population.

La nécessaire coopération sino-japonaise : les deux voisins ont tout intérêt à s'entendre plutôt qu'à s'affronter. ■

Ce qu'il faut faire et ne pas faire

- Face à un tel sujet, il faut en premier lieu dégager une problématique qui parvienne à concilier en une seule question les enjeux soulevés par les deux échelles d'analyse du sujet.
- Ne pas surinterpréter le PIB brut : le PIB par habitant relativise l'égalité économique apparente entre Chine et Japon.

« Pour la première fois dans l'histoire, Japon et Chine sont simultanément puissances régionales. »
(Claude Meyer)



Les îlots Senkaku (appartenant au Japon mais revendiqués depuis les années 1960 par la Chine) : un bon exemple de la concurrence acharnée entre Chine et Japon.

ZOOM SUR...

Les trois Chine

SUPERFICIE

Chine littorale :
1 300 000 km² (14 %)
Chine intérieure :
2 900 000 km² (30 %)
Chine de l'Ouest :
5 400 000 km² (56 %)

POPULATION

Chine littorale :
503 000 000 (41 %)
Chine intérieure :
590 000 000 (48 %)
Chine de l'Ouest :
130 000 000 (11 %)

DENSITÉ

Chine littorale : 388 hab./km²
Chine intérieure : 203 hab./km²
Chine de l'Ouest : 21 hab./km²

MINORITÉS ETHNIQUES

Chine littorale : 28 %
Chine intérieure : 18 %
Chine de l'Ouest : 54 %

PIB (EN MILLIONS DE YUANS)

Chine littorale : 4 500 000 (57 %)
Chine intérieure : 2 732 000 (36 %)
Chine de l'Ouest : 507 000 (7 %)

CAPITAUX ÉTRANGERS

Chine littorale : 85 %
Chine intérieure : 14 %
Chine de l'Ouest : 1 %

PART DANS LES EXPORTATIONS

Chine littorale : 89 %
Chine intérieure : 9 %
Chine de l'Ouest : 2 %

PART DANS LES IMPORTATIONS

Chine littorale : 91 %
Chine intérieure : 7 %
Chine de l'Ouest : 2 %

PIB PAR HABITANT (EN YUANS PAR HABITANT)

Chine littorale : 8 844
Chine intérieure : 4 637
Chine de l'Ouest : 3 896

Le Japon a fait du vieillissement un moteur du renouveau de sa croissance

L'ouverture du marché du travail aux seniors, l'orientation de l'innovation technologique vers les besoins des personnes âgées, ont remodelé le modèle économique nippon.

La France, entend-on souvent, est condamnée à voir sa population vieillir. « Condamnée », c'est bien le mot ! Car sur un plan personnel, la vieillesse est aujourd'hui souvent vécue comme une relégation, une véritable damnation ; et, d'un point de vue collectif, elle est de plus en plus perçue comme un poids pour la croissance, un handicap pour la compétitivité, voire une menace pour la pérennisation de notre modèle social. Or cela n'est pas une fatalité, mais un choix implicite qui n'a que des inconvénients. Ailleurs dans le monde, d'autres pays en ont une vision plus optimiste : en adoptant très tôt une attitude offensive, le Japon est ainsi en passe de faire du vieillissement l'un des principaux moteurs de sa croissance. Cette profonde mutation du modèle nippon, masquée par la délicate sortie de la crise déflationniste dans laquelle le Japon s'était enlisé depuis 1991, est restée pratiquement inaperçue en France. Elle n'en est pas moins spectaculaire.

Premier chantier, la redynamisation du marché du travail. Afin de compenser la baisse du nombre de travailleurs et de maximiser le taux d'emploi de sa population active, le Japon a fait le choix d'une stratégie intégrée des âges, mêlant public et privé. L'Archipel a ainsi renforcé l'employabilité de ses ressources humaines (notamment des seniors) par des politiques actives de formation et d'emploi : mobilité géographique et professionnelle, rythmes et schémas de travail repensés, modèle d'emploi sans limite d'âge, etc. En privilégiant le droit au travail sur le partage de l'emploi, ces mesures, pratiquées par 83 % des entreprises japonaises

contre seulement 7 % en France, ont présidé au développement d'une culture de vieillissement actif, plébiscitée par 82 % des baby-boomers nippons. Si bien que l'âge médian de retrait effectif du marché du travail y est de 68 ans contre seulement 58 ans en France.

Second chantier, la révision de la gestion et de l'allocation des capitaux. Le vieillissement inverse la tendance à l'épargne et transforme les besoins des ménages. Si une plus forte consommation dynamise la croissance, elle amenuise d'autant le stock disponible pour l'investissement. Afin de maintenir la contribution du capital à la croissance, l'effort a été aussi quantitatif, en attirant davantage d'investissements étrangers (+ 22 % par rapport à 2002), que qualitatif, en réallouant les fonds sous gestion privée (en orientant les *business angels*) ou publique (en privatisant la poste) et en soutenant l'efficacité opérationnelle des entreprises (réforme des établissements publics, des réglementations sur les faillites et les fusions-acquisitions).

Enfin, troisième chantier, le soutien massif à l'innovation. Les pouvoirs publics nippons ont vigoureusement soutenu la recherche et le développement (R & D) – 3,6 % du PIB japonais contre seulement 2,1 % en France –, y compris pendant les années de crise, et ont cherché, avec la complicité des universités et des entreprises, à en maximiser les retombées : en cinq ans, 10 000 entreprises et 250 universités se sont mises en réseau autour de plusieurs des enjeux-clés du vieillissement (santé et sciences du vivant, robotique, technologies de l'information et de la communication, etc.), ouvrant des débouchés estimés à plus de 1 400 milliards d'euros.

Tirée par l'innovation, la croissance nipponne repose désormais sur un cycle vertueux : spécialisation internationale favorable, excédents commerciaux (notamment vis-à-vis de la Chine), hausse de la profitabilité et, avec retard, amélioration du pouvoir d'achat des ménages.

D'une faiblesse apparente, le Japon a fait une force. Les différentes politiques collaboratives public-privé mises en œuvre, d'abord destinées à accompagner le vieillissement, se sont finalement révélées tout aussi efficaces pour en tirer parti. Elles ont permis, grâce aux fruits d'une croissance revitalisée (+ 2,4 % en 2006, + 2 % en 2007, + 3,5 % en rythme annuel au dernier trimestre 2007, malgré un manque à croître lié au vieillissement estimé à 0,7 point par an) et à une meilleure gestion de la dépense publique (– 7 % en 2006), de maintenir les budgets dévolus à la protection sociale, pour financer les retraites et mieux accompagner

la dépendance.

Si le défi n'est pas partout relevé, l'exemple nippon apporte la preuve qu'il n'y a pas de fatalisme au vieillissement pour qui se donne les moyens d'en écarter les menaces et de savoir en saisir les opportunités. La France pourrait donc utilement tirer profit des orientations prometteuses suivies par le Japon, qui sont autant de pistes pour l'agenda social prévu cette année (nouvelle réforme des retraites, maximisation du taux d'emploi des seniors, plan Alzheimer). Il en va certes de la compétitivité future de notre économie, mais également de la pérennisation de notre modèle de société. Un modèle dans lequel les personnes âgées devraient pouvoir regagner non seulement toute leur place, mais aussi tout le respect qu'elles méritent. ■

Romain Geiss

Le Monde daté du 08.04.2008

POURQUOI CET ARTICLE ?

Le vieillissement de la société japonaise est souvent présenté, à juste titre, comme l'un des principaux handicaps du pays, qui pourrait à l'avenir lui valoir de graves difficultés. Mais c'est oublier qu'il est d'abord le symptôme de la réussite japonaise : s'il y a beaucoup de seniors au Japon, c'est certes parce qu'on y fait peu d'enfants, mais aussi parce qu'on y vit bien, longtemps et en bonne santé. Prenant le contre-pied des analyses pessimistes annonçant

le déclin japonais, cet article montre comment le vieillissement de la population peut être transformé en force, pour peu qu'on l'anticipe. Elle stimule notamment l'innovation : ce n'est pas un hasard si le Japon, pays vieillissant, est aussi le leader mondial de la robotique, qui peut notamment servir à assister les personnes âgées dans leur vie quotidienne. Par ailleurs, les personnes âgées constituent un marché solvable qui peut offrir des opportunités économiques nouvelles.

Aux marches de la Chine, une coalition de révoltés

En bloquant les rues de Hongkong, les étudiants hongkongais ont lancé un mouvement de désobéissance civile qui, par ses slogans et son énergie, fait écho aux deux mois de manifestations qui ont paralysé la Chine en 1989, sans toutefois courir le risque d'une répression dans le sang, politiquement intenable. Pékin est parvenu à braquer une grande partie de la population de la Région administrative spéciale en déniait à ses 7 millions d'habitants un suffrage universel authentique.

Nulle part ailleurs, cette confrontation, unimaginable il y a peu, est surveillée avec plus d'attention qu'à Taïwan, où là aussi des étudiants ont, en mars, réussi l'exploit d'occuper le Parlement

POURQUOI CET ARTICLE ?

Cet article revient sur l'une des principales faiblesses de la puissance chinoise. Si le pays a su se hisser aux toutes premières marches du podium économique mondial, il n'est en revanche pas parvenu à rassurer ses voisins sur son pacifisme, et surtout, une partie de ses citoyens défient ouvertement son autorité. L'avenir de la Chine dépendra vraisemblablement de sa capacité à gérer ces contestations internes en faisant preuve de plus de souplesse à l'égard des revendications autonomistes de ses marges. La liberté économique doit ainsi faire place aussi à une dose de liberté politique.

lors de la « révolution des tour- nesols » et d'imposer le principe d'une supervision citoyenne des accords avec la Chine. Jeune démocratie souveraine, Taïwan est suspendue au statu quo fragile d'« *une seule Chine* » – non-indépendance et non-réunification – et à la fameuse formule que Pékin souhaite lui voir appliquer in fine – « *un pays, deux systèmes* » –, justement expérimenté à Hongkong. À une autre extrémité de la planète chinoise, l'immense Xinjiang, aux confins de l'Asie centrale, est en proie à une guerre civile larvée. Les conflits meurtriers se multiplient, tandis que des groupes d'inspiration djihadiste menacent le reste de la Chine. Loin de jouer l'apaisement, Pékin a condamné à perpétuité pour séparatisme, le 23 septembre, l'intellectuel ouïgour laïque et modéré Ilham Tohti, provoquant la consternation. Si le Tibet voisin, qui a connu en 2008 un soulèvement généralisé des populations les plus exposées à l'influence chinoise, puis une vague sans précédent d'immolations, connaît une accalmie, la question de l'après - dalaï-lama n'y est en rien résolue.

Ces quatre territoires obéissent à deux dynamiques différentes : Taïwan et Hongkong se considèrent comme étant à l'avant-garde de la modernité politique chinoise et paniquent devant un État-parti liberticide, allié aux puissances de l'argent – les oligarques de Hongkong et Taïwan et aussi les multinationales. Le Xinjiang et le Tibet sont poussés dans leurs derniers retranchements religieux et communautaires par un processus de modernisation coercitif et inéquitable.

Alors que Hongkongais et Taïwanais défendent des droits

et des libertés plus avancés que le reste des Chinois, Tibétains et Ouïgours en réclament simplement autant que les Han, l'ethnie chinoise majoritaire, ainsi que l'assurance réelle d'être protégés de la sinisation. Pourtant d'ethnie han, Taïwanais et Hongkongais sont attachés à une identité culturelle et une histoire distinctes de celles des Chinois du continent, qu'ils rejettent en bloc. La Chine est paradoxalement confrontée à de sérieuses dislocations sur son territoire, alors qu'elle fanfaronne à l'extérieur.

Chasse aux sorcières

Cette coalition de mécontents aux marches de l'empire dit bien des choses sur la Chine du président Xi Jinping. Elle met au défi un « modèle chinois » qui, sous l'impulsion de ce gardien du « temple communiste », se construit jusque dans la caricature sur le déni de la démocratie à l'occidentale et la défense coûte que coûte par le parti de son monopole sur le pouvoir. À Taipei, mais aussi à Hongkong, tout aurait pu être différent si le successeur de Hu Jintao avait par exemple libéré Liu Xiaobo, le Prix Nobel emprisonné.

Au lieu de cela, la nouvelle présidence a déployé contre la société civile une brutalité inouïe, s'acharnant sur juristes, avocats, blogueurs et universitaires. Cette chasse aux sorcières a profondément indigné à Hongkong, premier observatoire des droits de l'homme en Chine. Au-delà des problèmes hérités de longue date, notamment dans les régions autonomes du Xinjiang et du Tibet, cette ligne dure a un peu plus aliéné ces quatre populations. Cette crise sur plusieurs fronts

rappelle que la question de la démocratie et du système politique est un abcès de fixation dans la Chine d'aujourd'hui. Le vrai-faux suffrage universel proposé par Pékin aux Hongkongais reflète l'aversion du pouvoir communiste à laisser se développer à Hongkong un régime de partis et un système électoral. Comme en Chine, il s'agit de créer une démocratie de façade, tout en contrôlant le mécanisme de l'intérieur. Pour le reste, Pékin invoque le « *rêve chinois* », le grand projet nationaliste de Xi Jinping, comme s'il s'agissait d'une formule magique. Sa capacité à rassembler est une illusion. « *Les conflits qui ont émaillé l'histoire récente, loin d'aboutir à l'abolition de la spécificité de Hongkong, ont, dans une certaine mesure, renforcé son identité politique et sa volonté de la défendre* », note Jean-Philippe Béja dans « Hongkong prend le large », du numéro d'août-septembre de la revue *Critique*. À Taïwan, le pendule politique va sans doute ramener au pouvoir en 2016 les indépendantistes. Au Tibet, la perspective que le dalaï-lama, en exil, disparaisse sans revenir sur sa terre natale épouvante les Tibétains.

Dernier défi, celui venu de l'intérieur de la Chine : si la société civile chinoise semble « sonnée » par la répression de ces derniers mois, elle se nourrit de ce qui se passe à Hongkong et Taïwan, dont la maturité citoyenne est un modèle. Peut-être serait-il temps que les dirigeants du Parti communiste apprennent à composer et à négocier en cas de crise majeure. ■

Brice Pedroletti

Le Monde daté du 04.10.2014

Tokyo s'inquiète de la puissance militaire chinoise

Les îles Senkaku provoquent de nouvelles dissensions entre le Japon et la Chine.

La Chine occupe une place importante dans l'édition 2012 du *Livre blanc sur la défense du Japon*, publié mardi 31 juillet, au moment même où Tokyo et Pékin se lancent dans des surenchères verbales et des gesticulations au sujet d'îles disputées. Le document de près de 500 pages détaille les grands principes de la politique nipponne de défense dans un contexte marqué par la priorité accordée par les Américains à la zone Asie-Pacifique ou encore le changement de pouvoir en Corée du Nord.

Il s'attarde particulièrement sur la Chine pour rappeler que ses dépenses militaires auraient été « multipliées par 30 en 24 ans ». Pékin se voit reprocher ses initiatives militaires. « Ajoutées au manque de transparence dans des affaires de défense et les questions de sécurité, précise le document, elles suscitent une inquiétude au niveau régional et pour la communauté internationale, Japon compris. »

Dans le même temps, Tokyo s'interroge sur les relations entre l'Armée populaire de libération et le Parti communiste chinois au pouvoir, décrites comme « de plus en plus complexes ». « L'armée se modernise et se professionnalise, explique Yasuhisa Ishizuka, conseiller au ministère de la défense, ce qui se traduit par une évolution de sa relation avec le parti. » Mais, en raison d'informations contradictoires, il reste difficile de déterminer l'influence exacte de l'armée dans les processus de décision.

Ces observations interviennent

alors que la question des îles appelées Senkaku au Japon – qui les administre – et Diaoyu en Chine et à Taïwan – qui les revendique – revient sur le devant de la scène. Le contentieux, qui date du début des années 1970, est accentué par le fait que la zone pourrait aussi receler des réserves pétrolières et gazières.

En septembre 2010, la rivalité avait déjà été exacerbée par l'arraisonnement d'un chalutier chinois par le Japon à proximité de ces îles. Elle a été une nouvelle fois aiguisée en avril, quand le très nationaliste gouverneur de Tokyo, Shintaro Ishihara, a annoncé que sa ville négociait leur acquisition pour, selon lui, « les protéger ».

Sur les cinq principales îles Senkaku, l'une appartient à l'État, les quatre autres aux Kurihara, famille de riches propriétaires terriens du département de Saitama, au nord de Tokyo. Elle les a acquises au début des années 1970 auprès des Kago. Cette famille originaire de Fukuoka (île de Kyushu) y a développé à la fin du XIX^e siècle – le Japon les avait intégrées à son territoire en janvier 1895 après avoir constaté qu'elles étaient désertes – une activité de transformation de la bonite qui employa jusqu'à 200 ouvriers. Elle en était devenue propriétaire en 1932. L'entreprise fit faillite en 1940.

Depuis 2002, le ministère de la gestion publique en loue trois pour l'entraînement des forces américaines.

Éviter l'affaire d'État

Suivant l'initiative de M. Ishihara, le gouvernement a indi-

qué qu'il pourrait lui aussi se porter acquéreur des Senkaku. Hiroyuki Kurihara, membre de la fratrie propriétaire, a fait savoir le 20 juillet que la priorité serait donnée à Tokyo pour éviter de « susciter des incompréhensions en en faisant une affaire d'État » qui pourrait alimenter les tensions.

Dans l'attente, la ville de Tokyo a financé une page de publicité dans l'édition du 27 juillet du *Wall Street Journal*. Titrée « Au peuple américain », elle évoque la pression exercée par la Chine sur les Senkaku. La publicité affirme qu'une « défaillance dans le soutien aux nations asiatiques confrontées à la Chine pourrait se traduire pour les États-Unis par la perte de la totalité du Pacifique ».

Tout cela ne laisse pas insensible Pékin, qui critique l'opération conduite par M.

Ishihara. Les 11 et 12 juillet, des patrouilleurs chinois et japonais se sont retrouvés à proximité des îles, les uns invitant les autres à quitter leurs eaux territoriales. Une rencontre entre les responsables de la diplomatie des deux pays à Phnom Penh, le 12 juillet, n'a pas permis de trouver un compromis.

Et quand le premier ministre japonais, Yoshihiko Noda, a évoqué, le 27 juillet, l'engagement des forces d'autodéfense en cas d'« activités illégales » sur le territoire national, « y compris les Senkaku », le porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères, Hong Lei, a qualifié ces propos de « remarques hautement irresponsables ». ■

Philippe Mesmer

Le Monde daté du 01.08.2012

POURQUOI CET ARTICLE ?

L'année 2012 a vu les relations sino-japonaises se dégrader brutalement à propos de la souveraineté de quelques îlots, en apparence sans importance. **Derrière cette brusque montée de tensions, se cache la rivalité de plus en plus ouverte entre deux puissances, qui prétendent toutes deux au statut de leader de l'Asie.** Tandis que le Japon bénéficie d'une prospérité déjà ancienne et d'une stature internationale reconnue, la Chine mise sur sa taille et sa fulgurante ascension économique pour détrôner Tokyo. Cet article illustre les inquié-

tudes japonaises face à l'émergence chinoise, en rendant compte d'un récent rapport du gouvernement nippon, relatif à la montée en puissance de l'armement chinois. Le Japon, qui s'est depuis la Seconde Guerre mondiale imposé une politique pacifiste, ne possède pas officiellement d'armée (mais des « forces d'autodéfense ») et se refuse à développer une arme nucléaire. Mais tous ces dogmes sont remis en cause par la course à l'armement à laquelle se livre le voisin chinois, qui inquiète en plus haut lieu à Tokyo, et pousse certains à demander au gouvernement de réagir.

Le yuan chinois s'impose sur la scène internationale

Nouvelle étape pour le renminbi : un accord d'échange de devises signé entre la Banque populaire de Chine et la BCE.

Le yuan détrônera-t-il un jour le dollar ? La devise chinoise vient en tout cas de franchir une nouvelle étape dans cette direction. Jeudi 10 octobre, la Banque centrale européenne (BCE) et la Banque populaire de Chine (PBoC) ont signé un accord de swap de devises.

Un peu technique, mais l'objectif est simple : faciliter les échanges commerciaux en yuans entre la zone euro et la Chine, en permettant aux banques européennes d'accéder à 350 milliards de yuans (42 milliards d'euros), et aux banques chinoises à 45 milliards d'euros. Des sommes que les établissements pourront mettre à disposition de leurs clients entrepreneurs. « *C'est le troisième plus gros accord du genre signé par la PBoC* », se réjouit-on chez Europlace, l'association de promotion de la place de Paris. Cette « ligne de swap » témoigne surtout de la volonté des autorités chinoises d'internationaliser leur devise. « *Elles rêvent de voir le yuan prendre un poids aussi conséquent que le dollar dans les échanges internationaux* », commente Philippe Waechter, économiste chez Natixis AM. « *Et elles mettent tout en œuvre pour y parvenir.* »

Leurs efforts portent déjà leurs fruits. Les banques centrales des pays émergents (Chili, Nigeria, Thaïlande...) commencent ainsi à utiliser le yuan pour diversifier leurs réserves de change. « *C'est une façon de réduire leur dépendance au dollar tout en renforçant leurs liens avec la Chine* », décrypte Claude Meyer, spécialiste de l'Asie à Sciences Po. Selon la Banque des règlements internationaux, le yuan est également entré en septembre dans le club des dix monnaies les plus échangées au monde. En 2004, elle n'était qu'à la trente-cinquième place.

Une progression étonnante pour une devise qui n'est encore que très partiellement convertible. Contrairement aux autres monnaies, dont le cours varie en fonction de l'offre et de la demande, celui du yuan est en effet piloté au jour le jour par la PBoC, avec des variations maximales de 1 %.

Pékin a commencé à assouplir sa position au milieu des années 2000. Dès 2005, les autorités chinoises ont indexé le yuan non plus sur le dollar, mais sur un panier de devises plus larges. Depuis, elles le laissent s'apprécier très lentement.

Mais le premier changement majeur est intervenu en 2010, lorsque le gouvernement a autorisé les entreprises à utiliser la devise pour les règlements des importations et des exportations, jusque-là surtout payées en dollar. Aujourd'hui, 16 % du commerce extérieur chinois sont libellés en yuans. Selon HSBC, cette part devrait grimper à 30 % d'ici à 2018.

En parallèle, le pays a fait de Hongkong un centre financier offshore de promotion de la devise chinoise. En 2010, la PBoC y a autorisé une filiale de la Bank of China (majoritairement détenue par l'État) à piloter depuis l'île l'offre de yuans à l'international. « *C'est aujourd'hui l'une des principales sources de devises chinoises pour les banques internationales* », explique Bei Xu, économiste chez Natixis.

C'est aussi à Hongkong que certaines entreprises chinoises sont désormais autorisées à émettre des obligations libellées en yuans pour se financer. Voyant là une façon de profiter de l'appréciation progressive de la devise chinoise, les investisseurs se sont, au début, rués sur ces titres. Mais depuis qu'ils se sont

aperçus que les finances des entreprises chinoises manquent parfois de transparence, leur enthousiasme est retombé...

Preuve qu'en la matière, le chemin à parcourir sera encore long. « *Les marchés financiers chinois d'actions et d'obligations sont encore trop petits et opaques* », analyse Claude Meyer. « *Ils n'offrent pas assez d'opportunités de placements aux investisseurs non résidents* », ajoute Philippe Waechter.

Ceux-ci doivent encore obtenir une licence du gouvernement avant de pouvoir entrer sur les Bourses de Shanghai et Shenzhen, et ne peuvent y placer que des montants limités à 2 ou 3 milliards de dollars (1,5 à 2,2 milliards d'euros). « *Pékin redoute qu'une libéralisation trop rapide entraîne des mouvements de capitaux spéculatifs, comme ceux parfois observés sur les Bourses de São Paulo ou Bombay* », détaille Bei Xu. Sur tout, le yuan ne pourra devenir une monnaie de référence que lorsqu'il sera pleinement convertible.

Pragmatique, le pays a prévu de tester une telle mesure dans la zone de libre-échange de Shanghai, un petit territoire de 29 km² inauguré le 29 septembre. Un laboratoire grandeur nature où diverses réformes d'ouverture, telles que la libéralisation des taux d'intérêts, seront expérimentées dès janvier 2014. « *Le projet est encore très flou, car il semble difficile de libéraliser cette zone sans étendre ces mesures au reste de la Chine* », nuance Bei Xu.

Dans tous les cas, l'ascension du yuan dépendra aussi de l'évolution du dollar. « *Tant que le pays d'Obama sera la première puissance financière, le billet vert restera la monnaie de référence aux yeux des investisseurs* », commente Claude Meyer. Selon lui, le basculement n'interviendra pas avant dix ou quinze ans. Mais les États-Unis n'ont pas dit leur dernier mot... ■

Marie Charrel

Le Monde daté du 11.10.2013

POURQUOI CET ARTICLE ?

Longtemps cible de critiques de la part des Occidentaux du fait de sa sous-évaluation, par les autorités chinoises, destinée à soutenir les exportations du pays en baissant artificiellement le prix, le yuan est aujourd'hui à la source d'un nouveau type d'inquiétudes. Compte tenu du poids économique croissant de la Chine, on ne peut en effet que s'interroger sur la possibilité de voir la monnaie

chinoise s'imposer comme la devise de référence dans les échanges internationaux au XXI^e siècle, succédant ainsi au dollar, qui avait lui-même détrôné la livre sterling, dominante au XIX^e siècle. Si certains signaux tendent à confirmer cette tendance, on en est cependant encore très loin. À moyen terme, il semble peu probable que le dollar perde sa prédominance, mais un rééquilibrage en faveur du yuan, possible au détriment de l'euro, n'est pas inenvisageable.

La Chine et le Japon amorcent une réconciliation

La rencontre entre Xi Jinping et Shinzo Abe lors du sommet de l'APEC, à Pékin, est une première depuis deux ans.

Après deux ans de tensions sino-japonaises, et le gel des rencontres à haut niveau entre les deux pays, le président chinois, Xi Jinping, s'est entretenu, lundi 10 novembre, à Pékin, avec le premier ministre nippon, Shinzo Abe, en marge du sommet du forum de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC).

C'est la première fois que les deux dirigeants se rencontrent depuis leur accession au pouvoir fin 2012-début 2013. L'entrevue de vingt-cinq minutes, au Palais du peuple, a été décrite par M. Abe comme « un premier pas » dans le rétablissement de « relations mutuellement bénéfiques fondées sur les intérêts stratégiques communs ». Là brouille date de la nationalisation par Tokyo, en septembre 2012, des îles Senkaku, administrées par le Japon depuis 1895, mais revendiquées par la Chine sous le nom de Diaoyu.

L'accueil réservé à Shinzo Abe par le président Xi Jinping fut pour le moins contraint, voire glacial : la photo des deux dirigeants se serrant la main les montre les yeux baissés, mal à l'aise. En Chine, où l'opinion publique est convaincue du bon droit de Pékin, elle a fait le tour de la Toile.

« C'est désormais à la partie japonaise de décider s'il est possible ou non de ressusciter les relations sino-japonaises », lit-on en conclusion d'un éditorial du quotidien nationaliste *Global Times*, intitulé « Abe doit tenir sa promesse ». En filigrane, l'éditorial prévient que toute nouvelle visite de M. Abe au sanctuaire Yasukuni à Tokyo – qui honore la mémoire des Japonais morts au combat, y compris de dirigeants reconnus coupables de crimes de guerre à l'issue de la seconde guerre mondiale et où le premier ministre japonais s'était rendu en décembre 2013 – est susceptible de remettre en question la réconciliation amorcée lundi. En réalité, M. Abe n'a rien promis à ce sujet.

La rencontre entre MM. Xi et Abe est bien, toutefois, le fruit d'une intense action diplomatique nipponne, le Japon ayant manifestement voulu apaiser les tensions avec la Chine à l'approche du 70^e anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale, en 2015.

En août et en octobre, l'ex-premier ministre nippon Yasuo Fukuda (en poste en 2007-2008), connu pour ses sympathies chinoises, était allé plaider la cause de M. Abe à Pékin. Le 8 novembre, les chefs de la diplomatie des deux pays, Fumio Kishida pour le Japon et Wang Yi pour la Chine, ont poursuivi les échanges. Un accord en quatre points a été conclu. L'engagement le plus concret est de « mettre en place un mécanisme de gestion de crise et d'éviter toute brusque montée des tensions ». Une ligne directe entre les responsables militaires des deux pays pourrait être créée.

« Avancée importante »

Tokyo souhaitait une rencontre sans conditions préalables. L'accord inclut bien la reconnaissance d'une « différence de vue » sur les îles Senkaku-Diaoyu. Mais si le Japon a fait une concession, « il n'est pas allé jusqu'à admettre l'existence d'un contentieux sur la souveraineté des îles », comme le souhaite la Chine, note le chercheur chinois Tong Zhao, du centre Carnegie-Tsinghua à Pékin. Shinzo Abe a confirmé à la télévision nipponne lundi que « [l'accord] ne signifiait pas que l'attitude du Japon avait changé ». Intégrées au territoire nippon en 1895 après la guerre sino-japonaise de 1894-1895, les Senkaku passèrent sous autorité américaine en 1945, avant d'être restituées à Tokyo avec Okinawa en 1972, un geste alors contesté par Taïwan et la Chine populaire. Leur nationalisation par le gouvernement japonais, en septembre 2012, pour parer aux actions des groupuscules d'extrême droite nippons, déclencha une

vague de manifestations anti-japonaises en Chine. Pékin saisit ce prétexte pour envoyer les navires de ses agences maritimes harceler les gardes-côtes nippons, en vue d'imposer progressivement un nouveau statu quo, celui d'une coadministration de facto des îles Senkaku-Diaoyu. Une stratégie qui a culminé en novembre 2013 par l'instauration unilatérale par la Chine d'une zone d'identification aérienne incluant les Diaoyu, au grand dam du Japon – et des Etats-Unis.

Les positions ambiguës prises par le conservateur Shinzo Abe depuis son arrivée au pouvoir en 2012 sur les questions historiques n'ont rien fait pour calmer le jeu. Pékin s'est indigné récemment de la décision de réviser en juillet l'interprétation de l'article 9 de la Constitution pacifiste nipponne.

Ces tensions ont aussi un coût économique pour les deux pays : en 2013, les échanges bilatéraux ont reculé de 6,5 %. Et certains touristes japonais évitent désormais la Chine par crainte de l'hostilité de ses habitants. En 2013, seuls 2,88 millions y sont allés, soit 18 % de moins qu'en 2012. Les investissements directs japonais en Chine sont en chute

libre : ils ont reculé de 43 % entre janvier et septembre 2014. « La dégradation des relations politiques et diplomatiques est une cause majeure de cette baisse », estimait, le 10 novembre, Sadayuki Sakakibara, le président du Keidanren, la principale fédération patronale japonaise, pour qui « le sommet est une avancée importante ». Nombre d'industriels nippons, en particulier dans l'automobile, se considèrent pénalisés sur le marché chinois.

« Il est trop tôt pour dire si l'accord et le sommet vont remettre les relations bilatérales sur la bonne voie, analysait, le 11 novembre, le quotidien *Asahi*. Il est néanmoins possible de chercher une coexistence et une prospérité commune, même si les contentieux subsistent. » En gage de bonne volonté, le Japon a décidé, le jour de ces retrouvailles au sommet, d'assouplir les procédures d'octroi de visas aux touristes chinois. ■

**Philippe Mesmer
et Brice Pedroletti**
(Tokyo et Pékin, correspondants)

Le Monde daté du 12.11.2014

POURQUOI CET ARTICLE ?

Les relations entre la Chine et le Japon sont marquées par une traditionnelle défiance liée à une histoire faite de nombreux affrontements, pour certains particulièrement violents (notamment les massacres de Nankin commis par le Japon en Chine en 1937). Au cours de la seconde moitié du XX^e siècle, le Japon a connu un formidable décollage économique grâce à l'assistance américaine, tandis que la Chine – embourbée dans le maoïsme – est entrée

en hibernation. Or, le fulgurant réveil économique de la Chine de ce début de XXI^e siècle, couplé à sa volonté de se doter d'une puissance militaire et diplomatique à la hauteur de son poids économique considérable, a ravivé les vieilles inimitiés entre les deux leaders de l'Asie. Aussi minces soient-ils, les efforts de réconciliation entre ces deux rivaux historiques sont donc à accueillir avec réjouissance, tout en gardant à l'esprit qu'ils sont souvent fragiles.

LE GUIDE PRATIQUE



CONSEILS DE RÉVISIONS

- Apprendre ses cours régulièrement pendant l'année : les relire le soir même et les apprendre avant chaque évaluation.
- Réviser son cours de façon problématisée : se poser des questions, chercher l'idée directrice de chaque partie. Cela vous entraîne à problématiser et à argumenter.
- Faire des fiches de révisions. Attention aux fiches inutiles : celles qui sont trop longues (en comparaison avec le cours) ou trop courtes. Consacrez-en aux termes techniques et à leurs définitions.
- Être attentif tout au long de l'année aux publications (presse, livres) ou aux émissions de télévision ou de radio qui se rapportent aux thèmes traités et qui peuvent vous aider à mieux comprendre

GESTION DU TEMPS

Il n'existe pas de règle générale en la matière. On peut cependant considérer qu'on peut consacrer 2h30 (1h45 en S) à la composition et 1h30 (1h15 en S) à l'étude de document. Pour la composition, cela suppose de consacrer 1 h (45 minutes en S) à faire un plan détaillé au brouillon et 1 h 30 (1 h en S) à la rédaction. Pour l'étude de documents, on peut consacrer 40 minutes (30 minutes en S) au travail au brouillon et 50 minutes au propre.

PRÉSENTATION DE COPIE ET ORTHOGRAPHE

Il n'y a pas de nombre de points précis attribués au soin de la copie et à l'orthographe. Néanmoins, une copie peu lisible, sale, négligée indisposera le correcteur. Par ailleurs, il est difficile, voire impossible pour le correcteur, de dissocier le fond et la forme. Une copie, même brillante, est désavantagée par une lecture rendue fastidieuse par la présence d'un grand nombre de fautes d'orthographe.

Méthodologie et conseils



L'épreuve d'histoire-géographie

L'épreuve des baccalauréats ES, L et S en histoire-géographie se compose de **deux exercices**. La durée de l'épreuve est de **4 heures en ES/L**, et de **3 heures en S** ; son coefficient est de **4 en L**, de **5 en ES** et de **3 en S**. Le premier exercice est une **composition d'histoire ou de géographie**. Deux sujets au choix sont proposés, mais dans la même discipline. On ne peut donc pas choisir entre histoire et géographie : il y a deux sujets possibles en histoire ou deux sujets possibles en géographie. Le libellé du sujet peut prendre des formes diverses : reprise partielle ou totale d'intitulés du programme, question ou affirmation ; la problématique peut être explicite ou non.

Le deuxième exercice est soit une **analyse d'un ou deux documents** soit un **croquis de géographie**. Pour l'étude de document, une consigne est donnée pour guider le candidat dans son étude. Un seul sujet est donné, soit en histoire, soit en géographie. Pour le croquis de géographie, un fond de carte est fourni au candidat.

L'évaluation de ces épreuves est basée sur plusieurs points. Tout d'abord la **maîtrise d'un certain nombre de connaissances** nécessaires pour mener une **réflexion historique ou géographique**. Ensuite, la capacité à produire un **travail problématisé,**

structuré et argumenté. Enfin, la capacité à s'exprimer dans une **langue écrite correcte** témoignant d'une maîtrise suffisante du vocabulaire spécifique de l'histoire ou de la géographie. Il n'existe pas de barème précis avec un nombre de point attribué à chacun des deux exercices. La **note est attribuée globalement à l'ensemble de la copie**. Cela veut dire que vous ne devez négliger aucun des deux exercices mais, qu'à l'inverse, un exercice particulièrement bien réussi peut contribuer à valoriser la copie.

La composition de géographie

Le but d'une composition est de produire un texte répondant à une **problématique liée à un sujet**. Il s'agit donc d'utiliser ses connaissances au service d'une pensée structurée en fonction de la problématique et de la réponse que l'on compte lui apporter. Plusieurs étapes sont nécessaires au brouillon comme au propre.

Au brouillon :

- **analyser le sujet**. Il faut lire le sujet et y repérer les mots-clés qu'il faut comprendre et analyser, le cadre spatial de l'étude pour éviter un hors-sujet et les connecteurs logiques qui aident à repérer les liens entre les différents termes du sujet ;

- **trouver une problématique**. Il s'agit d'une question

principale, parfois complétée d'une ou plusieurs questions secondaires qui lui sont liées, qui guidera toute l'étude. Dans la problématique, on doit retrouver les mots-clés du sujet, des termes qui sont importants pour le thème traité et des connecteurs logiques ;

- **établir un plan.** Trouver tout d'abord les trois (éventuellement deux ou quatre) grandes parties qui correspondent soit à des thèmes, soit à des périodes. Pour les séries ES et L, il faut ensuite trouver des sous-parties pour chaque partie (deux ou trois généralement). **En S, compte-tenu du temps limité de l'épreuve, on peut se dispenser de faire des sous-parties.**

- **rédiger au brouillon l'introduction et la conclusion.** L'introduction comporte une accroche (on commence par une idée générale, une citation ou un événement important qui permet d'entrer dans le sujet, on définit ensuite les termes importants, on délimite son cadre spatial et temporel), la problématique précédemment établie et une annonce du plan. La conclusion comprend un rappel du plan, avec ses différentes parties, une réponse (nuancée et argumentée) à la problématique et éventuellement une ouverture vers un autre aspect du sujet.

Au propre :

- **rédiger le devoir.** Après avoir recopié l'introduction, il faut rédiger à partir du plan sans rendre apparent les numéros de parties et il faut développer les titres en faisant des phrases. Au début de chaque grande partie, prévoir quelques lignes en annonçant le thème. À la fin de chaque grande partie, faire une transition vers la suivante. Et enfin, recopier la conclusion. Ne sauter des lignes qu'entre les grandes parties, après l'introduction et avant la conclusion. Aller à la ligne sans sauter de ligne entre chaque sous-partie ;

- **intégrer à la copie, si vous le souhaitez, des schémas et/ ou des organigrammes** qui expliquent un processus géographique, mais à condition d'introduire et de commenter ces productions graphiques, même brièvement ;

- **adopter une écriture lisible et un propos clair.** Utilisez un langage soutenu comportant le vocabulaire spécifique de la géographie. Employez des phrases qui ne soient pas trop longues. Attention aux fautes d'orthographe lexicales (mots mal orthographiés) et surtout grammaticales (accords des verbes, participes passés, etc.). Relisez-vous attentivement en gardant le temps nécessaire pour cela avant la fin de l'épreuve.

Commentaire d'un ou deux documents

Cette épreuve a pour objectif de construire un **commentaire du ou des documents proposés**. Il faut pour cela trouver un axe directeur, un plan, et utiliser des connaissances pour expliquer le document. De même que pour la composition, au brouillon comme au propre, plusieurs étapes sont nécessaires.

Au brouillon :

- **lire la consigne avant de lire les documents**, pour avoir une première idée des éléments que l'on doit y chercher ;

- **noter les éléments de présentation du document** (nature, auteur, date, contexte, public visé) ;

- **trouver trois (ou deux) thèmes directeurs** qui permettent de répondre à la consigne. Surligner dans le document les parties qui s'y rapportent. Si trop de parties du texte restent non surlignées, ou bien si trop de parties sont surlignées plusieurs fois, considérez que les thèmes choisis ne conviennent pas ;

- **rédiger au brouillon l'introduction et la conclusion.** On reprendra le même schéma que pour l'introduction de la composition. On remplacera dans l'introduction la définition des termes du sujet par une présentation du document. Dans la conclusion, on veillera à faire référence au document.

Au propre :

- **adopter les mêmes normes que pour une composition.** Votre travail sera néanmoins plus rapide, compte tenu du temps disponible.

- **rédiger chaque sous-partie en veillant à faire systématiquement référence au texte**, soit en le citant entre guillemets, soit en indiquant les numéros de lignes, soit en précisant un élément, si le document est une image ou une carte. Après avoir fait référence au texte, vous devez obligatoirement utiliser des connaissances précises pour l'expliquer. Expliquer un document consiste à montrer en quoi il confirme ou nuance ce que l'on sait par ailleurs. Il s'agit donc d'adopter une lecture critique du document : Quelle est sa portée ? Quelles sont ses limites ?

- **prêter le même soin à la correction et à la fluidité de la langue écrite** que pour la composition.

Croquis ou schéma

Le croquis de géographie nécessite de procéder à une analyse précise du sujet, afin de déterminer les phénomènes que vous souhaitez représenter pour y répondre.

Pour chacun des phénomènes à représenter, choisissez ensuite le type de figuré le plus adéquat en pensant aux difficultés que peut poser leur éventuelle superposition : ponctuel, linéaire ou de surface. Sauf exception, on ne représente pas, par exemple, une ville par un figuré de surface.

Un élément important de l'évaluation d'un croquis est l'organisation de la légende : elle doit être structurée, comme un plan de composition, en plusieurs parties auxquelles vous donnerez des titres.

Portez un soin particulier à la lisibilité de votre travail. Il faut pour cela commencer par les figurés de surface (aplats de couleurs, à faire au crayon de couleur), puis y superposer les figures ponctuelles et linéaires (au feutre ou au stylo) et enfin ajouter quelques éléments de nomenclature (noms de villes, de pays, de fleuves, etc.) judicieusement choisis en fonction du sujet. Pensez à donner un titre problématisé à l'ensemble. ■

CE QU'IL NE FAUT PAS FAIRE

Pour la composition

• Réciter votre cours tel quel, sans vous adapter à la problématique.

• Se contenter d'une problématique qui recopie le sujet (même s'il est précédé de « est-ce que » et suivi d'un « ? », ce qui ne trompe personne...).

• Ne pas citer d'exemple après avoir donné une idée.

• Rédiger la conclusion directement au propre, sans l'avoir préparée au brouillon juste après l'introduction. Le risque étant que la conclusion ne réponde pas à la problématique.

• Faire des fautes d'orthographe et de français. Parmi les plus fréquentes, on peut signaler l'emploi de « Dû à » en tête de phrase, alors qu'on n'emploie cette formule qu'après avoir donné son antécédent...

Pour le commentaire

• S'il y a deux documents, consacrer une grande partie pour chaque document. Il faut au contraire réussir à les lier, en montrant leurs différences ou bien leur complémentarité.

• Paraphraser le texte, c'est-à-dire redire ce qu'il dit déjà, sans mettre les citations entre guillemets.

• Se contenter de mettre bout à bout des citations du texte sans utiliser la moindre connaissance personnelle pour les expliquer.

• Ne pas repérer les différences entre date de rédaction, date de publication et date des événements dont parle le document. Il est important de voir si un texte est un témoignage sur le vif ou bien une analyse *a posteriori*.

Pour le croquis ou le schéma

Veillez toujours à ce que le correcteur puisse avoir sous les yeux votre réalisation graphique et sa légende. Il ne faut donc jamais faire cette dernière au dos du croquis ou du schéma, mais toujours soit sur une feuille à part, soit à côté, soit en dessous.

Crédits

COUVERTURE

Shanghai : © MonicaNinker/ iStock ; réseau de transport : © Greyfebruary/ iStock

CLÉS DE LECTURES D'UN MONDE COMPLEXE

Des cartes pour comprendre le monde

p. 6 Planisphère de Mercator. DR ; p. 7 Projection de Peters DR
p.8-9 réalisation Lézarts Création

LES DYNAMIQUES DE LA MONDIALISATION

Processus, acteurs, débats

p.14 Cargo © Rafael Ramirez Lee/ iStockphoto/ Thinkstock ;

p.15 New York Stock Exchange © iStockphoto/ Thinkstock ; p.16 Smartphone © iStockphoto/ Thinkstock

Mobilités, flux et réseaux

p. 24 Usine © Lifesize/ Thinkstock ; p. 25 Écran © iStockphoto/ Thinkstock ; p.26 Foule © Hemera/ Thinkstock

Des territoires inégalement intégrés à la mondialisation

p.32 City, Londres © iStockphoto/ Thinkstock ; p.33 Golfe persique © Stocktrek Images/ Thinkstock ;

p.34 Paris © iStockphoto/ Thinkstock ; p.35 réalisation Lézarts Création

p.35 Japan, Tokyo, Shinjuku, Tokyo Metropolitan City Hall in the center, aerial view © flashfilm/Digital Vision/ Thinkstock

Les espaces maritimes : approche géostratégique

p.40 plateforme pétrolière © iStockphoto/ Thinkstock ; p.41 Port d'Hambourg © Zoonar/ Thinkstock ;

p.42 Pisciculture © iStockphoto/ Thinkstock ; p.43 réalisation Lézarts Création

DYNAMIQUES GÉOGRAPHIQUES DE GRANDES AIRES CONTINENTALES

Le continent américain : entre tensions et intégrations régionales

p.48 New York © iStockphoto/ Thinkstock ; p.49 Guatemala © iStockphoto/ Thinkstock ;

p.50 Frontière © iStockphoto/ Thinkstock ; p.51 réalisation Lézarts Création

États-Unis et Brésil : rôle mondial, dynamiques territoriales

p.56 Statue de la Liberté © Digital Vision/ Thinkstock ; p.57 Brasilia © Hemera/ Thinkstock ;

p.58 Terre Drapeaux © Stephen Finn/ Fotolia ; p.59 réalisation Lézarts Création

p. 59 Sunset over Rio de Janeiro, Brazil © marchello74/iStock/ Thinkstock

Le continent africain face au développement et à la mondialisation

p.64 Femme © iStockphoto/ Thinkstock ; p.65 Afrique © Arid Ocean/ Fotolia ;

p.66 Le Caire © Hemera/ Thinkstock ; p.67 réalisation Lézarts Création

p.67 Camel Caravan in the Sahara Desert © wrangel/iStock/ Thinkstock

L'Asie du Sud et de l'Est : les défis de la population et de la croissance

p.74 Tokyo © iStockphoto/ Thinkstock ; p.75 Inondation © Stockbyte/ Thinkstock ;

p.76 Delhi © Photodisc/ Thinkstock ; p.77 réalisation Lézarts Création

Japon-Chine : concurrences régionales, ambitions mondiales

p.84 Trois Gorges © iStockphoto/ Thinkstock ; p.85 Shanghai © Goodshoot/ Thinkstock ; p.87 DR

GUIDE PRATIQUE

p.93 © iStockphoto ; p.94 © Fuze/ Thinkstock

(Les statistiques, notamment dans les colonnes "Chiffres clés", correspondent à des données 2010.)

Édité par la Société Editrice du Monde – 80, boulevard Auguste Blanqui – 75013 Paris

Tél : +(33)01 57 28 20 00 – Fax : +(33) 01 57 28 21 21

Internet : www.lemonde.fr

Président du Directoire, Directeur de la Publication : Louis Dreyfus

Directeur de la rédaction : Jérôme Fenoglio

Dépôt légal : mars 2016 - Imprimé par Aubin - Achevé d'imprimer : mars 2016

Numéro hors-série réalisé par Le Monde - © Le Monde – rue des écoles 2016

Pourquoi croire en une société plus collaborative ?

- Merci pour le coup de main.
- On est des voisins "collaboratifs", c'est tendance. Il va avoir un beau bureau ton fils.
- Y'a plus qu'à trouver un voisin collaboratif pour l'aider en math...
- Va sur le site de la MAIF, y'a plein de trucs ! De la maternelle au bac : conseils, cours, préparation aux examens...
- Mais ? Je ne suis pas à la MAIF moi...
- Et alors ? Tout le monde y a accès. À la MAIF, le côté collaboratif, le partage, c'est vraiment leur truc.
- Et expliquer les notices, ils le font aussi ?



Aujourd'hui, on cohabite et on covoiture, on coinvente et on cofinance. On partage des idées, des connaissances, des expériences et des biens. La MAIF s'engage pour cette société collaborative où les gens se font confiance pour mieux vivre ensemble. En favorisant l'accès à l'éducation pour tous, la MAIF met tout en œuvre pour que la réussite ne soit pas un concept mais une réalité accessible à tous, pour aider à la construction d'une société plus juste.

On a tout à gagner à se faire confiance.

Pour tout savoir, rendez-vous sur : maif.fr/solutionseducatives



assureur militant